



DEPARTEMENT DE LA DROME

**COMMUNE
DE
LA BAUME CORNILLANE**

**REVISION DU
PLAN LOCAL
D'URBANISME**

**PIECE n°2-1
RAPPORT DE PRESENTATION**

Partie 1

PLU APPROUVE LE 31 JANVIER 2019

Pascale BLANCHET
Urbaniste

Delphine BARNIER
Paysagiste

Sylvain ARNOUX
Architecte et concepteur graphique

SOMMAIRE GENERAL

	Page
INTRODUCTION	5
LE P.L.U. : RAPPEL DU CADRE LEGISLATIF	5
SITUATION ET PRESENTATION GENERALE	6
COLLABORATIONS INTERCOMMUNALES ET PLANIFICATION SUPRACOMMUNALE	7
Chapitre 1 – DIAGNOSTIC COMMUNAL ET ETAT INITIAL DE L’ENVIRONNEMENT	
1- LE DIAGNOSTIC : CONTEXTE ECONOMIQUE ET HUMAIN	
1.1 Le contexte démographique	12
1.1.1 La commune dans son environnement territorial : une commune rurale sous influence urbaine	12
1.1.2 Les composantes démographiques : une progression démographique continue depuis la fin des années 70 et une population « jeune »	15
1.1.3 Population des ménages : Une taille de ménage qui reste à un niveau élevé, mais qui a tendance à diminuer	16
1.2 Les données socio économiques	17
1.2.1 La population active : Une population très « active » mais qui travaille à l’extérieur de la commune	17
1.2.2 Les emplois et les activités présentes sur la commune : un pôle d’emploi représentatif mais « fragile », une commune qui reste à dominante agricole	18
○ Les emplois	
○ Les secteurs d’activité	
▪ Activités autres qu’agricoles: commerces, services, industrie et artisanat, tourisme	19
▪ L’activité agricole	22
1.3 Le parc logement	36
1.3.1 L’évolution du parc logement : Un parc logement qui connaît une croissance soutenue	36
1.3.2 La structure du parc de résidences principales : De grands logements en maison individuelle et occupés par leur propriétaire	37
1.3.3 Offre foncière et demande en habitat	38
1.3.4 Les besoins en habitat au travers des grandes orientations du PLH	42
1.4 Les équipements	45
1.4.1 Les équipements d’accompagnement de la vie locale	45
○ Equipements de superstructure	

<ul style="list-style-type: none"> ○ Espaces publics ○ Voirie ○ Transports collectifs et déplacements 	
1.4.2 Les équipements d'accompagnement de l'urbanisation : réseaux et équipements divers	52
<ul style="list-style-type: none"> ○ Eau potable ○ Assainissement ○ Electricité ○ Gestion des déchets 	
2- LE TERRITOIRE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT	58
2.1 Les composantes du territoire communal : milieu physique, occupation du sol, paysages	58
2. 1.1 Le territoire communal : les caractéristiques du milieu physique	58
<ul style="list-style-type: none"> ○ Relief – Géologie ○ Hydrologie – Hydrographie ○ Végétation - Espaces naturels et forestiers – Faune ○ La trame verte et bleue 	61 64 72
2. 1.2 Les secteurs à enjeux environnementaux	76
2. 1.3 Organisation de l'occupation du sol, espaces agricoles et structures urbaines, patrimoine bâti	80
<ul style="list-style-type: none"> ○ Toponymie – Histoire des lieux ○ Sites archéologiques ○ Eléments d'intérêt patrimonial ○ Typologie architecturale 	84 85 89
2.2 Les paysages	97
2.2. 1 Les composantes générales du paysage	98
2.2. 2 Les secteurs à enjeux paysagers	111
2.3 Servitudes d'utilité publique, risques et autres contraintes affectant le territoire	114
2.3. 1 Les servitudes d'utilité publique	114
2.3. 2 Les risques environnementaux	115
2.3. 3 Autres éléments de cadrage et contraintes affectant le territoire communal	119
3- SYNTHESE ET MISE EN EVIDENCE DES PROBLEMATIQUES URBAINES ET TERRITORIALES	126
3.1 Bilan de la mise en œuvre du Plan d'Occupation des Sols- Consommation d'espaces - Etat des besoins	126
3. 2 Mise en évidence des problématiques et des enjeux dégagés par le diagnostic :	132
CONCLUSION : DU CONSTAT AUX ENJEUX : TABLEAU SYNTHETIQUE	
FIN 1ère partie	141

1- LE PROJET COMMUNAL : CHOIX RETENUS POUR ETABLIR LE PADD

142

1. 1 Rappel des objectifs de la commune pour l'élaboration du P.L.U.
1. 2 Les choix retenus pour établir le P.A.D.D.
1. 3 Les choix retenus dans les Orientations d'Aménagement et de Programmation (OAP)

2- DU P.A.D.D. AUX DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES : MOTIFS DE LA DELIMITATION DU REGLEMENT GRAPHIQUE, DES REGLES APPLICABLES

157

2. 1 Les objectifs de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain 157
2. 2 Les motifs de la délimitation des zones et des règles applicables 161
 2. 2.1 Les zones Urbaines dites « U » 162
 - ZONE UA
 - ZONE UB
 - ZONE UE
 - ZONE UI
 2. 2.2 La zone à urbaniser dite « AUo» 169
 2. 2.3 La zone agricole dite zone « A » 171
 2. 2.4 La zone naturelle dite zone « N » 179
 2. 2.5 La gestion du bâti existant en zone A et N 186
 2. 2.6 Les éléments des dispositions générales du règlement 203
 - Les secteurs à risques 203
 - La zone humide 204
 - Les éléments du patrimoine naturel ou bâti à protéger au titre des articles L 151-19 et L 151-23 du code de l'urbanisme 206
 - ELEMENTS DE PAYSAGE : ENSEMBLE DES ELEMENTS BOISES OU VEGETAUX 208
 - ELEMENTS DE PAYSAGE : PATRIMOINE BATI A PROTEGER 223
 - TABLEAU SUPERFICIE DES ZONES DU PROJET DE PLU 224
 2. 2.7 Du POS au projet de PLU 226
2. 3 Prise en compte des servitudes d'utilité publique 231
2. 4 Cohérence avec les documents supra-communaux 231

3- INCIDENCES DES ORIENTATIONS DU PLU SUR L'ENVIRONNEMENT

238

3. 1 Consommation d'espaces agricoles et naturels 238
3. 2 Milieux naturels et biodiversité 240
3. 3 L'eau : les pollutions et la qualité des eaux superficielles et souterraines 241
3. 4 Risques et nuisances 243
3. 5 Paysages 243
3. 6 Qualité de l'air 244
3. 7 Déchets 244

4- INDICATEURS POUR L'EVALUATION DES RESULTATS DE L'APPLICATION DU PLAN

245

ANNEXE RAPPORT DE PRESENTATION

249

RECOMMANDATIONS RELATIVES AUX ARBRES REMARQUABLES ET FICHES PLANTATIONS

249

INTRODUCTION

La commune de La Baume Cornillane dispose d'un Plan d'Occupation des Sols ayant valeur de PLU et approuvé le 3 octobre 1986. La commune a prescrit la révision de son Plan Local d'Urbanisme par une délibération en date du 3 février 2012.

En application de la loi Alur, le PLU en révision n'étant pas approuvé à la date du 27 mars 2017, les dispositions réglementaires du Plan d'Occupation des Sols qui étaient en vigueur auparavant, sont devenues caduques.

Jusqu'à l'approbation du présent projet de PLU et à son entrée en vigueur, il est donc fait application du règlement national d'urbanisme sur l'ensemble du territoire communal de La Baume Cornillane.

Le présent projet de développement du PLU de La Baume-Cornillane a été analysé par l'autorité environnementale dans le cadre de l'examen au cas par cas préalable à une évaluation environnementale. L'autorité environnementale a conclu par une décision en date du 6 juin 2017 que le projet de révision du PLU de La Baume-Cornillane n'est pas soumis à évaluation environnementale.

Ce projet a été arrêté par délibération du conseil municipal le 25 avril 2018, puis soumis à enquête publique.

LE P.L.U. : RAPPEL DU CADRE LEGISLATIF

Depuis le vote des lois SRU (décembre 2000) et Urbanisme et Habitat (juillet 2003) qui fondent le Plan Local d'Urbanisme, d'autres textes sont venus modifier les contenus des documents d'urbanisme.

LE PLAN LOCAL D'URBANISME (P.L.U.), est un document d'urbanisme réglementaire introduit par la loi Solidarité et Renouvellement Urbain (dite loi S.R.U.) du 13 décembre 2000, et qui a pour finalité notamment d'établir le projet global d'urbanisme et d'aménagement de la commune et de fixer les règles générales d'utilisation du sol sur le territoire de la commune.

C'est aussi un document de planification intégrant les objectifs de développement durable dans une conception globale de l'aménagement et de l'urbanisme, et s'appuyant sur un développement urbain équilibré, cohérent, et durable, dans le respect des principes fondamentaux définis à l'article L.101.2 du code de l'urbanisme, à savoir :

- principe d'équilibre entre :
 - renouvellement urbain, développement urbain maîtrisé, restructuration des espaces urbanisés, revitalisation des centres urbains et ruraux, mise en valeur des entrées de ville et développement de l'espace rural,
 - préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières, utilisation économe des espaces naturels, protection des sites, milieux et paysages naturels,
 - sauvegarde des ensembles urbains, protection, conservation et restauration du patrimoine culturel;
- qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville
- principe de diversité des fonctions urbaines et rurales, de mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs en matière d'habitat, d'activités économiques, touristiques, d'activités sportives ou culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces, services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés, de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile.
- sécurité et salubrité publiques
- prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature,
- protection des milieux naturels et des paysages, préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques,

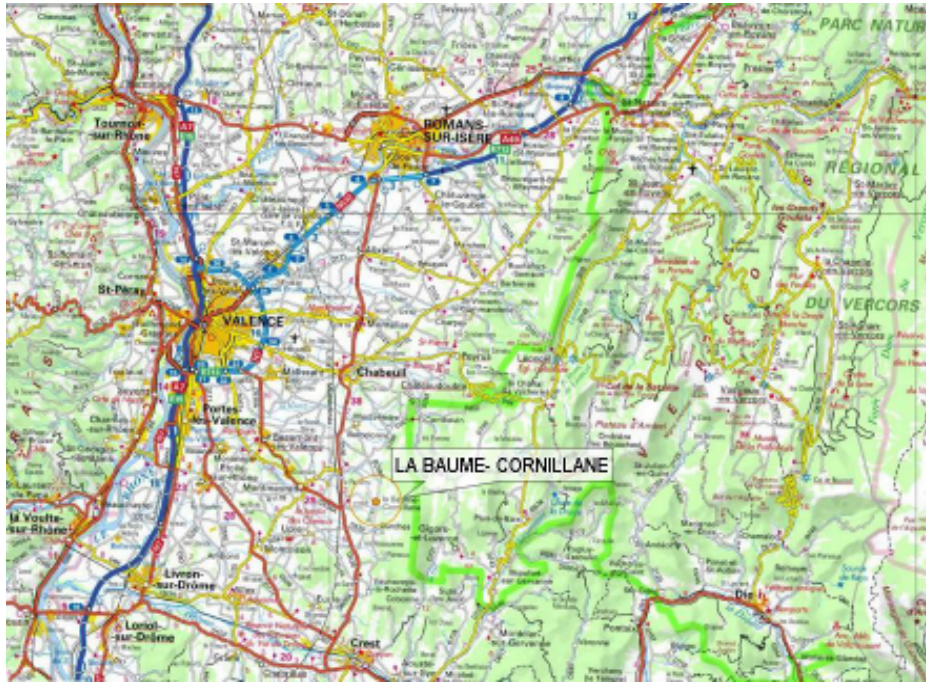
- lutte contre le changement climatique et adaptation à ce changement, réduction des émissions de gaz à effet de serre, économie des ressources fossiles, maîtrise de l'énergie et production énergétique à partir de sources renouvelables.
- Ces principes de prise en compte des enjeux de développement durable sont renforcés par la loi du 12 juillet 2010 portant engagement national pour l'environnement qui exige notamment que les PLU fixent des objectifs de modération de la consommation d'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

Application des mesures transitoires dans le cadre de la « modernisation du contenu des PLU » :

Concernant le décret du 28 décembre 2015 relatif à la partie réglementaire du livre Ier du code de l'urbanisme et à la modernisation du contenu du plan local d'urbanisme qui est entré en vigueur le 1er janvier 2016, la révision du document d'urbanisme de La Baume Cornillane ayant été engagée avant le 1er janvier 2016, et le conseil municipal n'ayant pas délibéré en ce sens, les dispositions des articles R. 123-1 à R. 123-14 du code de l'urbanisme dans leur rédaction en vigueur au 31 décembre 2015 restent applicables au présent projet de Plan Local d'Urbanisme.

Le projet de P.L.U. de La Baume-Cornillane, arrêté par délibération du conseil municipal en date du 25 avril 2018, a fait l'objet d'un examen au titre des articles L 151-12 et L 151-13 du code de l'urbanisme, par la Commission Départementale pour la Préservation des Espaces Naturels Agricoles et Forestiers (CDPENAF) qui s'est réunie le 28 juin 2018. En parallèle, trois secteurs du territoire communal ont fait l'objet d'études de discontinuité au titre de l'article L 122-7 du code de l'urbanisme, dont les conclusions ont servi de base à l'établissement du zonage du projet de Plan Local d'Urbanisme. Ces études de discontinuité ont été examinées lors de la séance de la Commission Départementale de la Nature, des sites, et des Paysages du 19 juin 2018.

SITUATION ET PRESENTATION GENERALE : Une commune en limite « d'influence urbaine »



La commune de La Baume Cornillane s'inscrit dans un territoire rural encore aujourd'hui très agricole, à l'articulation de la Plaine Valentinoise en piémont et des premiers contreforts sud-ouest du Vercors (Montagne de la Raye). Elle est également située en bordure du Parc Naturel Régional du Vercors. Classée en zone de « Montagne », elle est soumise aux dispositions de la Loi Montagne.

Commune rattachée au canton de Crest et à l'arrondissement de Valence, La Baume Cornillane est localisée à 10 kilomètres au sud-est de Chabeuil, à 15 km de Crest, à 18 km de Valence et à 18 kilomètres de Valence. Située en bordure de l'axe Romans – Crest (RD 538, itinéraire bis de la vallée du Rhône), elle reste proche des grandes voies de communication et de transport (Autoroutes A7 et A49, Gare Valence TGV, Aéroport de Valence-Chabeuil,) tous situés dans un périmètre d'une trentaine de kilomètres au plus. Au regard de sa position géographique, elle est également tournée vers la vallée de la Drôme et Crest, mais reste sous la dominance de l'aire d'influence urbaine de Valence.

Son territoire, d'une superficie de 1442 hectares, est limitrophe des communes de Montmeyran à l'ouest, de Montvendre et de Combovin au Nord, de Gigors et Lozeron côté Est bordure Vercors, et de Ourches au Sud. Elle compte une population municipale légale « 2014 » de 449 habitants (464 habitants en population totale) au 1^{er} janvier 2017.

COLLABORATIONS INTERCOMMUNALES ET PLANIFICATION SUPRACOMMUNALE

❖ LE TERRITOIRE ET L'INTERCOMMUNALITE

⇒ La Communauté d'agglomération VALENCE ROMANS AGGLO :

La Baume-Cornillane fait partie de la Communauté d'agglomération « VALENCE ROMANS AGGLO », créée le 7 janvier 2017. Constituée à partir de la fusion de deux intercommunalités : la communauté d'agglomération Valence Romans Sud Rhône-Alpes (51 communes) et la Communauté de communes de la Raye (5 communes). Cette communauté d'agglomération qui regroupe aujourd'hui 56 communes dont Valence et Romans, représente une population de près de 216 000 habitants.

Valence Romans Agglo a repris la totalité des compétences exercées auparavant sur les territoires des intercommunalités de Valence Romans Sud Rhône-Alpes et de la Raye. Certaines compétences s'exercent donc sur tout le territoire, d'autres sur une partie seulement.

Ses compétences :

- Développement économique : zones d'activités, accompagnement, implantation
- Transports et mobilité : transports collectifs CITEA, covoiturage, libélo (vélos)
- Aménagement de l'espace communautaire : zones d'aménagement concertées (ZAC) à dominante économique, Schéma de cohérence Territoriale (SCOT)
- Habitat : Action et aide en faveur du logement social d'intérêt communautaire (OPH), amélioration du parc immobilier bâti (OPAH, PIG), Programme de l'habitat (PLH)
- Assainissement : collectif et non collectif,
- Gestion des déchets : collecte des déchets ménagers, tri sélectif, déchetteries
- Culture : réseau des médiathèques, équipements d'enseignement (musique, danse, design), équipements de mise en valeur du patrimoine,...
- vie sociale : petite enfance, enfance jeunesse
- Equipements sportifs d'intérêt communautaire,
- Autres compétences : politique de la Ville, voirie, éclairage public, environnement et cadre de vie, fourrière animale, accueil des gens du voyage.



Depuis le 1er janvier 2017, la Communauté d'agglomération Valence-Romans Agglo a récupéré la compétence GEMAPI (Gestion des milieux aquatiques et protection des inondations), compétence qui était portée auparavant par le Syndicat Mixte du Bassin Versant de la Véore : gestion des eaux superficielles, gestion et l'entretien des cours d'eau du bassin versant de La Véore, la préservation du patrimoine aquatique et halieutique, la promotion des activités liées à l'eau, et lutte contre les inondations.-.

Valence Romans Agglo porte différents documents avec lesquels le PLU en révision doit être compatible ou que le PLU doit prendre en compte :
- le Programme Local de l'Habitat (PLH) adopté par le conseil communautaire le 8 février 2018 pour une durée de 6 ans,

- le Plan Climat Energie Territorial (PCAET) qui est en cours d'élaboration. Il a été arrêté par le Conseil Communautaire le 7 décembre 2017 et devrait être approuvé courant 2018 pour une durée de 6 ans avec une évaluation tous les 3 ans

⇒ **Le Syndicat Valence Romans Déplacements (VRD)**

La commune fait partie du périmètre de compétence de Valence-Romans Déplacements qui couvre un territoire habité par 255 000 personnes sur 69 communes. Ce syndicat a en charge l'organisation des transports et des déplacements urbains sur le bassin de vie de Valence, Romans sur Isère et Bourg de Péage

Un Plan de Déplacements Urbains (PDU) a été approuvé en février 2016 pour une durée de 10 ans.

⇒ **Le SYTRAD**

De par son appartenance à la communauté d'agglomération Valence-Romans-Agglo, la commune de La Baume-Cornillane est représentée au sein du Syndicat de Traitement des Déchets Ardèche-Drôme (SYTRAD).

Le SYTRAD est un syndicat mixte fermé, qui a été créé en 1992. En 2017, il regroupe 13 structures intercommunales (communautés d'agglomération, communautés de communes et syndicats de collecte) du Nord et Centre Drôme Ardèche, soit 351 communes et plus de 510 000 habitants.

La commune de La Baume-Cornillane fait partie également de plusieurs autres structures de coopération intercommunale, notamment :

⇒ **Le Syndicat Mixte du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Grand Rovaltain Drôme Ardèche:**

La commune de La Baume Cornillane se situe dans le périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) du Grand Rovaltain approuvé le 25 octobre 2016 et devenu exécutoire depuis le 17 janvier 2017.

Le syndicat mixte du SCoT créé en juin 2010 a eu en charge la réalisation du projet de SCoT.

Il réunit aujourd'hui environ 300.000 habitants, répartis sur un territoire de 103 communes organisées en cinq intercommunalités réparties sur deux départements (1 500 km²) autour des agglomérations de Valence, Romans sur Isère et Tain L'Hermitage.

Le SCoT du Grand Rovaltain porte sur la période 2016-2040 avec une évaluation tous les 6 ans.



⇒ **Le syndicat d'Irrigation de la Drôme**

Il regroupe depuis le 1^{er} janvier 2014, les syndicats intercommunaux qui étaient compétents en matière d'irrigation et de gestion des ressources en eau, et notamment l'ancien Syndicat Intercommunal de la Bourne auquel appartenait le territoire de La Baume Cornillane.

Il a pour compétence l'exploitation technique, l'entretien la gestion et l'amélioration du fonctionnement des réseaux d'irrigation.

⇒ **Le syndicat départemental d'énergie de la Drôme (SDED) :** Organisation des services publics en matière d'électrification (notamment distribution d'électricité, extension, renforcement et enfouissement des réseaux,...) sur l'ensemble du département.

⇒ **Le Syndicat Intercommunal des Eaux du Sud Valentinois (SIESV)**

La Baume Cornillane fait partie des 12 communes adhérentes à ce syndicat qui a pour mission d'assurer le service public de la distribution d'eau potable auprès des 30 000 habitants de ces communes.

❖ **LA COMMUNE DANS SON ESPACE ENVIRONNANT**

La commune de La Baume Cornillane appartient, au sens de l'INSEE, à l'aire urbaine de Valence (couronne d'un « grand pôle urbain »).

Une aire urbaine est un ensemble de communes, d'un seul tenant et sans enclave, constitué par un pôle urbain (unité urbaine) de plus de 10 000 emplois, et par des communes rurales ou unités urbaines (couronne périurbaine) dont au moins 40 % de la population résidente ayant un emploi travaille dans le pôle ou dans des communes attirées par celui-ci).

Montmeyran et Montvendre sont les deux pôles d'équipements et de services les plus proches de La Baume Cornillane (chacun situé respectivement à 5,5 kilomètres et 7,5 kms du village de La Baume Cornillane). Ces deux bourgs apparaissent comme des pôles de « proximité » (commerces alimentaires de 1^{ère} nécessité) ; Chabeuil et Beaumont-Lès-Valence qui offrent une armature de commerces, services et équipements, plus complète et diversifiée, comme des pôles de la gamme « intermédiaire ».

Bien qu'ayant conservé son caractère rural, de par son positionnement par rapport à la ville centre et à l'ensemble de l'agglomération, la commune est considérée comme « commune de la deuxième couronne sous influence urbaine ».

La Baume Cornillane est intégrée au bassin de vie de Beaumont-Lès-Valence (6 communes). Le bassin de vie est le plus petit territoire sur lequel les habitants ont accès à la fois aux équipements de la vie courante et à l'emploi, et, à une échelle plus large, à la zone d'emploi de Valence et au bassin d'habitat, intitulé « Grand Valentinois » (une vingtaine de communes autour de Valence).

❖ **LA PLANIFICATION SUPRACOMMUNALE**

La commune de La Baume Cornillane est concernée par le Schéma de Cohérence Territoriale (SCOT) puisque intégrée dans le périmètre du Schéma de Cohérence Territoriale (SCoT) dit « **SCoT du Grand Rovaltain Drôme Ardèche** ».

Le SCoT est un document d'urbanisme supra communal qui sert de cadre de référence et « s'impose » au P.L.U. Il fixe à l'échelle du territoire intercommunal les orientations fondamentales en matière d'aménagement, d'urbanisme, de gestion prospective de ce « grand territoire » sur les 20 à 30 prochaines années.

Il vise à garantir la cohérence des politiques sectorielles en matière d'urbanisme, d'environnement, d'habitat et d'énergie, de déplacements, d'implantations commerciales, de grands équipements,... dans une perspective affirmée de développement durable (réduction de la consommation d'espaces agricoles et naturelles par l'urbanisation, réduction des émissions des gaz à effet de serre, diminution des obligations de déplacements,...).

Le schéma de cohérence territoriale comprend :

- Un rapport de présentation : il présente notamment l'analyse de l'évolution du territoire sur la base d'un diagnostic préalable, l'explication des choix retenus pour établir le projet d'aménagement et de développement durables et le document d'orientation et d'objectifs, la justification des objectifs chiffrés de la limitation de consommation d'espaces agricoles, naturels et forestiers ;

- Un Projet d'Aménagement et de Développement Durables (P.A.D.D.).

Le P.A.D.D. fixe les objectifs des politiques publiques (urbanisme, logement, transports et déplacements, implantation commerciale, équipements structurants, développement économique, touristique et culturel, développement des communications électroniques, protection et mise en valeur des espaces naturels, agricoles et forestiers et des paysages, préservation des ressources naturelles, lutte contre l'étalement urbain, préservation et remise en bon état des continuités écologiques) ;

- Un Document d'Orientation et d'Objectifs (D.O.O.) assortis de documents graphiques.

Le D.O.O. détermine, dans le respect des orientations définies par le PADD, les orientations générales de l'organisation de l'espace et les grands équilibres entre les espaces urbains et à urbaniser et les espaces ruraux, naturels, agricoles et forestiers. Il définit les conditions d'un développement urbain maîtrisé, de restructuration des espaces urbanisés, de revitalisation des centres urbains et ruraux, de mise en valeur des entrées de ville, de valorisation des paysages, et de prévention des risques.

Le SCoT du Grand Rovaltain Drôme Ardèche a été approuvé le 25 octobre 2016.

Le PLU de La Baume Cornillane doit être compatible avec les orientations du SCoT traduites notamment dans le Document d'Orientation et d'Objectifs (D.O.O.). Cette notion de compatibilité est effective si le projet de PLU n'est pas contraire aux principes fondamentaux du SCoT, aux orientations du D.O.O. et si les dispositions du projet du PLU contribuent à la réalisation des orientations du D.O.O.

Le document d'urbanisme (PLU) doit être compatible avec le SAGE qui dépend du SDAGE Rhône-Méditerranée. Les **schémas directeurs d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE)** ont été institués par la loi sur l'eau de 1992 ; élaboré à l'échelle d'un grand bassin, ils fixent pour six ans les orientations qui permettent d'atteindre les objectifs attendus pour 2015 en matière de "bon état des eaux". Le **Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE)** du Bassin Rhône Méditerranée est entré en vigueur le 21 décembre 2015, il a pour but de fixer les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et définit les grandes orientations et objectifs de la gestion de l'eau à suivre pour les années 2016 à 2021.

Chapitre 1 – DIAGNOSTIC COMMUNAL ET ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

1- LE DIAGNOSTIC : CONTEXTE ECONOMIQUE ET HUMAIN

1.1 Le contexte démographique

1-1-1 Données générales : la commune dans son environnement territorial : Une commune encore rurale..., mais sous influence urbaine, avec des caractéristiques de commune périurbaine de deuxième couronne

La Baume Cornillane, commune rurale de 449 habitants au recensement INSEE de 2014, représente :

- 0,2 % de la population de la Communauté d'Agglomération Valence - Romans – Agglo : 217 259 habitants, en 2014.
- 1,6 % de la population du canton de Crest : 27 566 habitants en 2014.
- 0,15 % de la population du territoire du SCoT du GRAND ROVALTAIN : 306 600 habitants.

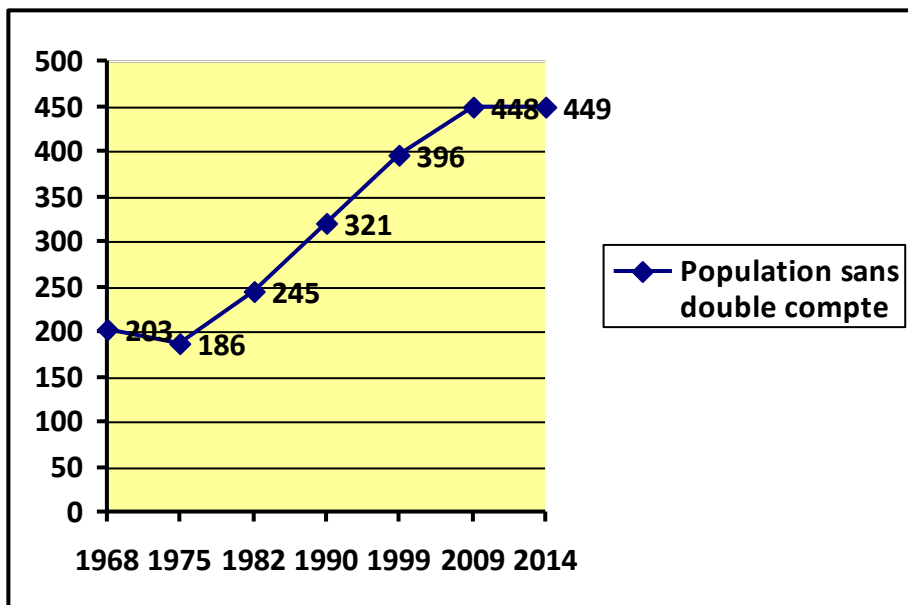
Ces caractéristiques en font une très petite commune, au niveau de son canton, et de l'agglomération et du territoire environnant en poids de population. Mais son territoire, au sein de celui de Valence Romans Agglo et de celui du SCoT, constitue un enjeu non négligeable dans la problématique d'aménagement de l'agglomération. De par sa situation géographique, de par l'étendue de son territoire qui représente 1,5 % de celui de Valence Romans Agglo, et par rapport aux tendances du développement périurbain observées ces dernières années, La Baume Cornillane se trouve sous l'influence urbaine de l'agglomération Valentinoise, avec un comportement des caractéristiques de « commune périurbaine de deuxième couronne ».

- **L'évolution démographique : une progression continue de population depuis la fin des années 70, mais une tendance récente à la baisse de l'apport migratoire sur la commune de la Baume Cornillane avec un mouvement naturel qui reste dynamique.** (Source I.N.S.E.E. RGP 99 et recensement 2014)

Depuis le dernier recensement de l'INSEE, la population de La Baume-Cornillane s'élève à 449 habitants (population légale au 1^{er} janvier 2017, comptant une population totale 464 habitants dont 15 habitants comptés à part).

Depuis 1999, la population municipale a progressé de 53 habitants par rapport à 1999. La commune connaît une croissance continue de population depuis cette date, mais qui se ralentit sensiblement

Année recensement	1968	1975	1982	1990	1999	2009	Population légale 2014 (valeur population municipale au 1/ 01/ 2017)
Population sans double compte	203	186	245	321	396	448	449



La commune de la Baume Cornillane comptait 386 habitants en 1911. Au cours du XXème siècle, comme beaucoup de communes rurales, elle a connu un exode important.

Sa population a atteint son niveau le plus bas en 1975.

Depuis, elle connaît une croissance démographique régulière (sauf dans la dernière période) et a dépassé le niveau de population qu'elle avait connu au début du XXème siècle.

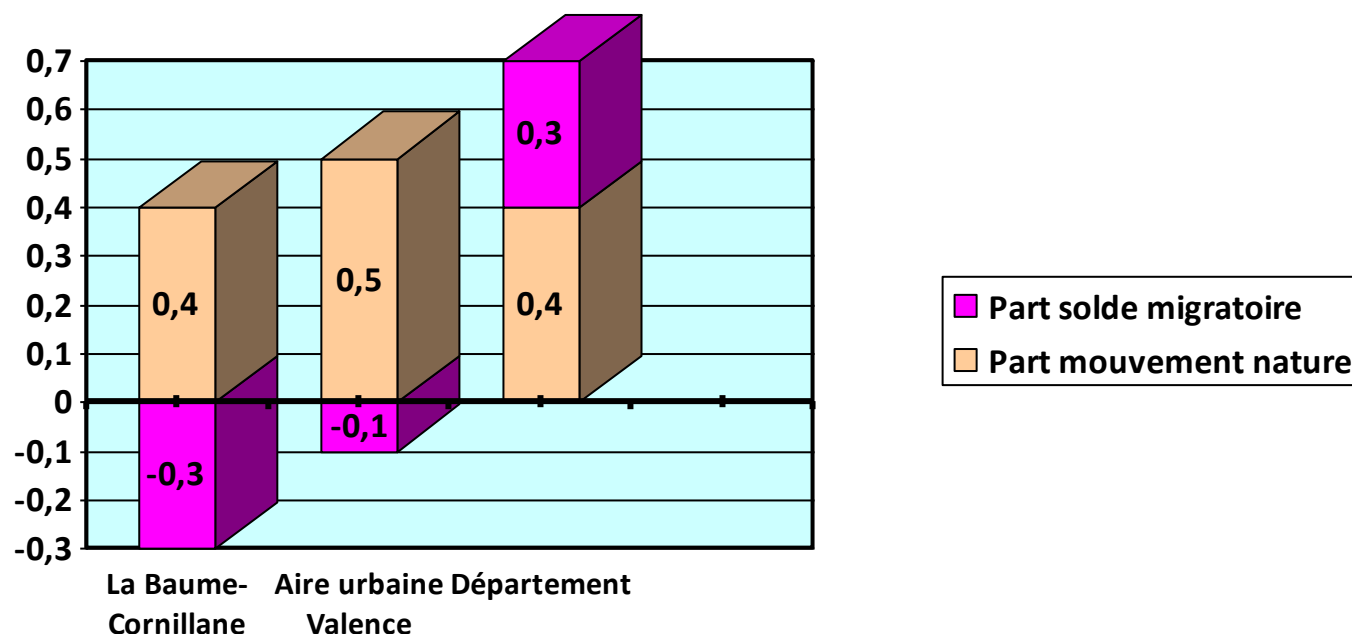
Evolution démographique Période	1968-1975	1975-1982	1982-1990	1990-1999	1999-2009	2009-2014		
						Valeur Commune	Aire urbaine de Valence	Valeur département
Taux de variation annuel en %	- 1,2	+ 4,0	+ 3,4	+2,4	+1,2	+0,1	+0,4	+0,7
Part due au mouvement naturel	- 0,2	+ 0,2	+ 0,9	+ 0,9	+ 0,9	+0,4	+ 0,5	+ 0,3
Part due au solde migratoire	- 1,0	+3,8	+ 2,5	+1,4	+0,4	-0,3	-0,1	+0,4
Taux de natalité ‰	11,0	12,9	15,8	14,5	13,6	8,9	12,6	12,1
Taux de mortalité ‰	13,2	10,8	6,8	5,3	5,0	5,4	8,0	8,7

Source : INSEE

La population a connu une croissance démographique continue, qui s'est accélérée dans les années 80 – 90 : croissance démographique alimentée à cette époque par un fort apport migratoire à la fin des années 70 et confortée par le mouvement naturel (différence entre les naissances et les décès). A la fin des années 90, cette croissance démographique se ralentit, mais reste encore importante (effet combiné d'un mouvement naturel et d'un solde migratoire qui restent positifs) comparée aux valeurs observées sur l'ensemble des territoires de l'aire urbaine de Valence, et du département.

Pendant la dernière période 2009 – 2014, la très faible croissance de population de La Baume –Cornillane (+ 0,1 %) a été uniquement alimentée par le mouvement naturel.

COMPOSANTES EVOLUTION DEMOGRAPHIQUE 2009-2014



Si les données de l'INSEE montre une relative stagnation de la population de La Baume –Cornillane entre 2009 et 2014, la croissance démographique a vraisemblablement redémarré après 2014, du fait de la commercialisation en 2016 du lotissement du Clos des Chenebiers au cœur du village qui a amené de nouveaux résidents sur la commune.

Cette évolution qui traduit une croissance globalement dynamique est observée sur l'ensemble des communes de même typologie (communes de 2^{ème} couronne dans l'aire d'influence urbaine de Valence). Ce développement est alimenté par l'expansion de l'agglomération qui après la périphérie immédiate de la commune centre de Valence, touche ces dernières années les communes péri urbaines de deuxième couronne. La dernière décennie se caractérise par une croissance plus forte en deuxième couronne qu'en première couronne. Cette tendance s'observe aussi sur l'aire du SCOT Rovaltain, où entre 2008 et 2013, 75% de la croissance démographique s'est réalisée dans les communes de 2^{ème} couronne.

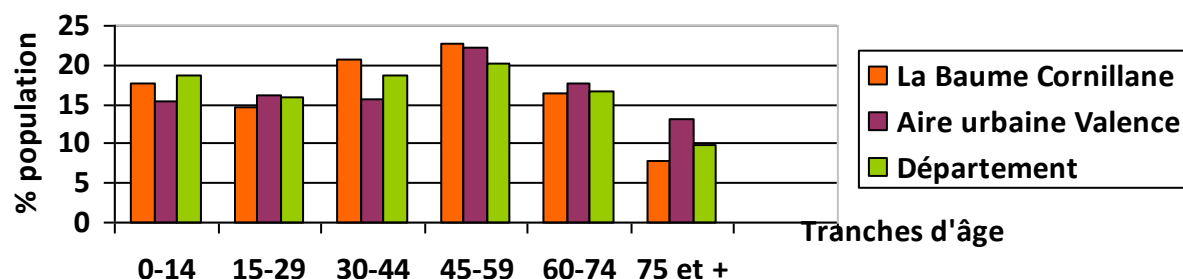
1-1-2 Les composantes démographiques : une structure de population « jeune »

Dans le contexte périurbain de deuxième couronne : population par grandes tranches d'âges : La Baume-Cornillane apparaît comme une commune « jeune »

La croissance de la dernière décennie est composée par un solde naturel supérieur au solde migratoire, traduisant une relative jeunesse de la population. Cette « jeunesse » de la population s'exprime aussi par un taux de natalité qui reste généralement élevé, dans la dernière période (2009-2014) la faiblesse de l'apport migratoire a momentanément fait baisser ce taux de natalité sur la commune, qui devrait se redresser avec l'arrivée de nouvelles population de jeunes ménages à partir de 2016.

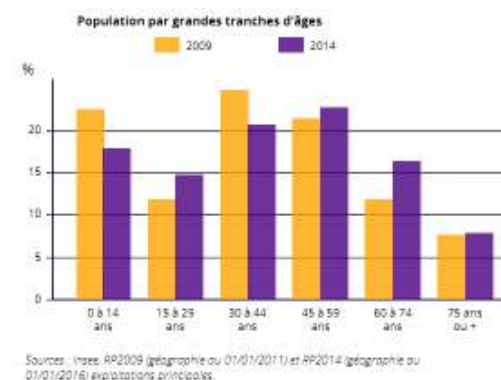
Cette évolution est confirmée par la structure par âge de la population en 2014 qui comparée aux valeurs observée sur le département de la Drôme, et sur l'aire urbaine de Valence, montre une relative jeunesse de la population. La répartition de la population par tranches d'âge montre que les catégories jeunes enfants (0-14 ans) et adultes en âge d'avoir des enfants (30- 44 ans) sont plus présentes sur la commune, (ce qui corrobore les données sur la natalité), et les plus âgés, au-delà des 75 ans et plus, sont moins bien représentés.

Population 2014 par grandes tranches d'âges : commune, aire urbaine, département



Toutefois l'évolution dans le temps montre un léger « tassement » des classes jeunes et de cette dynamique qui avait été stimulée par l'apport migratoire de jeunes ménages. Entre 2009 et 2014, un léger « vieillissement » s'amorce (diminution des classes jeunes et d'adultes jeunes 0-29 ans au profit de s des 45-74 ans). Mais la structure de population n'en reste pas moins équilibrée.

La prospective démographie habitat pour l'élaboration du PLU doit prendre en compte cette évolution et ses effets attendus dans l'avenir .



1-1- 3 Population des ménages : Une taille de ménage qui reste à un niveau élevé, mais qui a tendance à diminuer

L'apport migratoire, prépondérant dans la croissance démographique jusqu'en 1999, s'est opéré grâce au développement de l'offre d'habitat nouvelle sur la commune. Ainsi, le développement des résidences principales a-t-il accompagné la démographie, mais comme dans la plupart des communes, le nombre de ménages est en augmentation et leur taille (nombre de d'habitant par résidence principale) diminue. Cette évolution est liée surtout à des facteurs sociologiques: phénomène de décohabitation, familles monoparentales, régression du nombre de familles « nombreuses».

La taille des ménages de La Baume Cornillane en 2014 : 2,4 en baisse mais encore à un niveau élevé.

Année	1968	1975	1982	1990	1999	2009	2014
Taille des ménages	3,16	3,0	2,9	2,9	2,80	2,6	2,4

En 2014, la taille des ménages est supérieure à celle observée au niveau de l'aire urbaine de Valence ; Elle reste également au dessus des moyennes des autres échelons géographiques supérieurs.

La Baume Cornillane 2,4	Aire urbaine Valence 2,2	Département 2,2	France 2,24
----------------------------	-----------------------------	--------------------	----------------

En 2014 ce sont toujours les personnes âgées (65 ans et plus) qui représentent la part la plus importante des personnes vivant seules (56 % des ménages vivant seul ont plus de 65 ans), mais la part des ménages des personnes vivant seules est en augmentation dans les autres classes d'âges notamment chez les adultes jeunes : 15% de ménages vivant seul à La Baume ont entre 20 et 24 ans en 2014, alors que cette catégorie d'âge n'était pas représentée en 2009. Cela peut être la conséquence d'une offre en logements qui a évolué sur la commune ces dernières années notamment en locatif.

1.2 Les données socio économiques

La commune de La Baume-Cornillane se situe dans la zone d'emploi de «Valence» qui compte 254 communes de Drôme et Ardèche.

La zone d'emploi au sens INSEE est un espace géographique à l'intérieur duquel la plupart des actifs résident et travaillent, et dans lequel les établissements peuvent trouver l'essentiel de la main d'œuvre nécessaire pour occuper les emplois offerts.

1.2. 1 La population active : Une commune avec une population très « active » mais qui travaille à l'extérieur de la commune

• La Population active résidente (source recensement INSEE 2014)

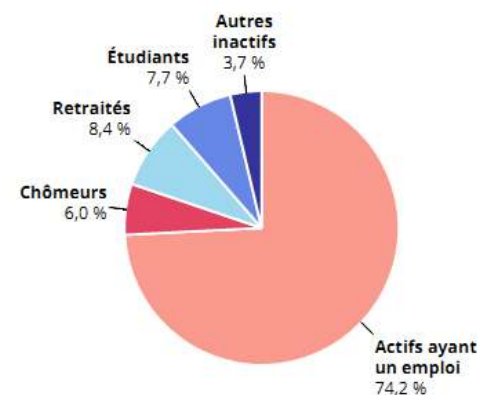
Date recensement	Population active	Population active ayant un emploi	Population active ayant un emploi travaillant à La Baume Cornillane	Taux d'activité % (15 ans à 64 ans)	Taux de chômage % (15 ans à 64 ans – au sens du recensement)	Inactifs en % (étudiants, retraités, et autres inactifs)
1999	176	159	32 (20,1 %)	68,2	10,8	31,8
2009	220	207	31 (15,0 %)	76,7	4,5	23,3 (dont retraités : 8,0)
2014	240	223	35 (15,7 %)	80,3	6,0	19,7 (dont retraités : 8,4)

En 2014 la population résidente comprend 240 actifs, dont 222 actifs ayant un emploi.

- Une population résidente active dynamique, composée à près de 80 % de salariés.
- 52 % de la population active salariée « femme » travaille à temps partiel
- Un taux d'activité (rapport de la population active sur la population en âge de travailler) élevé et en progression, mais.... une population active qui travaille essentiellement à l'extérieur de la commune (84,3 % : valeur relativement stable dans le temps).

Concernant les non-actifs, en 2014, leur part dans la population des 15 à 64 ans (19,7) est en nette diminution par rapport à 2009 (23,3%). La part des retraités (de l'ordre de 8 %) reste stable.

Population de 15 à 64 ans par type d'activité en 2014



Source : insee, RP2014 exploitation principale, géographie au 01/01/2016.

1.2. 2 L'emploi et les activités présentes sur la commune : un pôle d'emploi représentatif mais « fragile », qui se maintient et offrant des emplois surtout aux hommes

- **Les emplois sur le territoire de la Baume -Cornillane** (source INSEE)

En 2009 : 51 emplois recensés sur la commune

En 2014 : 63 emplois recensés sur la commune, soit + 12 emplois par rapport à 2009

Ce sont à 64 % des emplois salariés, et à 20 % des emplois à temps partiels. Une part minime (20 %) de ces 63 emplois est occupée par des femmes.

Sur ces 63 emplois, 35 sont exercés par des personnes résidant à La Baume Cornillane.

L'indicateur de concentration d'emploi au sens INSEE est égal au nombre d'emplois dans la zone pour 100 actifs ayant un emploi résidant dans la zone.

Cet indicateur est particulièrement faible : 28,3 à la Baume Cornillane, (il est de 105,4 pour la Drôme, ce qui témoigne de la fonction dominante de la commune qui est essentiellement résidentielle.

- **La nature des activités présentes sur le territoire au 31 décembre 2014** (sources INSEE – CLAP) : Agriculture, activités de commerce, de transports et de services divers

Secteur d'activité	Nombre d'établissements actifs	Nombre de postes de salariés selon secteur d'activité
Agriculture, sylviculture, pêche	8	2
Industrie	2	21
Construction	7	4
Commerce, transports, et services divers	22	10
Dont commerce, réparation automobile	4	3
Administration publique, enseignement, santé, action sociale	7	5
Ensemble	46	42

46 entreprises (établissements actifs comprenant activités marchandes et agriculture) sont recensées sur le territoire communal au 31 décembre 2014.

C'est le secteur d'activité « Commerce, transports, et services divers » qui représente la première activité économique de la commune en nombre d'établissements. Mais les trois quarts de ces entreprises n'emploient pas de salariés.

C'est le secteur d'activité de l'industrie qui est le plus « gros » employeur de la commune et qui arrive en tête en nombre de salariés. Il fournit la moitié des emplois salariés sur la commune avec une seule entreprise (constructions métalliques) installée dans la zone d'activités communale. Cette entreprise apparaît très importante puisqu'elle compte à elle seule 21 salariés.

Deux nouvelles entreprises individuelles ont été créées au cours de l'année 2015 (source : INSEE REE SIRENE) dans le secteur de la construction dans les domaines des services aux entreprises et des services aux particuliers.

⇒ **Les activités autres qu'agricoles présentes sur le territoire communal : activités de commerce, services, industrie et artisanat, activités liées au tourisme (source : données recueillies auprès de la commune : novembre 2013 et auprès des entreprises)**

N° (repérage carte suivante)	NATURE DE L'ACTIVITE	LOCALISATION	NOMBRE D'EMPLOIS ESTIMES	Détail activités - Observations - Evolution attendue
1	Entreprise Constructions métalliques	Zone artisanale entrée ouest du village	21	Fabrication et entretien de silos. Construction de matériel pour stockage et transformation de produits agro-alimentaires. Activité de maintenance des silos.
2	Groupes électrogènes	Zone artisanale entrée ouest du village	1 à 2	Electricité, câblage pour l'armée (containers)
3	Atelier municipal : activités de stockage et d'entretien	Zone artisanale entrée ouest du village	3	
4	Artisanat du bâtiment : (aménagement sols/ parquets)	Lotissement du Prieuré	1	Activité localisée dans l'habitation et ses annexes. Pas de possibilité d'extension
5	Restaurant 'La Pangée »	Village	4	Nouveau restaurant dans bâtiment communal construit en 2010 et localisé sur la place.
6	Entreprise de transport	La Cordanche	2	Double actif agricole – 2 camions pour transport
7	Psychologue	Les Garris	1	Cabinet à domicile
8	Artisanat du bâtiment : (charpentier)	Les Perrots	1	
9	Accueil chambre d'hôtes	Les Granges	1	
10	Centre d'hébergement et de Loisirs	Tisserand	+2 emplois occasionnels en été	Domaine de 8 ha : gîtes (7 chambres capacité d'accueil de 14 personnes, « bulles » et « cabanes », salle de réception pour 20 à 30 personnes, table d'hôtes, piscine
11	Centre de vacances	La Colonie		Centre de vacances adventiste : fonctionne en été. Loué en tant que gîte pour les groupes.

Un seul commerce et service de proximité sur le territoire et localisé dans le bourg de La Baume-Cornillane : le restaurant, installé dans un bâtiment communal au cœur du village. Cette activité a remplacé l'ancien restaurant « Au Bon Accueil », fermé il y a quelques années et qui était localisé au carrefour, là où s'est construit l'immeuble de logements collectifs.

En matière d'animation et de développement touristique, outre les structures d'accueil et d'hébergement (restaurant, chambres d'hôtes et gîtes), de nombreuses activités de loisirs sont pratiquées sur la commune: randonnées, cyclotourisme, VTT, équitation (centre équestre situé à proximité aux Pialoux, côté Montvendre).

La Baume-Cornillane est le point de départ de nombreux sentiers de randonnées, idéal pour découvrir les sites remarquables de cette partie de la Raye.

La commune possède un patrimoine naturel remarquable : curiosités naturelles des rochers de la Pangée, de la Grotte de la Dame, de la cascade de Cordanche,... mais aussi un patrimoine bâti digne d'intérêt avec notamment les ruines du village médiéval qui dominent le bourg actuel.

Il est supposé que l'emplacement actuel du vieux village et du rocher dressé était au centre de « La Pangée », continent primitif entouré d'un unique océan il y a 240 millions d'années. Depuis 2008, un sentier de la découverte guide vers les ruines du village médiéval. Ce site fait partie du patrimoine communal, les ruines ont été sécurisées en 2001.

Plusieurs autres itinéraires de randonnée permettent découvrir de superbes points de vue sur la plaine de Valence, ou sur les reliefs de la Raye et l'arrière-pays.

Le contexte supra communal : Compétence économique de la Communauté de Communes de Valence Romans Agglo :

Dans le cadre de la nouvelle communauté d'agglomération des 56 communes, Valence Romans Agglo a en charge l'étude, l'aménagement, la gestion et la commercialisation des zones d'activités économiques d'intérêt communautaire, sur l'ensemble du territoire de la communauté d'agglomération. L'Agglo gère actuellement 35 parcs d'activités répartis sur l'ensemble du territoire dont 18 en cours de commercialisation.

Valence Romans Agglo intervient également auprès des entreprises pour assurer une mise en relation rapide avec l'ensemble des acteurs locaux chargés de l'accompagnement des entreprises.

Sur les 56 communes de l'agglomération, de nombreux sites d'accueil notamment :

- Le parc industriel de l'Armailler au nord de l'agglomération : 44 ha,
- Le parc technologique de Lautagne (activités tertiaires et technologiques) : 50 ha,
- Le parc multimodal Sud Rhône-Alpes (logistique multimodale) : 241 ha.
- L'Ecoparc Rovaltain (tertiaire): 148 ha...
-

La zone d'activités localisée à l'entrée ouest du bourg de La Baume Cornillane, fait partie de ce potentiel global dédié à l'économie, et sa gestion est aujourd'hui intercommunale. Elle assure un rôle de maintien du tissu économique qui reste important sur le plan local et qui n'entre pas en concurrence avec les grands sites économiques de Valence Romans Agglo.

En Conclusion : une soixantaine d'emplois sur la commune, plus particulièrement dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et des services.

Une douzaine d'entreprises répertoriées en 2013 dans les domaines de l'industrie et de l'artisanat, du commerce, et des services, avec une entreprise qui représente à elle seule près de 40 % des emplois, d'où une certaine « fragilité » du tissu économique local.

Des activités économiques qui apparaissent toutefois « solides » et qui se maintiennent dans le temps.

Le tourisme : des potentialités pour les activités de loisirs et d'hébergement touristique à l'échelle d'un tourisme «vert » et familial.

⇒ **L'activité agricole sur la commune :**

Les éléments suivants sont issus des données du dernier R.G.A. de l'année 2010 et des informations recueillies auprès de la DDT, de la commune, et auprès de la mairie et des agriculteurs lors d'une réunion en mars 2013 (données partielles)

○ **Les données du Recensement Général Agricole (source AGRESTE, 1988, 2000, 2010)**

Evolution des exploitations (1988, 2000, 2010 données partielles : source RGA et source DDT) NR : non renseigné	1988	2000	2010
Nombre d'exploitations *	19	18	11
Nombre de chefs d'exploitation et de co-exploitants	NR	19	13
Nombre total d'actif sur les exploitations (en UTA** équivalent temps plein)	29	22	15
Superficie agricole utilisée des exploitations (en ha) (SAU : superficies des terres labourables, superficies des cultures permanentes, superficies toujours en herbe, superficies de légumes, fleurs et autres superficies cultivées de l'exploitation agricole)	513	527	553 (exploitations ayant leur siège à La Baume Cornillane)
Terres labourables (ha) (Superficie en terres labourables : superficie en céréales, cultures industrielles, légumes secs et protéagineux, fourrages (hors superficie toujours en herbe), tubercules, légumes de plein champ, jachères)	496	506	553
Superficie en cultures permanentes (Superficie en cultures permanentes : superficie en vignes, vergers, pépinières ornementales, fruitières et forestières, cultures de miscanthus, jonc, mûrier, osier, arbre truffier, à laquelle s'ajoute la superficie en arbres de Noël en 2010)	680	611	390
Superficie toujours en herbe (ha) (S.T.H. : prairies naturelles ou semées depuis six ans ou plus)	14	20	31
Cheptel UGBTA ***	1359	1679	623

* On définit par exploitation agricole, une unité économique qui participe à la production agricole, qui atteint une certaine dimension (1 hectare de superficie agricole utilisée ou 20 ares de cultures spécialisées ou 1 vache ou 6 brebis-mères ou une production supérieure à 5 veaux de batterie...) et de gestion courante indépendante.

** Unité de travail annuel (UTA) : mesure en équivalent temps complet du volume de travail fourni par les chefs d'exploitations et coexploitants, les personnes de la famille, les salariés permanents, les salariés saisonniers et par les entreprises de travaux agricoles intervenant sur l'exploitation. Une UTA correspond au travail d'une personne à plein temps pendant une année entière.

*** Unité gros bétail tous aliments (UGBTA) : unité employée pour pouvoir comparer ou agréger des effectifs animaux d'espèces ou de catégories différentes (par exemple, une vache laitière = 1,45 UGBTA, une vache nourrice = 0,9 UGBTA, une truie-mère = 0,45 UGBTA).

Le recensement général de l'agriculture (RGA) réalisé au cours de l'année 2000 avait dénombré 18 exploitations (leur nombre était resté relativement stable auparavant entre 1988 et 2000) dont le siège était localisé sur la commune.

En 2010, selon les sources du dernier recensement agricole RGA : 11 sièges d'exploitation sont recensés sur le territoire communal. La commune a donc perdu 7 exploitations sur la décennie 2000-2010, soit un peu plus d'un tiers des sièges d'exploitations, et cette évolution semble se poursuivre encore jusqu'à aujourd'hui, puisque en mars 2013 seulement 10 sièges d'exploitation considérés comme viables étaient répertoriés sur le territoire de La Baume Cornillane.

C'est donc une baisse significative du nombre d'actifs agricoles ces dernières années sur la commune, confirmée par un nombre de chefs d'exploitation et de co-exploitants également en baisse (- 6 par rapport à 2000, et par un nombre d'actifs total sur les exploitations (mesuré en UTA temps plein) en nette régression (- 7 UTA entre 2000 et 2010).

Pourtant, l'évolution des surfaces mises en valeur par l'activité agricole sur le territoire de La Baume Cornillane est en progression sensible depuis les années 80. En 2010, la surface agricole utilisée des exploitations ayant leur siège sur la commune, s'élève à 510 ha (soit 14 ha de plus qu'en 1988).

Au sens du RGA, l'orientation technico –économique de la commune (production dominante) est restée la même depuis 2000, à savoir :

« exploitation d'élevage hors sol : volailles »

Aujourd'hui, les productions agricoles sont orientées vers la culture et l'élevage : élevages avicoles surtout, mais aussi, caprins, lapins, et équidés (chevaux en pension).

Si les données du dernier recensement concernant les productions végétales montrent une progression de la surface des terres labourables, par contre les espaces en cultures permanentes sont en forte régression (- 221 ha entre 2000 et 2010) ainsi que le cheptel en Unité Gros Bétail Tous Aliments qui a diminué de plus de moitié entre 2000 et 2010. Sur le terrain, il est constaté d'ailleurs que plusieurs bâtiments d'élevage sont actuellement inoccupés. Orientations vers des productions moins intensives de type label ou en conversion bio.

En matière de productions AOC, La Baume Cornillane fait partie de l'aire AOC «Picodon de la Drôme» au même titre que les autres communes de l'ensemble du département de la Drôme.

Elle fait également partie des aires d'appellation « Indication Géographique Protégée » pour :

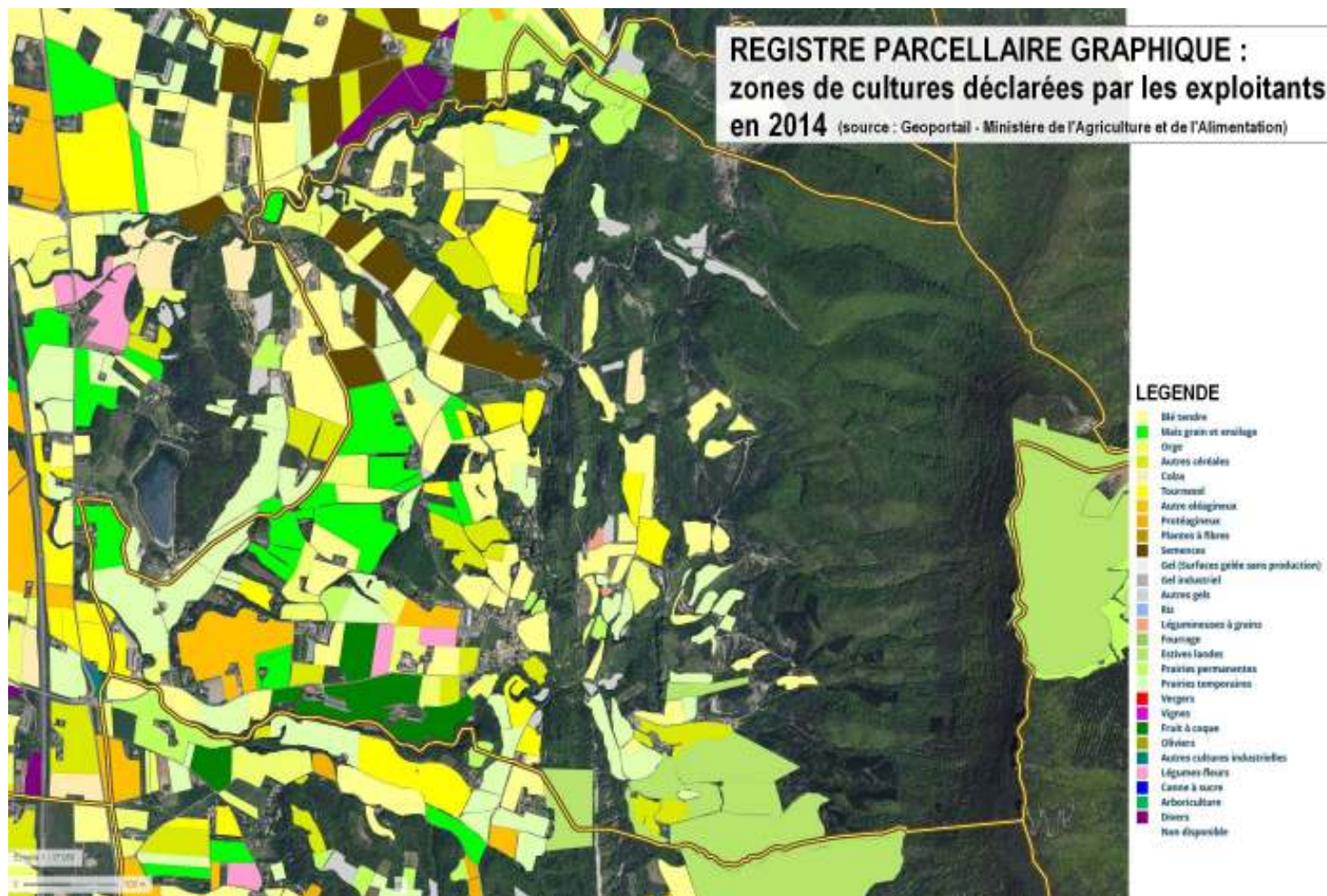
- l'ail de la Drôme,
- les vins d'appellation « Drôme Blanc, rosé, ou rouge, Méditerranée blanc, rosé ou rouge »,
- le « Pintadeau de la Drôme », et les « Volailles de la Drôme ».

La carte ci-après présente la répartition de l'occupation culturale sur le territoire en 2014 : repérage de ces îlots déclarés annuellement par les agriculteurs pour la P.A.C. soit les cultures majoritaires cultivées par année : îlots anonymisés du Registre Parcellaire Graphique RGP et leur groupe de cultures principales déclarés en 2010 par les exploitants pour bénéficier des aides PAC).

(source : IGN – MAAP – ASP/ DDT 26)

Les données du Registre Parcellaire Graphique permettent d'avoir une appréciation annuelle (il ne s'agit que des parcelles déclarées à la PAC) de la localisation des surfaces cultivées sur la commune : concentration des cultures dans la plaine, surfaces en herbes plutôt sur les terrains en piémont des reliefs.

○ Les données du Registre Parcellaire Graphique de 2014



Les principales productions culturales :

- Grandes cultures et céréales
- Surfaces en herbe
- Semences
- Légumes de plein champ

En 2010, 19 exploitations ayant au moins un îlot sur la commune ont fait une déclaration, ce qui représente une superficie totale déclarée sur la commune de 496 hectares.

L'essentiel des surfaces déclarées sont :

- Des surfaces en grandes cultures (céréales,...) : 277 ha (17 exploitations)

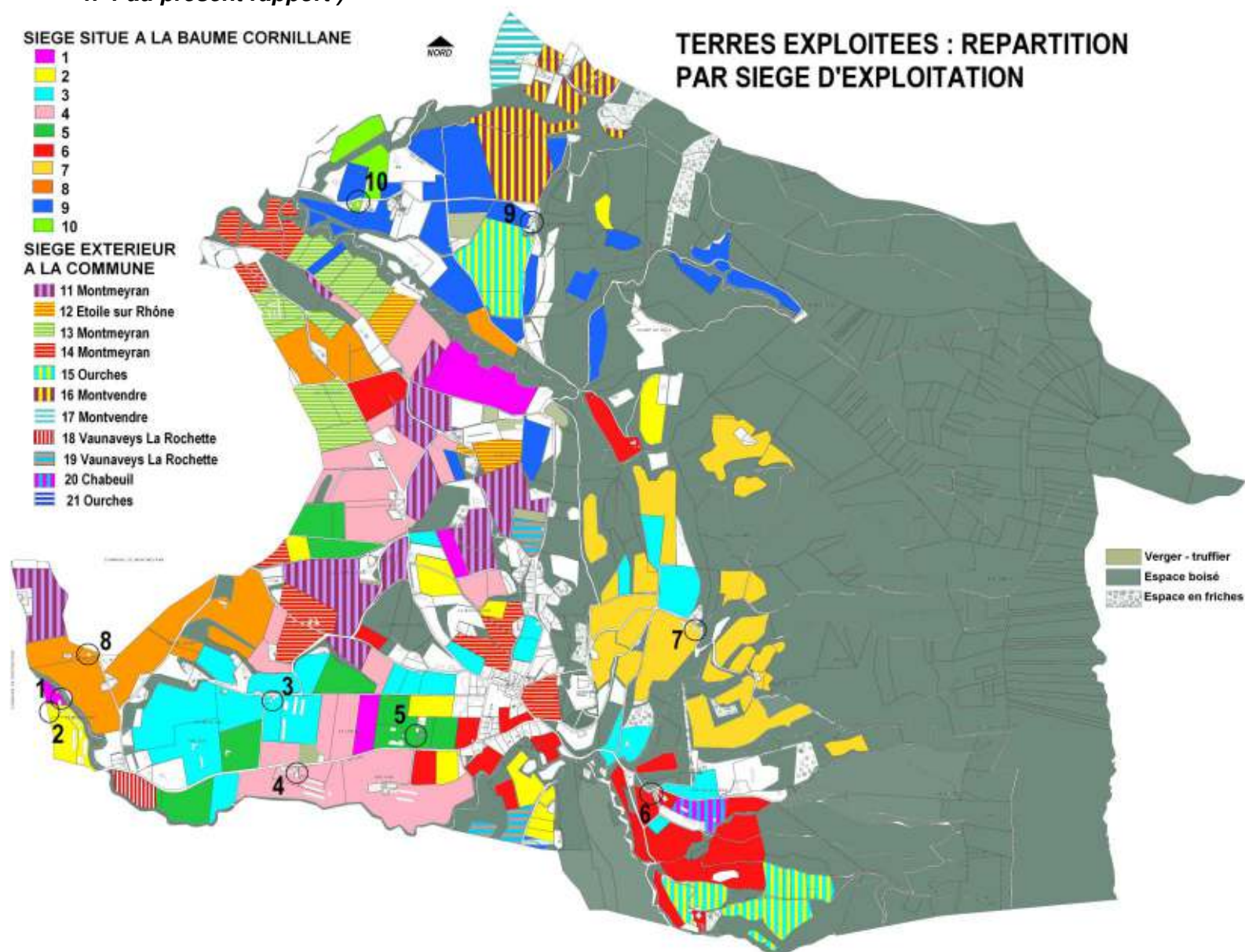
Viennent ensuite :

- les surfaces en fourrage ou en prairie naturelle: 156 ha (10 exploitations)

Et pour une part beaucoup plus réduite :

- les surfaces cultivées en semences : 23 ha
- les surfaces « gelées » : 29 ha.

- Les données sur les exploitations agricoles
(source : données recueillies auprès de la commune, questionnaire et rencontre avec les agriculteurs Mars 2013 Voir annexe n°1 au présent rapport)



Exploitations avec siège situé à La Baume Cornillane :

En mars 2013, 10 exploitations ayant un siège sur la commune et considérées comme exploitations professionnelles sont en activité (dont un double actif faisant élevage de chevaux).

Sur l'ensemble de ces 10 exploitations, 7 sont des structures relativement importantes (50 ha et plus), qui fonctionnent généralement sous forme EARL (5 exploitations), les autres sont des exploitants individuels à titre principal, ou des exploitants double actifs (2 exploitants).

Dans la majorité des exploitations (7 sur 10) dominent les terres en fermage (+ de 50 % des terres exploitées). Une seule exploitation est à 100 % en faire valoir direct (exploitation en propriété). La quasi-totalité des exploitations travaille également des terres à l'extérieur du territoire communal notamment sur les communes limitrophes ou voisines (Montmeyran, Montvendre, Ourches, Vaunaveys La Rochette,...) ;

En 2013, 7 exploitations ayant leur siège à La Baume Cornillane pratiquent l'élevage : essentiellement avicole (5 exploitations), mais aussi l'élevage caprin (2 exploitations), pension pour les chevaux (1 exploitation), avec pour certains, la mise en place de circuits dits « courts » pour la fabrication et la distribution des produits (transformation fromagère et vente à la ferme de fromage de chèvres). Deux exploitations ayant leur siège en dehors de la commune sur les communes de Montmeyran, et Ourches pratiquent également l'élevage sur le territoire de La Baume Cornillane : élevage de lapins au quartier des Marais et élevage de brebis (bâtiment en construction) au sud en limite du territoire d'Ourches. Une exploitation s'est tournée vers des activités complémentaires : accueil et aire de camping-car à la ferme,...

Dans l'ensemble les exploitants sont plutôt « âgés », 5 exploitants sur 10 ont plus de 55 ans.

Sur les 10 exploitations répertoriées à La Baume Cornillane :

- 1 seule exploitation fait moins de 10 ha : élevage de volailles, l'exploitante approche de l'âge de la retraite et n'a pas de succession connue pour son exploitation.
- 5 exploitations sont de l'ordre de 50 à 60 ha : 1 exploitation à dominante culture, et 4 exploitations en polyculture et élevage. Trois exploitants sont proches de la retraite mais ont tous des perspectives de reprise de leur exploitation (enfants notamment)
- 2 exploitations de l'ordre de 80 ha : polyculture et élevage, pension chevaux. Ce sont des exploitants plutôt jeunes, dont la poursuite de l'exploitation est assurée.
- 2 exploitations entre 100 et 113 ha de terres :
 - l'une (polyculture et élevage) exploitée en EARL par un jeune agriculteur qui cherche à s'étendre et qui connaît des difficultés à trouver des terres en location,
 - la seconde (cultures uniquement) exploitée par un double actif (transporteur), proche de la retraite et qui pourrait laisser, en fin d'activité, ses terres en fermage à d'autres exploitants.

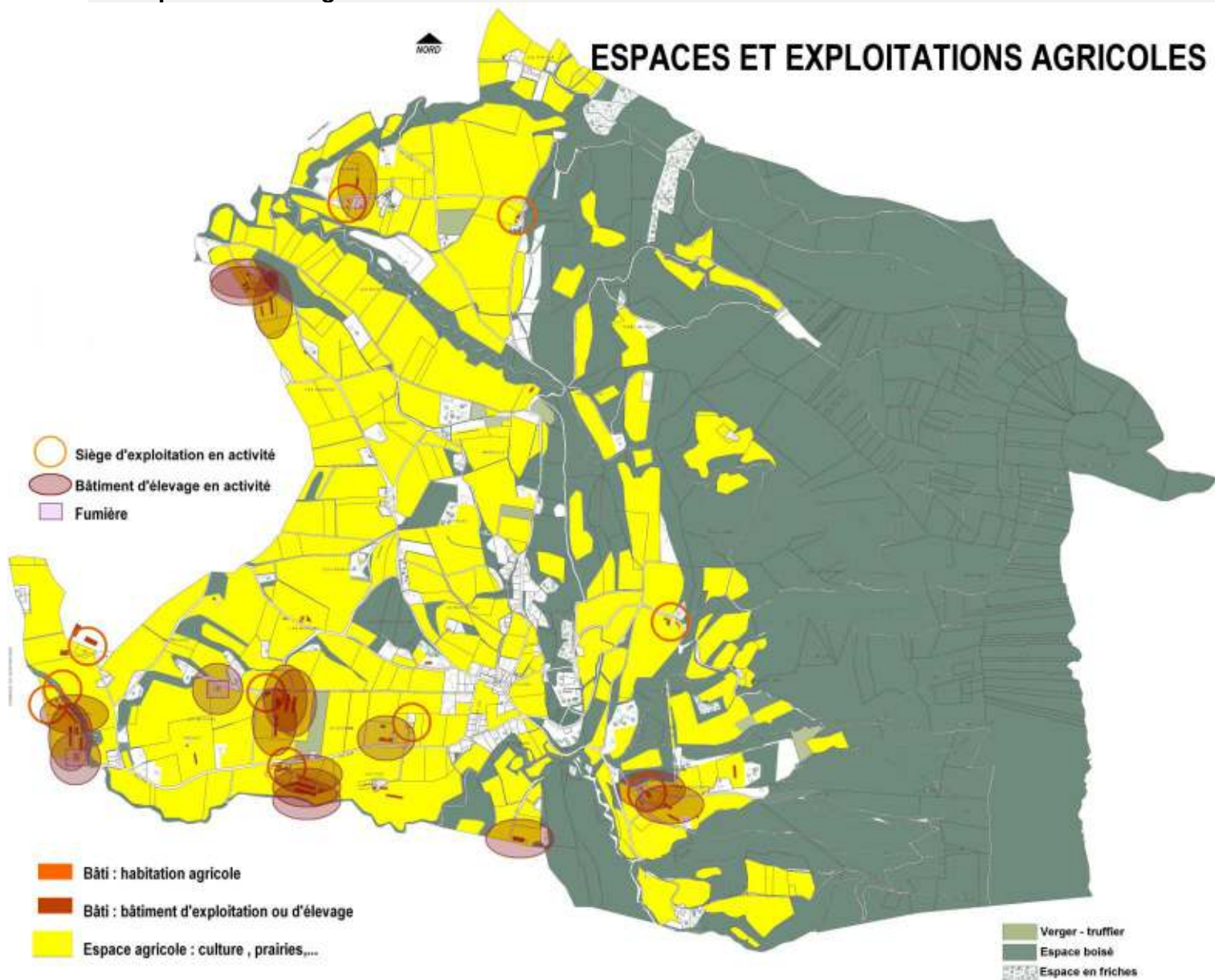
Un siège d'exploitation avec bâtiments d'élevage (chèvrerie) est peu éloigné de l'agglomération (exploitation n° 5 à l'ouest du bourg et du quartier du Prieuré). Pour cette exploitation, qui a développé une activité d'élevage, qui est à la recherche de location ou d'achat de nouvelles terres, et qui a des projets d'extension (hangar, plateforme de compostage), la proximité de l'urbanisation constitue une contrainte importante. Cette problématique de la proximité de l'urbanisation (habitations), qui engendrent des contraintes pour le développement des structures d'exploitation, notamment par rapport au respect de distances réglementaires pour les bâtiments d'élevage, l'épandage ou le stockage de fumier, se pose également pour plusieurs autres exploitations, y compris par rapport à de l'habitat isolé.

La carte de la répartition des terres exploitées par siège d'exploitation montre des exploitations aux terres relativement bien regroupées sur de grands tènements fonciers, surtout dans la plaine, en partie sud et est « piémont » de la commune. Deux remembrements ont eu lieu sur la commune, l'un dans les années 70 qui a porté sur l'ensemble du territoire communal, le second qui n'a porté que sur la partie occidentale (plaine) : remembrement partiel en 1995 effectué dans le cadre de travaux d'aménagement de la ligne TGV. Toutefois, sur la partie nord et la partie centre du territoire, le morcellement est plus important : bon nombre de parcelles dispersées avec des exploitants différents, pour la plupart venant de l'extérieur : 11 exploitants ayant leur siège situé en dehors de la commune (le plus souvent sur des communes limitrophes: Montmeyran, Ourches , Montvendre,...) viennent exploiter des terres sur le territoire de La Baume-Cornillane. Cela représente une part importante des terres exploitées sur le territoire de la commune.

Plusieurs exploitations ont des projets d'extension pour développer leur activité (projets de construction de bâtiments d'exploitation pour stockage, fumière, projet d'une aire de lavage, transformation de bâtiments existants pour logements notamment locatifs,...).

La plupart des exploitations cherche à augmenter leurs surfaces agricoles, et lorsqu'ils en ont les moyens, à étendre leur potentiel en propriété de manière à pouvoir « sécuriser » davantage l'avenir de leur exploitation.

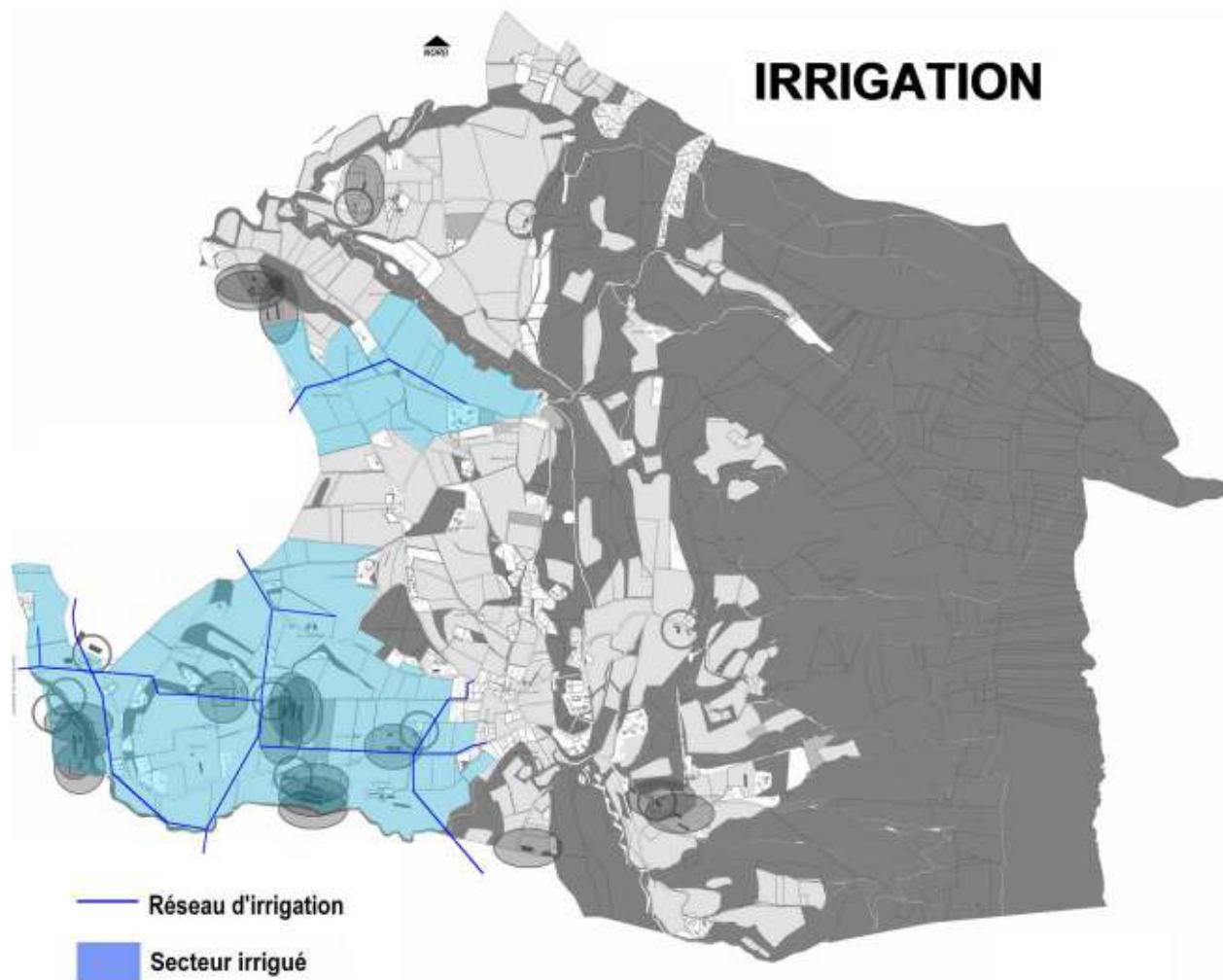
○ Espaces et bâti agricoles



Est considéré comme espace agricole sur la carte ci-dessus, l'ensemble des terres potentiellement exploitables pour l'agriculture. N'ont pas été intégrés dans ces espaces, les espaces attenants aux constructions (cours, jardins potagers, parcs ou jardins d'agrément parfois étendus qui accompagnent le bâti) les espaces pour l'accueil touristique (domaine de Tisserand, centre de vacances,...) et pour les de loisirs, comme le terrain de sport - aire de jeux autour du village.

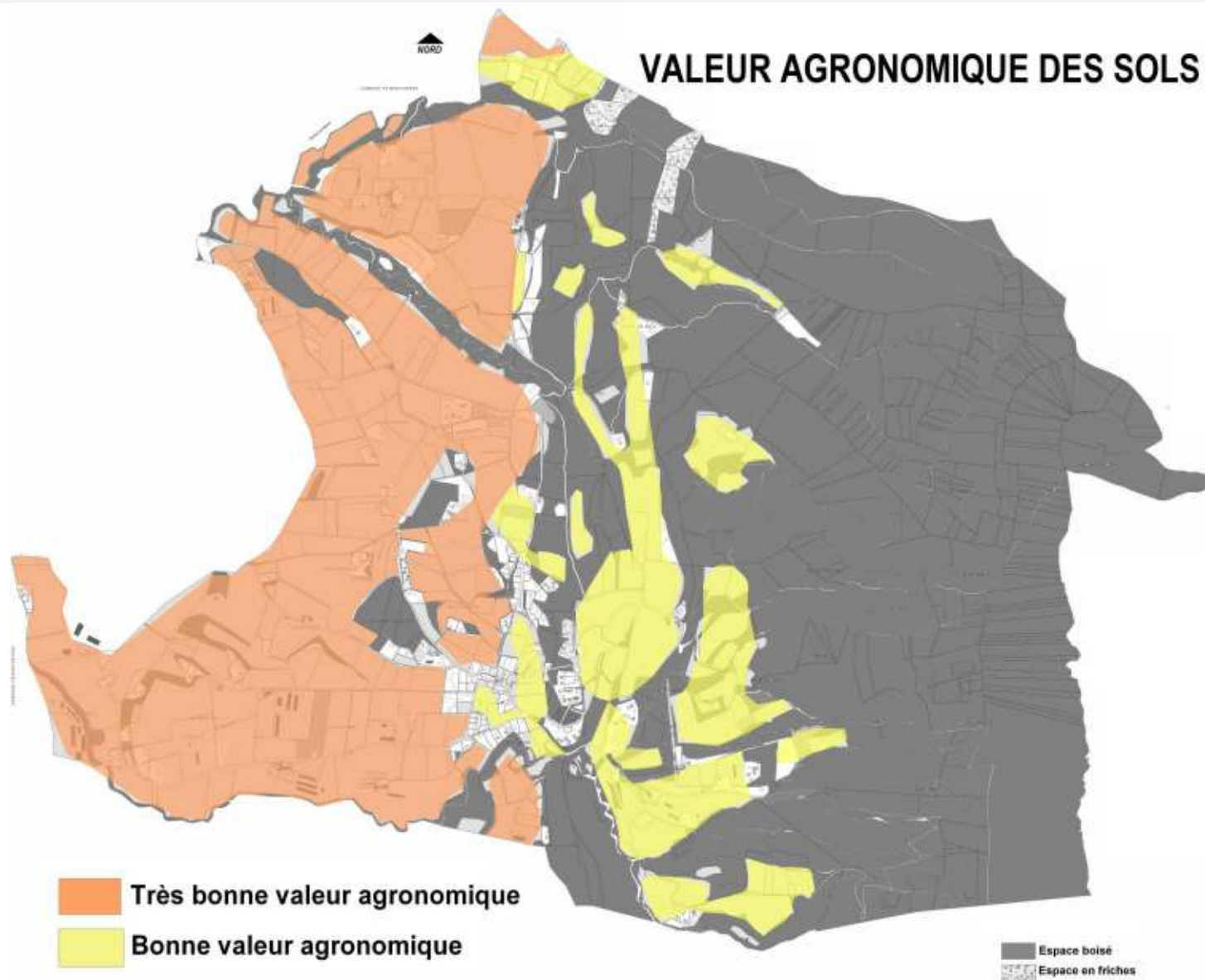
○ Irrigation :

L'irrigation a amélioré les possibilités agronomiques des sols dans le domaine de l'agriculture permettant des cultures plus intensives (maïs, céréales,...). Actuellement une grande partie des terres agricoles de la plaine sont irriguées par le biais du réseau du Syndicat d'Irrigation Drômois qui regroupe depuis le 1^{er} janvier 2013, 8 syndicats intercommunaux et notamment l'ancien Syndicat Intercommunal d'Irrigation du Sud Est Valentinois qui couvrait le territoire de La Baume-Cornillane.



○ Valeur agronomique des sols :

Le substratum géologique composés de terrains sédimentaires : substratum calcaire sur les reliefs, relayé par des éboulis de formations à blocs calcaires avec matrice sableuse ou sablo argileuse, puis par des niveaux alluvionnaires (terrasses fluviatiles et alluvions récentes de fond de vallées) ont donnés des sols relativement « riches pour la mise en valeur agricole » dans la plaine, mais de moins bonne valeur agricole sur les piémonts (sols plus « caillouteux » et plus difficiles à travailler sur les coteaux) et sur le haut des reliefs. La valeur agronomique des terres agricoles de la plaine, est d'autant plus importante dans les secteurs irrigués qui sont des espaces agricoles de forte productivité pour la mise en valeur culturale. Les sols de moindre valeur agronomique : piémonts des reliefs restent néanmoins essentiels à des productions plus « extensives » : prairies naturelles pour pâtures



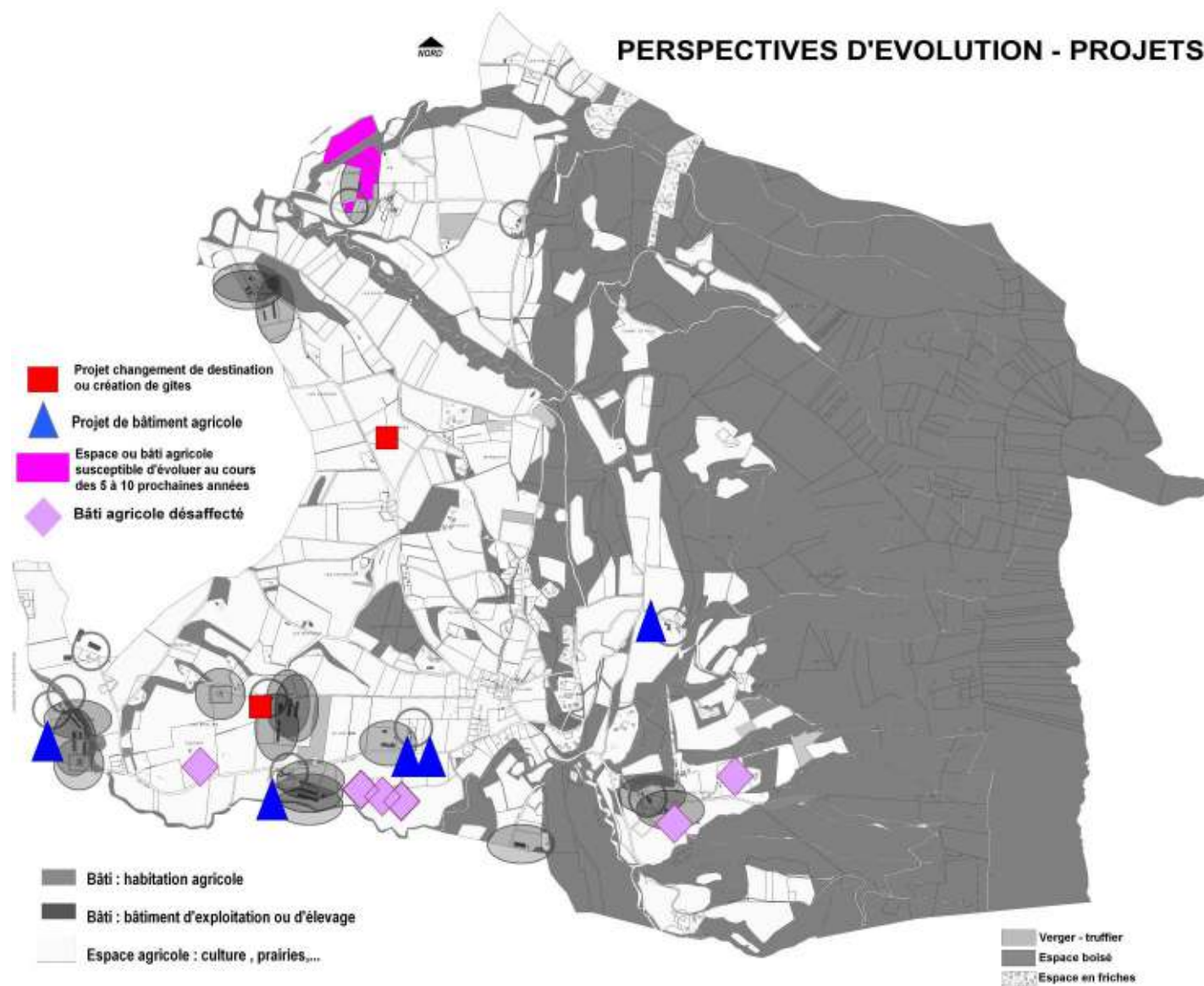
○ Perspectives d'évolution de l'activité agricole

(source : données recueillies auprès des exploitants en mars 2013)

Plusieurs projets de construction de bâtiments agricoles ou de constructions en lien avec l'agriculture, ou de projets de changements de destination ont été évoqués par les agriculteurs (certains sont concrétisés par des demandes ou des autorisations en cours, d'autres non, relevant de projets à moyen terme) :

- Projets de bâtiments d'exploitation : fumières à La Maladière, à La Lozière, nouveau bâtiment et extension à La Graire.
- 2 bâtiments agricoles pour réhabilitation ou transformation de bâtiments existants (changement de destination) ont été recensés auprès des agriculteurs pour des gîtes et logements en locatifs) : Quartiers La Lozière (5 logements), et Les Granges. ils représentent un total de 6 logements potentiels par changement de destination.
- Plusieurs anciens bâtiments d'élevage hors sol sont désaffectés dans la plaine.

Les mutations probables répertoriées sur la carte ci-contre, font état de potentialités qui risquent de se dégager dans l'avenir, notamment des terres et un bâtiment agricole, par la cessation complète d'activité d'une agricultrice partant à la retraite.



En conclusion : Activités, espaces et bâtis agricoles : les tendances :

- ❖ Un potentiel « agricole » reconnu, mais une nette tendance à la diminution du nombre d'exploitation et au regroupement des structures
- ❖ Des exploitations « dynamiques », des structures agricoles « solides » mais ...
- ❖ Une population agricole plutôt âgée, avec un risque d'évolution important des exploitations sur la commune, au-delà de la prochaine décennie
- ❖ Une part importante d'exploitants extérieurs,
- ❖ Des productions agricoles essentiellement tournées vers la culture et l'élevage et avec des contraintes importantes vis-à-vis de l'habitat (bâtiments d'élevage, plans d'épandage),
- ❖ Des espaces agricoles recherchés par les exploitations en activités qui sont confrontées à une certaine pression urbaine où peuvent se conjuguer phénomènes de rétention foncière, augmentation du coût du foncier,....
- ❖ Problématique des anciens bâtiments d'élevage désaffectés.
- ❖ Des mutations probables dans l'espace agricole à moyen terme.

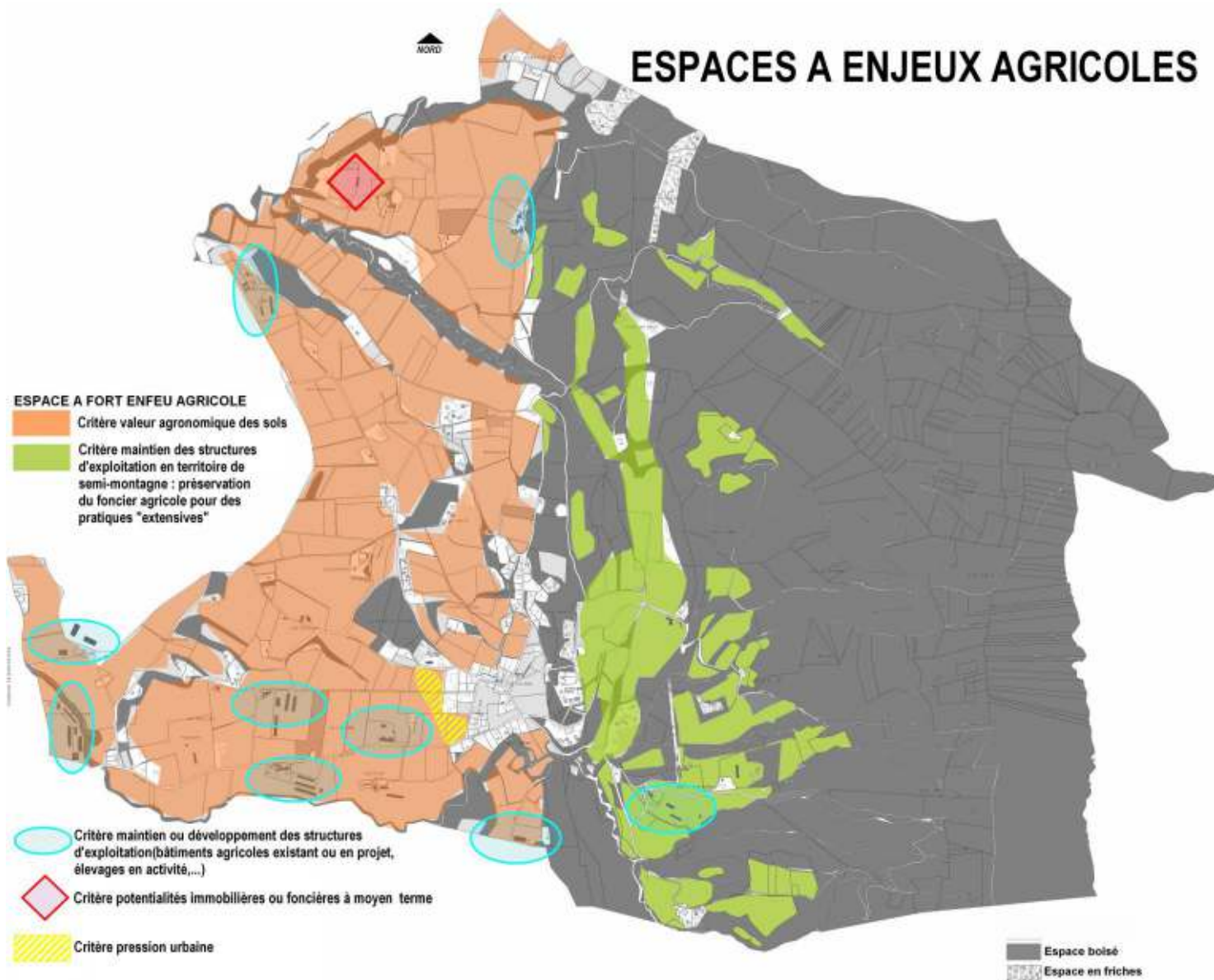
○ L'activité agricole : Enjeux

Les espaces à enjeux agricoles (voir carte page suivante) comprennent la plupart des terres agricoles situées dans la plaine. Ont été ciblés comme espaces à fort enjeu agricole :

- Les terres à bonne valeur agronomique
 - Les secteurs indispensables au maintien des exploitations agricoles existantes professionnelles : secteurs avec bâtiments d'exploitation, élevage en activité ou en projet,
 - Les secteurs à potentialités de d'accueil ou de développement (ancienne fermes, bâtiments agricoles inutilisé, foncier agricole pouvant se « libérer»,
 - Les espaces agricoles nécessaires au maintien d'une agriculture de « semi-montagne » avec des pratiques agricoles plus « extensives».
- La préservation de ces espaces agricoles et des structures d'exploitation représente un enjeu important pour le maintien de l'activité et des emplois agricoles sur la commune.

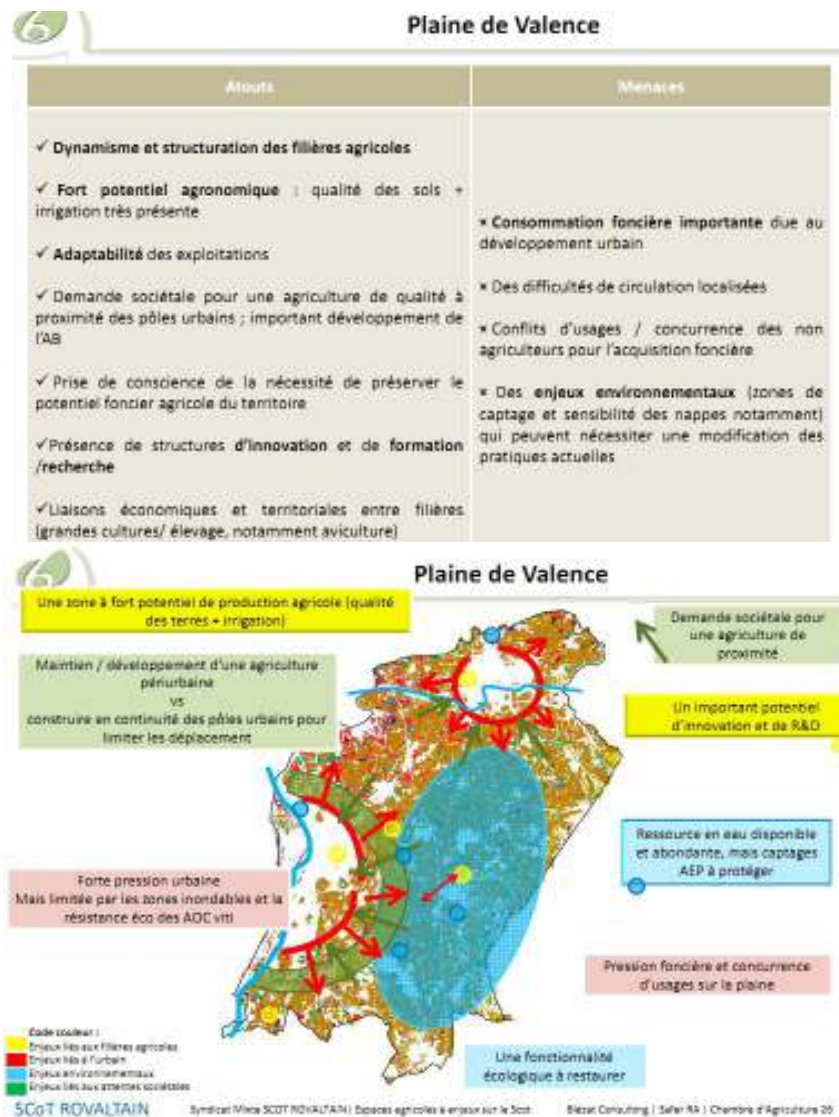
L'extension et l'évolution des productions agricoles, ou même simplement le maintien de ces exploitations doivent être pris en considération dans le projet de révision du PLU, ce qui implique que le développement de l'urbanisation envisagé, soit compatible avec un fonctionnement pérenne et viable de ces exploitations.

ESPACES A ENJEUX AGRICOLES



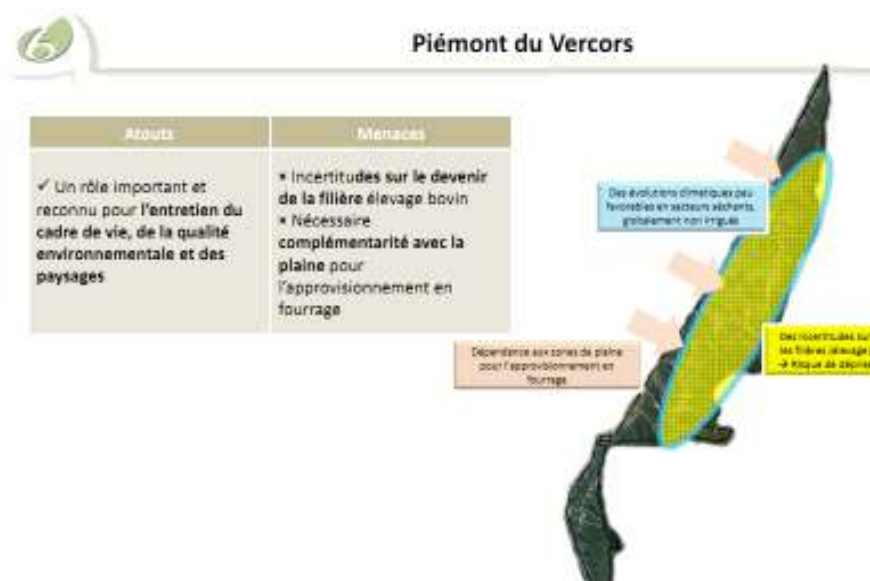
LE CONTEXTE DU SCoT DU GRAND ROVALTAIN

IDENTIFICATION DES ESPACES AGRICOLES À ENJEUX SUR LE TERRITOIRE DU SCOT ROVALTAIN - DRÔME ARDÈCHE (Extrait Diagnostic Agricole Phase 1 : DIAGNOSTIC ET ENJEUX D'AVENIR Julie Seegers, Blézat Consulting, Yann Léger, SAFER RA, JM Costechareyre et C. Delay, Chambre d'Agriculture 26 - octobre 2011)

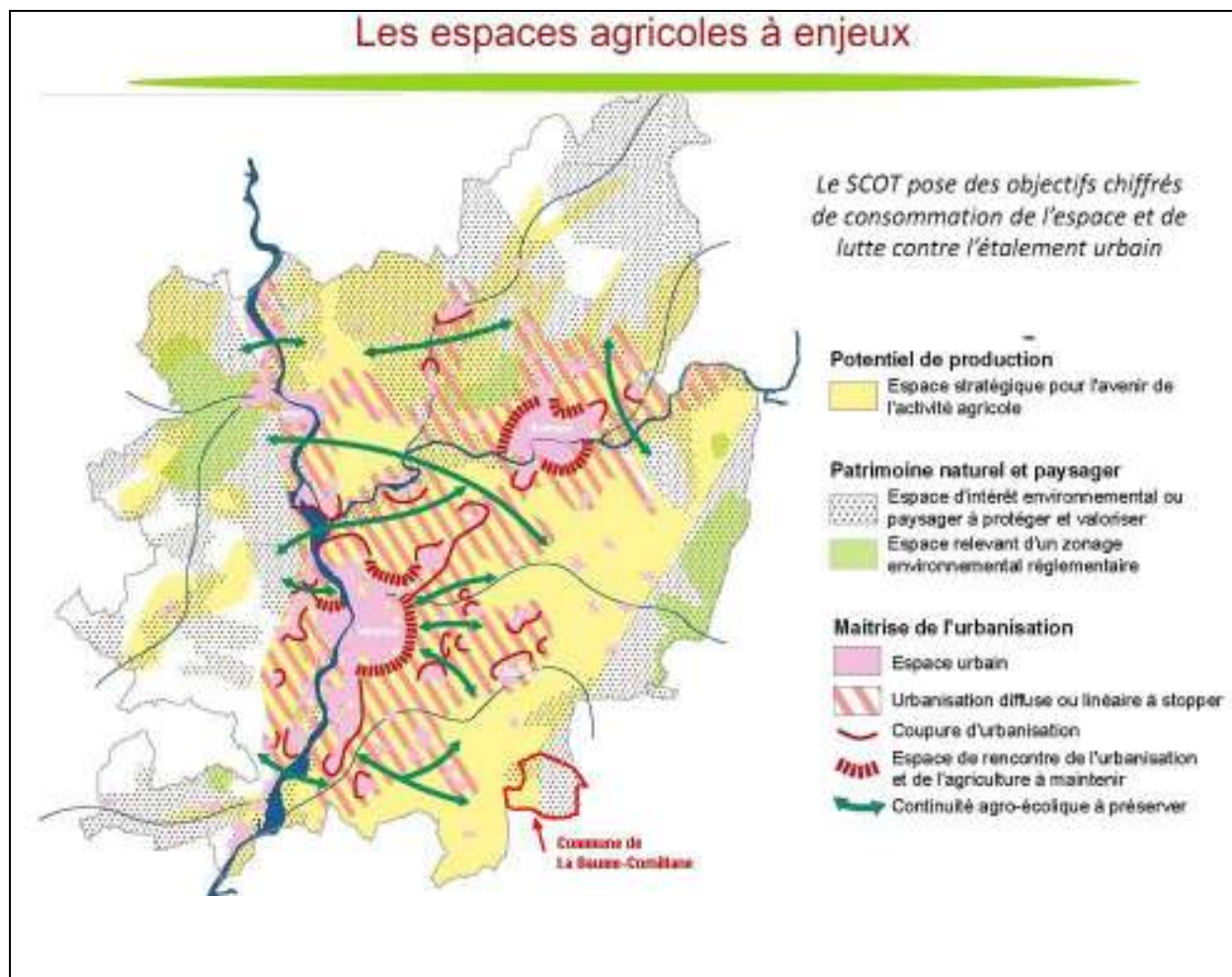


Le territoire de La Baume Cornillane se situe à cheval sur deux des six grandes unités de production agricole sur le territoire du Scot :

- La Plaine de Valence : grandes cultures – aviculture – noyers au nord-est,
- Le Piémont du Vercors : élevage.



Le cadre du SCoT du Grand Rovaltain :



Dans le cadre du diagnostic du SCoT du Grand Rovaltain (extrait de la présentation de l'Etat Initial de l'Environnement), le territoire de La Baume Cornillane apparaît :

- pour la partie sud-ouest : espace ouvert de plaine, comme un espace stratégique pour l'avenir de l'activité agricole, essentiel dans le potentiel de production.
- pour la partie est et nord-est : reliefs et « côte », vallée de Tisserand, coteaux des Granges..., comme un espace d'intérêt paysager ou environnemental à protéger et à valoriser.

Les enjeux du SCOT :

- Réduire de moitié la consommation de foncier à vocation agricole et naturelle dans un horizon temps à définir (au minima, d'ici à 2020)
- Maîtriser l'extension urbaine en affirmant la nécessité d'utiliser en priorité les zones déjà artificialisées pour développer l'habitat et les activités, réduire la place de la voiture
- Protéger le potentiel de production et la fonctionnalité de l'espace agricole confrontés à une forte pression urbaine : maintien d'îlots sans construction ni infrastructures importantes et des accès à ces parcelles
- Accompagner l'agriculture périurbaine dans l'objectif :
 - D'une meilleure autonomie alimentaire du territoire
 - D'une préservation de la qualité de la ressource en eau
 - D'un développement de la transformation agro-alimentaire.

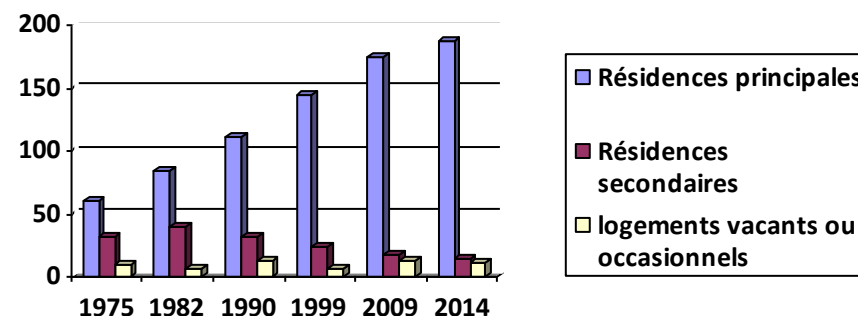
1. 3 Le parc de logement

1. 3. 1 L'évolution du parc logement : Un parc logement qui connaît une croissance soutenue

La Baume Cornillane appartient au bassin d'habitat du Grand Valentinois. La commune est incluse dans le périmètre du Programme Local de l'Habitat (P.L.H.) de VALENCE AGGLO qui avait été validé pour la période 2013-2018. Depuis l'élargissement du périmètre et la création de la nouvelle communauté d'agglomération « Valence Romans Sud Rhône Alpes » en 2014, l'harmonisation des différents PLH est en cours de réalisation sur le nouveau périmètre.

Le P.L.U. devra être compatible avec le nouveau Programme Local de l'Habitat de Vaelece – Romans –Agglo arrêté par le conseil communautaire le 1^{er} juin 2017 pour la période 2018-2023

EVOLUTION DU NOMBRE DE LOGEMENTS



Evolution du Parc Logement (source INSEE)	1975	1982	1990	1999	2009	2014	
Résidences principales	61	84	111	144	174	188	<p>En 2014, on compte 213 logements sur le territoire de La Baume Cornillane, dont une faible part (6,6 %) en résidences secondaires.</p> <p>Le parc des résidences principales continue de croître et de façon plus importante (+8 %) que l'évolution de la population (+ 0,2%) pendant la dernière période 2009 - 2014.</p> <p>Cette croissance plus rapide du parc des résidences principales est liée au desserrement des ménages (tendance liée à l'évolution sociale des composantes des ménages : phénomènes décohabitation, divorces, familles monoparentales, augmentation de l'espérance de vie, et donc des ménages de personnes seules et âgées,...).</p>
Résidences secondaires et logements occasionnels	32	40	31	24	18	14	
Logements vacants	19	7	13	7	12	11	
Nombre total de logements	102	131	155	175	204	213	
Nombre moyen d'occupant des R.P.	3	2,9	2,9	2,8	2,6	2,4	

La part des résidences secondaires tend à diminuer au fil des années, elle représente 6,6 % des logements en 2014, en raison du caractère rural et touristique de la commune, cette valeur est devenue inférieure à celle observée sur l'ensemble du département (8 %); pour cette commune proche de Valence, la fonction « résidences secondaires- logements occasionnels » s'efface au profit de la fonction « principale ».

De même, la vacance des logements en 2011 reste à un niveau peu élevé : 5,2 % du parc ; pour comparaison : valeur ensemble du département : 8,6 %. Ces éléments traduisent une certaine « tension » sur le parc logement, due à une demande en résidences principales qui s'accroît sur cette commune ces dernières années

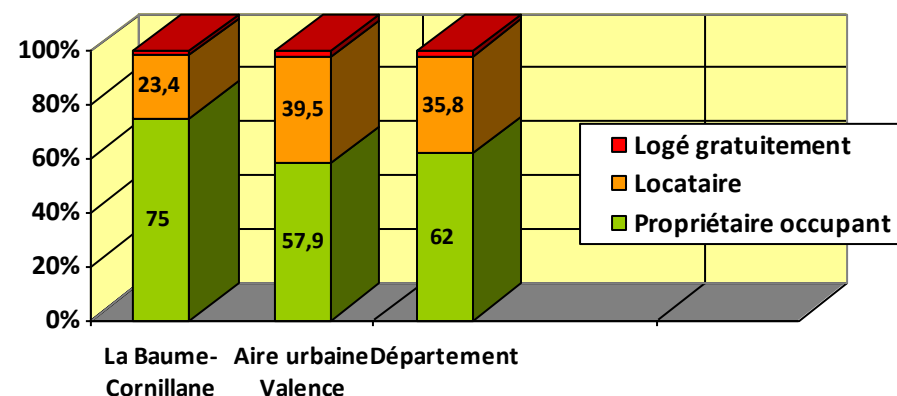
1. 3. 2 La structure du parc de résidences principales : Une large majorité de grands logements en maison individuelle et occupés par leur propriétaire; des logements locatifs en augmentation sensible

Statut d'occupation des résidences principales : Une part importante de propriétaires au-dessus de la moyenne des territoires de comparaison, un parc de logements locatifs qui reste modeste mais qui se renforce depuis 2009, et avec une petite part de locatif social public.

En 2014 :

- 75 % des résidences principales (soit 141 logements) sont occupées par leur propriétaire,
- La part des logements locatifs représente 23,4% des RP, soit 44 logements (valeur qui reste inférieure à la valeur moyenne observée sur le département : 39,5 %), mais cette part de logements locatifs est en augmentation depuis 2009 (valeur en 2009 : 31 logements locatifs, soit 17,8 % des RP).
- Ces logements locatifs sont essentiellement des locatifs privés ; 2,7 % des résidences principales sont des locatifs à caractère social, soit 5 logements HLM et 2 logements communaux : peu de mixité sociale.
- 3 ménages sont logés gratuitement sur la commune en 2014.

STATUT D'OCCUPATION DES LOGEMENTS EN 2014
ZONES DE COMPARAISON



Typologie dominante des résidences principales (R.P.) : habitat individuel et grands logements

En 2014, 91,1 % du parc de logements (soit 194 logements) est constitué de maisons individuelles et 7,5 % d'appartements (soit 16 logements). Ce sont des grands logements dans le parc d'habitat individuel (généralement 5 pièces et plus), et des logements plus petits en appartement (généralement 2 à 3 pièces).

Les petits logements (1 à 2 pièces) sont très peu nombreux (9 logements en 2014, soit 4,8 % des RP), alors que la part des grands logements dans le parc de résidences principales (5 pièces et plus) représente 53,2 % des RP.

L'état de confort est bon dans l'ensemble du parc résidences principales : en matière de chauffage, 46,8 % des logements disposent de chauffage central ; en matière d'équipements sanitaires, la quasi totalité (97,7 %) des logements est « confortable ».

Les grandes tendances du parc logement:

- Une fonction résidentielle qui s'affirme, avec une part de résidences principales prépondérante et très peu de logements vacants.
- Un parc de résidences principales peu diversifié, composés presque exclusivement de grands logements en maison individuelle, occupés par leurs propriétaires.
- Une offre relativement déséquilibrée car limitée en logements locatifs notamment en logements locatifs sociaux, caractérisée par peu de mixité sociale.

1.3.3 Offre foncière et demande en habitat

Les constructions neuves sur la dernière décennie : un rythme de 2 logements neufs par an, avec notamment la réalisation de deux lotissements d'habitat individuel, la construction d'un immeuble de logements collectif dans le village. La dominante reste la construction de logements sous d'habitat individuel.

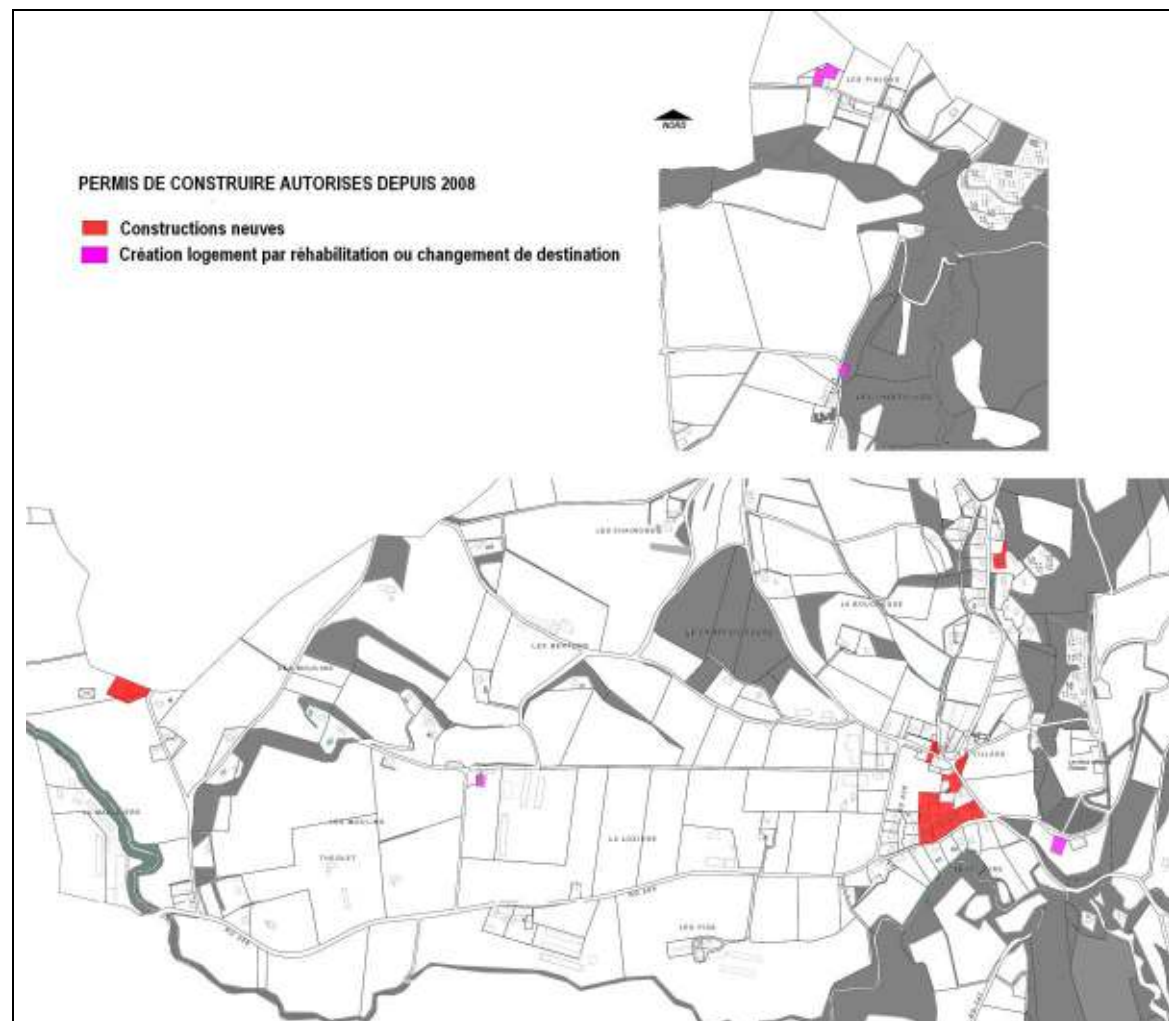
Nombre de logements construits ou créés de 2000 à 2016 (sources : SOeS - DREAL Rhône Alpes et commune de La Baume-Cornillane)

Année	Nombre total de logements commencés de 2000 à 2012 (source : SOeS - DREAL Rhône Alpes)	Année	Nombre de logements autorisés de 2013 à 2016 (source : commune de La Baume -Cornillane)	
			Logements neufs	Logements créés par réhabilitation ou par changement de destination
2000	2	2012	0	2
2001	5	2013	0	1
2002	9	2014	0	0
2003	1	2015	10	1
2004	6	2016	0	0
2005	1	2017 (6 premiers mois)	2	1
2006	0	Total période 2012 – 2017	12	5
2007	2			
2008	1	Nombre moyen de logts neufs /an de 2012 à 2016	17	
2009	0		10 logements neufs soit 2 logts/an	
2010	2	En 2012, 2 nouveaux logements ont été autorisés : logements créés dans le cadre de la rénovation d'une construction ancienne au sud du village.		
2011	(logements collectifs) 5	En 2015, 7 des dix logements autorisés font partie du lotissement « Le Clos des Chenebiers » autorisé sur un terrain situé au sud du village aux abords du quartier du Prieuré (voir carte page suivante). Les 9 lots sont commercialisés, et 8 de ces lots sont aujourd'hui (en 2017) construits ou en cours de construction sous forme d'habitat individuel, le permis d'aménager a été accordé dans le cadre d'une opération d'ensemble sur ce terrain d'environ 1 ha situé en zone NAa dans le POS.		
2012	0	Pendant la période 2012-2016, le rythme des constructions neuves s'est ralenti (2 constructions neuves / an), du fait qu'aucune construction neuve n'a été autorisée de 2012 à 2015 sur le village, dans l'attente de la réalisation du réseau d'assainissement collectif et de la station de traitement des eaux usées. La situation s'est « débloquée » à partir de 2015, et a vu la réalisation de 9 logements neufs dans le village (dont 8 au «Clos des Chenebiers»), et une nouvelle habitation à Coquillon.		
Total période 2000 – 2012	34	En 2017, sont autorisées 2 habitations nouvelles sur les deux derniers lots du «Clos des Chenebiers».		
Nombre moyen de logts neufs / an	2,61	De 2012 à 2017, des travaux sur le bâti existant ont donné lieu à la création ou à la remise sur « le marché » de 5 logements, la plupart localisés hors village (Les Pialoux, route de La Cordanche, La Lozière,...).		
De 2000 à 2012, 34 logements ont été commencés, avec notamment dans le village : - la création du lotissement du Prieuré au sud du bourg au début des années 2000 (7 lots d'habitat individuel en accession à la propriété) - la création par renouvellement urbain (reconstruction sur le site de l'ancien restaurant) de 5 logements dans un immeuble d'habitat collectif réalisés en 2011 et destinés à du locatif. Cela représente un rythme 2 à 3 constructions neuves par an permettant de maintenir une croissance modérée de la population résidente de La Baume-Cornillane Ensemble des constructions neuves réalisées à 85 % en individuel				

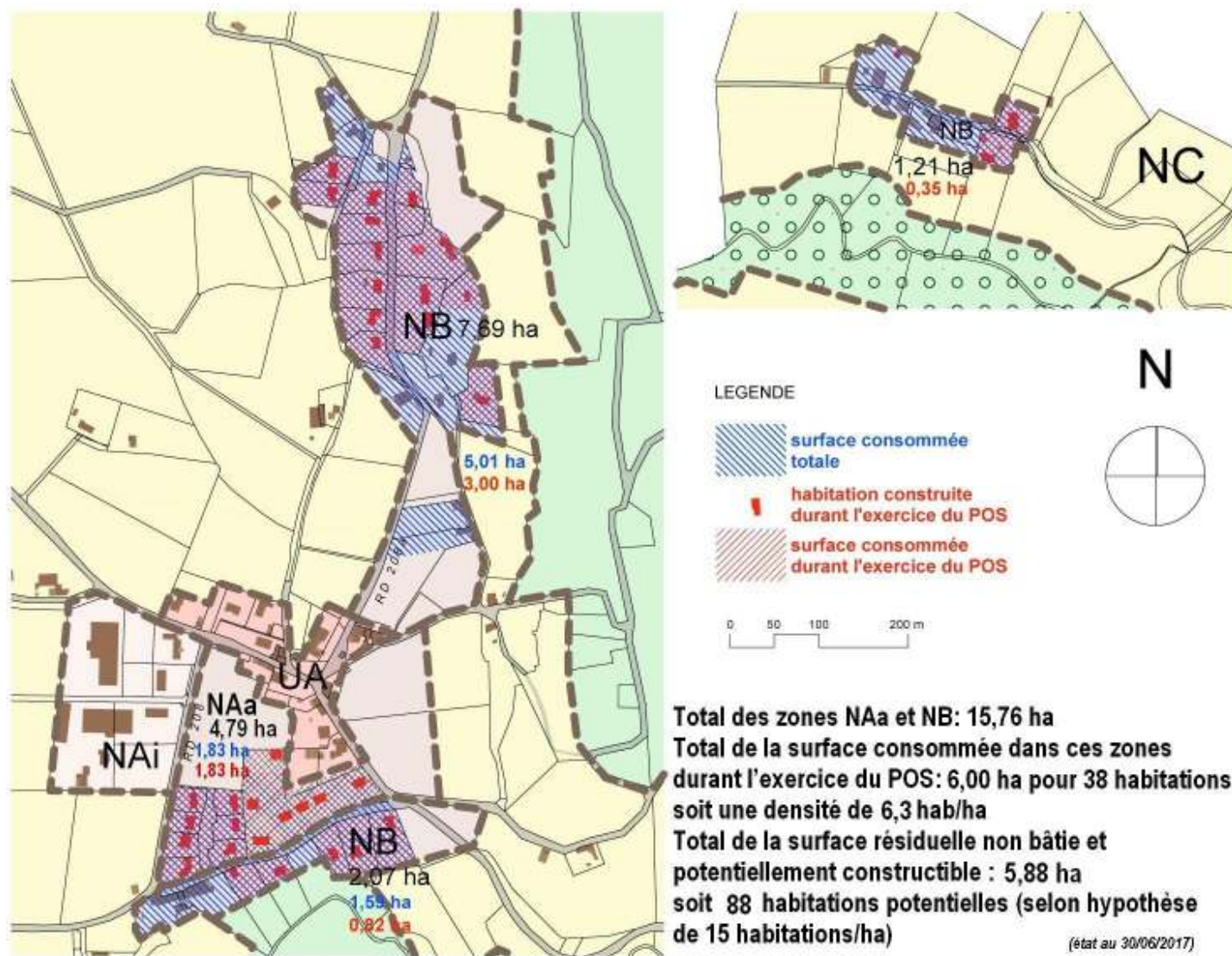
Au cours des 5 dernières années (de 2012 à 2016), les 10 logements neufs autorisés correspondent à une consommation d'espace de 10.000 m² soit une consommation d'espace qui correspond à la dominante d'habitat individuel et qui représente une densité de l'ordre de 10 logements /ha.

Si l'on prend en considération la totalité des logements créés au cours des 9 dernières années (de 2008 à 2016), les 22 logements autorisés ou commencés (8 + 14 - les 6 premiers mois de 2017 n'étant pas intégrés) correspondent à une consommation d'espace de 14.200 m² soit une consommation d'espace bien plus faible, liée aux opérations de rénovation, de changement de destination, de construction des logements collectifs, qui ont participé à la création de ces 22 logements.

A ce niveau, cela représente une densité de l'ordre de 15,5 logements /ha.



Encore d'importantes « potentialités » foncières en secteur constructible dans les zones NAa et NB du P.O.S. de 1986 pour le développement de l'habitat :



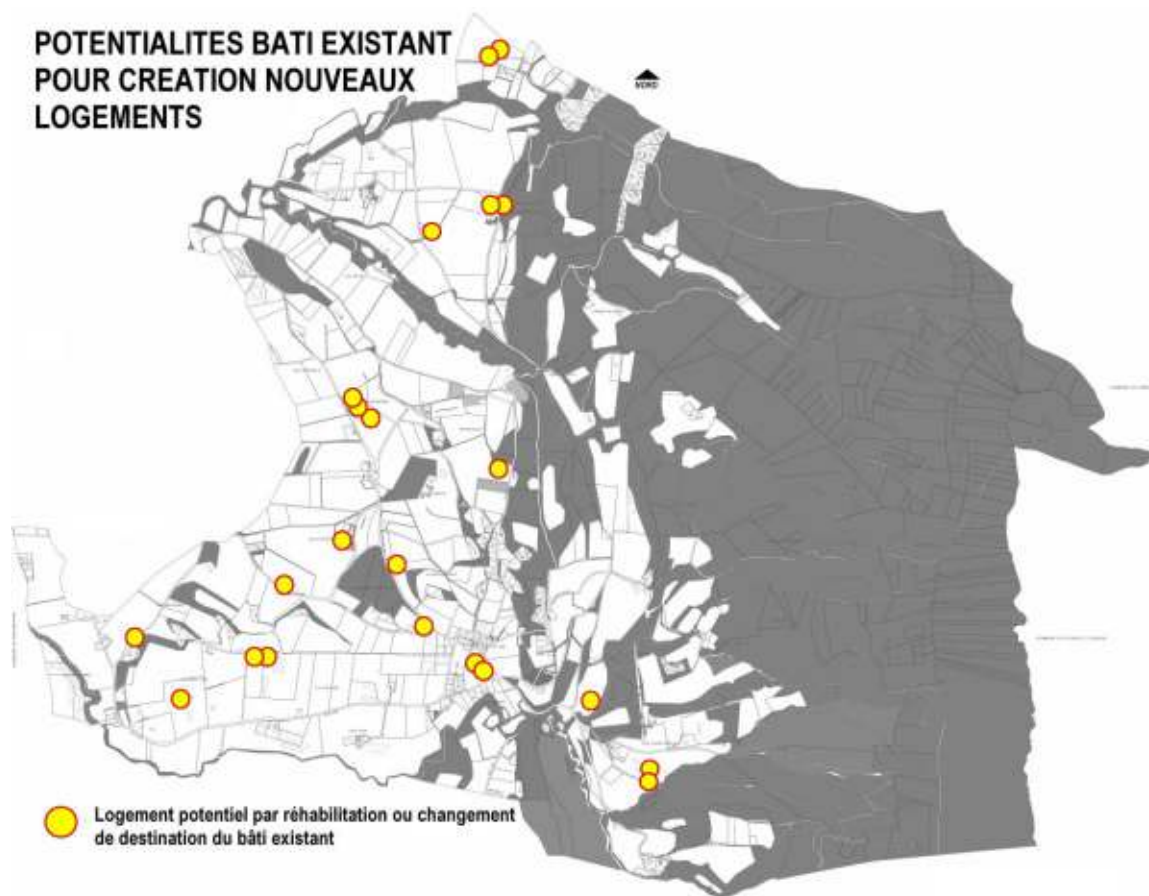
La dynamique de production de l'habitat a été gérée par le document d'urbanisme le Plan d'Occupation des Sols ayant valeur de PLU et qui s'applique depuis son approbation en 1986.

Depuis la mise en œuvre du POS, c'est-à-dire depuis une trentaine d'années, 6,09 hectares de terrain ont été consommés, essentiellement par de l'habitat individuel, dans les zones d'extension urbaine : NB et NAa, et généralement sur de grandes parcelles dans la zone NB. Cette forme de développement de l'habitat a induit une densité des constructions qui reste à un niveau faible dans ces secteurs, de l'ordre de 6,3 habitations à l'hectare.

Mais, il faut tempérer ceci, par le fait qu'au cours de ces dernières années, les projets ont été dans le sens d'une consommation plus réduite de l'espace grâce à des opérations de renouvellement urbain : immeuble d'habitat collectif, changement de destination sur emprises foncières limitées, (...) plus particulièrement dans la zone UA, et des opérations de lotissement avec des lots de taille plus réduite. Ce document POS offre encore aujourd'hui d'énormes potentialités de développement pour l'habitat (5,88 ha), notamment autour du village : 5,75 ha potentiel (voir également carte page 129). La plupart des terrains notamment à l'Est du bourg et au sud de Coquillon, ne se sont pas bâtis suite à des phénomènes de rétention foncière de la part des propriétaires.

Des potentialités également dans le parc bâti existant :

Un inventaire réalisé sur le terrain en septembre 2013, a donné lieu à une appréciation de la capacité d'accueil qui pourrait être offerte dans le parc bâti existant, notamment par réhabilitation ou par changement de destination. Il ne s'agit là que d'un état des lieux qui ne laisse en rien préjuger des projets qui seront réellement mis en œuvre dans les prochaines années. Ont été relevées une vingtaine de constructions qui pourraient constituer des potentialités en logement dans le parc existant par réhabilitation ou changement de destination.



Une pression urbaine de plus en plus forte, notamment par rapport à la demande d'habitat

La commune sous l'aire d'influence de l'agglomération de Valence, connaît une demande d'habitat importante en ce qui concerne soit des logements locatifs, soit des demandes de constructibilité pour des terrains

1.3.4 Les besoins en habitat exprimés au travers des grandes orientations du Programme Local de l'Habitat (P.L.H.)

Source : document orientations PLH URBANIS pour Communauté d'Agglomération Valence Romans Agglo

Le PLU de La Baume-Cornillane doit être compatible avec le Programme Local de l'Habitat et le volet habitat du SCoT.

Le PLH est un document stratégique de mise en œuvre d'une politique de l'habitat, à l'échelle d'une intercommunalité. Il porte à la fois sur le parc public et privé, sur la gestion du parc existant et des constructions nouvelles, et sur l'attention portée à des populations spécifiques. Il définit les objectifs et principes de la collectivité pour répondre aux besoins en logements et indique les moyens pour y parvenir. En plus de répondre aux besoins en logements, le PLH doit favoriser la mixité sociale et le renouvellement urbain, et être doté d'un dispositif d'observation de l'habitat.

❖ Le PLH « VALENCE AGGLO » 2013-2018

Concernant l'habitat, l'ancienne communauté d'Agglomération Valence Agglo a élaboré un Programme Local de l'Habitat approuvé le 10 septembre 2013 sur un territoire élargi à l'ancienne communauté de communes « Rhône-Crussol ». Ce document de programmation intercommunal est opérationnel pour la période 2013 à 2018.

Depuis la loi Mobilisation pour le Logement et la Lutte contre l'Exclusion de 2009, l'articulation PLH-PLU a été renforcée : le PLH précise le nombre et les types de logement (statut et formes urbaines) à construire, et son programme d'actions est décliné à l'échelle de chaque commune.

Le PLH « Valence Agglo » pour la période 2013-2018 retient quatre grandes orientations :

- Orientation 1 : conforter le rôle de cœur d'agglomération incarné par les pôles urbains de Valence, Bourg-les-Valence, Portes-les-Valence ; et les niveaux de centralité des pôles secondaires, des pôles relais ou locaux. Pour **La Baume-Cornillane**, il s'agit de se positionner sur un rythme en accord avec le niveau d'équipements et de services tout en préservant fortement le cadre de vie et la place de l'agriculture. La Baume-Cornillane est considérée comme «village polarisé avec un niveau d'emplois, de services et d'équipements très limités».
- Orientation 2 : Construire autrement pour répondre durablement à la demande urbaine des ménages et garantir une meilleure mixité sociale sur toutes les communes du territoire ;
- Orientation 3 : Réhabiliter massivement pour offrir à tous des logements de qualité ;
- Orientation 4 : Une agglomération solidaire des ménages les plus vulnérables.

Pour Valence Agglo, il s'agit de viser une consommation foncière annuelle moyenne de 27 hectares par an sur 2013-2018 (contre 45,2 ha/an consommé sur la période 2000-2010) et répartie par commune selon les objectifs portés par le document d'orientation stratégique.

Concernant plus particulièrement, les orientations retenues sur le territoire de la Baume Cornillane :

Rythme moyen de 2 logements par an sur la période 2013-2018, soit 12 logements sur 6 ans et 24 logements sur la durée du PLU

Répartition de l'objectif de mixité sociale :

- objectif de production en locatif social sur la durée du PLH : 10 % (soit 1 logement sur la durée du PLH) dont PLUS ou conventionné privé social : 100 % (soit 1 logement)
- objectif de production en accession sociale : 10 % (soit 1 logement sur la durée du PLH).

Répartition de l'objectif d'orientation des formes urbaines :

- 25% collectif/intermédiaire (soit 3 logements collectifs sur la durée du PLH) + 35 % individuel groupé (soit 4 logements individuels groupés sur la durée du PLH) + 40% individuel pur (soit 5 logements individuels purs sur la durée du PLH). Les taux indiqués pour l'habitat individuel pur sont à considérer comme un maximum. Les taux en collectif ou individuel groupé correspondent à des valeurs planchers.

Répartition de l'objectif de limitation de la consommation foncière par l'habitat :

Objectif consommation foncière par l'habitat : 1 ha sur la durée du PLH.

L'évolution récente de l'habitat à La Baume-Cornillane par rapport aux orientations du PLH 2013 - 2018

Par rapport aux orientations de ce PLH, le rythme des constructions neuves autorisées au cours des 5 dernières années (de 2012 à 2016), est de 10 logements neufs autorisés, soit 2 par an. Il correspond globalement aux orientations du PLH. Sur cette même période il a été consommé environ 1ha de foncier soit une consommation d'espace légèrement supérieure à ce qui est préconisé. Par contre, en matière de forme urbaine, il n'a été réalisé que de l'habitat individuel.

❖ LE NOUVEAU PROGRAMME LOCAL DE L'HABITAT 2018-2023

Le PLH doit couvrir l'intégralité du territoire des communes membres d'une intercommunalité et est établi pour une durée de six ans. Le territoire de la nouvelle Communauté d'agglomération Valence-Romans-Agglomération ayant évolué, le conseil communautaire de l'agglomération a délibéré le 25 septembre 2014 pour mettre en révision le P.L.H le plus récent (PLH de Valence Agglomération), en vue de l'étendre à l'ensemble des communes de la future communauté d'agglomération.

Le nouveau PLH a été adopté par le conseil communautaire le 8 février 2018 pour la période 2018-2023.

Dans l'armature urbaine PLH, La Baume-Cornillane fait partie des villages ruraux du Bassin de Valence.

Les quatre grandes orientations du nouveau PLH de Valence-Romans-Agglomération :

▪ **Orientation 1 : Renforcer les centralités**

La dynamique démographique de l'Agglomération s'est ralentie (0,4 %), avec un solde migratoire négatif : forte dynamique de construction en périurbain qui conduit à une nette accélération de la disqualification du parc de logements anciens au niveau des pôles urbains (+ 400 logements vacants/an). En résulte un phénomène inquiétant de paupérisation des villes-centres et une consommation foncière élevée en dehors des pôles urbains.

L'objectif retenu est de réguler le marché foncier et immobilier : enjeu majeur de mise en œuvre d'une offre nouvelle répartie de façon équilibrée entre pôles urbains et périurbains, pour préserver l'attractivité des villes et de l'Agglomération.

▪ **Orientation 2 : Réhabiliter durablement et adapter les logements au handicap et vieillissement**

Les villes de Valence et Romans concentrent l'essentiel du parc social déqualifié et les logements privés dégradés, fortement énergivores. Cette disqualification, comme la vacance, touche essentiellement le parc collectif. L'objectif est de requalifier le parc le plus ancien, et de soutenir en priorité les opérations de renouvellement urbain, d'acquisition-amélioration et de rénovations énergétiques ambitieuses du parc collectif.

▪ **Orientation 3 : Construire la diversité**

Fragmentation sociale observée sur le territoire : les villes accueillent des populations modestes et des petits ménages (offre sociale à 90 % sur les pôles urbains) ; les espaces périurbains et ruraux accueillent des familles et des ménages en accession à la propriété. Sur la dernière période, les écarts de peuplement entre ville et périphérie se sont amplifiés. Le manque de diversité de l'offre de logements est une explication importante de cette évolution.

L'objectif est de diversifier l'offre de logements pour fluidifier les parcours résidentiels. La programmation du PLH tient compte de cet enjeu d'équilibre social, par la promotion d'un habitat diversifié (et de l'habitat intermédiaire), accessible et durable, et par le rééquilibrage du parc social entre les quartiers et les territoires, en articulation avec le contrat de ville.

▪ **Orientation 4 : Accueillir les publics fragiles**

Le diagnostic du PLH pointe plusieurs fragilités sociales du territoire, notamment une part importante de ménages ayant des revenus très modestes et même inférieurs au seuil de pauvreté français. L'objectif est de contribuer au développement de l'offre de logement dédiée aux ménages en situation de précarité dans toute sa diversité, au logement social et très sociaux, de mieux organiser l'accueil, l'information et l'orientation des demandeurs.

○ Objectifs quantitatifs de production de logements

Le PLH doit être compatible avec le SCoT. Le SCoT donne un objectif de croissance au-dessus des tendances observées (Scot : 1 347 logements/an, tendance observée 2007-2015 : 1 209 logements/an) et un objectif de rééquilibrage de la construction au profit des pôles urbains, avec un ralentissement de la tendance à la périurbanisation. Le SCoT ne précise pas les objectifs par commune. C'est au PLH qu'il revient de décliner les objectifs de construction à l'échelle communale.

Pour tenir les objectifs de rééquilibrage de la construction entre les pôles urbains et périurbains les objectifs territorialisés du PLH visent :

- à minima, une évolution de près de **+ 10 % du rythme de construction sur les pôles urbains**, pour un taux de 5,5 constructions neuves pour 1 000 habitants au minimum. Il s'agit d'aider les « villes centres » ou pôles urbains à requalifier l'habitat ancien, les équipements et les espaces publics de centre-ville et à développer de nouveaux quartiers péricentraux.
- à l'inverse et en déduction, un ralentissement de près de **8 % du rythme de construction au niveau des autres communes** s'impose. Ce rythme bien inférieur au potentiel identifié par les communes périurbaines, conduit à un second défi pour le PLH : celui d'être en capacité de réguler le marché périurbain, par des actions réglementaires et des actions d'accompagnement des projets d'urbanisme.

Pour la Baume-Cornillane qui entre dans la catégorie des « villages ruraux » : Les objectifs annuels de construction en logements concernant les villages ruraux du Bassin de Valence : **taux de 4,5 % de constructions nouvelles pour 1000 habitants**
Soit un total de 2 constructions neuves par an pour la Baume-Cornillane.

○ Objectifs territoriaux de consommation foncière

Les objectifs de consommation foncière du PLH sont déclinés pour chaque commune en fonction des densités moyennes visées par le SCoT pour la période 2016-2025. Ils doivent être considérés comme des maximums autorisés pour la commune. Un travail sur la diversité des formes d'habitat est à rechercher selon la situation de chaque secteur.

Consommation foncière autorisée pour l'habitat pour La Baume-Cornillane appartenant aux villages et bourgs du Bassin de Valence : 0,10 ha maximum / an

Dans le cadre de la mise en œuvre du PLH, il est précisé que l'objectif foncier englobe l'ensemble des surfaces foncières dédiées aux logements neufs à produire, quels que soient hors division du parcellaire déjà bâti dont la construction est difficilement prévisible, hors renouvellement urbain, et hors « dents creuses » (emprises foncières résiduelles en zone U) de taille inférieure à 1800 m². Le calcul de la densité comprend les jardins, les espaces publics et de respiration aménagés pour répondre au besoin des habitants et associés à l'habitat construit.

○ Objectifs de logements sociaux

La programmation de logements sociaux du PLH s'appuie sur les obligations fixées par la loi SRU et l'appréciation du niveau de tension de la demande sur le parc social. Pour adapter les objectifs au contexte de chaque commune, le PLH propose de réajuster les objectifs du SCoT selon la typologie (pôles urbains, pôles périurbains, bourgs et villages ruraux), et selon que ces communes sont déficitaires en logement social au sens de la loi SRU.

Pour la Baume-Cornillane qui entre dans la catégorie de « Bourgs et villages ruraux » : Les objectifs de construction de logements sociaux concernant les secteurs ruraux sont définis par secteur : application d'un taux de 10 % de logements sociaux dans la construction neuve sur le secteur de l'espace rural de Valence. Ils peuvent donc être mutualisés entre les villages et bourgs d'un même secteur (secteur comprenant la Baume-Cornillane, mais aussi les communes d'Upie, de Beauvallon, de Montélégier, de Barcelonne, de Châteaudouble, de Combovin, de Montvendre, d'Ourches et de Peyrus), correspondant à un total de 4 logements sociaux annuels pour l'ensemble de ces communes.

1. 4 Les équipements

1.4.1 Les équipements d'accompagnement de la vie locale

Les principaux équipements publics sont regroupés dans le bourg : mairie, école, salle des fêtes, bibliothèque, terrain de foot, plateau sportif, ainsi que les deux lieux de culte : église et temple protestant, et le cimetière dont la commune veut prévoir l'agrandissement qui sera à réaliser au cours des dix prochaines années.

- **Equipements scolaires, sociaux et culturels, de sport et de loisirs**

En maternelle et primaire, les enfants de La Baume Cornillane sont scolarisés au sein d'un Regroupement Pédagogique Intercommunal (RPI) avec Ourches et par le biais d'une convention avec Montmeyran.

Actuellement l'école de La Baume Cornillane, localisée dans le village accueille les enfants de 3 classes du primaire : CE2, CM1 et CM2 (12 élèves à la rentrée 2017).

La capacité d'accueil de l'école est aujourd'hui satisfaisante. Les effectifs scolaires sont stables.

L'école d'Ourches reçoit les enfants de la grande section de maternelle, ainsi que les classes primaires CP et CE1. du RPI ainsi qu'un service de garderie périscolaire. Un service de cantine (cadre associatif, repas fait sur place) et de garderie périscolaire ont été mis en place ; un service de ramassage scolaire est effectué entre les deux communes.

Les enfants des petites et moyennes sections de maternelle sont accueillis à Montmeyran. Il n'y a pas de service de ramassage scolaire mis en place avec Montmeyran.

La commune dispose également :

- D'une salle des fêtes à l'entrée nord du bourg pour les besoins des associations et les manifestations locales bénéficiant d'espaces de stationnement aménagés en contre bas de la RD 208a
- D'un ensemble aire de sport et de loisirs (mini-stade, aires de jeux pour les enfants, jeux de boules), avec dans le prolongement théâtre de verdure et aire de stationnement en partie nord du village,
- D'un local technique dans la zone d'activités de La Lozière.



- **Espaces publics :**

La commune a entrepris depuis plusieurs années la mise en valeur de ses espaces publics au cœur du village : espaces publics aux fonctions diverses, aménagés soit pour les sports, les loisirs, soit pour les besoins de desserte ou de stationnement dans le village, notamment à proximité des principaux équipements publics : placette avec espace pétanque, aires de stationnement, espace sportif et de loisirs...



BOURG DE LA BAUME CORNILLANE / EQUIPEMENTS – ACTIVITES ET ESPACES PUBLICS

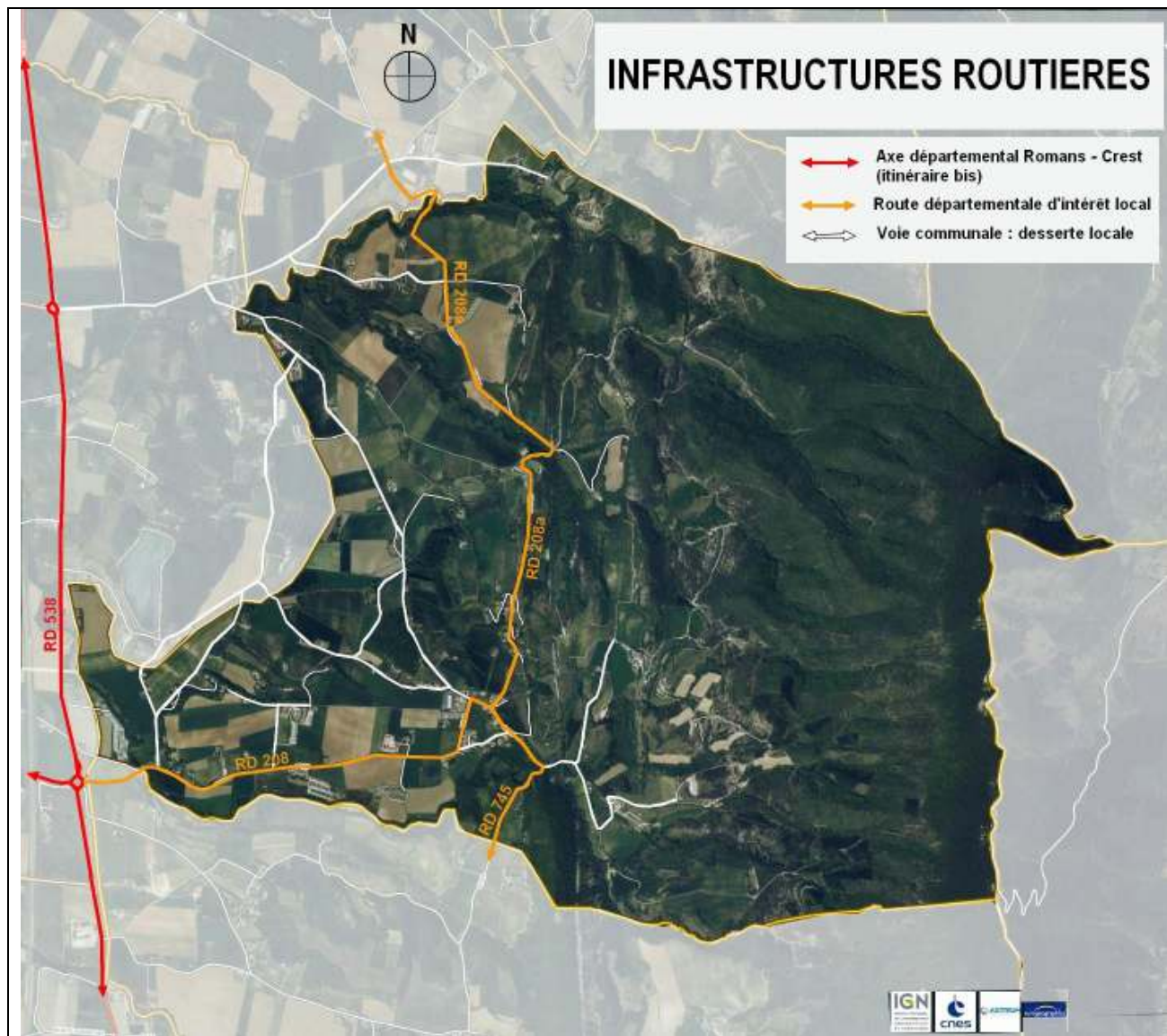
Au niveau des espaces de stationnement, 60 places environ sont recensées sur l'ensemble des différents espaces publics du village (aires de stationnement arrière mairie, place centrale, salle des fêtes, etc...). Il n'existe pas d'aire de stationnement réservée plus spécifiquement au covoiturage.

Un emplacement est aménagé pour le stationnement des cars. Par contre, il n'existe pas de parking ou espaces réservés aux « vélos » dans le village, ou sur la commune; mais la commune étudie actuellement la possibilité de créer 5 places de stationnement « cycles » dans le village.

Valence-Romans Déplacements a élaboré un **Schéma directeur du stationnement** conçu comme un véritable outil opérationnel d'organisation et de mise en œuvre du stationnement à l'attention des communes.

• Réseau viaire

La commune est longée à l'ouest par la route Départementale RD538 (itinéraire bis reliant Romans-sur-Isère et Crest via Chabeuil) qui borde son territoire sans le pénétrer. Cette route classée à grande circulation constitue la voie de transit principale qui conduit à la commune. Celle-ci devient ensuite accessible à partir de cette voie par un réseau de routes départementales et de voies communales ayant des fonctions de liaisons et de desserte locales.



La commune est traversée par trois routes départementales :

- La RD 208 qui relie le cœur du village de La Baume à la RD 538
- La RD 208a, liaison nord-sud longeant les reliefs de La Côte qui relie le bourg de La Baume Cornillane à celui de Montvendre
- La RD 745 reliant La Baume Cornillane à Ourches et irriguant la partie sud du territoire communal.

Au niveau de la desserte locale, l'ensemble de la commune, mais plus particulièrement la plaine est bien desservi par un réseau de voies communales et de chemin ruraux qui relie les principaux hameaux ou groupes d'habitations, et les constructions plus isolées, généralement agricoles dans les écarts. Ce sont souvent des voies aux caractéristiques limitées. Les liaisons Est –ouest sont rendues difficiles par les reliefs ; trois passages (dont le «Pas du Pont») sont aménagés dans la barrière rocheuse. Ils se prolongent à l'est, par des voies et chemins communaux qui se terminent en cul-de-sac. Seuls des sentiers pédestres permettent l'accès aux contreforts du Vercors.

Concernant les cheminements doux, peu de liaisons de ce type à l'intérieur du village ou entre les quartiers, en dehors des sentiers de découverte et de randonnée autour du village.

- **Déplacements et Transports collectifs**

Concernant les déplacements « domicile-travail » (source INSEE) :

En 2014 :

- 89,7 % de ces déplacements effectués par les personnes résidant à La Baume-Cornillane, se font en voiture, camion, ou fourgonnette
- 1,3 % en 2 roues,
- seulement 0,4 % en transports en commun,
- Et 4,5 % pratiquent la marche à pied.

Concernant les transports collectifs :

Les transports collectifs sont surtout utilisés par les scolaires.

⇒ Transports « déplacements scolaires » :

Un service de ramassage scolaire est effectué entre les deux écoles du regroupement pédagogique. Le ramassage scolaire s'effectue au niveau de la rue du village entre mairie et école; plusieurs arrêts pour les scolaires également en zone rurale.

Au niveau des transports des élèves du secondaire :

- une ligne de car au départ de la place de La Pangée pour le collège de Chabeuil,
- lignes régulières du réseau Citéa pour les lycées et collèges de Valence, et la ligne régulière interurbaine 21 du Département (Romans- Crest) vers les établissements secondaires de Crest (un aller et retour par jour pour un jour moyen annuel).

⇒ Transports « tous types de déplacements » :



Arrêt bus scolaire en contrebas de l'école

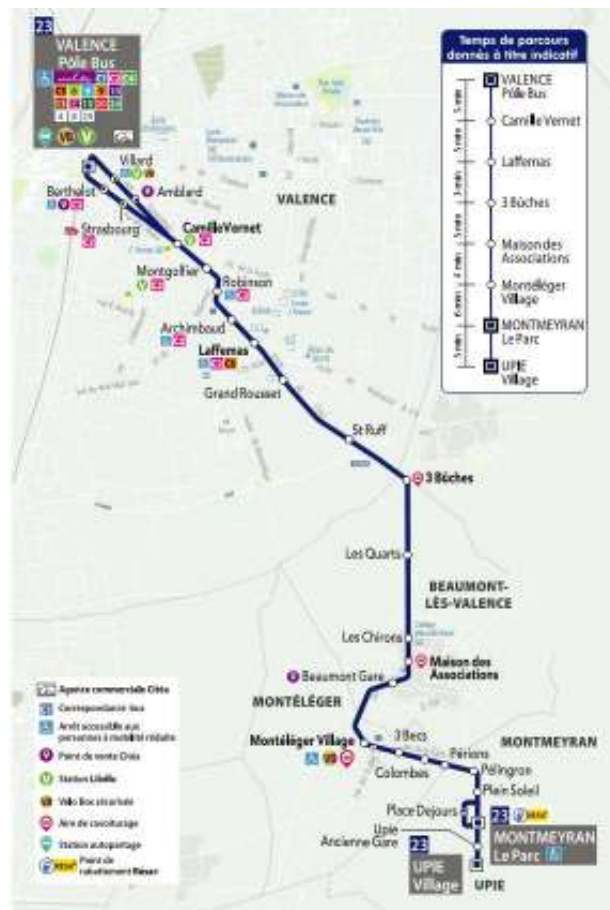
Au niveau des transports collectifs, une ligne régulière et un service de transport à la demande desservent la commune :

- **La Ligne régulière 21 du département de la Drôme**

Cette ligne « Romans-Chabeuil-Crest » assure des liaisons journalière entre Romans et Crest via Chabeuil. Un arrêt est prévu au niveau de la Baume-Cornillane : arrêt sur la départementale 538 (lieu dit « Les Batailles »). Les horaires sont plus particulièrement adaptés aux besoins des scolaires qui se rendent dans les établissements du secondaire (collège et lycée).

- **Service de transport à la demande « RESA + » du réseau CITEA de Romans Valence Déplacements**

C'est un service de transport à la demande sur réservation auprès d'un central de mobilité et fonctionnant les jours ouvrables de 6h45 à 20h, et les jours fériés de 10h à 12h30 et de 15h à 18h. Il permet de se déplacer depuis et vers des secteurs non desservis par les lignes régulières de CITEA (service de transport en commun de Romans Valence Déplacements). Ce service fonctionne uniquement sur réservation.



Extrait Plan du réseau CITEA – ligne 23 Valence – Montmeyran- Upie



Horaires de fonctionnement :

- du lundi au samedi 6h45 à 20h
- le dimanche 10h à 12h30 et 15h à 18h

En correspondance à l'arrêt :

- MONTMEYRAN Le Parc avec les lignes 23 25

Ligne transport à la demande « RESA + »

Le réseau de transport en commun CITEA permet aujourd'hui à l'ensemble des habitants de l'agglomération d'effectuer des trajets en bus de Valence à Romans Bourg de Péage en passant par la gare TGV, avec une unique carte de transport.

Citéa est un réseau de transport collectif desservant le territoire des 69 communes des bassins des agglomérations Valentinoise et Romano-péageoise regroupées au sein de Valence – Romans - Déplacements.

En qualité d'Autorité Organisatrice des Transports Urbains (AOTU) Valence-Romans Déplacements :

- Définit la politique générale des transports
- Décide de la consistance des services
- Fixe chaque année les tarifs
- Réalise et finance les investissements
- Met à disposition d'un exploitant les biens nécessaires à la réalisation du service

La Baume Cornillane fait partie du syndicat de transport « Valence-Romans Déplacements », créé en 2010. C'est l'Autorité Organisatrice des Transports Urbains (AOTU) qui gère également la mobilité, sur les 69 communes de la grande agglomération Valence-Romans. Valence-Romans Déplacements a pour mission de mettre en cohérence, harmoniser et développer les réseaux de transports sur l'ensemble du territoire dans ses différentes composantes, urbaines, périurbaines et rurales, de mettre en cohérence et développer les politiques engagées en faveur des modes doux et des services à la mobilité (plan de déplacements d'entreprise, des établissements scolaires, covoiturage). Son objectif est de proposer des solutions d'une grande souplesse : transport à la demande (TAD), lignes scolaires, transport pour les personnes à mobilité réduite (TPMR), etc. , mais aussi de développer le covoiturage avec des aires labélisées , la locations de vélos afin de faciliter la multimodalité...

Le Plan de Déplacements urbains (PDU) :

Valence Romans Déplacements a élaboré un Plan de Déplacements Urbains (PDU) sur son territoire approuvé en février 2016. Le Plan de Déplacements Urbains est un document de planification qui fixe les orientations en matière de déplacement sur le territoire pour les 10 années à venir (2025). Ce document détermine les principes d'organisation du transport de personnes et de marchandises, la circulation, le stationnement, et la présence des modes doux sur le territoire. Il s'agit de mettre en adéquation : stratégies d'urbanisation retenues dans le P.L.U., et stratégies d'évolution des déplacements, du transport et des mobilités définies dans le P.D.U.

Le PDU de Valence-Romans Déplacements a pour ambition de faire face aux enjeux suivants :

- « Préserver la qualité et l'attractivité du territoire, des villes principales comme des autres communes,
- Satisfaire les besoins de mobilité de l'ensemble de la population tout en diminuant la dépendance à la voiture,
- Mettre en cohérence l'urbanisation et les possibilités de desserte des transports collectifs».

Concernant les déplacements « doux », le PDU a pour objectif notamment de développer la pratique cyclable sur l'ensemble du territoire, ainsi que les actions d'accompagnement à l'usage du vélo, la marche à pied et l'inter-modalité.

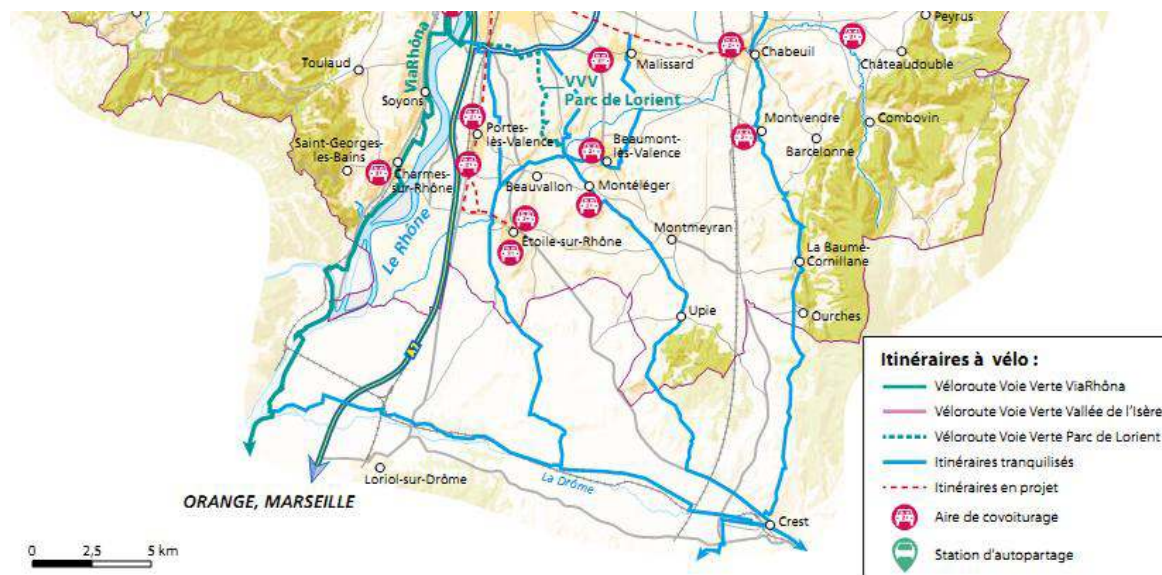


Illustration 1 - Carte des aménagements actuels en faveur du vélo sur le territoire de Valence-Romans Déplacements
(source : Valence-Romans Déplacements)

En matière de transport collectifs, pour La Baume Cornillane qui se situe dans l'espace campagne où le niveau de desserte est très limitée, l'action 18 du PDU préconise d'accompagner les initiatives locales et innovantes alternatives aux usages individuels de la voiture telles que covoiturage, développement des modes doux vers les axes de mobilité structurants et secondaires du territoire,...

Le Schéma Directeur Cyclable :

Un Schéma Directeur Cyclable a été approuvé en 2011, sur le territoire de Valence-Romans Déplacements. Il a pour objectif de promouvoir l'usage du vélo, en développant notamment un réseau d'itinéraires continus et sécurisés pour les vélos. Au niveau du plan d'actions, l'axe 2 préconise de « Garantir des aménagements cyclables continus, sécurisés et homogènes », et l'action 2-2 : « d'assurer les continuités du réseau cyclable ». Dans le cadre de cette action, le Schéma d'Itinéraires Cyclables » définit des niveaux de priorités d'aménagement : itinéraires cyclables prioritaires, itinéraires cyclables secondaires, et itinéraires cyclables complémentaires.

L'itinéraire 14 « Beaumont-Les-Valence – La Baume Cornillane » apparaît en itinéraire complémentaire à aménager (priorité 3), et est dédié aux déplacements de loisirs.



Carte extraite du Schéma Directeur Cyclable - 2011 Valence-Romans Déplacements



1. 4. 2 Les équipements d'accompagnement de l'urbanisation : réseaux et équipements divers

○ Eau potable : Distribution et approvisionnement

Le SIE du Sud Valentinois assure le service public de l'alimentation et de la distribution en eau potable de la commune de La Baume-Cornillane et des douze autres communes situées au sud de Valence, entre Rhône et Vercors (Ambonil, Beaumont-Les Valence, Beauvallon, Combovin, Etoile/Rhône, Léoncel, Montélégier, Montmeyran, Montoisson, Ourches, Upie, et Portes-les Valence). Le syndicat est propriétaire de toutes les installations nécessaires au Service de l'eau : canalisations, puits et forages, réservoirs.

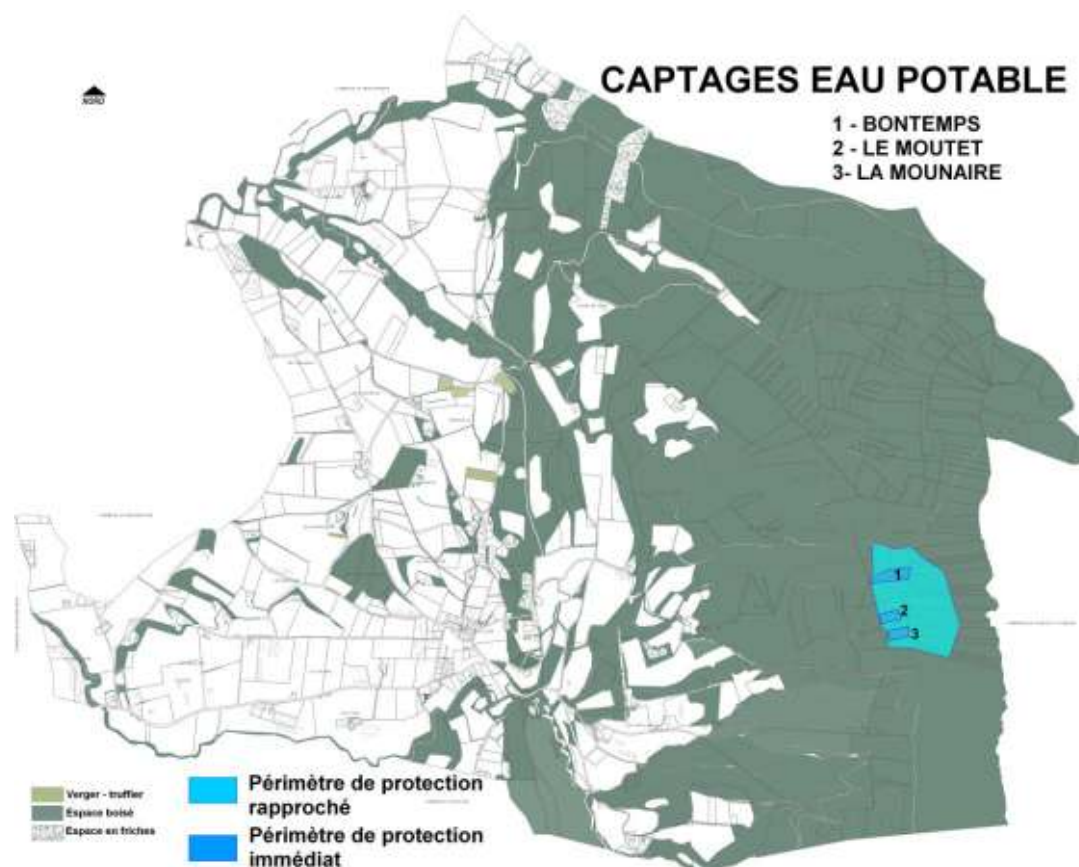
Le syndicat a confié la gestion de son réseau d'eau potable par DSP (Délégation de Service Public) à VEOLIA -EAU, qui assure le lien avec les abonnés clients, garantit la continuité du service, et le respect des normes de qualité de l'eau distribuée 24h/24.

La commune est alimentée principalement par les sources (cinq captages) situées sur les communes de La Baume-Cornillane et d'Ourches. En cas d'étiage important (ou pollution), ces sources peuvent être suppléées par les autres ressources du syndicat des eaux, par la mise en route d'un pompage de secours, et notamment par le biais du captage de Montoisson qui, avec sa réserve d'eau, est en capacité d'assurer tous les besoins de la commune de La Baume-Cornillane.

La commune est alimentée principalement en eau potable par les captages « Bontemps », « Le Moutet » et « La Monnaie », situés sur la commune de La Baume-Cornillane, qui ont fait l'objet d'une procédure de déclaration d'utilité publique fixant des périmètres et des prescriptions de protection (02/09/1998) ; et par les captages « Marcel » et « La Rorie » situés sur la commune d'Ourches.

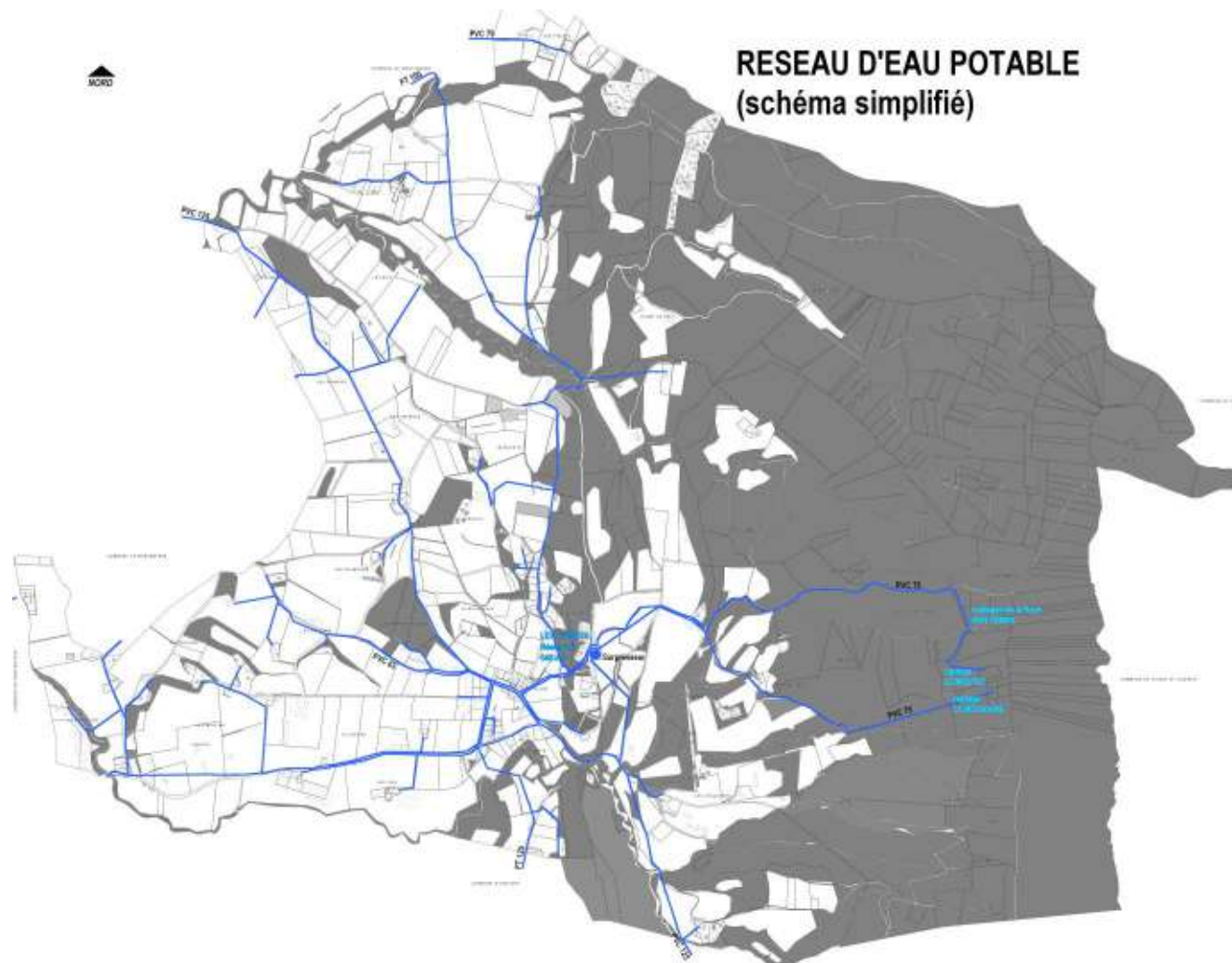
Ces mesures de protection constituent des servitudes d'utilité publique figurant en annexe du PLU.

D'une manière générale, la commune n'est pas confrontée à des problèmes d'approvisionnement en eau potable. Le maillage et la capacité du réseau du réseau s'avère satisfaisants en quantité, débit et qualité...

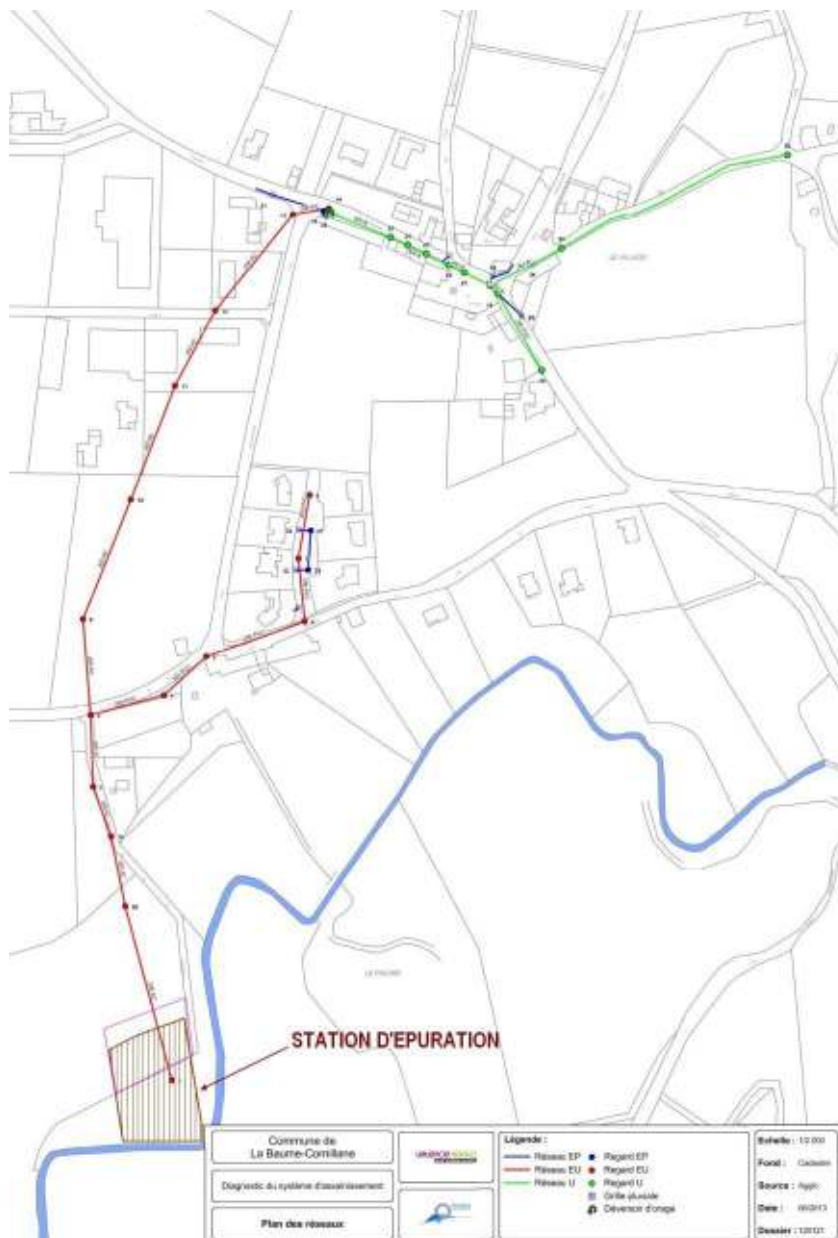


En matière de défense incendie, la commune est alimentée par le réseau d'eau potable. Elle a élaboré avec le Syndicat des Eaux, et en concertation avec le Service Départemental d'Incendie et de Secours (SDIS) un plan des réseaux d'alimentation en eau, et une notice relative aux équipements de « défense incendie » à mettre en place à compter de 2019. Si la desserte apparaît suffisante sur l'ensemble du village, la commune s'engage à réaliser en 2019, l'installation d'un poteau incendie au niveau du quartier du Coquillon où, en raison de l'altitude et des caractéristiques techniques du réseau, la commune a l'assurance d'un débit supérieur à 60 m³ / heure et d'une pression disponible (sans débit) d'au moins 6 bars.

Pour les autres postes incendie qui seront réalisés ultérieurement (quartiers Les Garis, Les Clabeylauds, Les Chollières, Les Cordanches / La Graire), la commune s'engage à mener une étude avec le SIESV et le SDIS pour mettre en place, à terme, les moyens de défense incendie conformes aux prescriptions du RDDECI.



○ Assainissement collectif



En matière d'assainissement, la collecte et le traitement des eaux usées relèvent de la compétence de Valence- Romans-Agglo.

La Commune s'est dotée d'un Schéma Général d'Assainissement réalisé en 2013 par le bureau d'études « Réalités Environnement » sous maîtrise d'ouvrage de Valence Agglo.

Ce schéma a mis en évidence l'insuffisance des équipements existants à cette époque : réseau collectif traversant le village aboutissant à un exutoire non réglementaire (simple puits d'infiltration colmaté), avec une capacité de traitement insuffisante.

Face à ce constat, des travaux ont été réalisés pour la mise aux normes de l'assainissement collectif sur le village. La nouvelle station a été mise en service à l'été 2015.

Réseaux de collecte et station d'épuration :

Les travaux de mise en séparatif du réseau ont permis de limiter le volume des effluents, les eaux pluviales étant gérées par infiltration. Le nouveau réseau permet une collecte gravitaire des secteurs facilement raccordables (la partie sud-est du quartier du Prieuré ne peut être raccordée gravitairement au réseau) et tient compte des extensions urbaines qui sont prévues dans le cadre de la révision du PLU.

Le nouveau dispositif de traitement (lagunage naturel type filtre planté de roseaux) a été dimensionné en conséquence, avec une capacité de 190 équivalents habitants (EH). Actuellement, les besoins liés strictement à l'urbanisation existante sur le bourg (rejets en provenance d'une quarantaine d'habitation et d'activités) sont évalués à 90 E.H.

Le rejet des eaux traitées se fait par infiltration via des tranchées drainantes.

○ **Assainissement non collectif :**

Sur l'ensemble du territoire, la nature des sols est hétérogène et fait ressortir une aptitude des sols variable pour la mise en place de dispositifs d'assainissement autonome.

Fin 2015, 158 installations avec assainissement non collectif étaient recensées sur la commune.

Toute construction rejetant des eaux usées doit assumer l'évacuation et l'épuration de ses rejets d'eaux usées.

Si elle ne peut être desservie par un réseau public d'assainissement, elle doit alors être équipée d'un système individuel de traitement des eaux usées domestiques disposé sur la parcelle.

Cet assainissement non collectif (aussi appelé assainissement individuel ou assainissement autonome) a pour objectif d'assurer l'évacuation et le traitement des effluents. Il agit ainsi à la fois sur la salubrité et sur la protection de l'environnement, en protégeant les nappes et les cours d'eau.

Depuis le 1er janvier 2010, la compétence du Service Public de Contrôle technique de l'Assainissement Non Collectif (SPANC) a été déléguée par la commune, à ce jour elle est exercée par Valence Romans Agglo.

Le SPANC a été rendu obligatoire par les différentes Lois sur l'Eau (loi du 03 janvier 1992 et loi du 30 décembre 2006). Son rôle a été confirmé par la Loi dite Grenelle 2 du 12 juillet 2010.

Le rôle du SPANC de Valence Agglo est le suivant :

- Assurer un service d'assistance et conseil pour la conception, l'entretien et la réhabilitation des installations
- Réaliser les contrôles - diagnostics des installations d'assainissement autonomes neuves ou existantes.

○ **Electricité**

La commune adhère au Syndicat Départemental d'Energie de la Drôme qui a pour compétence la gestion des réseaux de distribution d'électricité et l'éclairage public.

Le maillage du réseau électrique est satisfaisant.

D'une manière générale, la commune est bien maillée en Moyenne Tension (MT) et bien desservie de façon globale. Le réseau actuel permet de desservir dans des conditions relativement satisfaisantes les constructions existantes.

○ **Gestion des déchets**

Les communes ou les EPCI ont la compétence de la collecte et du traitement des déchets des ménages et assimilés. Ainsi, la collecte, l'élimination et la valorisation des déchets ménagers et assimilés, le tri sélectif, sont des compétences de la communauté d'agglomération Valence-Romans-Agglo, qui a elle-même transféré la compétence du traitement des déchets et assimilés au SYTRAD (Syndicat de Traitement Ardèche Drôme).

Valence-Romans-Agglo organise la collecte des déchets ménagers et assimilés. Celle-ci est assurée par ramassage dans des bacs, et a lieu une fois par semaine à La Baume Cornillane.

Concernant la collecte sélective et la valorisation des déchets recyclables, Valence-Romans- Agglo prend en charge la gestion des équipements de pré-collecte et de collecte sélective (bacs, conteneurs d'apport volontaire)

Sur la commune de La Baume-Cornillane, le tri sélectif s'effectue par apport volontaire dans les bornes d'apport volontaire également appelées "points propres" permettent aux usagers de déposer :

- le verre,
- les flacons et bouteilles plastiques, les briques alimentaires, les emballages métalliques
- les papiers, cartons et journaux et magazines.

TRI SELECTIF : VERRE - EMBALLAGES - PAPIER POINTS D'APPORT VOLONTAIRE SUR LA COMMUNE



La gestion des déchetteries : 13 déchetteries sont à la disposition des usagers. Pour La Baume-Cornillane, les déchetteries les plus proches sont celles situées à Montvendre et à Beaumont-Lès-Valence.

Elles permettent la collecte de différents types de déchets :

- Gravats, terres et matériaux de démolition ou de bricolage
- Métaux ferreux et non ferreux
- Déchets encombrants des particuliers
- Cartons
- Bois
- Déchets verts
- Cartouches d'encre
- Pneus simplement à Bourg-Lès-Valence, Valence Le Haut et Montvendre
- Déchets ménagers spéciaux
- Déchets d'équipements électriques et électroniques

Valence Agglo a transféré sa compétence traitement des ordures ménagères et assimilés au SYTRAD.

Le SYTRAD est le Syndicat de Traitement des déchets Ardèche Drôme.

Fondé en 1992, il est compétent en matière de traitement des déchets ménagers et assimilés, y compris des matériaux issus des collectes sélectives.

A ce titre, il dispose aujourd'hui de :

- Un centre de tri des collectes sélectives basé à Portes-lès-Valence,
- Une installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND) située à Saint-Sorlin-en-Valloire ;
- Et trois centres de valorisation des déchets ménagers résiduels à Etoile sur Rhône, Saint-Barthélemy-de-Vals et Beauregard Baret.

Documents de planifications :

Les Départements ont la compétence « planification des déchets non dangereux » pour l'ensemble des acteurs et sur l'ensemble de la chaîne (production, collecte, traitement).

Le Plan de prévention et de gestion des déchets non dangereux Drôme-Ardèche de la compétence des départements est en cours d'élaboration. Ce document de planification « Plan déchets non dangereux 07-26 » a pour vocation d'orienter et de coordonner l'ensemble des actions des pouvoirs publics et des organismes privés pour la prévention et la gestion des déchets non dangereux pour les 12 ans à venir. Dans l'attente de son approbation, le plan interdépartemental d'élimination des déchets (PIED) approuvé par arrêté inter préfectoral du 9 novembre 2005 s'applique.

Les deux départements ont également engagé la révision du Plan de Prévention et de Gestion des Déchets issus de Chantiers du Bâtiment et des Travaux Publics qui viendra se substituer plan interdépartemental d'élimination des déchets du BTP élaboré par l'Etat et approuvé en juin 2004.

La planification de la prévention et de la gestion des déchets dangereux (déchets industriels spéciaux, déchets d'activités de soins...) relève de la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Le plan régional d'élimination des déchets dangereux (PREDD) Rhône-Alpes a été adopté par le conseil régional lors de l'assemblée plénière des 21 et 22 octobre 2010. Les déchets d'activités de soins à risques infectieux (Dasri) font partie des déchets dangereux.

Le niveau d'équipement communal :

Un bon niveau d'équipement d'infrastructure (eau potable, assainissement, réseau électrique) mais aussi de superstructure (école, équipements sportifs, espaces verts, équipements d'animation et espaces de convivialité dans le village.

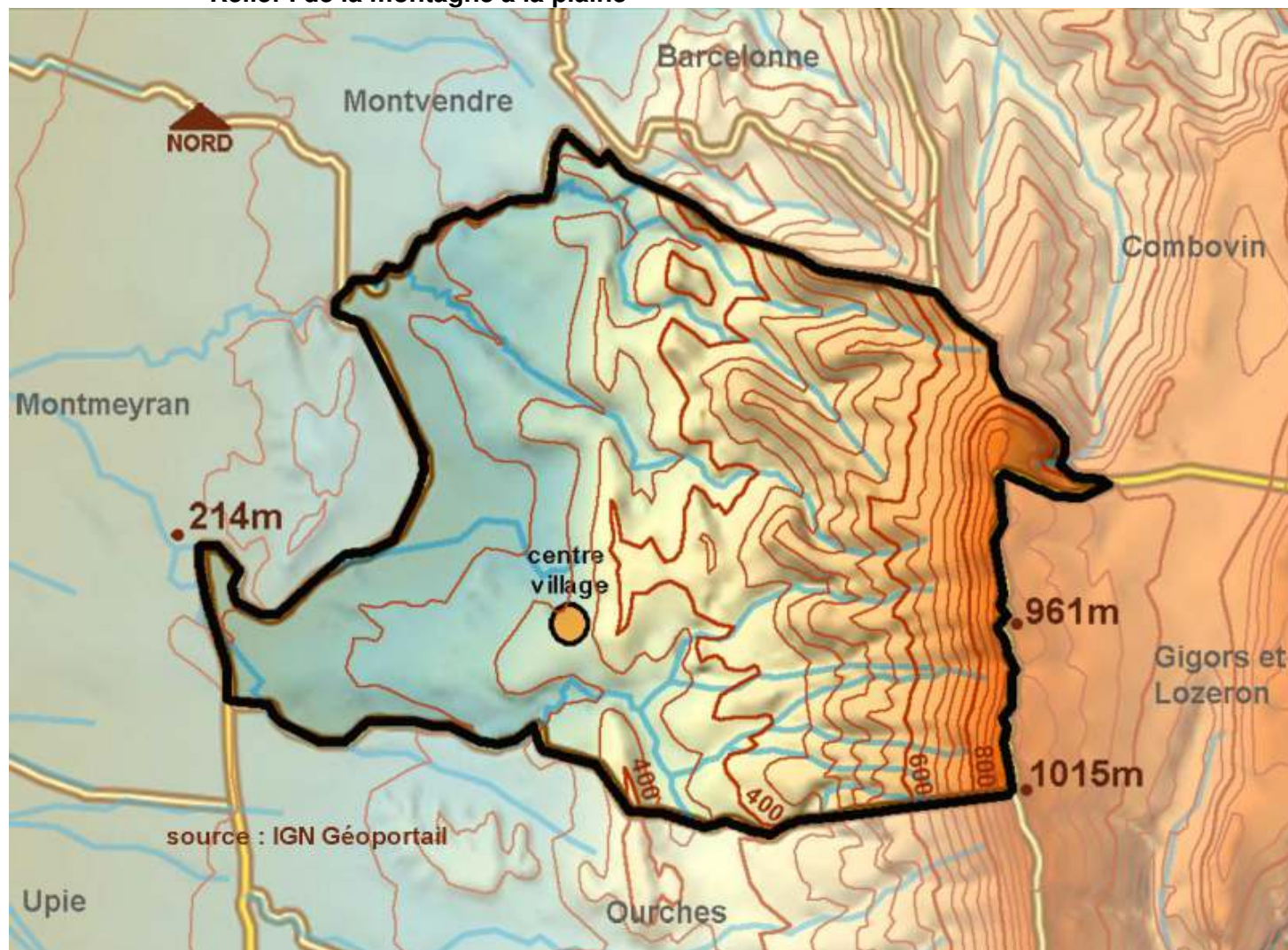
Problématique du maintien des commerces et services existants, notamment dans le bourg.

2- LE TERRITOIRE : ETAT INITIAL DE L'ENVIRONNEMENT

2- 1 Les composantes du territoire communal : milieu physique, occupation du sol, paysage

2.1. 1 Le territoire communal : les caractéristiques du milieu physique

- Relief : de la montagne à la plaine

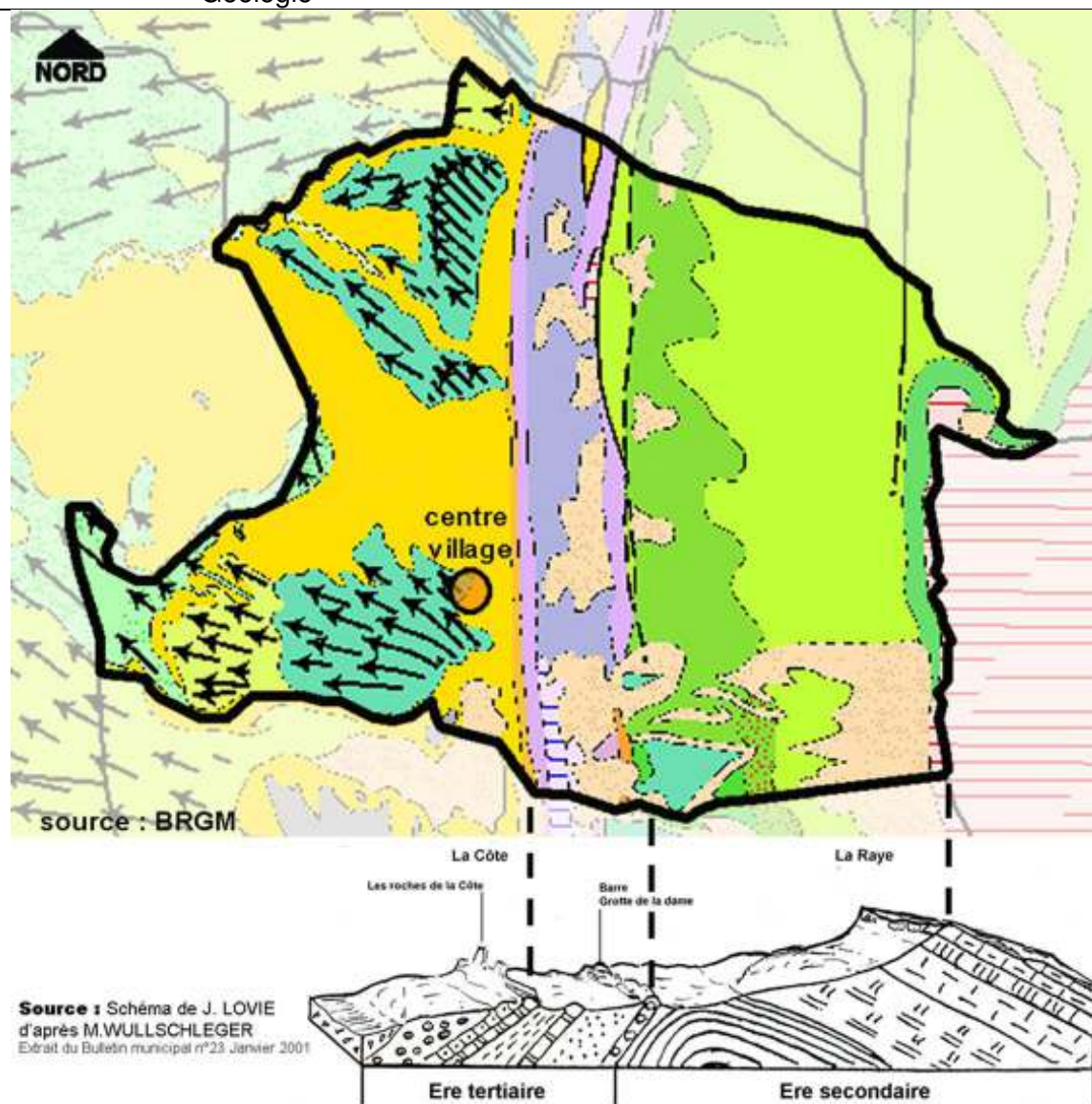


La Baume-Cornillane s'étend sur 1 500 hectares à l'extrémité orientale de la plaine de Valence, au pied du flanc ouest du Vercors, adossée aux premiers contreforts et ondulations des Monts du Matin.

La commune présente un relief accidenté qui s'étire d'est en ouest passant d'un paysage de montagne à celui de plaine.

Ans l'oscillation altimétrique entre le point haut (1 015m) situé sur la ligne de crête de La Raye au niveau de l'antenne relais et le point bas (214m sur la plaine alluviale) se traduit par 800m de dénivelé ce qui affirme le caractère très marqué des différents reliefs observés.

- Géologie



Source : Schéma de J. LOVIE
d'après M. WULLSCHLEGER
Extrait du Bulletin municipal n°23 Janvier 2001

Quaternaire	
Pléistocène	
	Alluvions fluviatiles post würmiennes et modernes : limons, sables et galets
	Alluvions fluvio-glaciaires : niveau inférieur; cailloutis de piedmont, sables et poudingues (Riss)
	Alluvions correspondantes des cônes de déjections Rissien : cailloutis calcaires et gréseux, sables (Riss)
	Alluvions des cônes de déjection mindéliens non subdivisées : cailloutis à galets polygéniques, sables (Mindel)
Tertiaire -	
Miocène	
	Sables molassiques marins et fluviatiles indifférenciés (Langhien-Tortonien)
Oligocène	
	Sables, cailloutis grossiers, brèches et conglomérats (Chattien inférieur)
	Calcaires lacustres blancs (Chattien)
	Marnes rouges, sables, molasse rouge, calcaires lacustres et conglomérats du fossé des "Terres Rouges" (Rupélien supérieur)
Secondaire	
Crétacé	
	Calcaires urgoniens indifférenciés (Barrémien-Aptien inférieur)
	Domaine méridional : Calcaires marneux et marnes de Grands Goulets, de la Montagne de l'Arp et de Combe Laval (Barrémien-Aptien inférieur)
	Calcaires argileux et marnes (Hauterivien indifférencié)
	Marnes pélagiques gris-noir à céphalopodes et calcaires marneux (Valanginien indifférencié)
	Calcaire détritique, calcaires sableux, marnes et marno-calcaires riches en plaquettes calcaréo-gréseuses rouges (Valanginien supérieur)
	Marnes et marno-calcaires; intercalations locales de plaquettes calcaréo-gréseuse
	Ecoulements, éboulis à gros blocs sur substratum identifié

Le profil géologique se décline en 3 parties qui se lisent d'Est en Ouest

- LA RAYE – Ere secondaire**

concerne le relief très caractéristique de la Raye couronné par les escarpements de calcaires urgoniens (calcaire du crétacé, très abondant dans les chaînons subalpins) de 180 m environ d'épaisseur. Il est caractérisé par sa teinte très clair, souvent blanche et sa structure très solide, portés par des successions de différentes couches de calcaires marneux.

- **LA COTE – Ere tertiaire**

Lieu particulier qui se décline sous forme d'une barre rocheuse redressée presque à la verticale suite aux poussées des mouvements tectoniques. Cette originalité géologique sépare physiquement l'entité du relief de celui de la plaine. Ce couloir longitudinal se compose pour l'essentiel de sables et de calcaires lacustres (ces fluctuations s'inscrivent dans un contexte global de déglaciation, la vallée ayant été occupée par un vaste lac issu de la fonte des glaces).

La Baume-Cornillane est identifiée comme « **CENTRE DE LA PANGEE** ». Symbolique car basée sur des données scientifiques aux contours aléatoires, cette désignation repose sur l'aspect imposant de cette barrière rocheuse. Ainsi, la géologie est essentielle à la compréhension du territoire communal et à sa reconnaissance. Source : extraits CAUE de la Drôme – Cahier des charges Consultation P.L.U p.8

LA RAYE - Secondaire Crétacé - Calcaires Urgoniens



LA COTE
Tertiaire Miocène
Marnes rouges



LA PLAINE
Quaternaire Pléistocène
Cailloutis à galets



- **LA PLAINE – Ere quaternaire**

qui couvre la plaine en de larges cônes de déjections résultant de l'érosion des reliefs et de grandes étendues de dépôts alluvionnaires issus de l'activité fluviales (déposés par les cours d'eau) ou fluvio-glacière (déposé par l'eau de fonte du glacier) au fils des siècles.

- **Hydrologie – Hydrographie**

Le réseau hydrographique est très représenté sur le territoire. Il se compose de nombreux cours d'eau qui se sont frayés un chemin au sein des roches



tendres plus ou moins marneuses du sous-sol : le Bégaire, le Tisserand et l'Ecoutay canalisent et conduisent les eaux de ruissellement des reliefs vers la plaine tandis que La Mandré s'articule exclusivement au sein de la plaine alluviale.

L'ensemble de ce réseau, dont l'Ecoutay constitue le cours d'eau principal, contribue à la collecte des eaux du bassin versant de la Véore.

Le bassin versant de la Véore a été classé en zone de répartition des eaux (ZRE) par arrêté préfectoral du 17 décembre 2014.

Itinéraire : 39 km
affluents : 150 km
Superficie bassin versant : 383 km²

Bassin versant : ensemble des terres qui recueillent les eaux de pluies et se concentrent en un même cours d'eau

La Baume-Cornillane est concernée par le contrat de milieu «Véore-Barberolle» qui s'est achevé en 2010. La procédure du 2ème contrat a été suspendue. La Communauté d'agglomération Valence Romans Agglo devenue la structure porteuse de la gestion des cours d'eau des bassins versants de la Véore et de la Barberolle depuis le 1^{er} janvier 2017, a lancé

contrat vert et bleu est prévu sur le territoire, avec des actions en lien avec la restauration des milieux (physique et continuité écologique). Un Programme d'Actions et de Prévention des Inondations (PAPI) a également été défini à l'échelle des bassins de la Véore et de la Barberolle et porte sur la période 2016-2021.

La commune de La Baume-Cornillane est incluse dans le **Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux** du Bassin Rhône-Méditerranée (**S.D.A.G.E**) entré en vigueur le 21 décembre 2015. Le bassin Rhône-Méditerranée est constitué de l'ensemble des bassins versants des cours d'eau s'écoulant vers la Méditerranée et du littoral méditerranéen. Il couvre, en tout ou partie, 5 régions et 29 départements de Vesoul, à Nice et Perpignan. En 2015, sur l'ensemble du territoire SDAGE : 52 % des milieux aquatiques sont en bon état écologique et 87,9 % des nappes souterraines en bon état quantitatif.

Pour 2021, le SDAGE vise 66 % des milieux aquatiques en bon état écologique et 99 % des nappes souterraines en bon état quantitatif.

Le SDAGE fixe pour la période 2016 -2021 les grandes orientations pour une bonne gestion de l'eau et des milieux aquatiques dans les bassins versants du Rhône, de ses affluents et des fleuves côtiers méditerranéens qui forment le grand bassin Rhône-Méditerranée

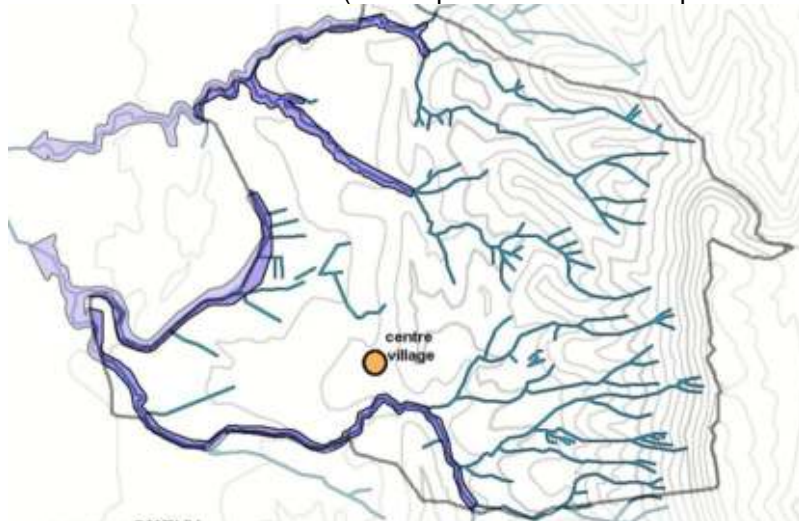
Neuf orientations fondamentales traitent les grands enjeux de la gestion de l'eau. Elles visent à économiser l'eau et à s'adapter au changement climatique, réduire les pollutions et protéger notre santé, préserver la qualité de nos rivières et de la Méditerranée, restaurer les cours d'eau en intégrant la prévention des inondations, préserver les zones humides et la biodiversité.

La commune est incluse dans

- Le territoire SAGE «Molasse Miocène du Bas Dauphiné et alluvions de la plaine de Valence» dont le périmètre a été fixé par arrêté préfectoral le 05 mai 2013. Le SAGE s'étend sur 140 communes de la Drôme et de l'Isère, depuis la vallée de la Bièvre-Valloire au nord jusqu'au Massif de Marsanne au sud. Ce SAGE est en cours d'élaboration.

Le projet de révision du P.L.U doit être compatible avec les orientations fondamentales d'une gestion équilibrée de la ressource en eau et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis dans ces différents documents, et qui ont également été traduites dans les orientations du SCoT de Rovaltain.

- Extrait Zones inondables (cf Chapitre 2.3. 2 Les risques environnementaux)

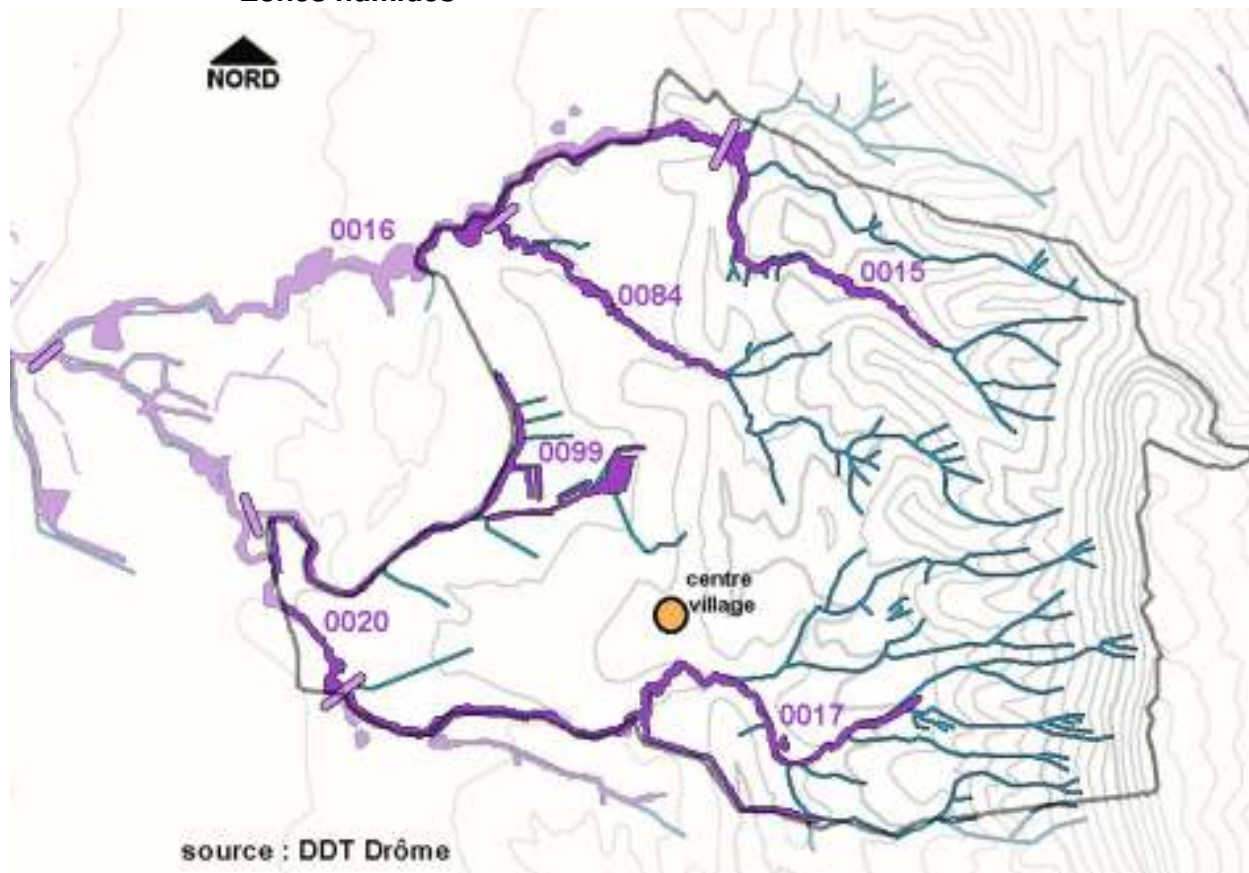


La commune de La Baume-Cornillane est concernée par les risques d'inondation le long de l'ensemble de ses cours d'eau.

Ici la carte recouvre l'enveloppe globale des crues.

Cet état de fait explique et illustre bien le pourquoi de la richesse et du nombre de zones humides référencées tant au niveau des combes et ravins sur les reliefs qu'au niveau des fossés et canaux dans la plaine.

- Zones humides



26CRENar0015 – Ru de Bégaire T1
 26CRENar0016 – Ru de Bégaire T2
 26CRENar0017 – Le Mandré T1
 26CRENar0020 – Le Mandré T2
 26CRENar0084 – Le Tisserand
 26CRENar0099 – ZH Canaux du Mandré et Mare à sec avec centaurea scabiosa

On compte 7 zones humides au sein du territoire communal.

Les zones humides sont définies dans la loi sur l'eau comme : « des terrains, exploités ou non, habituellement inondés ou gorgés d'eau douce, salée, ou saumâtre de façon permanente ou temporaire. La végétation, quand elle existe, y est dominée par des plantes hydrophiles pendant au moins une partie de l'année. Les dispositions ont pour objet une gestion équilibrée de la ressource en eau qui vise à assurer la préservation des écosystèmes aquatiques, des sites et des zones humides ainsi que la protection contre toute pollution et la restauration de la qualité des eaux. »

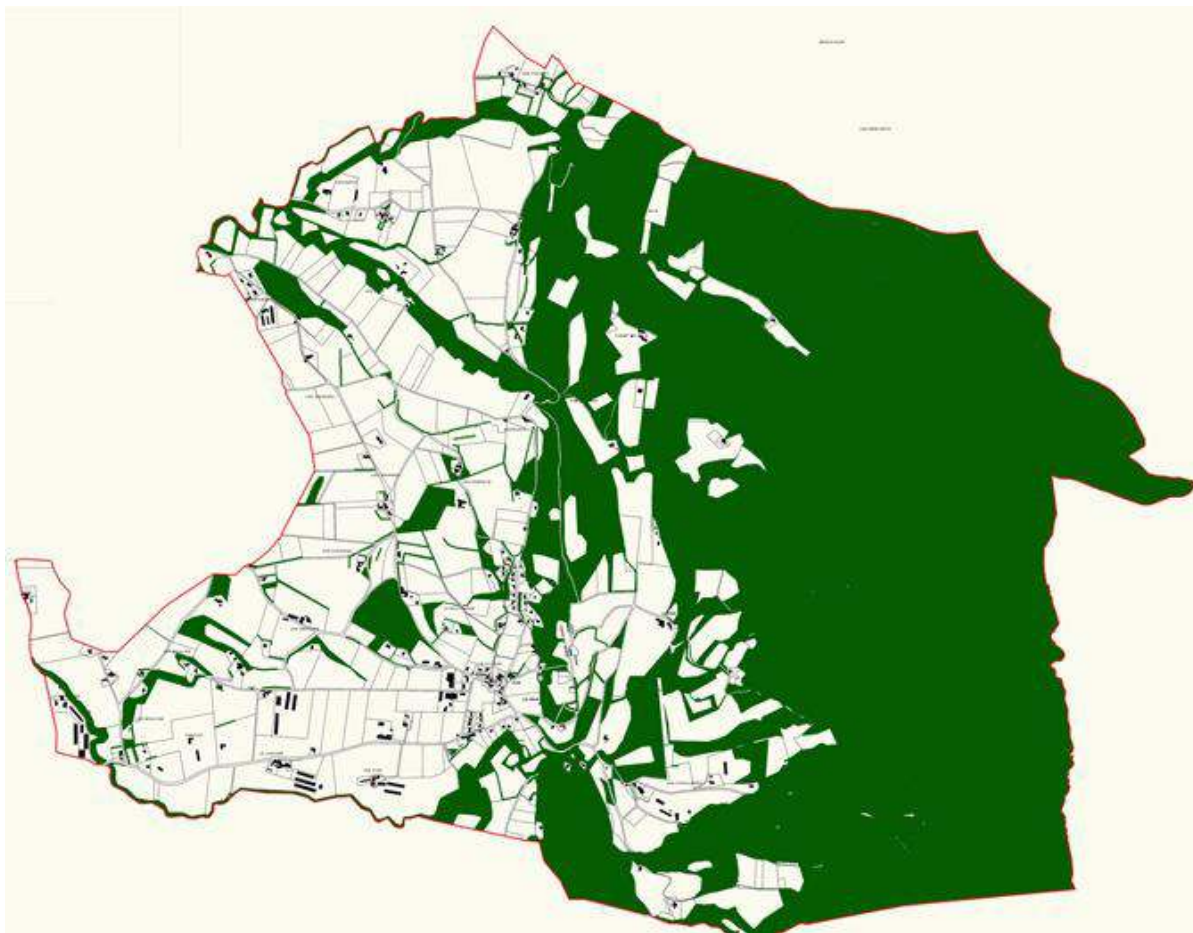
Ces zones humides sont à l'origine de nombreux services rendus à la collectivité :

- elles améliorent la qualité de l'eau en agissant comme filtre épurateur,
- elles jouent un rôle d'éponge en stockant l'eau lors de crues et en la restituant en période sèche,
- elles assurent des fonctions d'alimentation, de reproduction, d'abri et de protection pour de nombreuses espèces végétales et animales,
- elles sont le support de nombreuses activités humaines économiques (production de poissons, sel) et récréatives (chasse, pêche, ballade...).

Il est essentiel de considérer, au travers de la politique d'aménagement du territoire, les zones humides comme des **éléments majeurs**, de très forts intérêts en tant que corridors écologiques, au sein même de la **Trame Bleue**.

- **Végétation - Espaces naturels et forestiers**

Carte du couvert forestier sur l'ensemble du territoire communal



On trouve environ 712,17 ha de forêt sur la commune (environ 41% de la superficie communale) dont 115 ha de forêt publique.

Le couvert forestier est très en lien avec les cours d'eau. Les boisements influencent l'écoulement de l'eau depuis son arrivée avec la pluie jusqu'à sa sortie par le cours d'eau ou par rejet dans l'atmosphère sous forme de vapeur d'eau. Ils peuvent aussi influencer sur la qualité de l'eau qui peut se charger plus ou moins en éléments minéraux et particules fines.

Ces boisements permettent de valoriser l'identité paysagère de la commune et sont sources de multiples atouts à conforter au sein du territoire communal

- ils régulent le régime des eaux en favorisant son infiltration, en jouant un rôle d'éponge qui met en réserve et restitue les eaux lentement,
- ils accroissent la protection des sols contre l'érosion en freinant l'écoulement des eaux,
- ils recyclent les éléments minéraux par leurs enracinements profonds entraînés par l'eau,
- ils limitent l'évaporation par un couvert dense et homogène.

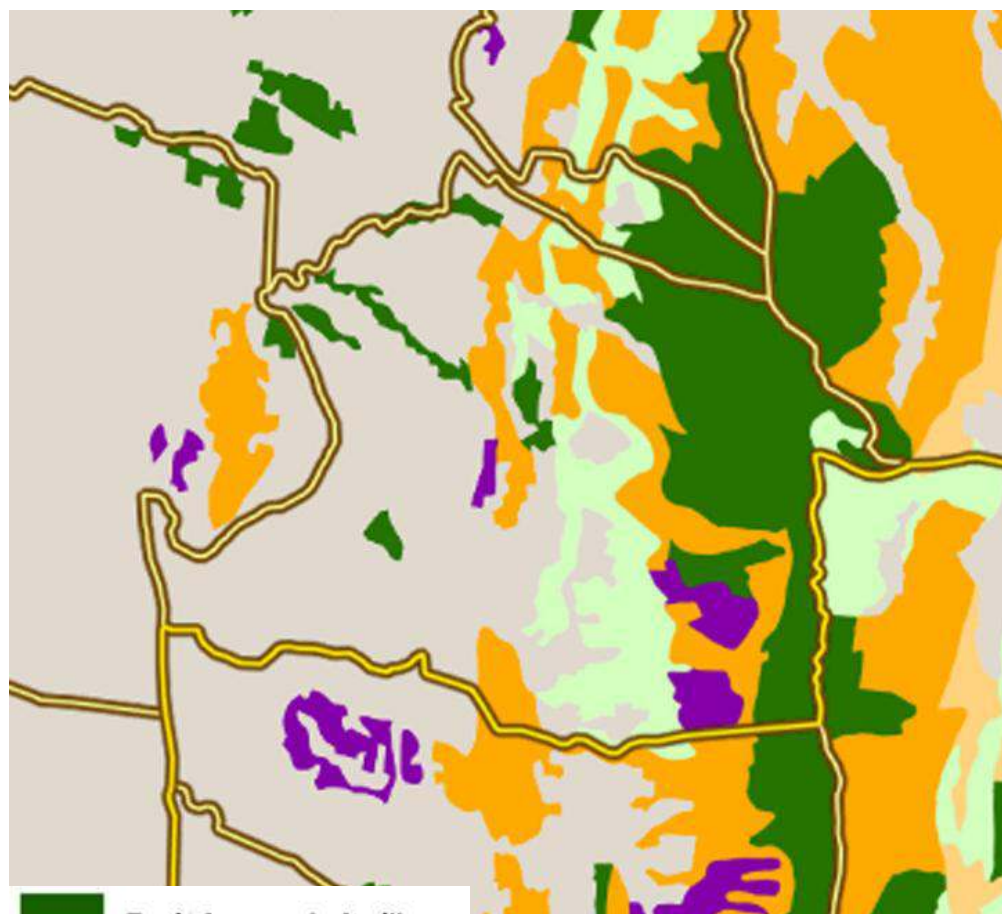
Ces milieux de sous-bois sont d'une très grande richesse écologique de part la multiplication des milieux qu'ils offrent :

- lisière entre espace fermé du boisement et les cultures ouvertes alentours,
- litière de feuilles, écorces, mousses, souches pourrissantes...
- différentes strates de végétation des couronnes des arbres aux feuilles des plantes basses...
- présence de baies et de fruits tout au long des saisons,
- régénérescence du sol par l'alternance des saisons,

Ce couvert forestier est relayé par plusieurs corridors verts qui soulignent et affirment la présence de l'eau. Ce réseau converge vers la Véore et tisse en cela une trame de lignes d'eau qui compte plusieurs confluences permettant de nombreuses connectivités. Ces boisements humides dits « ripisylves », ainsi que la végétation naturelle et forestière du relief, qui accompagnent les combes ; ravins, fossés et étangs, ont un rôle très important dans le maintien de la biodiversité. Ils constituent des continuités « vertes » au travers de la plaine en relation avec les grandes entités naturelles boisées des reliefs, et assurent des fonctions de « corridor écologiques ».

Le maintien de la protection des berges (ripisylve) de la Véore ainsi que de ses affluents, correspond à un **enjeu de préservation des biotopes** liés aux milieux humides. La végétation lorsqu'elle est entretenue, joue également un rôle important de consolidation des berges et donc de protection contre les crues.

- **Boisements**



Densité du peuplement :

Forêt fermée = + 40% de couverture forestière sur parcelle
 Forêt ouverte = entre 10 à 40% de couverture forestière

Nature du peuplement :

Feuillus et/ou résineux = + 50% du peuplement global
 Landes = 25% du peuplement global (genêt, genévrier...)

La carte des boisements indique que le couvert forestier est assez homogène et s'articule en cultures mixtes de feuillus et de conifères. Ces profils de boisement sont garants de qualité paysagère, à l'inverse des cultures mono spécifiques pauvres en valeur écologique.

La végétation naturelle prédomine sur les pentes de La Raye, (composée de boisements de pins sylvestres, chênes pubescents, buis, hêtres) et sur les berges escarpées des cours d'eau.

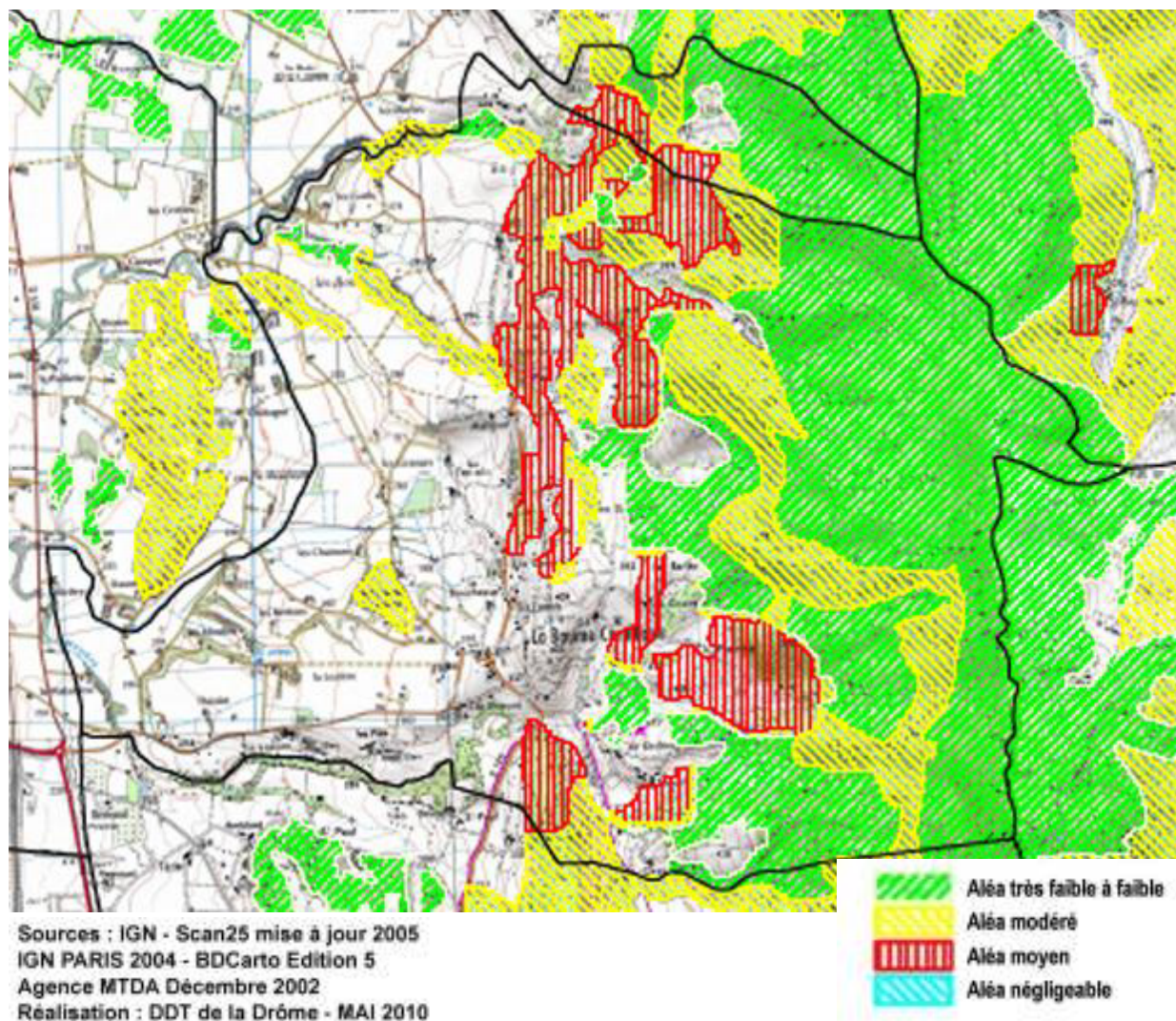
Depuis plus d'un siècle, la forêt a progressivement reconquis des terres autrefois pâturées.

Des boisements de feuillus souvent de petites tailles subsistent pour l'essentiel sur les reliefs de type collinaire moins propices à l'agriculture (les sols s'y assèchent vite et comptent des natures de sols pauvres) qui, pour sa part, occupe l'espace de la plaine.

Extrait carte des
surfaces de forêts
soumises à la gestion
O.N.F



- **Cartographie des feux de forêts**



Malgré la forte concentration des boisements sur l'ensemble des reliefs de **La Raye**, les secteurs les plus fragiles ou les plus exposés se distinguent majoritairement le long de **La Cote** et sur quelques sites dans l'intérieur des terres. Ces secteurs sont quelque peu en lien avec la présence de zones d'habitats (quartiers pavillonnaires ou corps de ferme...) enveloppées de masses boisées. A contrario,

la plaine qui s'ouvre sur de vastes étendues de cultures ponctuées d'éléments boisés (ripisylves, bois...) offre des aléas modérés à très faibles. Par arrêté préfectoral n°07.4393, le plan départemental de protection des forêts contre les incendies a été approuvé pour une période de 7 ans.

Il n'existe pas de Plan de prévention des risques incendies de forêt sur le territoire communal, par contre une carte d'aléa feu de forêt a été établie et définit les secteurs d'aléa moyen à localement élevé, modéré ou faible à très faible.

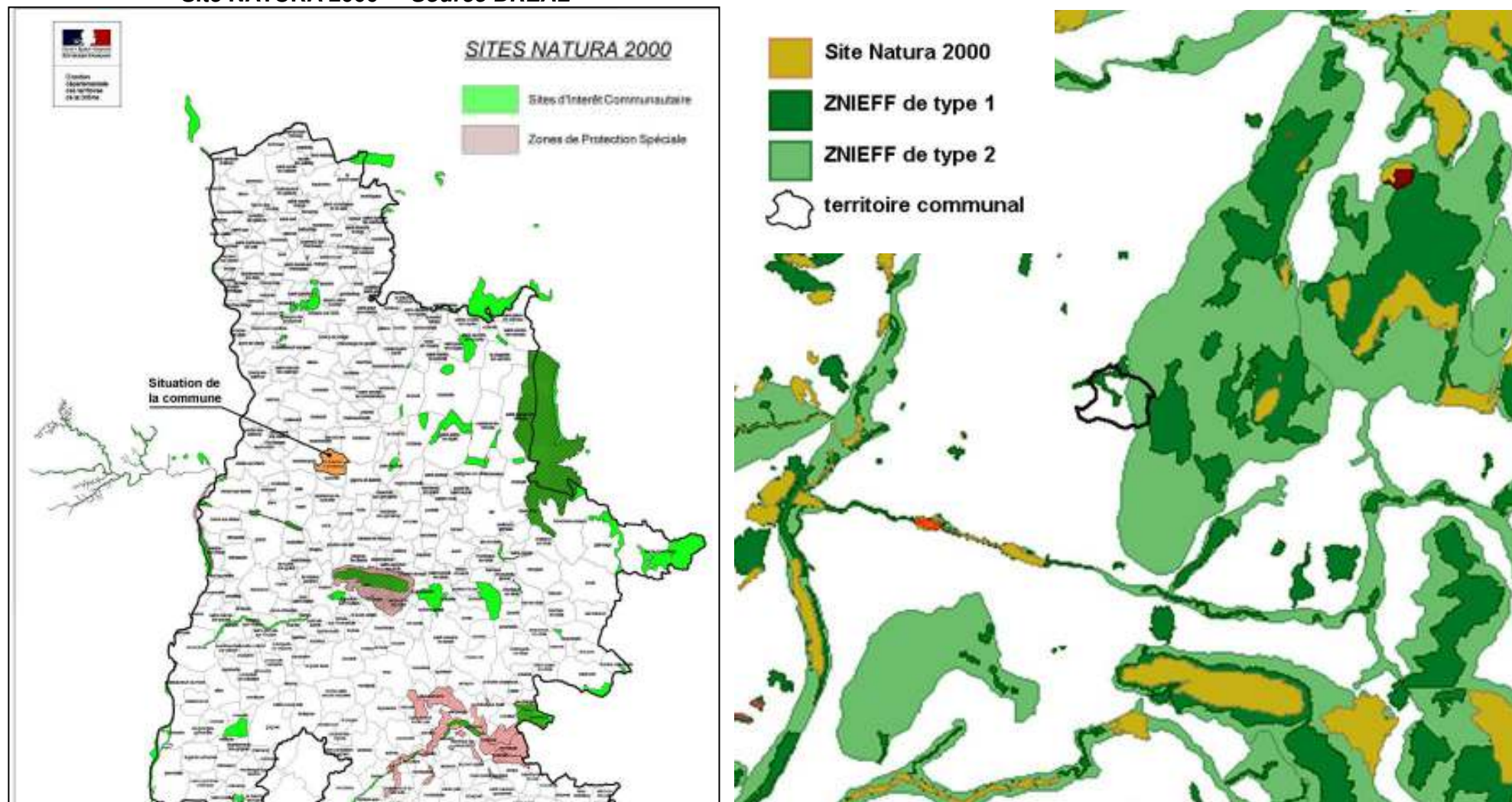
Cette carte est produite sur la base de données disponibles en 2001 : statistiques feux de forêts, superficies des différents types de couverture végétale tirées de l'Inventaire Forestier National de 1996.

C'est une évaluation d'une situation au temps t, c'est-à-dire en décembre 2002. Les zones d'aléa faible peuvent évoluer en zone d'aléa fort par le simple fait d'une modification du type d'occupation du sol, en particulier par des développements d'urbanisme, les zones habitées constituant l'une des poudrières classiques (zones préférentielles de départ de feux). La zone d'aléa faible telle que cartographiée à ce jour est aussi le reflet d'une réalité historique : peu de feux sont nés sur ces zones du fait de l'absence de poudrières.

Il est donc illusoire voire dangereux de considérer ces zones d'aléa faible comme « sécurisées », leur situation est la conséquence en 2002 de l'absence de poudrière, la situation étant évolutive en matière de « poudrières », l'aléa peut également évoluer.

Dans l'appréciation de l'aléa, un départ de feu est lié dans 90% des cas à une activité humaine : circulation automobile, habitations, zones de contacts entre terrains cultivés et forêts au sens large. De ce fait, la plupart des zones d'aléa moyen à élevé se trouve concentré : le long des voies de communication, à proximité des habitations, au niveau des lisières forestières, au contact des zones agricoles.

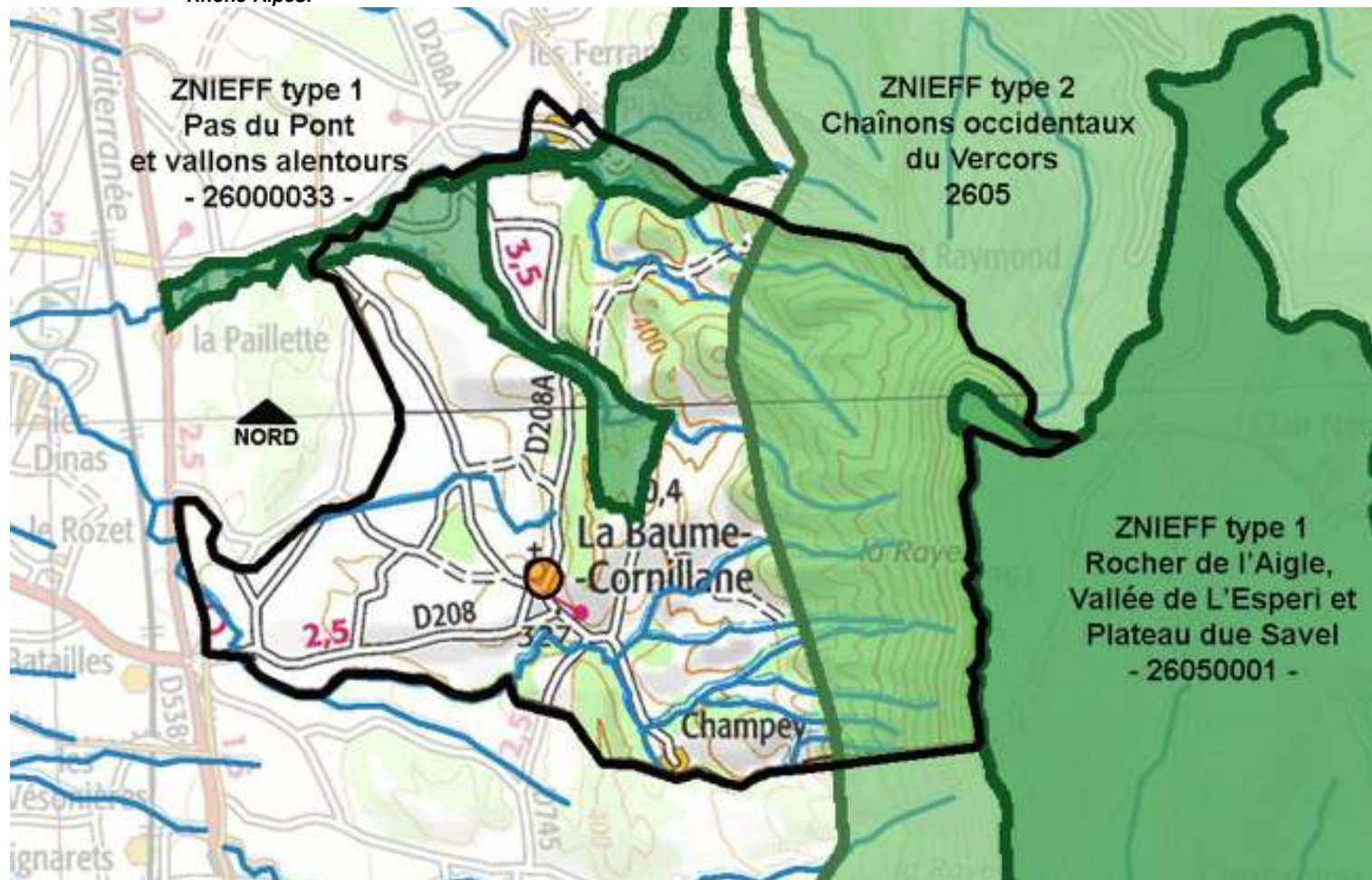
- Site NATURA 2000 – Source DREAL



La désignation des sites Natura 2000 par chacun des pays membres est effectuée dans le cadre de deux directives européennes : la directive « Oiseaux » pour la conservation des oiseaux sauvages et la directive « Habitats, faune et flore » pour la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages. Ce réseau européen a pour objectif de contribuer à préserver la diversité biologique sur le territoire des 27 pays de l'Europe. Il vise à assurer le maintien ou le rétablissement dans un état de conservation favorable des habitats naturels et des habitats d'espèces de la flore et de la faune sauvage d'intérêt communautaire.

La commune n'est ni concernée directement par un **site NATURA 2000** ni limitrophe d'une commune en possédant un.

- **Les Z.N.I.E.F.F : Zones Naturelles d'Intérêts Ecologique, Faunistique et Floristique (Z.N.I.E.F.F) identifiées sur le territoire – Source DREAL Rhône-Alpes.**



Une ZNIEFF n'a pas de portée réglementaire directe, cependant elle constitue un **ENJEU environnemental de niveau supra-communal**.

Le territoire communal se trouve dans une zone de transition entre influences continentales et méditerranéennes ce qui induit une grande richesse floristique et faunistique.

Z.N.I.E.F.F de type 1 : « secteur de **superficie en général limitée**, défini par la présence d'espèces, d'associations d'espèces ou de milieux rares, remarquables ou caractéristiques du patrimoine naturel national ou régional. ». Elles correspondent à des unités écologiques bien identifiées, où l'enjeu de préservation des biotopes concernés est important.

Z.N.I.E.F.F de type 2 : représente un « **grand ensemble naturel** riches ou peu modifié, ou offrant des potentialités biologiques importantes. ». Elle représente une identité globale au sein de laquelle se définissent généralement plusieurs secteurs de type 1

Ainsi l'inventaire permet l'identification de secteurs d'intérêt majeur en matière de patrimoine naturel. Par la délimitation de ces deux types de zonages, il traduit deux approches complémentaires :

- la présence avérée d'espèces ou de milieux de grand intérêt au sein des zonages de type 1 et
- la prise en compte de fonctionnalités à plus grande échelle (bassins versants sensibles, couloir de communication pour la faune, secteurs conservant un niveau global élevé de biodiversité...) au sein des zonages de type 2.

La Baume-Cornillane est concernée par deux **ZNIEFF de type 1** articulées sur les hauteurs et sur la plaine et d'une **Z.N.I.E.F.F de type 2** qui couvre une grande partie des versants de **La Raye**

ZNIEFF 26000033 – Pas du Pont et vallons alentours

Description et intérêt du site : Les vallons de La Baume-Cornillane drainent les eaux pures des contreforts du Vercors. Le versant marno-calcaire du massif de la Raye donne naissance à de nombreux ruisseaux : Bionne, ruisseau de Tisserand, Ecoutay... Au Pas du Pont, ils traversent des cluses rocheuses avant de se tailler d'étroits vallons encaissés dans les sables molassiques. L'ensemble forme une mosaïque de milieux naturels diversifiés et de petites parcelles agricoles. Les vallons sont boisés de taillis humides à **Frênes**, alors que les coteaux calcaires sont plus arides. Les boisements de **Pin sylvestre** et de **Chêne pubescent** y sont parsemés de clairières cultivées ou occupées par des **pelouses calcicoles** riches en orchidées. Des oiseaux trouvent refuge aux bords des ruisseaux: **Pic épeichette**, certains rapaces (**Milan noir**, **Grand-duc** et **Moyen-duc**) et **Engoulevent d'Europe**. Une colonie de reproduction de **Petit Rhinolophe** occupe le même grenier d'une ferme depuis plusieurs décennies. Cette chauve-souris se nourrit de papillons nocturnes et de moustiques ; comme beaucoup d'espèces de cette famille, elle est encore mal connue. Le Petit Rhinolophe est en nette régression sur l'ensemble du territoire français. Un barrage de vingt mètres de hauteur devait être construit, dans les années 90, sur le site du Pas du Pont, afin d'irriguer les terres agricoles des alentours. Ce projet a finalement été abandonné.

Milan noir



Pic épeichette



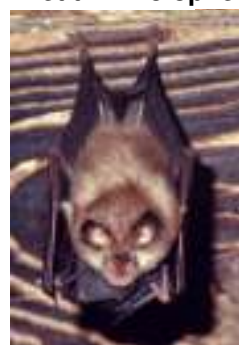
Hibou Grand-Duc



Moyen-Duc



Petit Rhinolophe



Engoulevent



ZNIEFF 26050001 – Rocher de l'Aigle, Vallée de l'Esperi et Plateau du Savel

Description et intérêt du site : Le Rocher de l'Aigle, la Vallée de Lesperi et le Plateau du Savel dominant la Vallée de la Sye.

Ce site bien préservé témoigne des grands contrastes microclimatiques du Vercors méridional : boisements de **Hêtre** et de **Châtaignier** sur le plateau sableux du Savel, **Jasmin buissonnant** et **Pistachier térébinthe** sur les adrets méditerranéens des falaises. Les milieux rupestres inaccessibles abritent plusieurs espèces de rapaces rares, comme le **Hibou Grand-duc** et le **Faucon pèlerin**. La population de **Chamois** a connu une expansion notable dans les dix dernières années. Pour toutes ces espèces, la bordure du Vercors offre un chapelet de sites remarquables, dont le Rocher de l'Aigle est l'un des joyaux. Les plateaux de Boussière et de Sagnol offrent des milieux ouverts de qualités, riches en pelouses calcicoles, landes et cultures traditionnelles de céréales d'hiver qui permettent l'installation de messicoles (plantes sauvages qui prolifèrent dans les champs).

Sur les plateaux calcaires, quelques dépressions argileuses permettent le maintien de mares temporaires abritant notamment une belle population d'un petit crapaud rare, le **Pélodyte ponctué**. La diversité des habitats naturels ouverts permet le développement d'une flore remarquable, des orchidées en particulier, et l'installation de populations diversifiées de papillons diurnes. On y rencontre douze espèces végétales déterminantes dont une endémique du sud-est du département, **l'Ophrys de la Drôme**. L'embroussaillage naturel des milieux est néanmoins manifeste, consécutif à la déprise agricole et à l'abandon du pacage. Le développement des populations d'ongulés sauvages comme le **Chamois** est donc favorable à l'entretien de l'espace, ainsi qu'au maintien d'une faune (invertébrée surtout) et d'une flore remarquable.



Jasmin



Faucon pèlerin



Pistachier térébinthe



Chamois



Pélodyte ponctué



Ophrys de la Drôme

Z.N.I.E.F.F de type 2 (**ensemble géographique**) recensée : *extrait texte IREAL Rhône-Alpes*

2615 – Chaînaux occidentaux du Vercors

Description et intérêt du site

Le massif du Vercors est situé au cœur du Dauphiné. Les falaises abruptes qui le ceignent en font une véritable citadelle naturelle, longtemps isolée des régions qui l'entourent, les vallées de l'Isère, du Drac et de la Drôme. L'eau a taillé dans cette masse de calcaire des gorges profondes, des cirques majestueux, des grottes et des gouffres parmi les plus célèbres d'Europe. L'intérieur du massif est constitué de plateaux boisés et de vallons verdoyants au paysage modelé par l'agriculture.

Le secteur décrit intègre les contreforts les plus occidentaux du Vercors (centrés sur les « Monts du Matin »), et même de l'arc alpin. Au sud, la Gervanne y forme une entité distincte, déjà tournée vers le Diois.

La richesse biologique (favorisée par une géomorphologie tourmentée) est globalement remarquable du fait de la juxtaposition d'éléments de faune et de flore d'influences méditerranéenne (**Fauvettes méditerranéennes, Pipit rousseline, Moineau soulcie, Grand Ephédre, Ophrys de la Drôme...**), médio-européenne (**Chouette chevêche**), montagnarde et même alpine (**Buplèvre des rochers, Aconit anthora, papillon Apollon...**). Les populations locales de Chamois et de chauvesouris sont importantes.

La flore compte quelques remarquables messicoles (plantes associées aux cultures traditionnelles, comme l'Adonis flamme, la Nielle des blés, la Nigelle de Damas ou la Caméline à petits fruits), ainsi que de rares endémiques des Alpes sud-occidentales (Genêt ailé).

Certains types d'habitats naturels rares sont ici particulièrement bien représentés : c'est le cas des sources d'eau dure associées à de spectaculaires formations de travertins (« cratoneurion ») des gorges d'Omblèze. Le secteur abrite en outre un karst caractéristique des Préalpes du nord. Ce type de karst est caractérisé par l'épaisseur considérable des stratifications calcaires, l'ampleur des phénomènes de dissolution, l'incidence des glaciations quaternaires (calottes glaciaires sommitales, épaisses langues glaciaires).

Le peuplement faunistique du karst du Vercors est relativement bien connu. Il est particulièrement riche en espèces terrestres troglobies (c'est à dire vivant exclusivement dans les cavités souterraines), avec une cinquantaine d'espèces connues parmi les invertébrés, essentiellement des coléoptères (plus de trente espèces ou sous-espèces) et des collemboles (plus de quinze espèces). Cette diversité va de pair avec un haut degré d'endémisme, qui traduirait un phénomène de spéciation géographique consécutif au grand compartimentage des habitats souterrains.

La faune stygobie (c'est à dire vivant dans les eaux souterraines) est par contre assez peu diversifiée, en raison probablement du faible développement des réseaux saturés au sein du karst local. La faune pariétale est également intéressante. Elle fréquente la zone d'entrée des cavernes ; cette faune peut être permanente, estivante ou hivernante : son habitat présente ainsi des caractères intermédiaires entre le monde extérieur et le monde souterrain. On observe ainsi localement un coléoptère du genre *Oreonebria*, endémique des massifs subalpins de la Chartreuse, du Vercors et de leurs proches abords. Le zonage de type II souligne l'unité de cet ensemble globalement

peu perturbé par les activités humaines, au sein duquel les secteurs abritant les habitats ou les espèces les plus remarquables sont retranscrits par de vastes zones de type I (gorges, plateaux, falaises...) fortement interdépendantes.

En dehors de celles-ci, d'autres secteurs peuvent s'avérer remarquables, par exemple pour l'entomofaune (cas des stations de papillons Hermite, Apollon et Azuré de la Croisette connues sur le plateau entre le Col de Limouche et celui de Tourniol...). Il souligne également particulièrement les fonctionnalités naturelles liées à la préservation des populations animales ou végétales, en tant que zone d'alimentation ou de reproduction pour de multiples espèces, dont celles précédemment citées, ainsi que d'autres exigeant un large domaine vital (Aigle royal, Vautour fauve bénéficiant d'une réintroduction récente à proximité ...). Il traduit également le bon état de conservation général de certains bassins versants, en rapport avec le maintien de populations d'Ecrevisse à pattes blanches, espèce réputée pour sa sensibilité particulière vis à vis de la qualité du milieu. Cette écrevisse indigène est devenue rare dans la région, tout spécialement à l'est de la vallée du Rhône.

Il met enfin en exergue la sensibilité particulière de la faune souterraine, tributaire des réseaux karstiques et très dépendante de la qualité des eaux provenant du bassin versant. La sur-fréquentation des grottes, le vandalisme des concrétions peuvent de plus rendre le milieu inapte à la vie des espèces souterraines. Les aquifères souterrains sont sensibles aux pollutions accidentelles ou découlant de l'industrialisation, de l'urbanisation et de l'agriculture intensive. L'ensemble présente par ailleurs un grand intérêt paysager (on peut citer parmi d'autres le site classé des Gorges d'Ombrière), géomorphologique, ainsi que biogéographique compte-tenu de la présence de nombreuses espèces méridionales ou montagnardes parvenant ici en limite de leur aire de répartition géographique.

Pour aller plus loin et connaître le listing concernant les milieux naturels, la flore et la faune vertébrée et invertébrée, consulter le site : **DIREN Rhône-Alpes**



Afin de permettre la prise en compte de la faune sauvage et de ses habitats dans les politiques publiques, les **O.R.G.F.H** (Orientations Régionales de Gestion de la Faune sauvage et d'amélioration de la qualité de l'Habitat) Rhône-Alpes ont été approuvés par arrêté du Préfet de la Région Rhône-Alpes le 30 juillet 2004. Elles ont identifié la dégradation et la disparition des habitats favorables à la faune sauvage (notamment pour la petite faune de plaine ou de montagne, et la faune liée aux zones humides) comme principal facteur négatif auquel il faut ajouter le dérangement par diverses activités humaines, la mortalité accidentelle due aux aménagements humains, à l'emploi de produits toxiques et à certaines pratiques agricoles.

Les O.R.G.F.H de Rhône-Alpes préconisent de :

- limiter la conversion des surfaces agricoles
- inciter à la diversité des cultures et favoriser les effets de lisières (bandes enherbées)
- maintenir ou restaurer le paysage bocager et les éléments fixes du paysage (réseaux de haies de qualité, bosquets, arbres isolés, murets...)
- restaurer les boisements de bords de cours d'eau

Les O.R.G.F.H (fiches espèces) sont complémentaires à l'inventaire Z.N.I.E.F.F.

Sites à chiroptères recensés sur le territoire de la Baume Cornillane.

- **Les pelouses sèches** (source : inventaire réalisé dans le cadre du SCot Rovaltain)

Bien représenté sur le territoire, au sein des contreforts du Vercors, le réseau de pelouses présente néanmoins une très forte vulnérabilité (faibles superficies, fragmentation, déprise agricole, changement d'occupation du sol, urbanisation...).

Plusieurs secteurs de pelouses sèches sont présents sur les parties en piémont des reliefs calcaires sur le territoire de La Baume Cornillane : reliefs de la « Côte », où sont présentes des espèces spécifiques des milieux xérophiles.

Il s'ensuit des enjeux de préservation de ces habitats fragiles et remarquables, mais également de conservation du maintien des continuités du réseau de ces pelouses sèches.



- **La Lutte contre les plantes « invasives » :**

L'Ambrosie à feuilles d'armoise (*Ambrosia artemisiifolia* L.) et l'Ambrosie trifide (*Ambrosia trifida* L.) sont des plantes invasives originaires d'Amérique du nord et capables de se développer rapidement dans de nombreux milieux (parcelles agricoles, bords de route, chantiers, friches, etc.). Leur pollen, émis en fin d'été, provoque de fortes réactions allergiques (rhinites, etc.) chez les personnes sensibles. C'est également une menace pour l'agriculture (pertes de rendement dans certaines cultures) et pour la biodiversité (concurrence avec certains végétaux en bords de cours d'eau).

La présence de l'ambrosie est répertoriée sur la commune, et sa prolifération est favorisée par le remaniement des terrains (défrichements, terrassements,...). Il est rappelé que la destruction de l'ambrosie est obligatoire dans le département de la Drôme conformément à l'arrêté préfectoral n°2011201-0033 du 20 juillet 2011.

- **La trame verte et bleue**

Biodiversité et protection de l'environnement : Prise en compte **de la « Trame verte et bleue »**.

La loi du 12 juillet 2010 a complété l'**article L110.1 du code de l'environnement** qui définit les principes généraux en matière de protection de l'environnement, notamment :

I - Les espaces, ressources et milieux naturels, les sites et paysages, la qualité de l'air, les espèces animales et végétales, la diversité et les équilibres biologiques auxquels ils participent font partie du patrimoine commun de la nation.

II - Leur protection, leur mise en valeur, leur restauration, leur remise en état et leur gestion sont d'intérêt général et concourent à l'objectif de développement durable qui vise à satisfaire les besoins de développement et la santé des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures à répondre aux leurs.

III - L'objectif de développement durable, répond, de façon concomitante et cohérente, à cinq finalités :

1 – la lutte contre le changement climatique,

2 – la préservation de la biodiversité, des milieux et des ressources,

3 – la cohésion sociale et la solidarité entre les territoires et les générations,

4 – l'épanouissement de tous les êtres humains,

5 – une dynamique de développement suivant des modes de production et de consommation responsables.

IV – L'Agenda 21 est un projet territorial de développement durable

La prise en compte de la trame verte et bleue introduite par la loi du 12 juillet 2010 pour préserver notamment la biodiversité, et dont les objectifs sont précisés à l'article L 317-1 du code de l'environnement, s'impose aux documents d'urbanisme.

« La trame verte et la trame bleue ont pour objectif d'enrayer la perte de biodiversité en participant à la préservation, à la gestion et à la remise en bon état des milieux nécessaires aux continuités écologiques, tout en prenant en compte les activités humaines, et notamment agricoles, en milieu rural. »

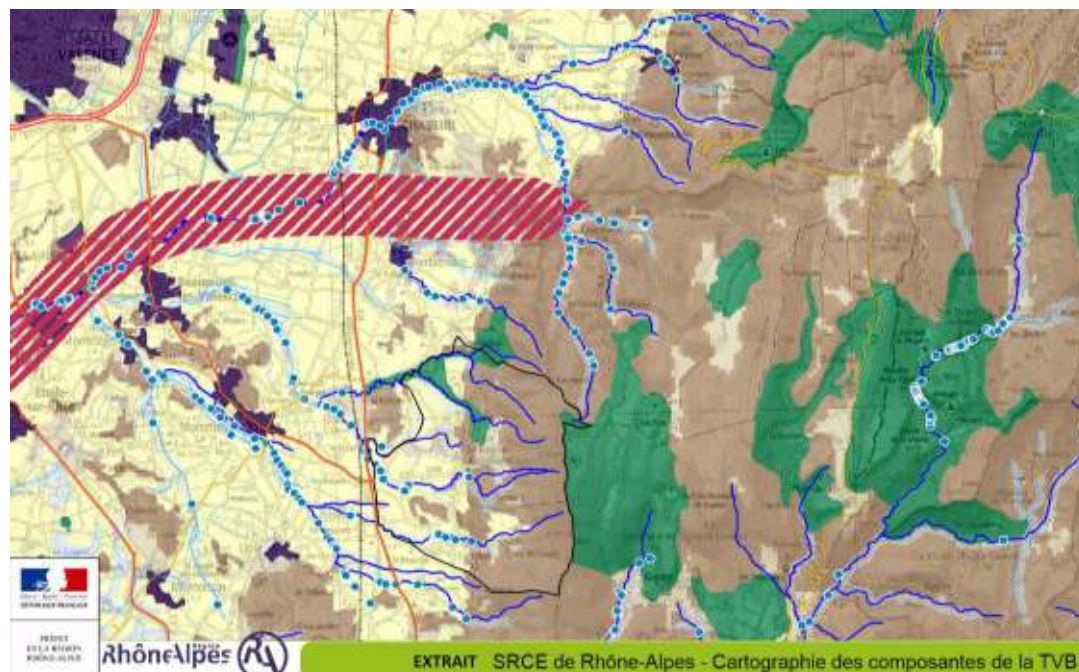
A cette fin, ces trames (« vertes » pour les milieux naturels terrestres, « bleues » pour les milieux aquatiques) contribuent à :

- 1 - diminuer la fragmentation et la vulnérabilité des habitats naturels et habitats d'espèces et prendre en compte leur déplacement dans le contexte du changement climatique,
- 2 - identifier, préserver et relier les espaces importants pour la préservation de la biodiversité par des corridors écologiques
- 3 - mettre en œuvre les objectifs de qualité et de quantité des eaux fixés par le SDAGE, et préserver les zones humides...,
- 4 - prendre en compte la biologie des espèces sauvages,
- 5 - faciliter les échanges génétiques nécessaires à la survie des espèces de la faune et de la flore sauvages,
- 6 - améliorer la qualité et la diversité des paysages.

À l'échelle régionale, les Schémas Régionaux de Cohérence Écologique (SRCE) fournissent des enjeux de continuités écologiques et des cartographies régionales, assortis d'un plan d'actions stratégiques.

Le « Schéma Régional de Cohérence Ecologique Rhône Alpes », document de référence a été approuvé le 16 juillet 2014. Il s'appuie sur la construction de continuums éco paysagers qui prennent en compte notamment :

- les types d'occupation du sol et leur perméabilité au regard de différents groupes d'espèces,
- les modalités de déplacement des espèces dans ces différents milieux,
- les obstacles et les points de franchissement connus (réseau routier, réseau ferré, passages à faune, autres ouvrages de génie civil, barrage...).



Extrait PLANCHE H03 - ATLAS DU SCHEMA REGIONAL DE COHERENCE ECOLOGIQUE EN RHONE-ALPES - Source DREAL

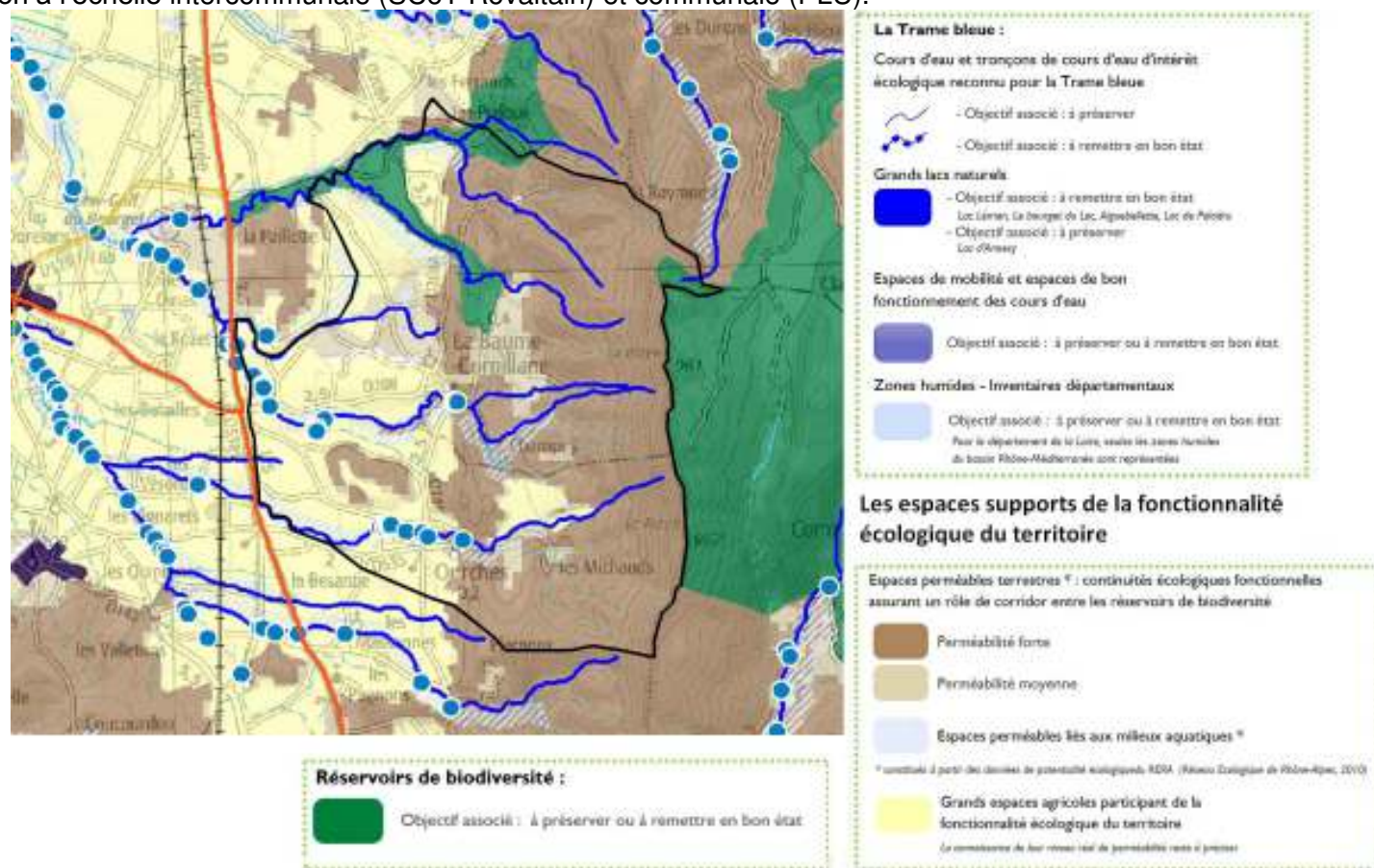
● Référentiel des obstacles à l'écoulement des cours d'eau (ROE V5, mai 2013)

Corridors d'importance régionale :

Fuseaux	Axes	Objectif associé :
		- à préserver
		- à remettre en bon état

Ce schéma nécessaire pour appréhender les enjeux et continuités régionales et mettre en place les actions prioritaires à ce niveau d'intervention ne suffit pas à l'échelle locale où les collectivités ont un rôle majeur à jouer, en particulier au travers des projets de territoires concrétisés par les documents de planification et d'urbanisme dans leur traduction à l'échelle intercommunale (SCoT Rovaltain) et communale (PLU).

« ZOOM » sur la commune de La Baume-Cornillane :

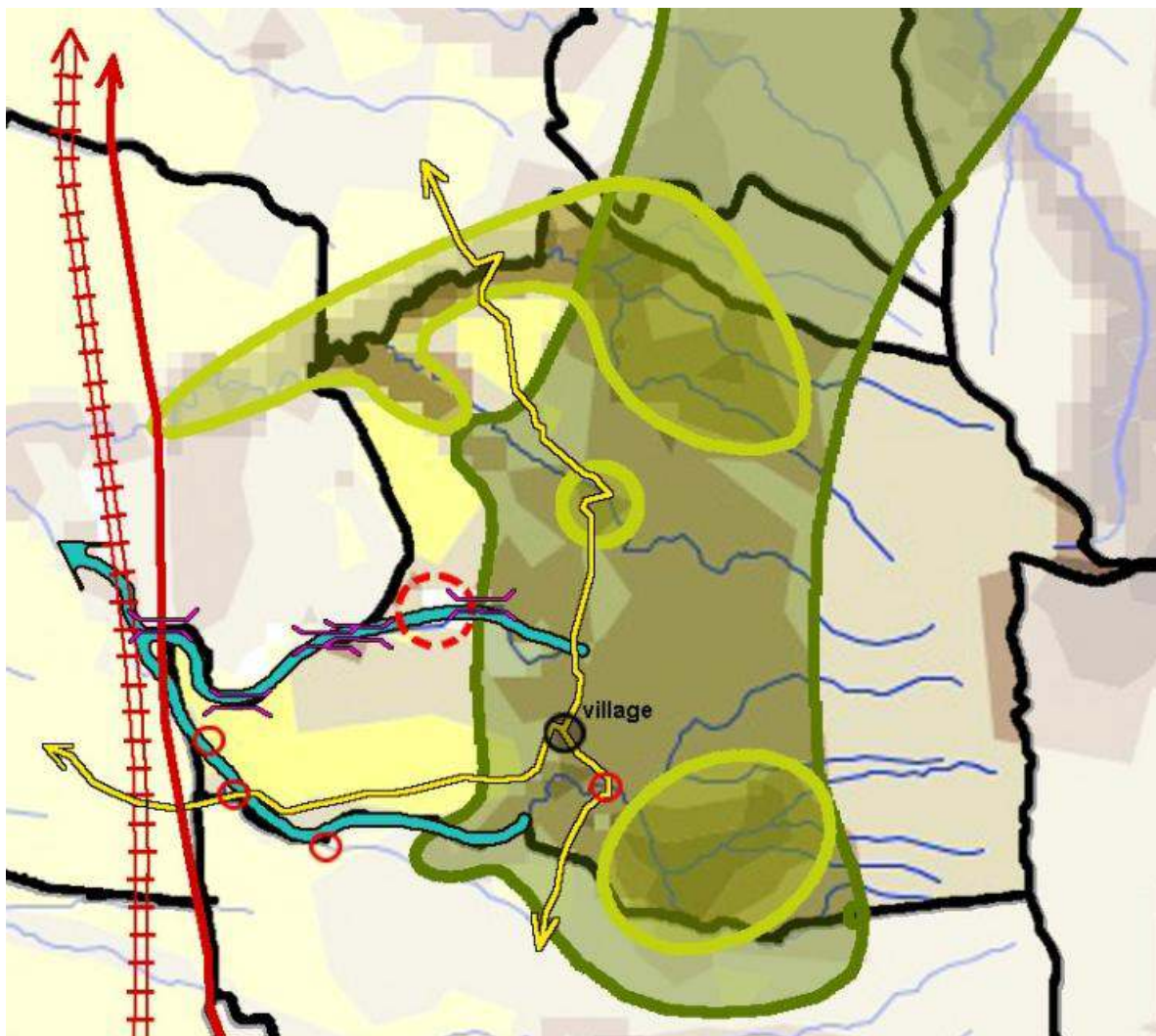


Les difficultés ou obstacles aux déplacements piscicoles et à la circulation des sédiments, se concentrent le long de l'Ecoutay, tandis que le réseau routier sur la commune s'avère peu impactant.

Les problématiques de déplacement sont effectives sur les communes limitrophes en lien avec l'emprise de la ligne TGV et de la RD 538 qui constituent des espaces cloisonnés.




Cependant, un nombre conséquent d'ouvrages a été réalisé pour permettre un franchissement possible en de nombreux points le long de ces linéaires permettant un franchissement aussi bien terrestre qu'aquatique.

La planche ci-dessus extraite du SRCE, met en évidence la présence de la trame verte et bleue sur l'ensemble du territoire communal ainsi que les obstacles à l'écoulement des cours d'eau. Il en ressort une composante majeure : **fort intérêt écologique de la trame bleue, et des réservoirs de biodiversité qui lui sont associés (trame verte)** au travers des principaux cours d'eau et zones humides qui irriguent cette partie de la plaine de Valence, et des pelouses et espaces boisés en piémont du Vercors, constituant des corridors écologiques d'intérêt, support d'une forte perméabilité.






Synthèse des liaisons et inter actions au sein de la trame verte et bleue

Les points forts

-  secteur à enjeu majeur
-  secteur à enjeu fort
-  passage franchissable

Les points fragiles

Obstacles aux déplacements des espèces

-  fracture au sein du continuum humide
-  passage difficilement franchissable
-  coupure du réseau routier (RD530) et ferré (ligne TGV)

Points forts

Enjeu majeur :

- **maintenir** les zones nodales réservoirs garant d'une biodiversité élevée.

Enjeu fort :

- **renforcer et maintenir** la matrice du couvert forestier existant et continu. **Axe majeur de la TRAME VERTE** en lien et continuité avec la plaine.

Points fragiles

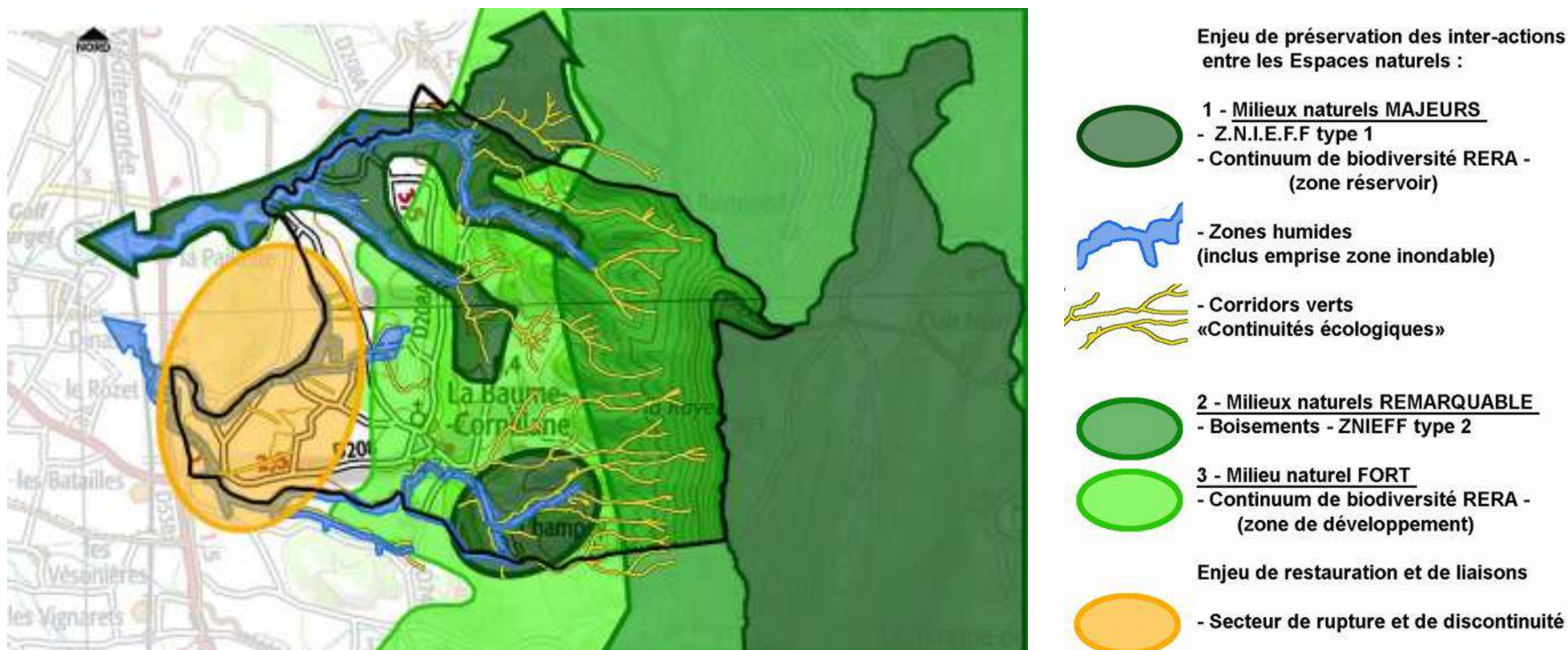
Rupture et discontinuité

- **restaurer et conforter** les ripisylves (végétations riveraines d'un cours d'eau) des ruisseaux qui connaissent des discontinuités au sein de leur linéaire. **Axe majeur de la TRAME BLEUE**

Obstacles au déplacement des espèces

- **chercher à enrayer** les difficultés de franchissement pour la faune piscicole.
- **sensibiliser et travailler** de concert avec les communes limitrophes sur la cohérence et l'élaboration du réseau écologique sur l'ensemble de territoire.

2. 1.2 Les secteurs à enjeux environnemental



La biodiversité constitue une richesse héritée du passé que nous avons le devoir de transmettre aux générations à venir ; car elle est d'importance vitale. A ce titre-là, elle est en cohérence avec la notion de « développement durable » dont elle est un élément clé.

- **Sur le plan économique**, elle fournit la matière première de nos aliments, de nos habillements de nos médicaments et de diverses substances chimiques, elle nous approvisionne en combustibles. Elle représente le réservoir, à long terme, de ressources génétiques utilisées pour répondre à des besoins futurs et imprévisibles.
- **Sur le plan scientifique**, la biodiversité est à l'origine de tous les mécanismes qui permettent à la biosphère d'assurer en permanence des tâches de protection des sols et de lutte contre l'érosion, de protection des bassins hydrographiques et d'épuration des eaux, de régulation des maladies; la biodiversité contrôle la pollinisation et la dispersion des graines, elle assure la production primaire des écosystèmes, premier maillon de la chaîne alimentaire, mais également le recyclage des éléments nutritifs sans lequel nous serions « noyés » sous des tonnes de déchets organiques, enfin l'une de ses fonctions et, non la moindre, est la régulation du climat maintenant les paramètres de notre environnement dans des limites compatibles avec la vie. La biodiversité est garante de notre survie; sans oublier que ces services sont « gratuits » et nous sont fournis sans même que nous en ayons conscience.
- **Sur le plan de l'éthique et de l'esthétique**, force est de constater que la contemplation de la diversité de la vie est une source importantes d'un épanouissement personnel et de la créativité.

Ainsi pour répondre à ces grands principes et en accord avec les prescriptions du Grenelle de l'environnement, le maillage de la trame verte et bleue est confortée et recomposée aux travers de différents ENJEUX afin d'affirmer son rôle écologique et paysager structurant

- **Enjeu de protection de l'ensemble de la TRAME BLEUE qui prend en considération :**

Les milieux naturels MAJEURS

- Z.N.I.E.F.F de type 1

Les continuums écologiques d'importance et d'intérêt en termes de biodiversité, **zones nodales majeurs (zone réservoir : lieu d'habitat et de reproduction)**). Il comprend les ripisylves qui bordent les ruisseaux du Tisserand et de Bégaire . La **continuité écologique** entre ces zones demande à être maintenue et soulagé de toutes contraintes ou difficultés de franchissement afin de garantir la survie des populations présentes au sein de ces milieux.

- **ZONES HUMIDES** (11 référencées sur la commune) et leurs espaces de fonctionnalité (zones inondables). Leur protection doit être réfléchi sur toute leur emprise de divagation et non se limiter à leurs seules berges.

- **CORRIDORS VERTS** qui constituent les « **continuités écologiques** » au travers de l'écriture de l'eau, sous forme d'un réseau de chevelu hydrologique constitué de veines forestières issues de ravines, ravins, fossés, canaux... Ces veines irriguent et créent des couloirs de liaison sur l'ensemble de l'enveloppe territoriale. Plus les connections sont possibles entre les différents milieux plus la diversité et les échanges s'amplifient augmentant par la même les potentialités d'épanouissement de la biodiversité. Ces corridors peuvent assurer des rôles importants de circulation d'espèces et aussi se comporter également en membranes semi-perméables et constituer des barrières et des filtres pour le vent, l'eau, le transfert de particules ou encore pour la dispersion de graines ou d'insectes.

Ces milieux humides demandent à être **préservés**. Ils jouent un rôle très important pour le maintien de la biodiversité et constitue la zone nodale la plus favorable à l'accueil des espèces animales liées à ce milieu. D'autre part, la végétation attenante assure un rôle de cordon filtrant et protecteur qui réduit les risques :

- d'instabilité des berges et protège ainsi le lit des ravins ou ruisseaux,
- d'une détérioration de la qualité des eaux. Elle joue un rôle d'épurateur naturel vis-à-vis des épandages agricoles et évite ainsi l'eutrophisation et donc la baisse de qualité piscicole et touristique des cours d'eau.

- **Enjeu de protection de l'ensemble de la TRAME VERTE qui prend en considération:**

Les milieux naturels REMARQUABLES

- Z.N.I.E.F.F de type 2

Les milieux naturels FORTS

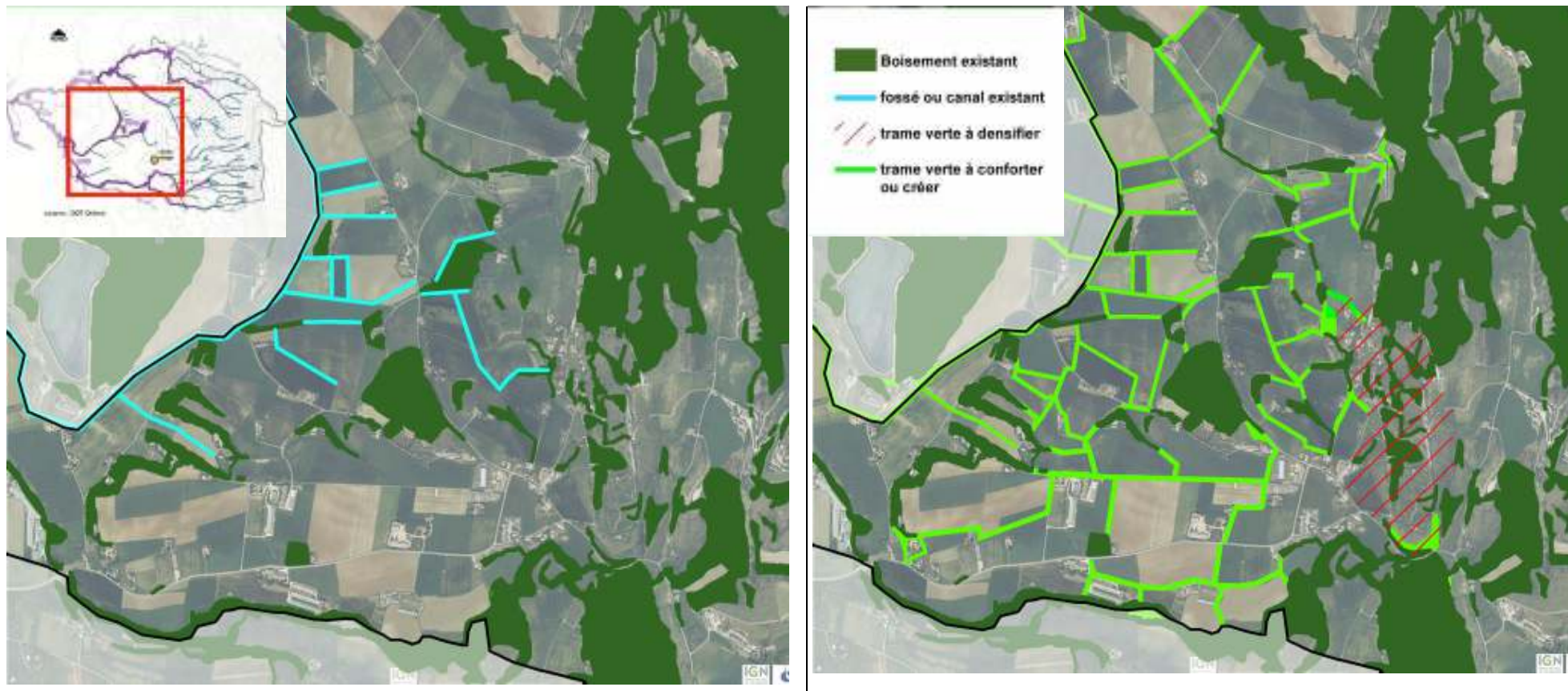
Les espaces : réservoirs de biodiversité, **cœur de nature, zones nodales forts (zone de développement)**. Ces zones sont des lieux de refuges et de ressources pour la faune sauvage. Il est essentiel d'en préserver l'intégrité et d'en assurer leurs pérennités. Ces zones se superposent aux ZNIEFF recensées. Il comprend l'ensemble des reliefs de la Raye et de La Cote

Ces milieux forestiers demandent à être **préservés** pour leur valeur éco-biologique : rôle d'accroche et de continuité aux massifs forestiers des communes voisines mais aussi pour leur rôle de mise en valeur des sites et des paysages (corridor vert, support d'une bonne lisibilité des paysages)

Enjeu de restauration et de reconstitution de la TRAME VERTE

Les ruptures et discontinuités

- **Renforcer** le maillage arboré des cours d'eau et des canaux, tout particulièrement vers le secteur du ruisseau de l'Ecoutay et les canaux du Mandré. Ce réseau se doit d'être continu, donc de ne souffrir d'aucune interruption physique au sein de son linéaire.
- **Encourager** la plantation d'un réseau de **haies-corridors** afin d'assurer une bonne continuité entre les reliefs et la plaine agricole.



Ce réseau permettra à terme de mieux :

- **réguler** le régime des eaux (la haie ralentit la vitesse de circulation de l'eau et favorise son infiltration qui génère une montée des eaux moins forte au niveau des rivières et ruisseaux),
- **d'accroître** la protection des sols contre l'érosion (les arbres diminuent la quantité d'eau ruisselée en augmentant l'eau infiltrée et en barrant physiquement son écoulement).

- **de recycler** les éléments minéraux (par leurs enracinements profonds, les arbres recyclent à la surface du sol, surtout par leurs feuilles, une partie des éléments minéraux, en particulier l'azote, entraînés par l'eau.
- **de limiter** l'évapotranspiration, car l'arbre organisé en haie brise-vent, permet une meilleure utilisation de l'eau en limitant l'évaporation des cultures. La richesse biologique, écologique et paysagère d'une haie est d'autant plus forte qu'elle est stratifiée (arborée, arbustive, buissonnante) pour offrir un meilleur garnissage et constituer de plusieurs espèces différentes d'essences forestières locales et caduques (ligneux qui perdent leurs feuilles en hiver : Noisetier, Erable champêtre, Fusain, Cornouiller, Aubépine etc...) pour assurer :
 - une bonne adaptation aux contraintes du milieu (sécheresse, nature du sol, résistance au gel etc.) et
 - une meilleure résistance aux maladies.
- **de conforter** les chemins ruraux par un revêtement perméable et **maintenir** une bande herbeuse de part et d'autre de leurs abords qui servira de couloir de déplacement aux petits animaux.
Le chemin vert enherbé et bordé de haies ou de lisières boisées de chaque côté constitue un milieu très particulier, très propice à la faune et à la flore. Les espèces sont plus abondantes en lisière que dans le bois ou les cultures. Les conditions microclimatiques y sont particulières, notamment le vent, la lumière et les précipitations. Les chemins et leurs abords sont de vrais milieux à eux seuls qui fourmillent de vie, servent de refuge et de voies de communication à de nombreuses espèces : diversité des milieux, diversité des habitants... Véritables corridors écologiques, ils connectent des milieux variés (forêts, milieux ouverts, milieux humides...) et assurent la circulation de nombreuses espèces animales et végétales (migration, brassage, génétique). Sources de refuges et d'alimentation, ils accueillent aussi divers insectes pollinisateurs venus butiner les fleurs sauvages que leurs bords abritent.

Toutefois, de nombreuses menaces pèsent sur ces chemins : abandons, destruction, gestion inappropriée... Il est donc **IMPORTANT** de réhabiliter ce patrimoine, d'emprunter les chemins et de les faire revivre.

Leurs bas-côtés permettent de préserver des zones « sauvages » sur tous types de sol et sous tous les types de climat. Ils forment des couloirs de circulation pour les graines, pollens, insectes et certains vertébrés.

Les seuils infranchissables

- **donner réponse** aux points répertoriés infranchissables le long de l'Écoutay.

2.1.3 L'organisation de l'occupation du sol : histoire des lieux, structures urbaines, patrimoine bâti

○ Toponymie – Histoire des lieux

Historique:

A l'origine, au X^{ème} siècle, une simple tour en bois transformée en donjon en pierre au XII^{ème} siècle, puis un village fortifié. Durant 500 ans, jusqu'au XVII^{ème} siècle, les balmois resteront groupés et unis sur la motte castrale, tenue par la famille Cornillan qui lèguera son nom au village. Adeptes du vaudisme au XII^{ème} siècle, puis de la Réforme au XVI^{ème} siècle, les balmois ont souvent été victimes de répressions religieuses. La place forte ne sera pourtant pas démantelée à la fin des guerres de religion, comme ce fut le cas dans de nombreux villages drômois. Elle le fut quelques trente ans plus tard, en 1626, sur ordre d'un arrêt du parlement de Grenoble. 20% de la population restera sur le site de l'ancien village ruiné, en construisant de nouvelles maisons directement en contrebas des anciens remparts. Le reste de la population se dispersera sur le territoire de l'actuelle commune, en agrandissant petit à petit les cabanes de jardin qu'elle possédait dans « l'ager » (les terrains cultivés). Enfin, quelques-uns émigreront à l'étranger (Suisse et Allemagne).



Cadastré napoléonien de 1812. Photo aérienne actuelle, le vieux village en ruine. Recoupement entre photo aérienne (brun foncé), cadastre napoléonien (pourpre) et cadastre actuel (filigrane), reprise d'annotation de M. Lovie.

Il faut attendre la seconde moitié du XVIII^{ème} siècle, lorsque la liberté de conscience prônée par les philosophes des lumières finit par s'imposer en France, pour que la population presque exclusivement protestante, ne soit plus inquiétée par les répressions. Un temple est construit en 1826, amorçant ainsi l'assise du nouveau village. Une ancienne maison au flanc de la crête sera louée et aménagée en école en 1832, cette maison sera achetée en 1843 et abritera à la fois l'école et la mairie jusque dans les années 1980, après avoir été agrandie en 1950. Deux bistrotts seront recensés à la fin du XIX^{ème} siècle. L'un d'eux deviendra le restaurant (« Au bon accueil ») dont le bâtiment a été démolie pour permettre la construction du petit immeuble d'habitation. Un nouveau restaurant (l'actuel restaurant « La Pangée ») sera reconstruit sur l'ancienne place du Monument aux Morts, qui lui-même sera déplacé à proximité de la nouvelle mairie.

L'histoire bien particulière de ce village et de ses habitants a entraîné, pour la typologie et la forme des constructions :



- un bourg actuel (le nouveau village) réduit et une dispersion de l'habitat rural (avec exploitation agricole) dans l'Ager, au flanc de coteaux ou de combes, mais jamais en position proéminente (en crête ou en terre).

La plupart des fermes sont de petite taille.

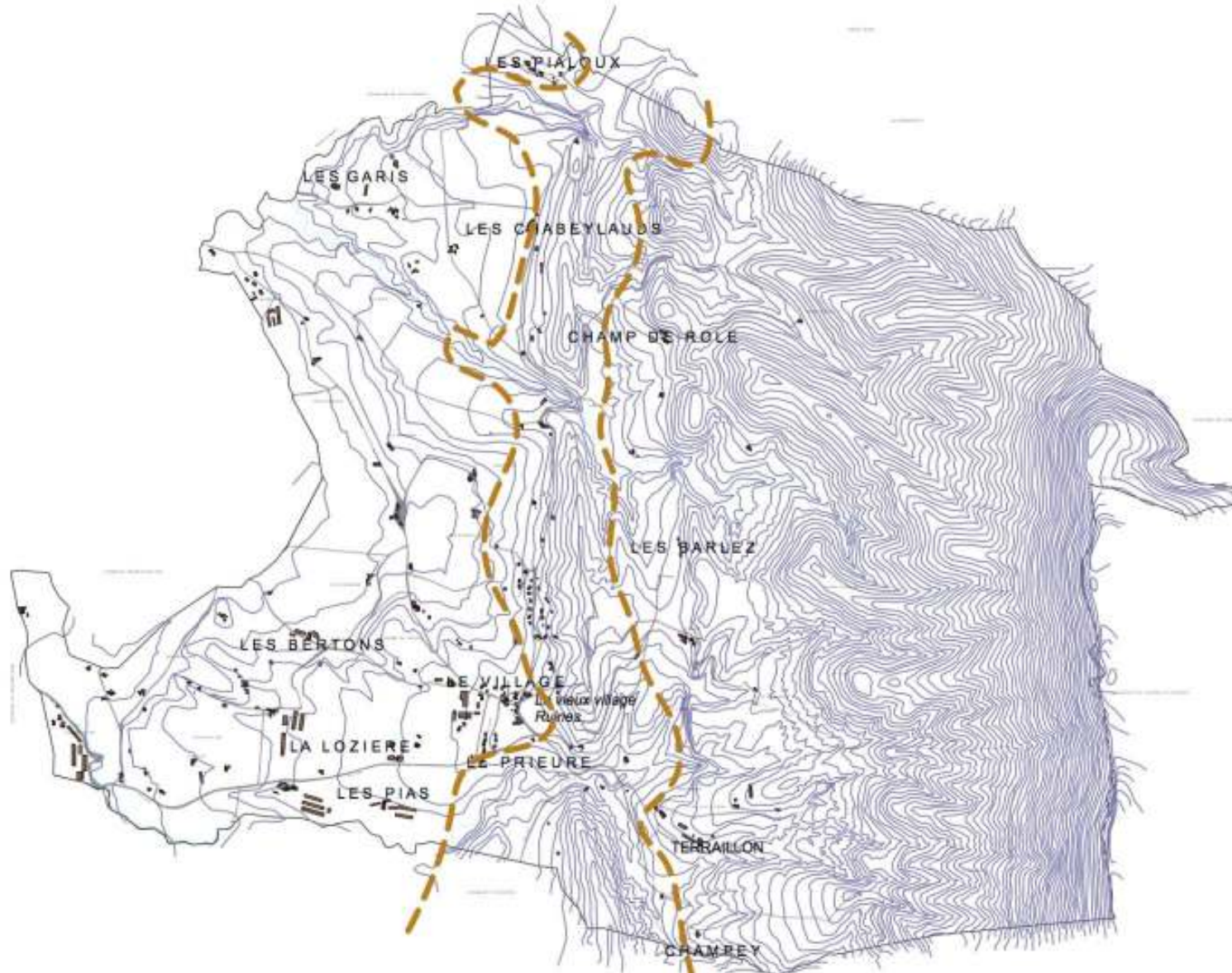
Cependant, certaines ont du se développer, particulièrement au XIXème siècle, pour atteindre pratiquement la taille d'un hameau: la Lozière, les Claveylands, les Pialoux : il s'agit d'ensembles bâtis compacts et fermés et non de véritables hameaux « traversants ».

- une typologie d'habitat rural marquée par une fragmentation de petits volumes agglomérés les uns aux autres.

Restitution du bâti du cadastre napoléonien: ce qui reste du vieux village représente encore l'agglomération la plus importante du secteur.

- **Implantation du bâti par rapport au relief**

La commune est partagée d'Est en Ouest en trois parties



- **“l’Ager”**: la partie cultivée, jardinée, qui remonte en faux plat relativement accidenté (combes, reliefs divers) vers l’est, entre 200 et 300 m d’altitude moyenne, où s’implante la grande majorité du bâti (nouveau village, habitations, fermes et bâtiments artisanaux).

- **la “Côte”**: la crête qui correspond à l’émergence de la couche “burdigalienne” où s’est implanté le vieux village. La Côte présente un versant Est, relativement coupé de la plaine, où quelques fermes se sont implantées (ferme Bouchet, les Bayettes, les Barlez)

- **le “Saltus”**: Les contreforts de La Raye (un des sommets des “Monts du Matin” ou du “Levant”) érodés par les cours d’eau qui ont façonné un relief complexe: entre 400 et 1000 m. Quelques implantations bâties en partie basse, proche du versant Ouest de la Côte: le Champ de Rôle, le Franquet, les Chollièrse, Champey. Au delà, la pente remontant à l’Est est pratiquement exempte de toute construction.

Q

L

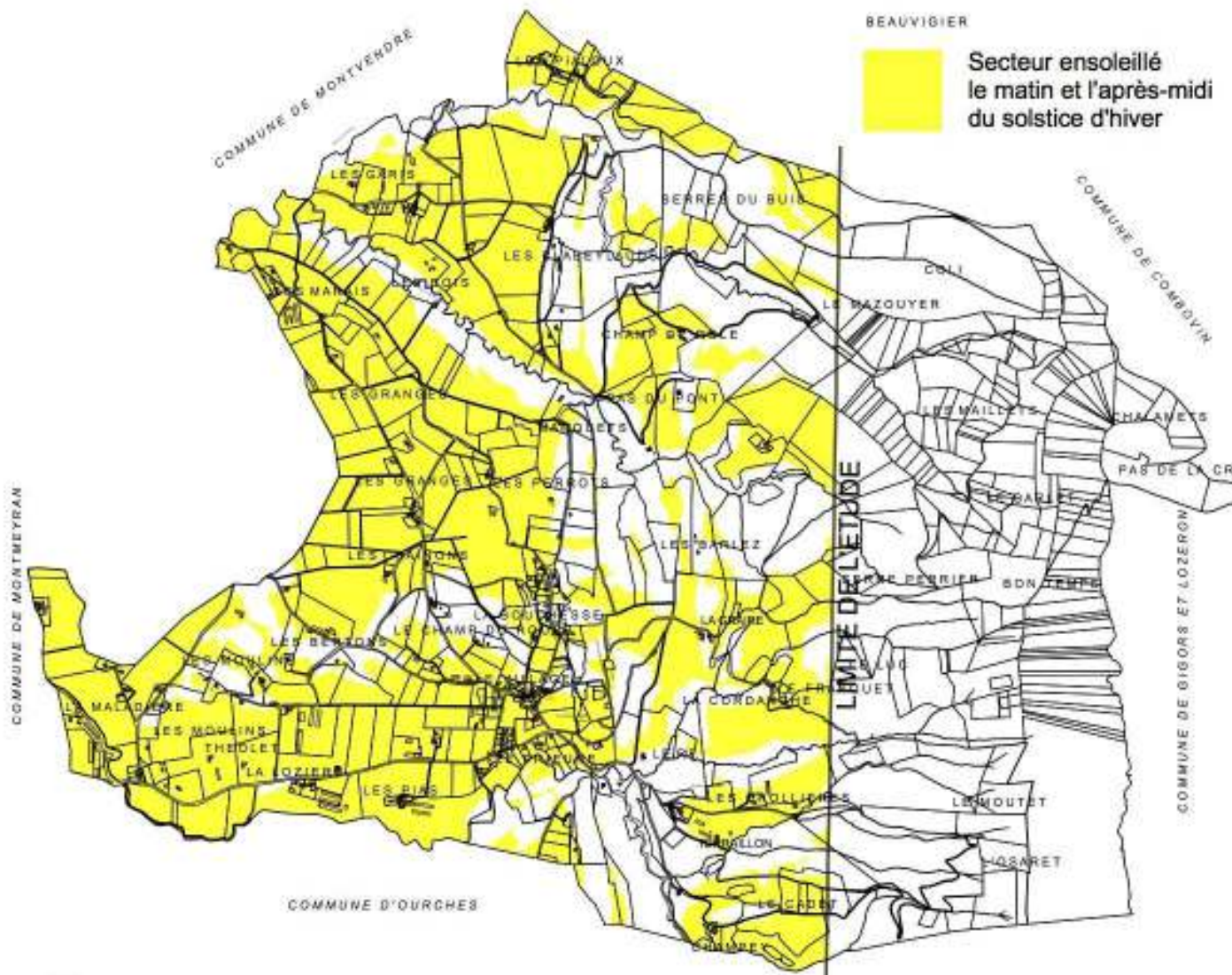
P



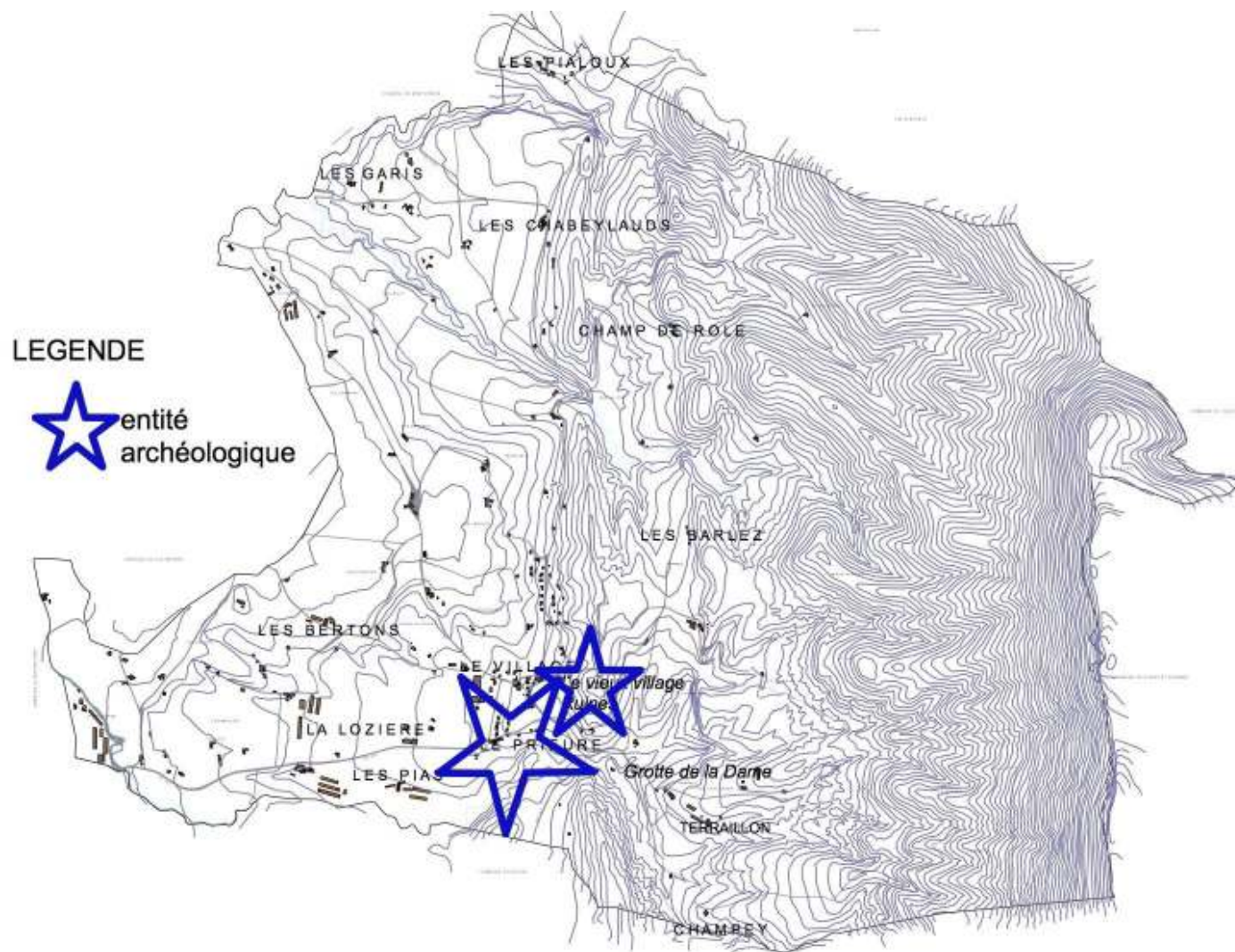
matin



après-midi



○ Sites archéologiques



Au titre de la carte archéologique nationale, deux entités archéologiques ont été répertoriées sur le territoire de la commune:

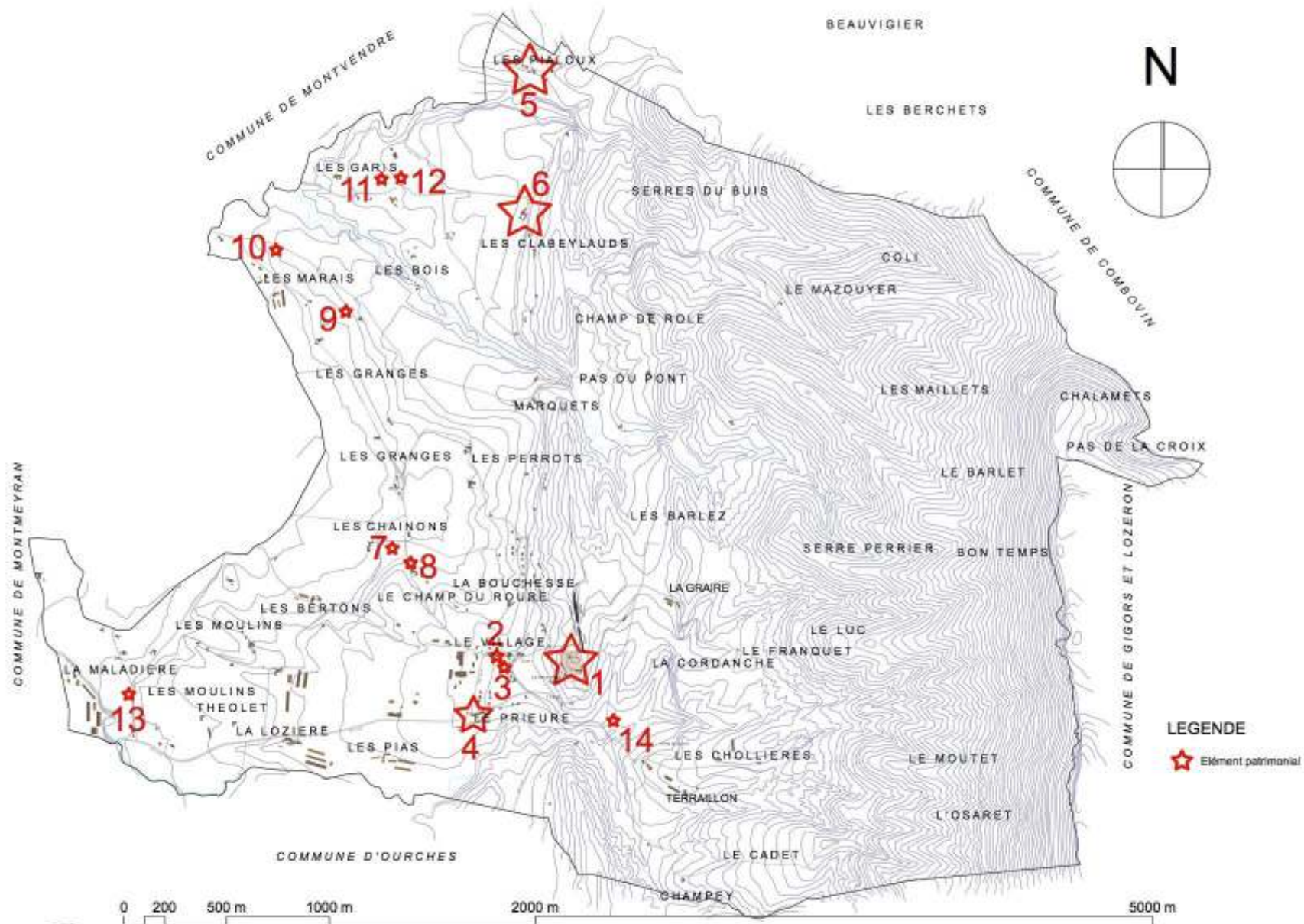
- **le Vieux Village:** village, enceinte urbaine, château fort (moyen âge)

- **le Prieuré:** nécropole (gallo-romain), église, stèle funéraire (moyen âge), prieuré (moyen âge, époque moderne).

- **Non localisé:** le Prieuré: villa (gallo-romain).

Source: Porter à connaissance de l'Etat

○ **Éléments d'intérêt patrimonial**



1 – les ruines du vieux village



L'ensemble des ruines du château, de ses remparts, et des maisons construites en contrebas après le démantèlement du vieux village en 1626.

2 – le Temple construit en 1826



3 – La fontaine du village



4 – Le Prieuré



Un ensemble bâti longiligne annonçant l'entrée du bourg.



5 – Les Pialoux



Un bel ensemble d'architecture rurale

6 – Les Clabeylauds



Ancienne ferme implantée à flanc de pente, des détails intéressants (encadrements d'ouvertures, maçonnerie pierre apparentes une partie importante en ruine.

7 – Cimetière familial protestant,
les Chainons
les Bois



8 – Cimetière familial protestant,
la Bouchesse



9 – Cimetière familial protestant,



10 – Cimetière familial protestant,
les Marais



11 – Cimetière familial protestant,
les Garis Ouest



12 – Cimetière familial protestant,



13 – Cimetière familial protestant,
les Moulins



14 – Lavoir, le Rif



- Quelques éléments du patrimoine bâti ancien en « déshérence »...



Architecture agricole et domestique, quartier “les Granges”



Un bâtiment abandonné depuis de nombreuses années.

Architecture agricole et domestique, Les Clabeylauds



Un hameau ancien dont une partie import faisant partie du patrimoine rural, est en ruine.



○ Typologie architecturale

Les maisons de village :

La maison derrière le clocher du Temple*



Immeuble de village contemporain



Le seul bâtiment s'apparentant à une maison de village comme il en existe à Châteaudouble ou Montvendre

- R + 1 avec combles
- Longueur de façade : 7 à 9 m
- Toiture à 2 pans, ou plus à l'endroit d'un croisement (ou toiture terrasse en volume bas)
- Fragmentation du bâti en volumes de tailles différentes, agglomérés les uns aux autres (phase d'extensions successives) (paramètre caractéristique des maisons rurales)



L'école communale

Un bâtiment ancien, déjà porté au cadastre napoléonien de 1812, qui s'est trouvé rattaché au "nouveau village" qui n'existait pas encore à cette époque. Il a autrefois abrité aussi la Mairie. Rehaussé et agrandi dans les années 1950, il constitue un bâtiment hors norme pour une simple maison de village.

- R+2 avec comble pour la partie sur rue
- Implanté sur un terrain en pente, suit la pente
- Fragmentation du bâti en volumes de tailles différentes, agglomérés les uns aux autres (phase d'extensions successives)
- Longueur de façade : 14 m, sans ouverture de plain pied avec la rue
- Toitures à 2 pans (par unité de volume)

Les maisons rurales : habitations avec annexes agricoles

Entrée sud du nouveau village



Vers "Champ de Roure"



Vers le quartier "Les Granges"



Il s'agit de petites fermes qui se sont constituées autour d'une cabane de jardin originelle (3 m x 3 m), construite en bois, datant au moins du début du XVII^{ème} siècle. Suite au démantèlement du village fortifié en 1626, 80% des habitants vont habiter durablement ces cabanes originelles en les reconstruisant en pierre, et en les agrandissant en y accolant des volumes de plus en plus grands.

- R+1 avec comble pour la partie la plus haute
- Souvent implanté au flanc d'une pente, ou sur un replat, mais jamais en sommet.
- Fragmenté en volumes contigus de tailles différentes (phase d'extensions successives)
- Longueur de façade : 14 m, sans ouverture de plain pied avec la rue
- Toitures à 2 pans (par unité de volume)

○ **Les matériaux de construction, les détails architecturaux,**

Les matériaux de construction

Jusqu'au début du XXème siècle, les principaux matériaux de construction sont :

- la pierre :

le calcaire chattien (barres verticales côté château)



Les constructions situées sur la crête, dont le vieux village

La molasse



au flanc de la crête



et surtout en "plaine" (les Perrots).



- La terre cuite :

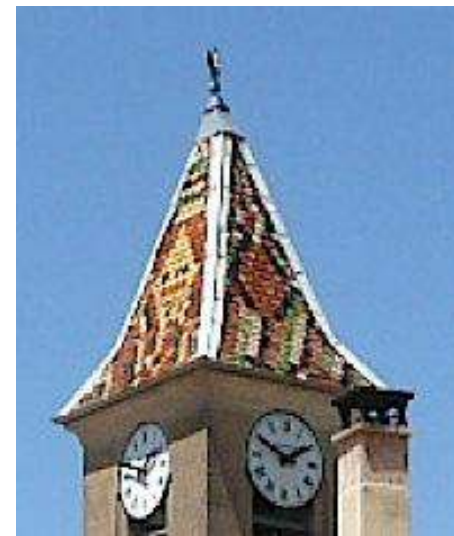
bricks, tuile canal, mécanique ou plate en couverture.



*en angle et en encadrement d'ouverture,
(le Prieuré, à côté du cimetière)*



*ancien pigeonier,
(village, parcelle ZL198)*



*tuiles vernissées du clocher
temple*

- Les enduits :

couleur neutre, avec parfois motif en angle.



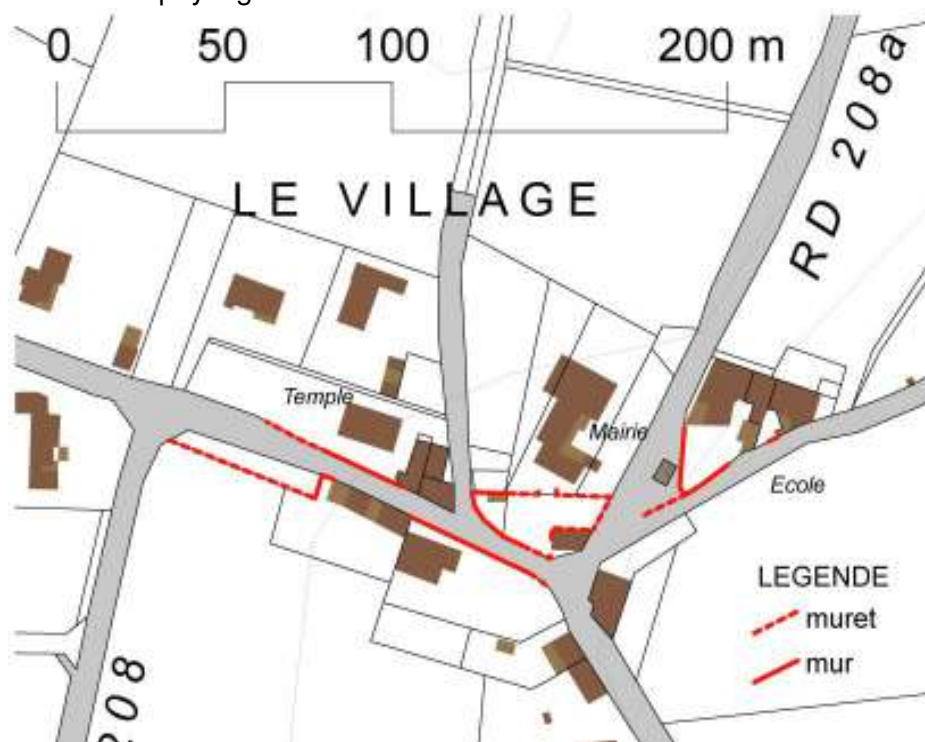
Les éléments architecturaux :

- Les murs et les murets.

Ils ont une double fonction:

1- pratique: retenir la terre lorsque le terrain est en pente,

2- urbaine: maintenir un alignement de rue lorsque le bâti est discontinu et marquer la limite de propriété, si possible en ne coupant pas la perspective sur le paysage.



Rue principale :
mur de
soutènement en
pierre apparente

Ecole :

Etant donné le relief et le peu de construction, il existe un linéaire conséquent de murs et de murets au nouveau village : ils constituent de fait des éléments urbains importants.





Place de la Mairie : un aménagement en terrasse



Abords de l'immeuble contemporain : idem place de la Mairie



Mur en alignement de voie publique



Ouest du nouveau village



Prieuré



Hameau des Piaux



Mur de soutènement, route vers les Chollières.

- Les ponts.

Les ponts enjambant les cours d'eau sont de facture XIXème siècle : pierres de taille, arc plein cintre, enduit à « pierre vue », ils sont accompagnés de muret en bord de voirie.



*Pont de l'Ecoutay avec muret en bord de voirie
(route d'Ourches, sud de la commune)*



Pont du Tisserand avec muret en bord de voirie (D 208a)



Pont de la Bégaire avec muret en bord de voirie (D 208a nord)



- Les passes toits et les toitures.

En termes de passe toit, la génoise 3 rangs s'impose largement, non seulement pour les habitations mais aussi pour les anciennes annexes agricoles. Il n'y a pratiquement pas d'autre type de passe toit.



Maison de village

*Annexe agricole, Les
Pialoux*



La terre cuite en tuile canal ou mécanique s'impose naturellement sur l'ensemble de la commune.



Vues de l'est.

- Les puits, les citernes et autres ouvrages hydrauliques.

La montagne de la Raye constitue un véritable château d'eau naturel (Raye provient de "arailla" qui signifie "ruissellement"). Dans le vieux village, il existe des puits de 30 m de profondeur. Les ouvrages liés au captage de l'eau sont anciens.



*Puits sur flanc du vieux village
(avec citerne en contrebas, derrière, à l'ouest)*



Impluvium en partie supérieure du donjon



Citerne domestique (à droite)

Outre les puits classiques, il existe des ouvrages plus particuliers, dans la partie plaine: des tunnels à faible pente creusés dans la molasse jusqu'à une source souterraine. L'eau ainsi récupérée est acheminée par le tunnel et peut être accumulé dans une citerne.

○ **Les enjeux**

Le village :

Visibles depuis la ligne TGV et la route nationale, le vieux village et son rocher vertical : le centre de la Pangée, constituent la première accroche visuelle de toute la commune.

Les ruines du donjon et des remparts sont bien entretenues et commentées par des panneaux explicatifs : un travail d'information archéologique et historique qu'il faut entretenir et continuer.

Au fil des deux derniers siècles, le "nouveau village" s'est implanté directement en contrebas du "vieux village" en ruine : de par l'implantation et l'orientation du temple, il existe un lien manifeste entre ces deux parties en dépit de la rupture due au relief, il s'agira d'en tenir compte dans le projet du PLU.

Durant l'exercice du POS, un petit immeuble de logement collectif a été réalisé, un restaurant a été reconstruit, un terrain de boule a été aménagé en contrebas de la Mairie : autant de points positifs qu'il s'agira de prolonger dans le projet de PLU.

Des habitations individuelles ont été construites à proximité, mais sans continuité directe avec le nouveau village.

L'espace interstitiel (zones NAa et NB) est celui d'un développement possible. Etant donnée la doctrine de la DDT qui impose 15 logements à l'hectare au minimum, il y a plus d'une centaine d'habitations possibles avec les zones constructible du POS actuel. Une restriction de cette surface constructible est donc inévitable : le nouveau périmètre des zones constructibles à définir dans le projet de PLU devra permettre un développement harmonieux de l'habitat, en relation avec le bourg.

La partie rurale:

Etant donnée l'histoire particulière du village et de ses habitants (la résistance à la répression religieuse du XIème au XVIIIème siècle), le patrimoine rural est sobre et discret. Cette particularité donne à la commune son identité. Globalement, les rénovations qui ont été opérées sur les maisons rurales ont été soignées (maçonnerie en pierres apparentes rejointoyées, toitures en tuiles canal). Il existe quelques maisons inexploitées, inhabitées, avec d'anciennes annexes agricoles désaffectées, qu'il s'agira de repérer afin d'en étudier les potentialités.

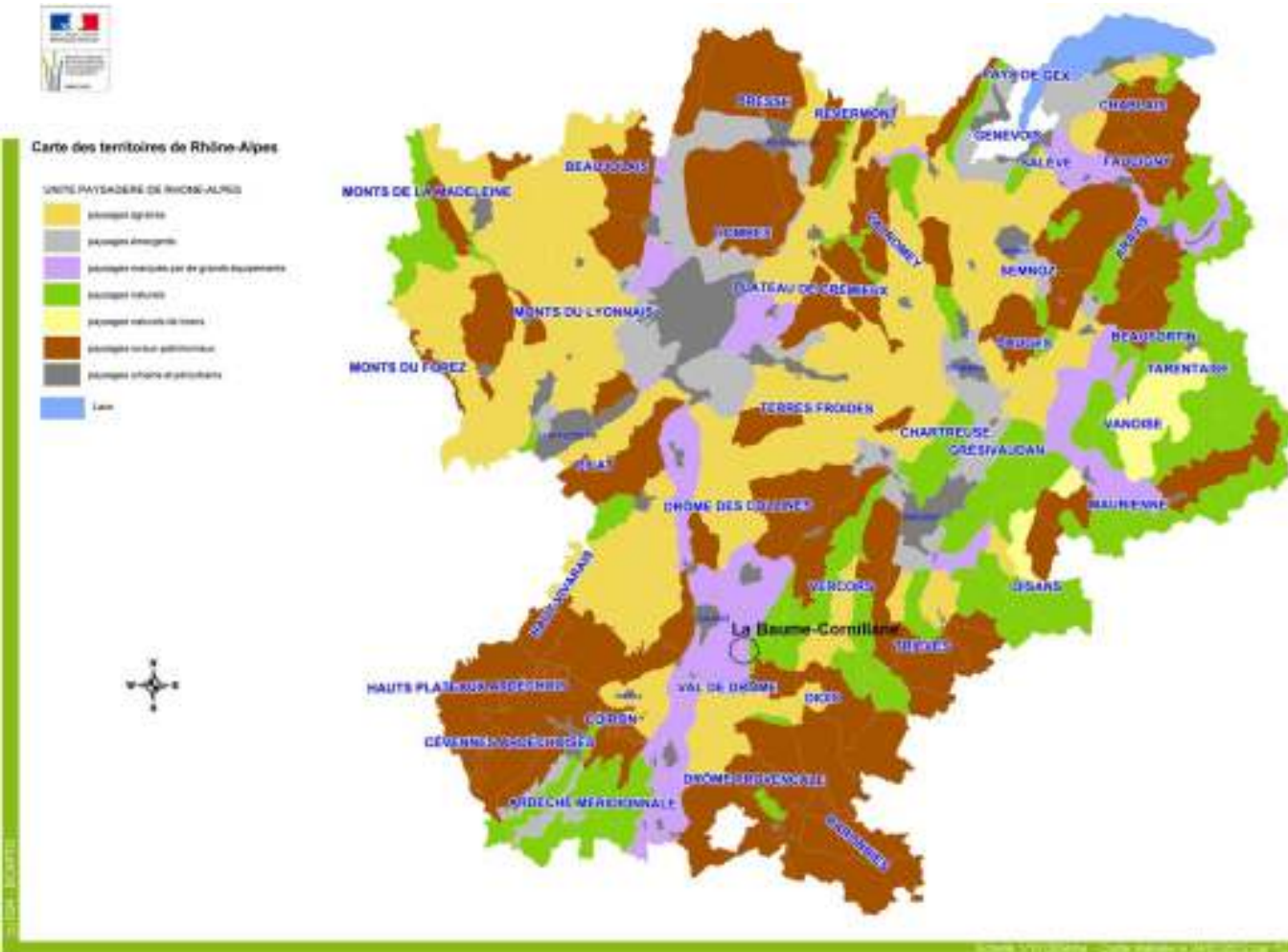
2.2 Les paysages

- Les familles de paysage

Une approche du paysage à une échelle régionale - consultable sur le site de la DREAL

Un inventaire typologique a été réalisé par la DIREN Rhône-Alpes à l'échelle des 8 départements de la région. Ainsi ont été définies 7 grandes familles selon un point de vue plus sociologique que géographique. La commune de La Baume-Cornillane fait partie de 3 unités :

Source : DREAL



241-D-Ar « Plaine de Valence et basse vallée de la Drôme jusqu'au piémont ouest du Vercors »

- Paysages marqués par de grands équipements –

Définition : paysages marqués par de grands aménagements correspondant essentiellement à des couloirs géographiques de déplacement fortement aménagés aux XIXème et XXème siècles.

On ressent la forte influence du couloir Rhodanien.

244-D « Rebord ouest du Vercors » et 245-D « Plateaux de Léoncel, du Chaffal et côte Blanche »

- Paysages naturels –

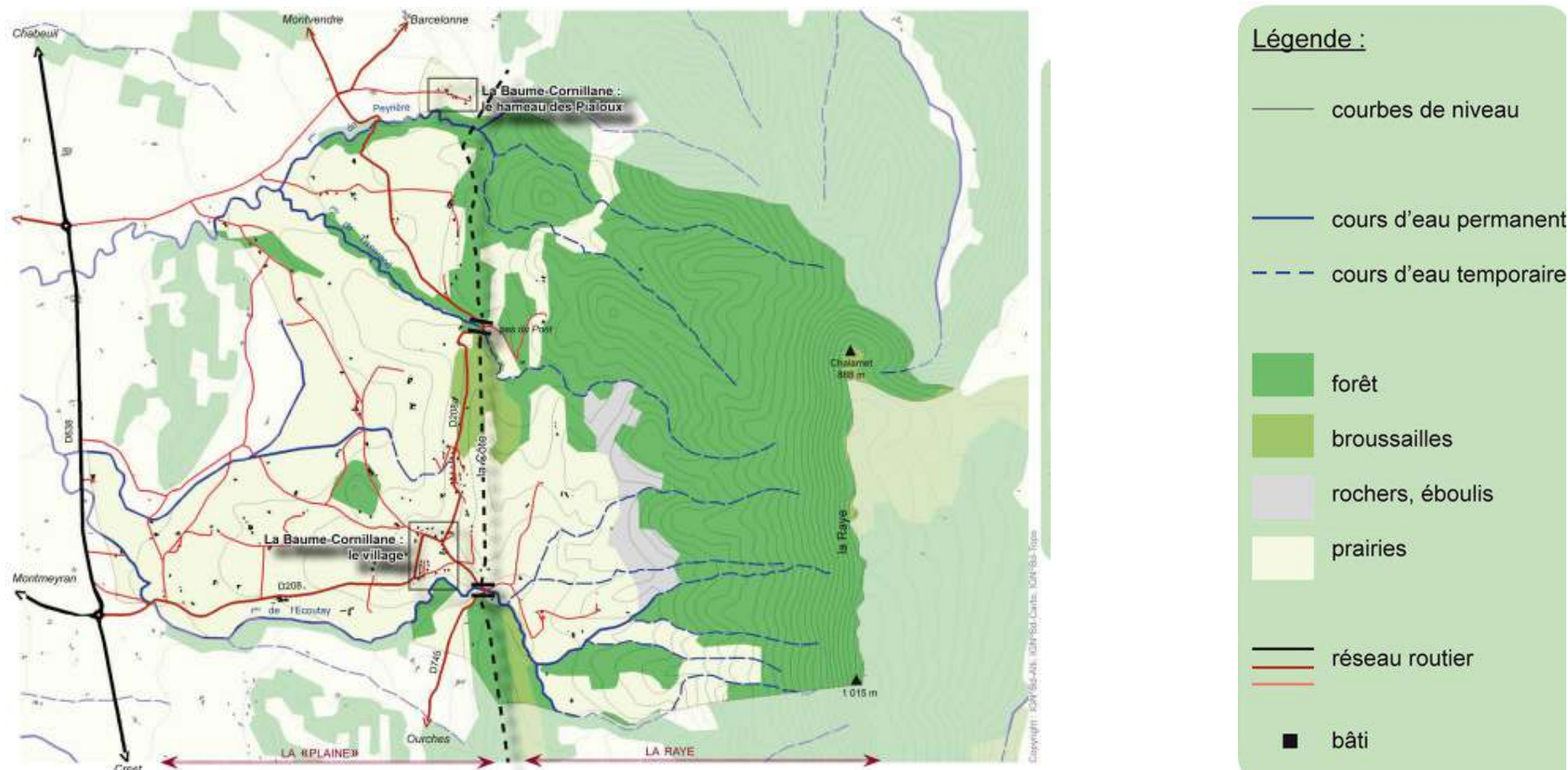
Définition : espaces où la main de l'homme est perçue comme marginale par rapport aux « force de la nature ».

La Baume-Cornillane se voit plus concerné par cette unité paysagère qui vise à :

- Identifier et conserver des superficies « vierges » importantes
- Limiter l'impact visuel des aménagements
- Définir des capacités d'accueil des sites
- Soutenir l'entretien agricole, forestier ou pastoral dans certains milieux semi-naturels (espèces forestières remarquables, prairies sèches, marais, alpages ...)
- Reconquérir ou entretenir des points de vue remarquables menacés par la fermeture des vues
- Conserver l'ambiance sonore calme de ces paysages

2.2. 1 Les composantes générales du paysage

• Les entités paysagères



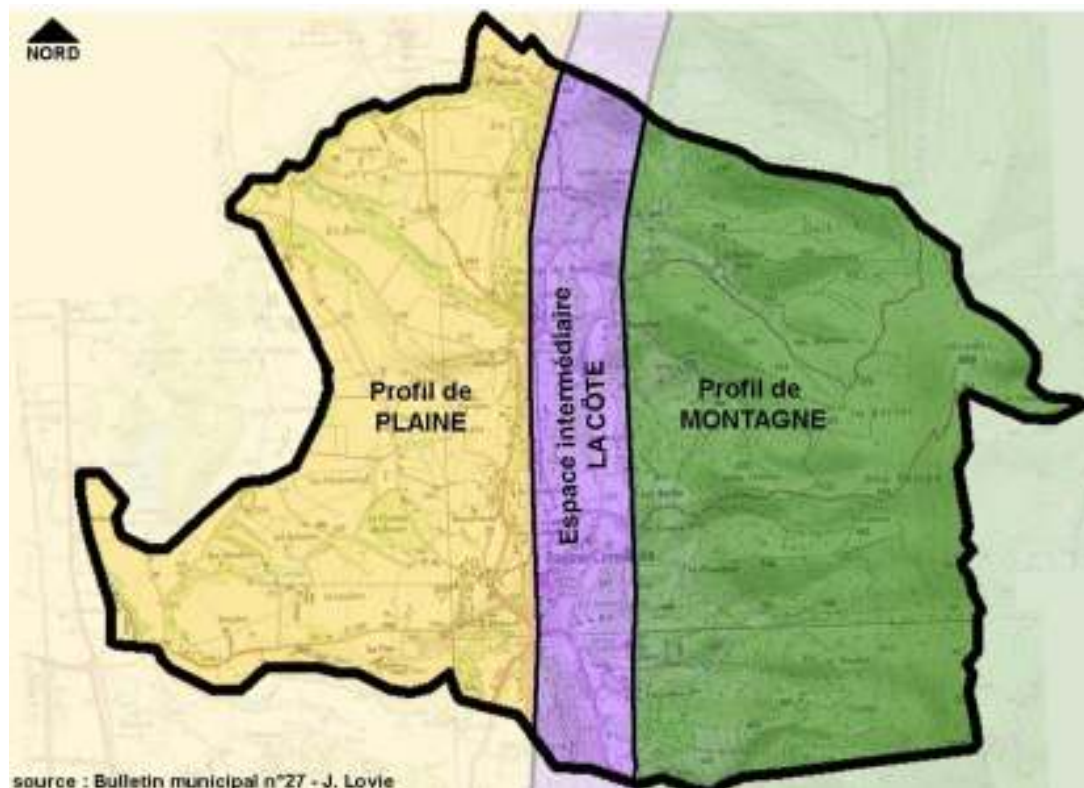
Extrait du Cahier des clauses techniques particulières CAUE de la Drôme – Août 2012 – Responsable : R.Pleynet - Réalisation : S. Morel p.8et9

« L'étroite crête rocheuse redressée à la verticale (qui culmine à 400m d'altitude) sépare nettement la commune en deux parties :

- à l'ouest, le secteur de « plaine » présente en fait une topographie collinaire qui isole des zones relativement plane. L'agriculture occupe la quasi-totalité de sa surface, des boisements de feuillus subsistent, localisés sur des reliefs collinaires moins propices aux cultures.
- à l'est, le secteur de la montagne où se concentre les boisements. La végétation naturelle prédomine sur les pentes ainsi que sur les berges escarpées des cours d'eau. L'agriculture y est sporadiquement présente, concentrée sur les zones peu pentues »

« Située au pied du Vercors (massif karstique aux circulations souterraines), la Baume-Cornillane compte de multiples résurgences sur les pentes de la Raye. Elles alimentent les cours d'eau dont les plus structurants sont :

- le ruisseau de l'Ecoutay, qui passe la barre rocheuse de la Côte au sud du village et fonde la limite sud de la commune,
- le ruisseau de Tisserand, à la cluse pittoresque (le Pas du Pont), qui irrigue la plaine au nord-ouest avant de recevoir les eaux du ruisseau de la Peyrière (limite nord de la commune).



Pas du Pont et Pas de l'Ecoutay

Rocher de La Pangée



Les entités paysagères se déclinent en trois profils distincts et en liens directs avec la géologie du sous-sol

LA MONTAGNE (calcaire du secondaire)



« secteur au relief prononcé, est composé d'une succession de vallées séparées par des reliefs collinaires ménageant des replats. » Extrait Cahier des clauses techniques particulières CAUE de la Drôme – Août 2012 – Responsable : R.Pleyne - Réalisation : S. Morel p.9



LA COTE (strates de molasse du tertiaire)

Espace de transition entre deux entités paysagères bien marquées et lieu belvédère sur l'ensemble du territoire, la Côte offre un site d'une qualité rare et en tout point remarquable

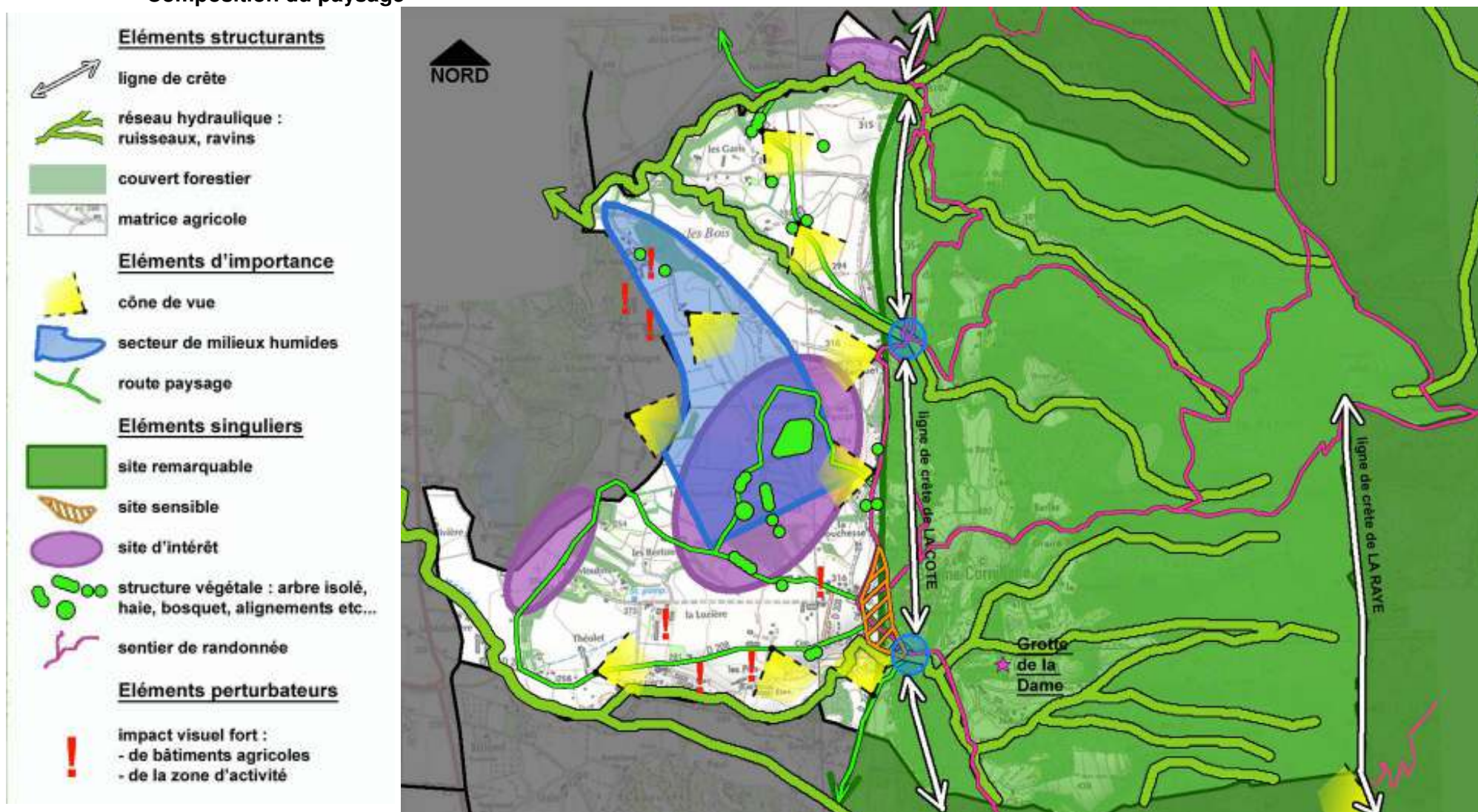


LA PLAINE (alluvions fluviales du quaternaire)

« Espace à la topographie globalement plane mais présentant un relief plus complexe qu'il n'y paraît, en

pente douce en direction du Rhône. Ce secteur profite d'ouvertures visuelles relativement larges, parfois étendues sur la plaine de Valence et au-delà (jusqu'à l'Ardèche), parfois limitées compte tenu d'éléments de reliefs et /ou de zones boisées (ripisylves, collines boisées). » Extrait du Cahier des clauses techniques particulières CAUE de la Drôme – Août 2012 – Responsable : R.Pleyne - Réalisation : S. Morel p10

- Composition du paysage



La composition du paysage permet de mettre en évidence suivant différents paramètres les atouts et faiblesse de l'ensemble du territoire communal :

Eléments structurants qui composent le socle paysager

- **lignes de crêtes** de **LA RAYE** et de **LA COTE** qui affirment les différents plans du paysage. Espaces qui donnent et offrent à voir. Lieux touristiques **MAJEURS** : éléments patrimoniaux (lieu d'implantation originel du village : château enceint de remparts), parcours de découverte : géologie, faune, flore, sites naturels (grotte, cascade, pas...) chemins de randonnée : point panoramique depuis les crêtes de La Raye. **Impact visuel fort**
- **ensemble du réseau hydraulique** (ravines, combes, ruisseaux) accompagné de ses rideaux de verdure (ripisylves) qui dévalent les pentes et creusent des sillons d'écoulement des eaux de pluies jusqu'aux confluences avec « La Véore ». Ce réseau découpe et structure le paysage du territoire communal.

Cette végétation de bords de cours d'eau, dit « forêt riveraine ou rivulaire » fait office de cordon filtrant et protecteur. Elle réduit les risques :

- d'instabilités des berges et protège ainsi le lit de la rivière,
- d'une détérioration de la qualité des eaux qui au sein de la plaine sont soumis à de fortes pressions en raison de l'activité humaine :
 - cultures intensives
 - faible taux de boisement (ruissellement)
 - infrastructures de transport,
 - lieu d'habitation.

Depuis plusieurs siècles, l'homme comble les zones humides de toute superficie pour des raisons de commodité, d'aménagement et, par le passé, de salubrité. Ainsi plus de **50%** des surfaces de zones humides de France ont ainsi disparu en une cinquantaine d'années.

Ces **milieux humides** sont des **zones écologiques stratégiques**, des éponges qui jouent un rôle considérable dans la filtration des eaux de pluie et leur stockage. Ce sont des **territoires tampons** en cas d'inondation. Les conditions spécifiques des zones humides leur confèrent une grande richesse biologique. La vie s'épanouit lorsque l'eau douce est en quantité.

- **couvert forestier** des milieux secs et humides sur l'ensemble de la commune. Espace de transition forte entre la plaine et le relief à l'articulation du village

Ces ensembles de trames contigües de végétations partant du massif forestier vers la plaine vont permettre aux espèces animales et végétales de coloniser d'autres milieux. Sa valeur éco-biologique assure un rôle d'accroche et de continuité aux massifs forestiers des communes voisines

Lignes de crête de LA RAYE et de LA COTE



Ripisylves qui sillonnent la plaine : réseau hydraulique



Couvert forestier : transition entre espace ouvert et fermé



- **espace agricole** constitue la **MATRICE** du paysage de la plaine. C'est-à-dire qu'il incarne l'élément le plus étendu et connecté du paysage. Cela ne traduit pas obligatoirement une facture de milieu homogène. Cette matrice est composée telle qu'on peut le voir sur la commune, de parcelles d'herbage ou cultivées, de couverts forestiers (Les Moulins – Le Champ du Roure), de tissu « urbain » (village et hameaux) etc.... car in fine c'est l'hétérogénéité du paysage qui en conditionne la biodiversité.

Il est indispensable de maintenir au sein de cette matrice agricole les différents éléments végétaux (haie, bosquet, arbre isolé etc...) qui animent ce territoire. Ces formes arborées de part la diversité de leurs structures sont certainement celles qui répondent le mieux à des objectifs multiples allant de la protection contre l'érosion ou le vent, tout en étant capable aussi d'assurer une certaine production (bois, fourrage, miel, fruit) et de générer des paysages de qualité. Elles favorisent aussi les auxiliaires (insectes prédateurs de ceux qui nuisent aux cultures) et les pollinisateurs (insectes qui permettent la fructification des plantes par l'échange des pollens d'une fleur à l'autre) des cultures et offrent des espaces de vie pour la faune et la flore sauvages permettant par la même la conservation de la biodiversité.

Cette participation de la biodiversité au bon fonctionnement des exploitations agricoles vaut pour tous les systèmes de production : élevage, grandes cultures, viticultures, arboriculture. La préservation des paysages, la qualité des produits, la protection des consommateurs et de l'environnement constituent autant d'enjeux nouveaux pour les agriculteurs. La biodiversité, avec toutes les espèces et variétés qu'elle recouvre, est un élément-clé au cœur de ces enjeux. Cette lisibilité de l'espace rural a besoin d'être confortée par le maintien de l'activité agricole et l'affirmation des éléments paysagers qui lui sont liés.

Matrice de champs ouverts accompagnée de sa trame arborée- Les Chaînons



Chemin filtrant et enherbée



Arbre isolé – Garis et Clabeylauds



Au sein de cette trame agricole, sont présents des chemins accompagnés de bandes herbeuses. Les chemins sont partout et ne se ressemblent pas, ils nous offrent le plaisir de cheminer et de vagabonder au sein de nos étendues champêtres et d'apprécier le silence habité (insectes, oiseaux...) de nos campagnes.

Éléments d'importance qui soulignent les lignes du paysage

- **routes d'intérêt** pour les particularités et qualités des paysages traversés accompagnés de **cônes de vue** qui dévoilent les beautés du territoire communal
 - ✓ **tronçons sur la RD 208a :**
 - belle route qui rejoint les reliefs et ouvre de très belles perspectives sur la plaine

Lieu dit « Les Garis »



Lieu dit « Marquet »



- ✓ **tronçon sur la RD 208 :** belle ouverture visuelle qui dévoile par plan successif la richesse de la commune :

Lieu dit « Théolet » -géographie générale



Grotte de la Dame



Le Prieuré - entrée sud-ouest du village



Le temple qui marque le centre du village



- ✓ **tronçons depuis des routes communales :** ouvertures sur les horizons lointains

Lieu dit « Les Marais »



Lieu dit « Le Mourayer » sur Montmeyran



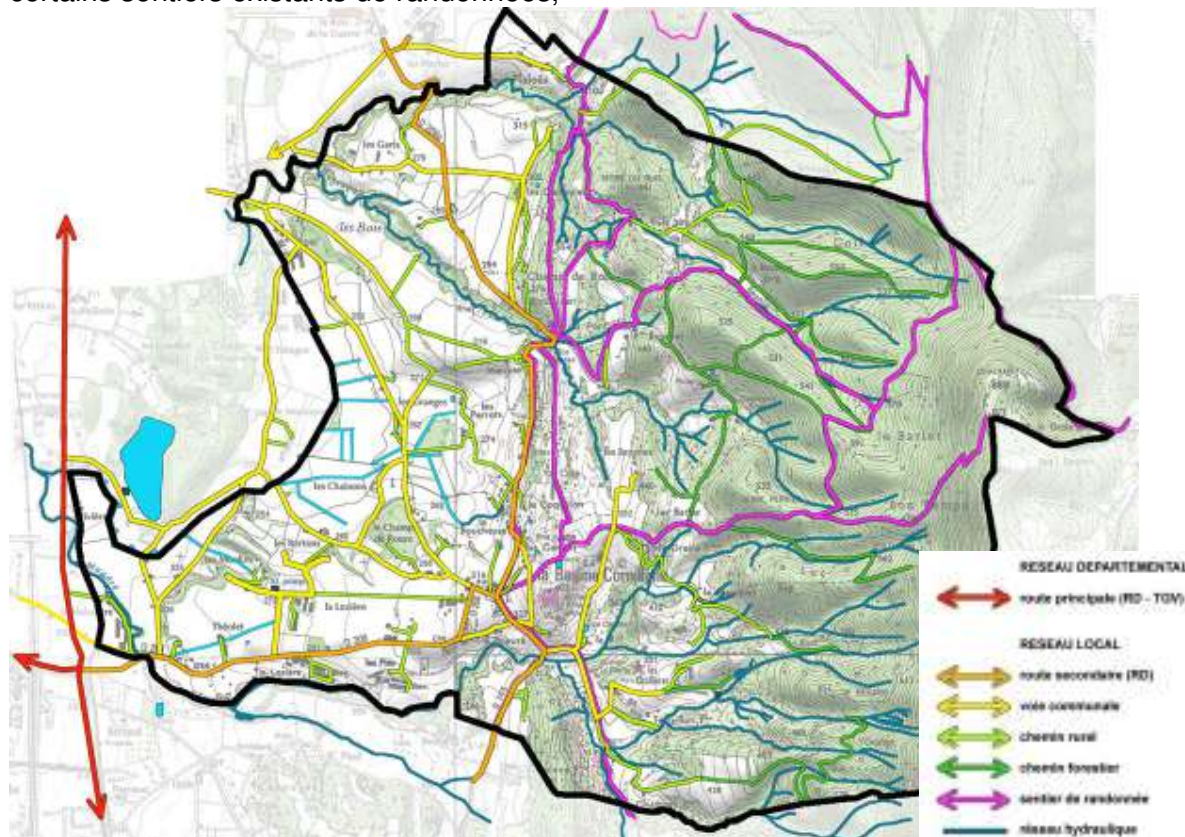
RD 745 – Arrière du Prieuré



RD 745 – Lieu dit « St Paul » sur Ourches



Ces cônes de vue ont permis d'élaborer un itinéraire pouvant être nommé «route paysage » car il parcourt et révèle l'ensemble des différentes entités paysagères du territoire communal. Il en dévoile la qualité et la diversité des sites traversés empruntant certaines routes de circulation ou certains sentiers existants de randonnées,



La commune se compose d'un maillage riche et dense d'une trame viaire composée de routes (voies secondaires et communales) et de chemins dévolus à l'usage local, qui ont pour fonction de relier les différents villages entre eux (RD 208, 208a et 745) ou de desservir et converger vers le village (voies communales). Ce réseau a la particularité d'être le témoin (en grande partie) de l'ancienne trame viaire et révèle le lien étroit entre topographie et déplacements. Les hommes ont appris à se déplacer en s'adaptant aux contraintes et caractéristiques des lieux. Cela se traduit aujourd'hui par un système de routes souples qui soulignent les reliefs et irrigue la plaine vers le centre village et un réseau de sentiers qui arpentent et colonisent les reliefs.

Il est intéressant, cependant, de constater, qu'un tout autre réseau c'est mis en place sur l'extérieur ouest du territoire communal. Il se compose d'un réseau ample et très rectiligne qu'illustrent les emprises des voies RD538 et la ligne TGV Paris-Marseille. Ici, l'absence de prise en compte des particularités locales du paysage (parcellaire, chemin de desserte, topographie, continuités des boisements) est criant. L'accent est mis sur une fonction de transit des hommes et des marchandises en retrait des villages de « moindres » importances.

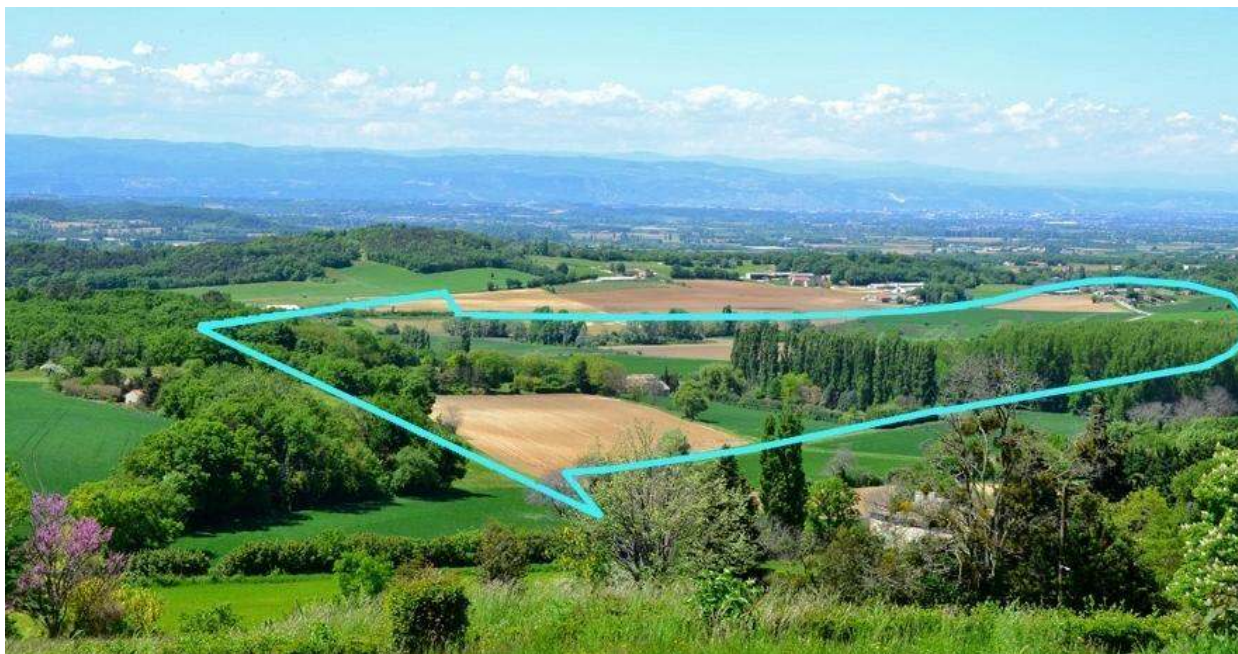
Cette « route paysage » pourrait permettre à terme de sensibiliser la population sur :

- **la qualité de ses paysages naturels** (lecture du paysage, entités paysagères, vues panoramiques, ruisseaux...) pour mieux les connaître, les comprendre et les respecter,
- **les richesses de son patrimoine bâti** (corps de ferme, village originel, château...) qui constituent la diversité des paysages de la commune mais aussi aux petits patrimoines (sources, fontaines, ponts, etc.) qui méritent une attention toute particulière en tant qu'éléments identitaires liés à l'eau et/ou témoignages de pratique qui contribuent à la qualité des lieux traversés
- **les pratiques ancestrales et l'utilisation de matériaux locaux** qui confèrent une identité au territoire (enduit à la chaux naturelle, utilisation de la pierre de molasse, four à chaux...).

En ce sens la commune est dotée d'un grand nombre d'articles qui traitent de ces thématiques et qui sont rédigés sous la plume de Jean LOVIE et consultable au sein des bulletins municipaux de la Baume-Cornillane, et tout particulièrement les n° 22 – 23 – 25 – 30 – 31 – 32 – 33 – 37 en particuliers.

- **Milieu humide** pour la richesse des éléments du paysage qui la compose et l'enveloppe territoriale qu'il englobe en dessinant un large fond de vallon. Ici, se concentre l'écriture de l'eau par la présence de fossés, canaux, rideaux accompagnés d'une végétation spécifique et révélatrice d'un milieu humide : roselières le long de fossés, saules, peupliers blancs, noirs ou d'Italie, frênes le long de canaux, bandes boisées denses et d'essences variées en rupture de pente sur versants (nommé « rideau »). Cependant ce secteur souffre d'une forte fragmentation au sein de ses linéaires de boisement.

écriture végétale par des lignes de verdure qui dessinent et soulignent le tracé de l'eau



éléments arborés qui soulignent ou ponctuent le tracé de l'eau



Eléments singuliers qui ponctuent et jalonnent le paysage

- **site remarquable** qui compte une composition de grande qualité et de forte attractivité paysagère de part la diversité des sites rencontrés :
 - **LA COTE** : couloir de verdure où se niche une multitude de scénographies paysagères spécifiques : grotte de la Dame, cascade, strates géologiques, ruine du château et de l'ancien village, parcours de découverte, Pas du Pont et de l'Ecoutay etc. C'est écrin de verdure est magnifié par les versants boisés de LA RAYE et souligné par le cadre champêtre de la plaine qui s'inscrit en contraste par ses étendues ouvertes de culture.

cuvette de LA COTE



Cascade « le Rif »



Ligne de crête et ruine du château



Ruine du château : site originel du village



- **Sentier de découverte** : la commune est riche d'une trame de sentiers de randonnée qui arpentent les reliefs et parcourent les sites les plus emblématiques de son territoire à savoir : **LA COTE** et **LA RAYE**. Ce réseau est complété par un itinéraire de découverte qui renseigne et initie sur l'histoire géologique du lieu, l'origine de **LA PANGEE** et informe sur les richesses naturelles et patrimoniales des lieux

Panneaux du sentier de découverte en contraste avec l'espace fermée de la forêt



Ligne de crête et grotte de la Dame



Espace ouvert du fond de vallon de LA COTE



- **Site sensible**, piémont de **LA COTE** au pied duquel s'articule le centre village (lieu où convergent toutes les entrées du village). C'est le socle du site remarquable formé par La Cote. Son altimétrie offre une très belle vue plein ouest. Cependant, son profil en pente lui confère une vue panoramique mais réciproquement se donne à voir en de multiples points du territoire. En cela, ce site dit « sensible » demande à être préservé et protégé de tout élément pouvant en dégrader et/ou effacer sa lisibilité et son authenticité.



- **Site d'intérêt**, qui compte des compositions de grandes qualités et d'attractivités paysagères :
 - ✓ **Lieux-dits « Les Perrots » et « Les Granges »** – écrin de verdure souligné et magnifié par les versants boisés et le cadre champêtre de la plaine : alignements d'arbres et ligne de végétation le long des canaux de drainage. Présence d'une zone humide et d'un boisement à préserver.



- ✓ **Lieux-dits «Le Champ du Roure» et «Les Chaînon»** – ambiance particulière induite par la présence d'un tertre coiffé de boisement qui ouvre des perspectives vers les lignes de crêtes de **LA COTE** et de **LA RAYE** tout en occultant de part son altimétrie la présence du village. L'espace champêtre y est particulièrement soigné et jardiné au même titre que « Les Perrots » par
 - des abords ouverts et plantés qui dessinent des transitions douces entre espace privé et campagne,
 - des jardins privés qui se donnent à voir et offrent des percées visuelles vers les horizons lointains,
 - des espace cultivés soulignés par des lignes de plantations et
 - par la ponctuation de cimetières protestants clos de murs et habillés de bosquets de verdure qui témoignent de rites en usage et d'une d'une empreinte indélébile au sein du territoire.



- ✓ **Lieu-dit «Les Daumas» «Les Moulins»** - enclave au sein du territoire communal. Espace replié sur lui-même en un vallon bordé de part et d'autre d'un léger bourrelet (de 15 à 35m de dénivelé) offrant un effet de couloir occupé et dévolus au pâturage de chevaux. Ce site s'inscrit en continuité du milieu humide formé par la cuvette de la plaine matérialisée en une large vallée ouverte



- ✓ **Lieu-dit «Les Pialoux»** - Hameau excentré du territoire communal au cachet incontestable où abords et campagne se fondent et se confondent. Le hameau est marqué et annoncé par un alignement de chênes absolument remarquable de prestance et beauté



- **Structures végétales et/ou Arbres remarquables** - Les arbres sous toutes leurs formes, : en alignements, isolés, en bordure de chemin, en haies champêtres sur limites parcellaires, en bosquets d'arbres etc, structurent et animent le paysage. Ils constituent **la lisibilité de l'espace rural** en générant des repères visuels forts (donnent les notions d'échelle, de distance et/ou de localisation).

Ils sont en cela un **patrimoine commun** à nous tous qui contribue et participe à la qualité du cadre de vie. Ils constituent des **éléments paysagers MAJEURS**

Leurs dégénérescences ou leurs suppressions seraient une perte inestimable qui ne pourrait être considérée comme anodine.

Arbre isolé taillé en « Tétard »



Chêne – Arbre de plusancien de la commune



Tilleul en entrée de propriété



Haie composite en limite de proprié



- **Eléments perturbateurs** qui dévalorisent la qualité du cadre de vie

- ✓ **impacts visuels forts :**

- bâtiments d'élevage ou d'activité qui génèrent un impact visuel au sein des différents paysages qu'ils occupent de part leur volume, leur couleur et les matériaux utilisés ainsi que l'absence d'accompagnement de plantation de leurs abords.

Toutefois, la haie de résineux très rectiligne (Thuyas, Epicéas) ou l'alignement d'arbres mono spécifique ne contribuent pas plus à un atout de qualité. Le bâtiment doit s'inscrire dans son ou ses horizons champêtres et se scinder en son site par une végétation variée **adaptée à la géographie et à la géologie du lieu.**

Bâtiment d'élevage



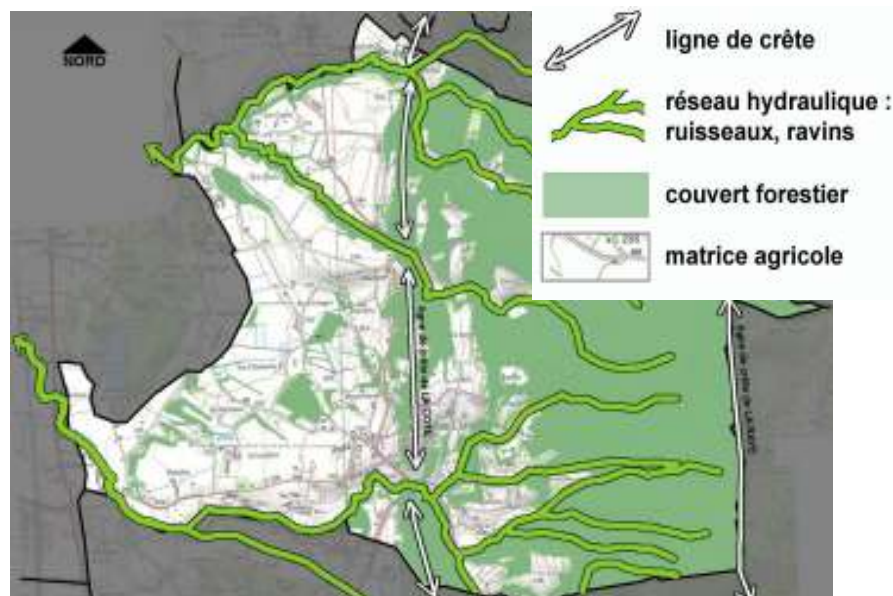
Bâtiment au sein de la Zone d'activité



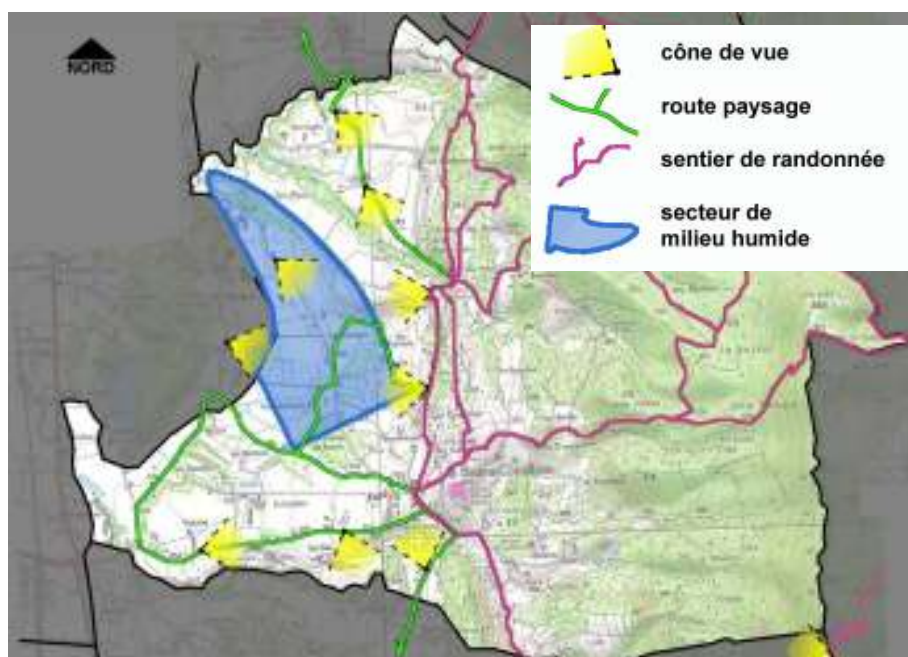
Haie mono spécifique de camouflage



Eléments structurants - Carte 1



Eléments d'importance – Carte 2



L'ensemble de l'analyse paysagère s'ouvre sur une synthèse globale qui met en évidence les points forts et faibles des caractéristiques paysagères du territoire. Ces éléments se déclinent sous forme d'**ENJEUX** à savoir :

Carte 1

Enjeu de préservation des lignes de crêtes

- pour le rôle d'intégrité des paysages

Secteurs concernés : reliefs de LA COTE et de LA RAYE

Enjeu de maintien des rideaux de verdure le long des lignes d'eau

- pour le rôle de mise en valeur des sites et des paysages (corridor vert support d'une bonne lisibilité des paysages)

Secteurs concernés : l'ensemble des rivières et ruisseaux

Enjeu de protection du couvert forestier et d'unités boisées ponctuelles

- pour le rôle structurant des paysages

Secteurs concernés : l'ensemble des reliefs ainsi que bosquets et

rideaux de verdure qui soulignent la plaine

Enjeu de préservation de la matrice agricole

- pour le rôle d'ouverture et de perception des paysages

Secteurs concernés : l'ensemble de l'espace agricole

Carte 2

Enjeu d'un itinéraire de découverte du territoire communal : cônes de vue à préserver et routes paysages à matérialiser

- pour leurs rôles de découverte et de perception de la diversité des paysages et des richesses du patrimoine architectural et végétal de la commune.

Les routes paysages permettent de comprendre et d'appréhender l'ensemble du territoire au travers de la qualité des points de vue rencontrés et des qualités et diversités des sites traversés

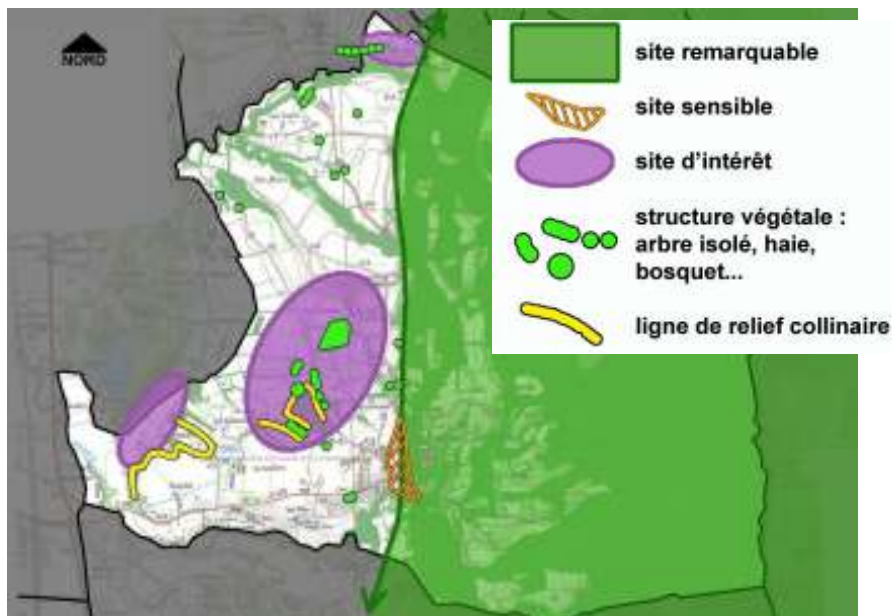
Secteurs concernés : - se référer à la carte ci-contre

Enjeu de préservation du petit fond de vallon

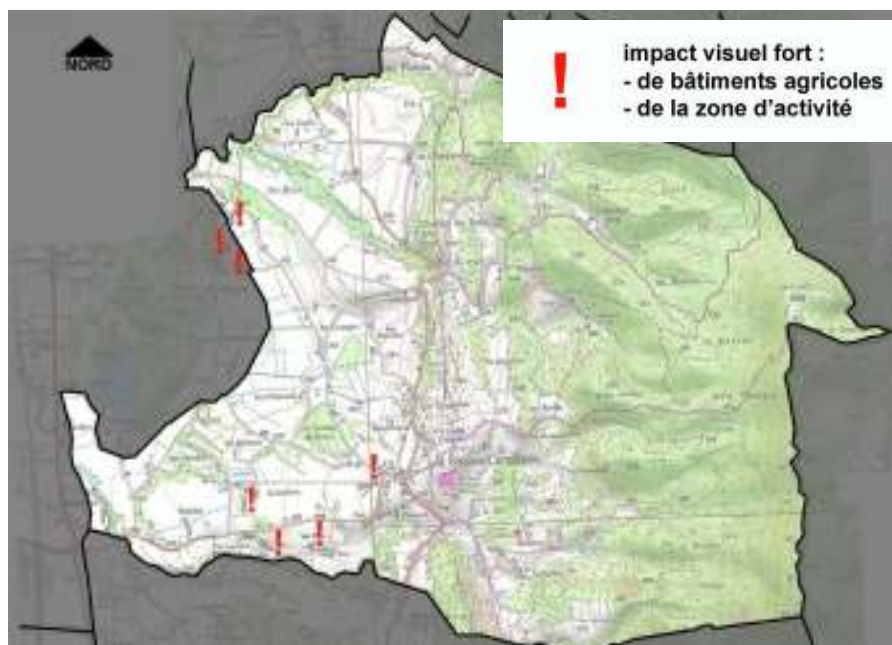
- pour le rôle de spécificité et caractéristiques paysagère de milieu humide : roselière, saule, peuplier, aulne

Secteurs concernés : la trame agricole qui comprend les lieux-dits :

« Les Marais » - « Les Granges » - « Les Perrots » - « Les Chaînon » - « Le Champ de Roure » et « Les Bertons »



Eléments singuliers – Carte 3 Eléments perturbateurs – Carte 4



Carte 3

Enjeu de protection des sites remarquables recensés sur la commune

- pour leurs rôles de témoignage des richesses du patrimoine architectural et végétal de la commune

Secteurs concernés : l'ensemble des reliefs : **LA COTE** et **LA RAYE**

Enjeu de protection de sites sensibles

- pour leurs rôles de lecture et lisibilité du paysage et de l'enveloppe bâtie

Secteurs concernés : le piémont du relief d'où s'articule le centre village

Enjeu de protection de sites d'intérêts

- pour leurs fortes qualités de compositions paysagères

Secteurs concernés : le vallon étroit du lieu-dit « Les Moulins », l'ensemble des lieux-dits « Les Granges – Les Perrots - Les Chaînon – Les Bertons et Champ de Roure » et le hameau « Les Pialoux »

Enjeu de protection de structures végétales particulières

- pour le rôle d'animation et de repère au sein du paysage
- végétation d'intérêt :** en bordures de routes sous forme d'arbre domestiqués (taillés), au milieu de cultures sous forme d'arbres fruitiers, en limites de parcelles sous forme de haies forestières ou de bosquets boisés, au sein de corps de ferme sous forme d'arbre isolé (tilleul – platane – chêne)

Secteurs concernés : les lieux-dits « Les Garis - Les Marais - Les Perrots - Les Chaînon - Champ de Roure », le site du Prieuré au sein du village et les quartiers « La Bouchesse et Le Coquillon »

Enjeu de préservation des ruptures de pentes et lignes de crêtes

- pour le rôle d'intégrité des paysages et d'effet événementiel au sein de la plaine

Secteurs concernés : les ressauts de reliefs aux lieux dits : « Les Moulins - Les Bertons et Le Champ de Roure »

Carte 4

Enjeu de requalification de secteurs spécifiques

- pour le rôle de remise en valeur et qualité du cadre de vie :

Secteur village

- pour répondre aux problématiques d'entrée de village que pose l'entrée ouest concernant l'effet vitrine de la zone d'activité : des abords – du choix des teintes – de l'accompagnement végétal – de la composition du tissu bâti

Secteur campagne :

- les abords d'exploitations agricoles ou de maisons d'habitation

2. 3 Servitudes d'utilité publique, risques et autres contraintes affectant le territoire

2.3. 1 Les servitudes d'utilité publique

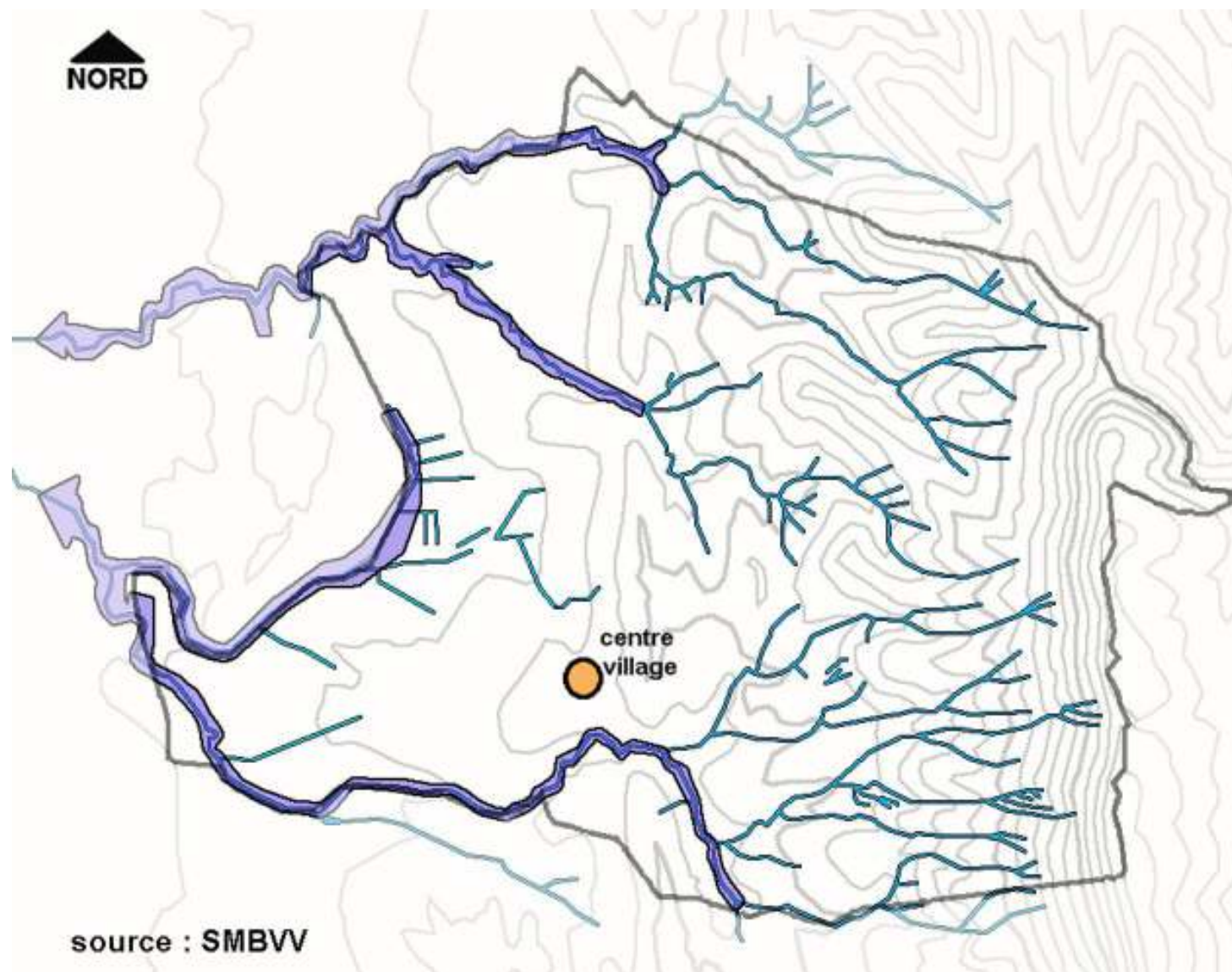
Plusieurs servitudes d'utilité publique s'appliquent sur le territoire communal :

Type	Gestionnaire	Description	N° et Type acte	Date de l'acte
A4	Direction Départementale des Territoires SEFEN	<i>Passage des engins d'entretien le long des cours d'eau: L'Ecoutay, le ruisseau des Granges</i>	Arrêté Préfectoral 5121	02/12/1968
AS1	Agence Régionale de Santé Délégation Territoriale Départementale de la Drôme	<i>Protection sanitaire du captage d'eau potable de MOUTET exploité par le Syndicat Intercommunal des Eaux du Sud Valentinois</i>	Arrêté Préfectoral 4948	02/09/1998
AS1	Agence Régionale de Santé Délégation Territoriale Départementale de la Drôme	<i>Protection sanitaire du captage d'eau potable de MOUNAIRE exploité par le Syndicat Intercommunal des Eaux du Sud Valentinois</i>	Arrêté Préfectoral 4949	02/09/1998
AS1	Agence Régionale de Santé Délégation Territoriale Départementale de la Drôme	<i>Protection sanitaire du captage d'eau potable de BONTEMPS, Syndicat Intercommunal des Eaux du Sud Valentinois</i>	Arrêté Préfectoral 4947	02/09/1998
PT2	Direction Télécommunications du Réseau National	<i>Protection contre les obstacles (centre de réception radioélectrique</i>	Décret 85	17/02/1995

Les différentes servitudes d'utilité publique qui s'appliquent sur le territoire communal sont répertoriées dans le tableau ci-dessus.

2.3. 2 Les risques environnementaux

⇒ Les risques naturels d'inondation



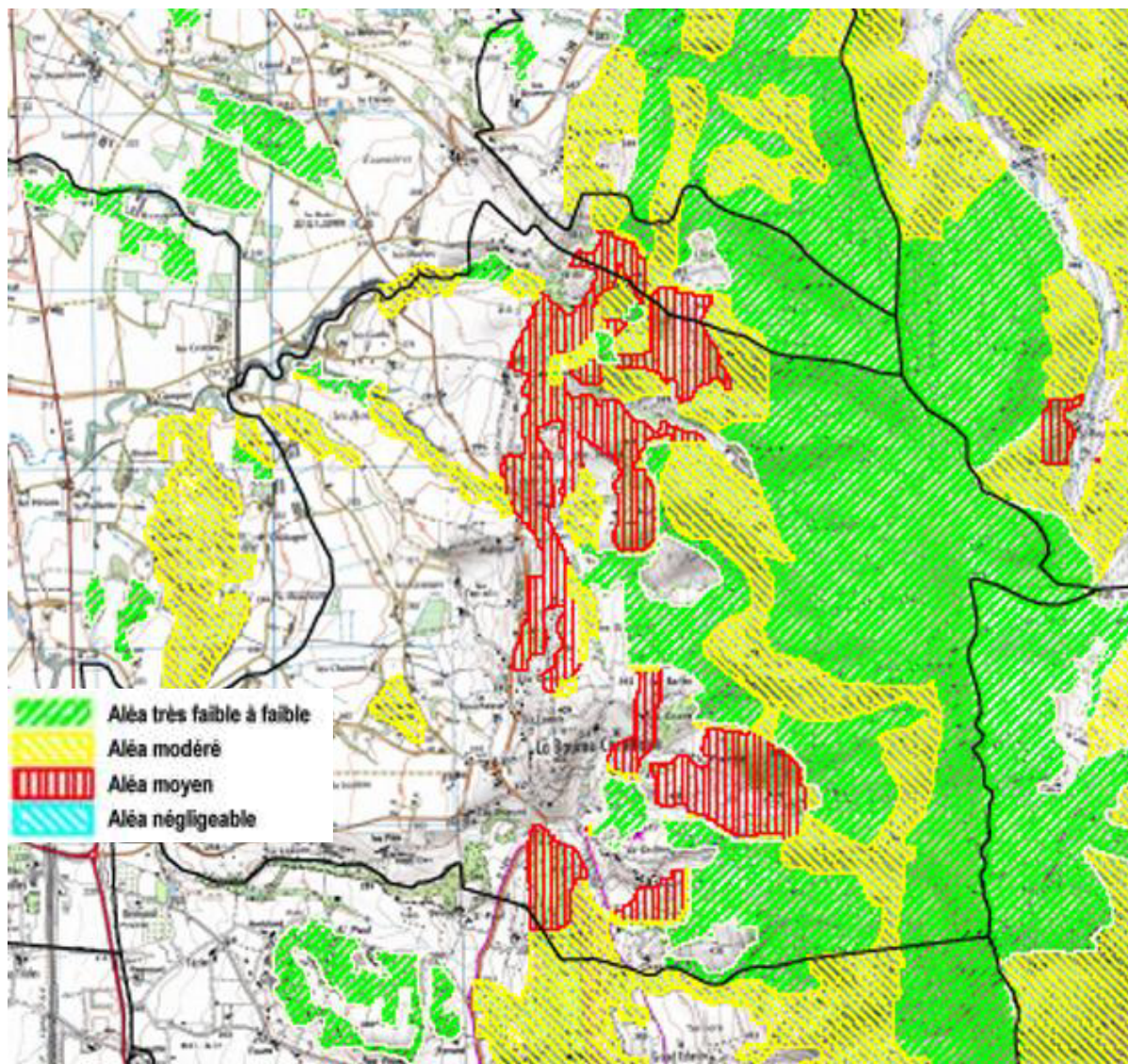
Ces cours d'eau ont été étudiés dans le cadre d'une étude d'aléa des principaux cours d'eau de la plaine de Valence, préalable à la réalisation de plans de prévention des risques.

Ici la carte (état provisoire) recouvre l'enveloppe globale des crues.

Les inondations sont provoquées par des crues de type torrentiel avec montée des eaux rapide et durée de submersion assez courte. Ici la carte (version de l'aléa de juillet 2011) évoque l'emprise totale de tous les aléas (fort – moyen-faible) combinés.

Au-delà de ces cours d'eau, dans les secteurs situés le long des axes d'écoulement des fossés, combes et talwegs et repérables sur le fond de carte IGN au 1/25 000ème et à défaut d'études hydrauliques particulières, une distance de **20 m** par rapport à l'axe de chaque cours d'eau devra être laissée libre de toute nouvelle construction pour se prémunir des risques d'inondation ou d'érosion de berge.

⇒ Risques d'incendie



Il n'existe pas de Plan de prévention des risques incendie de forêt sur le territoire de La Baume-Cornillane.

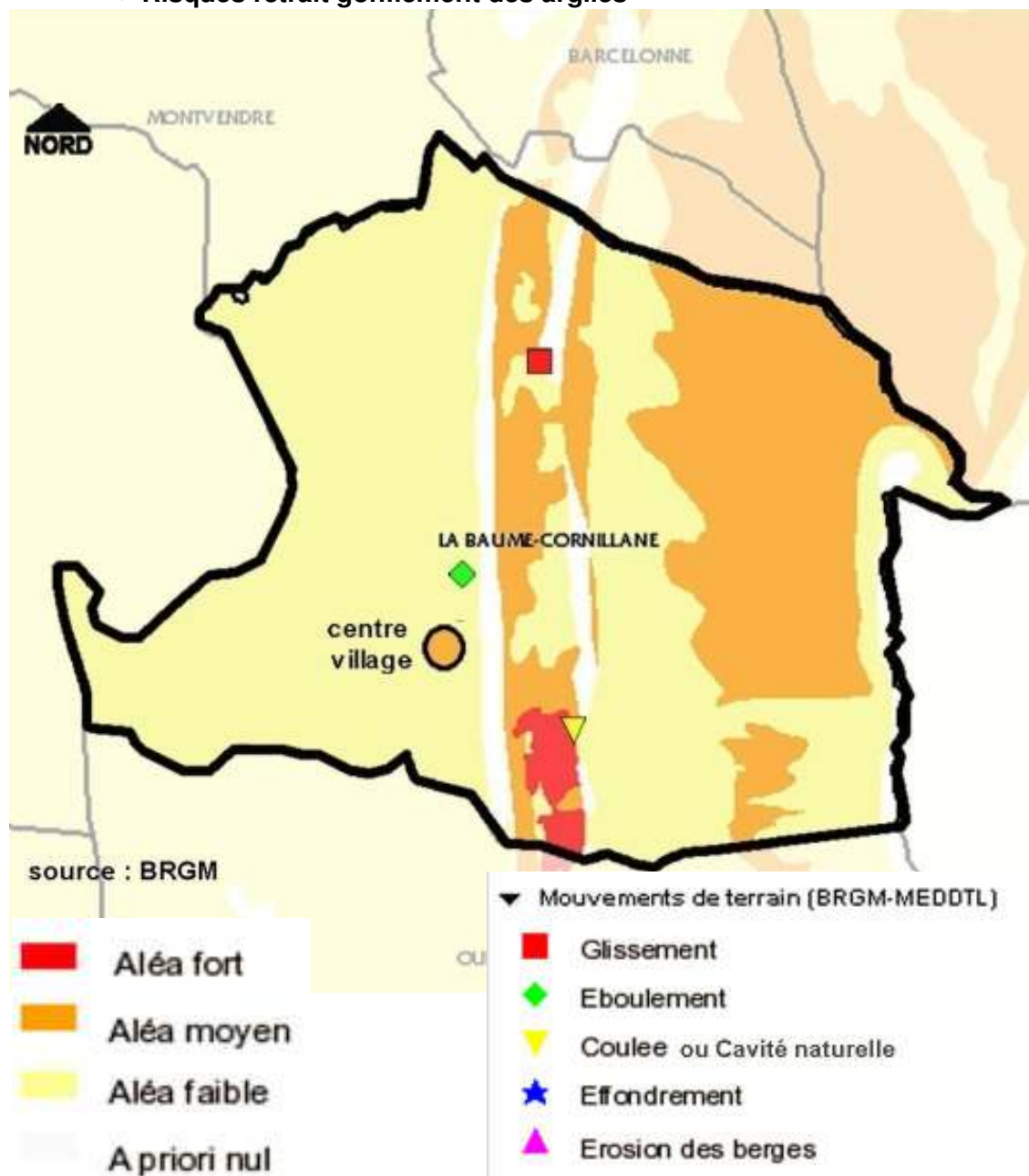
Il n'est pas inutile de rappeler que, suite aux sécheresses successives et aux modifications climatiques, les risques d'incendie sont de plus en plus importants dans les bois et massifs forestiers. Un Plan départemental de protection des forêts de la Drôme contre les incendies a été approuvé par arrêté préfectoral le 23 août 2007 pour une période de 7 ans, et une carte d'aléa a été établie, qui montre que le niveau des risques pour les incendies de forêt sur le territoire de La Baume-Cornillane va de très faible à faible jusqu'à un niveau d'aléa moyen.

La création de zone urbanisable dans les espaces forestiers est à éviter, de même que l'implantation de nouvelles constructions notamment à usage d'habitation à moins de 30 m des lisières de forêt.

L'Arrêté préfectoral du 2 janvier 2008 définit les règles de prévention en matière d'emploi du feu, de nature du débroussaillage, notamment : le débroussaillage est obligatoire aux abords des constructions, chantiers, travaux et installations de toute nature, sur une profondeur de 50 mètres, ainsi que des voies privées y donnant accès, sur une profondeur de 10 m de part et d'autre de la voie.

Par ailleurs, pour les lieux habités et les zones d'urbanisation en développement la défense incendie doit être assurée par l'implantation de poteaux incendie normalisés, accessibles, et assurant un débit suffisant etc...conformément à la réglementation en vigueur.

⇒ Risques retrait gonflement des argiles



Le retrait-gonflement des argiles est lié aux variations de teneur en eau des terrains argileux : ils gonflent avec l'humidité et se rétractent avec la sécheresse. Ces variations de volume induisent des tassements du sol plus ou moins importants, des fissures apparaissent alors sur les bâtiments pouvant entraîner leur effondrement.

La prise en compte de ce risque passe par la mise en œuvre de règles constructives pour les constructions neuves dont l'application relève de la responsabilité des maîtres d'œuvre et des maîtres d'ouvrage (si future construction située dans une zone d'aléa retrait – gonflement d'argiles : application de mesures préventives forfaitaires ou réalisation d'une étude géotechnique préliminaire de site).

La cartographie départementale de l'aléa retrait-gonflement des argiles a été établie pour délimiter les zones sensibles afin de développer la prévention du risque.

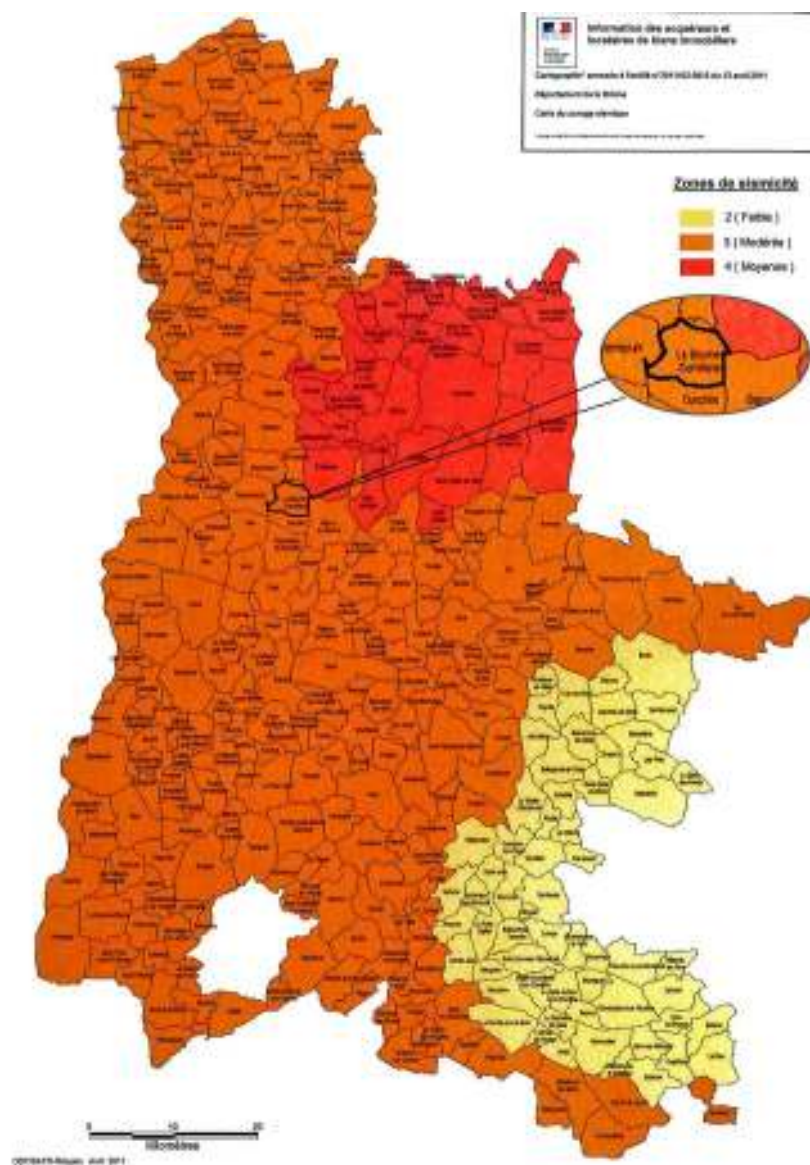
Le territoire de la commune est classé en trois zones d'aléas au retrait gonflement des argiles :

- **La Raye** : aléas moyens à faibles sur les versants pentus qui se composent de couches de marnes et de calcaire. Le fond de relief offre des sites stables au vu du peu de déclivité des reliefs.
- **La Côte** : aléas moyens à forts se concentrent sur ce site en raison de la présence de sable et de cailloutis grossiers générant des glissements de terrains ou coulées de boues ;
- **La Plaine** : terres stables et filtrantes (terrains du secondaire, couche du crétacée inférieur) se déclinant sous forme d'un aléa faible au retrait-gonflement.

Plusieurs cavités et mouvements de terrains ont également été repérés sur le territoire communal par le Bureau de Recherches Géologiques et Minières (**BRGM**).

- La cavité naturelle du Puits de l'Abîme
- La cavité naturelle de la Grotte de la Dame
- La cavité naturelle du Trou de l'Âne
- glissement de terrain au « Chemin de Mazouyer »
- éboulement sur le piémont lieu-dit « Le Coquillon »

- Risques Sismiques :



Un nouveau zonage sismique a été mis en place pour réévaluer l'aléa sismique et harmoniser les normes françaises avec celles des autres pays européens, par l'application de règles de construction parasismique dites « règles Eurocode 8 ». Le territoire national est divisé en 5 zones de sismicité, allant de 1 (zone d'aléa très faible) à 5 (zone d'aléa très fort).

L'ensemble du territoire de La Baume-Cornillane est classé par décret du 22/10/2010 en zone 3 de sismicité modérée.

La commune peut donc être touchée par des séismes pouvant entraîner des dégâts aux bâtiments. Les constructions doivent donc répondre aux normes parasismiques définies par l'Eurocode 8, règles de construction parasismique, harmonisées à l'échelle européenne.

Application aux nouveaux bâtiments et aux bâtiments anciens dans des conditions particulières. Les règles de construction parasismique sont des dispositions constructives dont l'application relève de la responsabilité des maîtres d'œuvre et des maîtres d'ouvrage.

2.3. 3 Autres éléments de cadrage et contraintes affectant le territoire communal

❖ Le cadre juridique général

Le plan local d'urbanisme doit respecter les principes énoncés aux articles L. 101-1 et L.101-2 du Code de l'Urbanisme.

Le P.L.U élaboré sous la responsabilité de la commune doit s'inscrire dans les grands principes généraux de l'aménagement définis par les lois et règlement, et notamment par les articles L. 101-1 et L. 101-2 du code de l'urbanisme qui définissent le fondement des règles générales d'utilisation du sol sur le territoire français. Ces principes généraux reposent notamment sur :

- un aménagement équilibré de l'espace,
- la diversité fonctionnelle et sociale de l'organisation spatiale,
- une utilisation économe et équilibrée des sols.

Depuis la mise en œuvre du Grenelle de l'Environnement, ont été introduits trois nouveaux enjeux dans ces grands principes :

- la lutte contre le changement climatique,
- la sobriété énergétique,
- la préservation de la biodiversité, notamment par la conservation, la restauration et la création de continuités écologiques.

Article L. 101-1 du Code de l'Urbanisme

Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Les collectivités publiques en sont les gestionnaires et les garantes dans le cadre de leurs compétences. En vue de la réalisation des objectifs définis à l'article L. 101-2, elles harmonisent leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie.

Article L. 101-2 du Code de l'Urbanisme.

Dans le respect des objectifs du développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;*
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux ;*
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;*
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et du patrimoine bâti remarquables ;*
- e) Les besoins en matière de mobilité ;*

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables.

❖ Les éléments de cadrage supra-communaux

Le PLU s'inscrit dans un contexte réglementaire complexe constitué de multiples documents à diverses échelles. Les relations mutuelles entre les différents documents sont prévues par la loi à travers les notions de prise en compte, de compatibilité et de conformité.

Selon l'article L131-4 du code de l'urbanisme, le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de La Baume Cornillane doit être compatible notamment, avec les dispositions **du Schéma de Cohérence Territoriale du Grand Rovaltain** approuvé en 2016, ainsi que du **Plan de Déplacements Urbains** approuvé en 2016 et du **Programme Local de l'Habitat** approuvé le 8 février 2018.

Au travers du SCOT approuvé, le PLU doit également être compatible :

- avec les orientations fondamentales du **SDAGE du Bassin Rhône-Méditerranée** qui a été approuvé et qui détermine les orientations fondamentales pour une gestion équilibrée de la ressource en eau et des milieux aquatiques sur la période 2016 -2021 et les objectifs de qualité et de quantité des eaux définis par le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE)
- avec les objectifs de protection et de qualité des eaux définis par le **Schéma d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) « Molasse miocène du Bas Dauphiné et alluvions de la plaine de Valence »** qui est en cours d'élaboration.

Par l'intermédiaire du SCOT approuvé, le plan local d'urbanisme de La Baume Cornillane doit prendre en compte:

- **Le Schéma Régional de Cohérence Ecologique Rhône-Alpes** adopté le 22 juillet 2014 : c'est l'outil de mise en œuvre de la trame verte et bleue régionale. Elaboré conjointement par l'État et la Région, le Schéma Régional de Cohérence Ecologique de Rhône-Alpes a été arrêté le 18 juillet 2013, et adopté le 22 juillet 2014. Le SRCE Rhône Alpes dispense un certain nombre de prescriptions notamment sur le maintien et la remise en état de continuités écologiques.
- **Le Plan Climat-Air-Energie Territorial** : un Plan Climat-Air-Energie Territorial (PCAET) a été arrêté par la communauté d'agglomération Valence Romans Agglo le 7 décembre 2017.

Le PCAET est l'outil opérationnel de coordination de la transition énergétique dans les territoires. Il doit, en cohérence avec les enjeux du territoire, traiter de l'atténuation et de l'adaptation au changement climatique, de la qualité de l'air, de la réduction des consommations d'énergie et du développement des énergies renouvelables. S'il doit prendre en compte le SCoT du Grand Rovaltain, le PCAET doit être pris en compte dans le Plan Local d'Urbanisme. Il est mis en place pour une durée de 6 ans, et doit faire l'objet d'un bilan à 3 ans.

Le PCAET a pour finalité la lutte contre le changement climatique tant dans son volet atténuation, c'est-à-dire la réduction des émissions de gaz à effet de serre et des consommations d'énergie, que dans son volet adaptation aux conséquences des changements climatiques attendus. Sur la base de la réalisation d'un diagnostic (gaz à effet de serre et vulnérabilité du territoire), il a donné lieu à l'élaboration d'une stratégie dotée d'objectifs, puis à l'élaboration d'un plan d'actions en réponse à l'ensemble de ces études, constitué de fiches actions visant à améliorer l'efficacité énergétique et réduire les émissions de gaz à effet de serre.

⇒ **LE SCHEMA DE COHERENCE TERRITORIAL : Le SCoT du Grand Rovaltain Drôme Ardèche approuvé le 25 octobre 2016**

Les élus du syndicat mixte du Grand Rovaltain ont souhaité inscrire le Projet d'Aménagement et de Développement Durables dans une démarche prospective de long terme, à l'horizon 2040, dans le respect des principes de solidarité, de participation, de développement durable et d'anticipation. Ils ont opté pour une hypothèse de croissance démographique de l'ordre de 57 000 habitants supplémentaires en 2040.

Pour assurer une transition sans rupture brutale avec les politiques en cours, le P.A.D.D. du SCoT prévoit de progresser par étapes et définit deux périodes :

- 2016-2025 : période d'ajustement et d'adaptation des politiques en cours,
- 2026-2040 : période d'inflexion, de rupture plus franche des objectifs avec les tendances passées.

Les orientations du PADD du SCoT :

- **Orientation 1 : Une organisation singulière et solidaire : Organiser un territoire plus solidaire entre villes et campagnes**
 - Organiser le triangle métropolitain, alliance des villes et des campagnes
 - Equilibrer l'offre de logements entre villes et espace rural,
 - Favoriser une meilleure répartition des emplois entre les territoires,
 - Hiérarchiser l'offre commerciale selon les polarités
 - Créer les conditions d'une mobilité efficace pour tout le territoire
- **Orientation 2 : Un territoire à ménager : Préserver le territoire et ses ressources**
 - Limiter la consommation de foncier agricole, naturel et forestier,
 - Maintenir, restaurer et compléter la trame verte et bleue ,
 - Préserver la ressource en eau,
 - Limiter l'exposition des populations aux risques et nuisances,
 - S'engager dans la transition énergétique et l'adaptation au changement climatique
- **Orientation 3 : Une terre de caractères alliant spécificités et solidarité : Encourager la qualité**
 - Valoriser la diversité des paysages et du patrimoine,
 - Conforter les multiples fonctions de l'agriculture et des forêts,
 - Concevoir un autre urbanisme et rendre les centres plus séduisants,
- **Orientation 4 : Un espace attractif : Tirer profit d'un positionnement d'interface et de carrefour**
 - Conforter l'accessibilité et la position de carrefour du Grand Rovaltain,
 - Amplifier le rayonnement du Grand Rovaltain par l'innovation,
 - Améliorer l'attractivité des parcs d'activités économiques,
 - S'affirmer comme une porte d'entrée touristique Ardèche-Drôme

La mise en œuvre de ces orientations se traduit dans le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) du SCOT qui s'impose aux documents d'urbanisme PLU. La Baume-Cornillane apparaît en tant que « village de l'espace rural » au premier échelon de l'armature urbaine reconnue par le SCOT, qui en compte trois (pôles urbains, pôles périurbains et bourgs-centres, villages de l'espace périurbain ou de l'espace rural) dans le Document d'Orientations et d'Objectifs (DOO).

Les villages de l'espace rural doivent prévoir leur développement démographique en cohérence avec la capacité de leurs équipements et doivent permettre le maintien des activités économiques en place et à en attirer de nouvelles. Ces villages présentent de forts enjeux en termes écologiques, paysagers et de maintien de l'activité : agriculture, services aux personnes, tourisme.

Les orientations du PLU doivent être compatibles avec le D.O.O.

⇒ **LE PDU : le Plan de Déplacements Urbains approuvé en février 2016**

(Voir les grandes orientations du PDU page 50)

⇒ **LE PLH : le Programme Local de l'Habitat : prise en compte de la « politique Logement » à l'échelle du bassin d'habitat de la communauté d'agglomération**

La commune de La Baume Cornillane est incluse dans le Programme Local de l'Habitat (PLH) de la Communauté d'Agglomération VALENCE-ROMANS-AGGLO. Ce document a pour objectifs de définir les principes d'une politique de l'habitat visant à répondre aux besoins en matière de logement sur la période 2018-2023. C'est un document de référence, pour mettre en place une politique cohérente répondant quantitativement et qualitativement aux besoins en logements en assurant une offre de logement équilibrée et diversifiée sur l'ensemble du territoire, avec un objectif transversal de mixité sociale.

(Voir les grandes orientations du PLH pages 42 et 43).

❖ **Autres éléments et contraintes affectant le territoire communal**

La carte de la page suivante synthétise les différentes contraintes qui peuvent être territorialisées :

- **Prise en compte des structures agricoles incompatibles avec le voisinage immédiat des zones habitées** : Seize bâtiments d'élevages en activité sont répertoriés dans l'espace agricole. Il est nécessaire de préserver les abords de ces bâtiments de toute habitation nouvelle non agricole : règles de réciprocité autour des bâtiments d'élevage dans un périmètre variant de 50 à 100 mètres en fonction de la nature et de l'importance de l'élevage (règles introduite par la loi d'orientation agricole du 9 juillet 1999). Toute habitation nouvelle est interdite dans ce périmètre à l'exception de celle de l'agriculteur si elle est nécessaire à l'activité agricole, et inversement tout bâtiment d'élevage soumis à cette législation doit s'implanter à cette distance minimum des habitations. La loi d'orientation agricole du 9 Juillet 1999 précise que la politique d'aménagement rural doit favoriser la mise en valeur durable des potentialités et des caractéristiques locales de l'espace agricole et forestier.
- **Installation pouvant être source de nuisance pour le voisinage des zones habitées comme la station d'épuration** : la station d'épuration a été positionnée de manière à être suffisamment éloignée des zones d'habitat du bourg et du bâti existant. Une distance minimum de 100 m de distance doit être maintenue entre cette installation de traitement et les habitations de manière à éviter une cohabitation pouvant être source de nuisances (notamment olfactives...) La qualité des rejets engendrés par les activités humaines dans le milieu naturel est une contrainte importante par rapport à l'occupation des sols (Loi sur l'eau). Le traitement des rejets d'eaux usées doit donc être nécessairement garanti pour tout secteur de développement de l'urbanisation, soit par l'assainissement collectif, soit par des dispositifs d'assainissement non collectif pour lesquels la commune sera tenue d'assurer le contrôle.

Le projet doit également respecter les principes de protection, de mise en valeur et de développement de la ressource en eau introduits par la Loi sur l'Eau du 3 janvier 1992. Le territoire communal s'insère dans un espace plus vaste considéré comme un secteur à fort intérêt pour l'alimentation en eau potable. Les aquifères de la molasse miocène et des alluvions de la plaine de Valence ont été identifiés comme étant des ressources souterraines stratégiques. Par ailleurs l'arrêté du 28 juin 2007 du préfet coordonnateur du bassin Rhône Méditerranée a défini une zone vulnérable aux nitrates sur le territoire de La Baume-Cornillane qui se trouve dans l'aire d'alimentation du captage AEP des Couleures de la ville de Valence.

- **Captages et ressources en eau potable :**

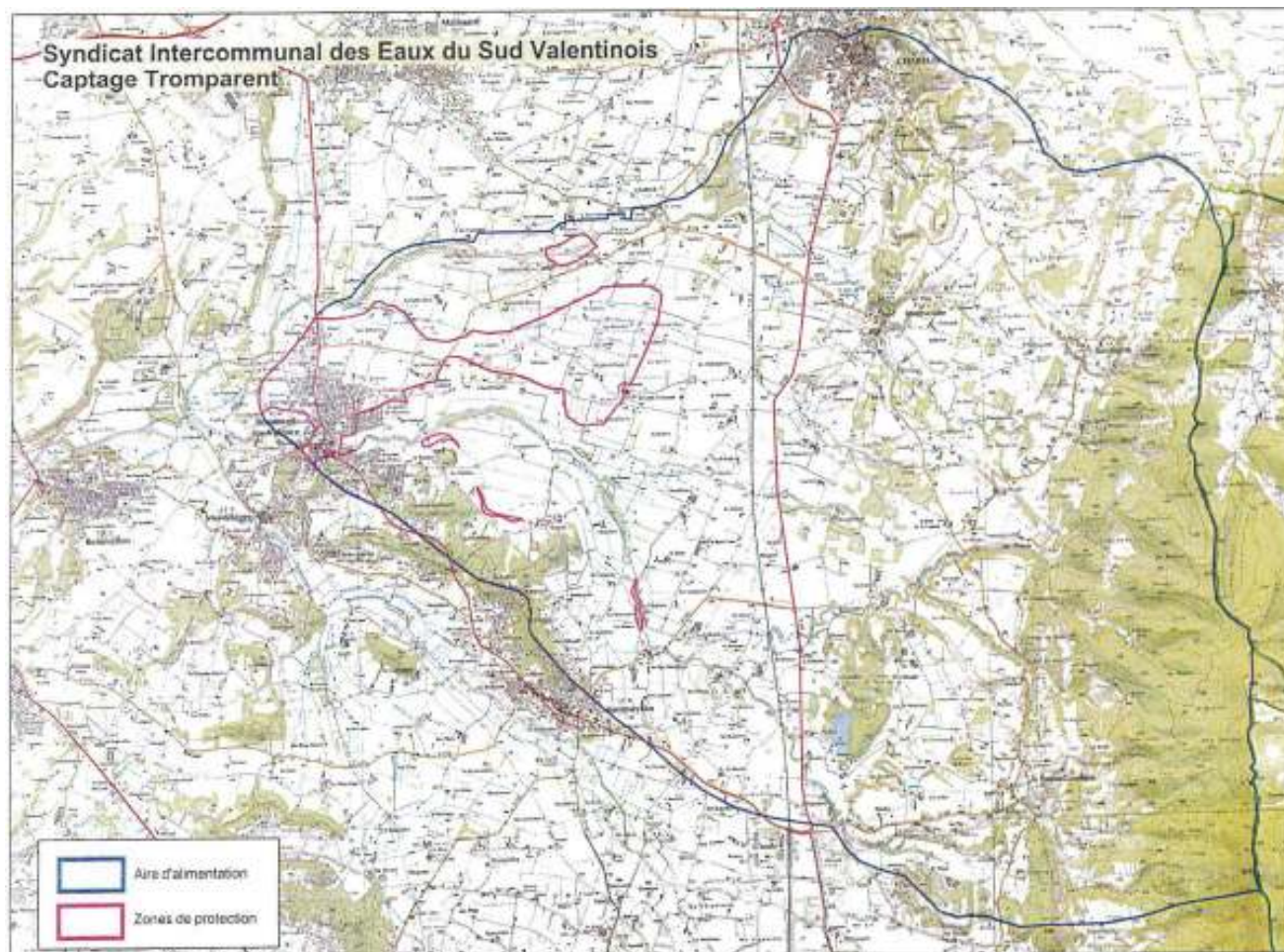
de Bontemps; Le Moutet et Mouraine qui alimentent La Baume-Cornillane fait l'objet de mesures de protection identifiées par des servitudes et des périmètres de protection (périmètre immédiat et périmètre éloigné) dans lesquels, les occupations et utilisations du sol sont fortement réglementées. Bien qu'il soit situé dans un secteur naturel, où les risques de contamination de la nappe sont très limités, ces dispositions sont à prendre en compte dans les orientations et les dispositions du PLU.

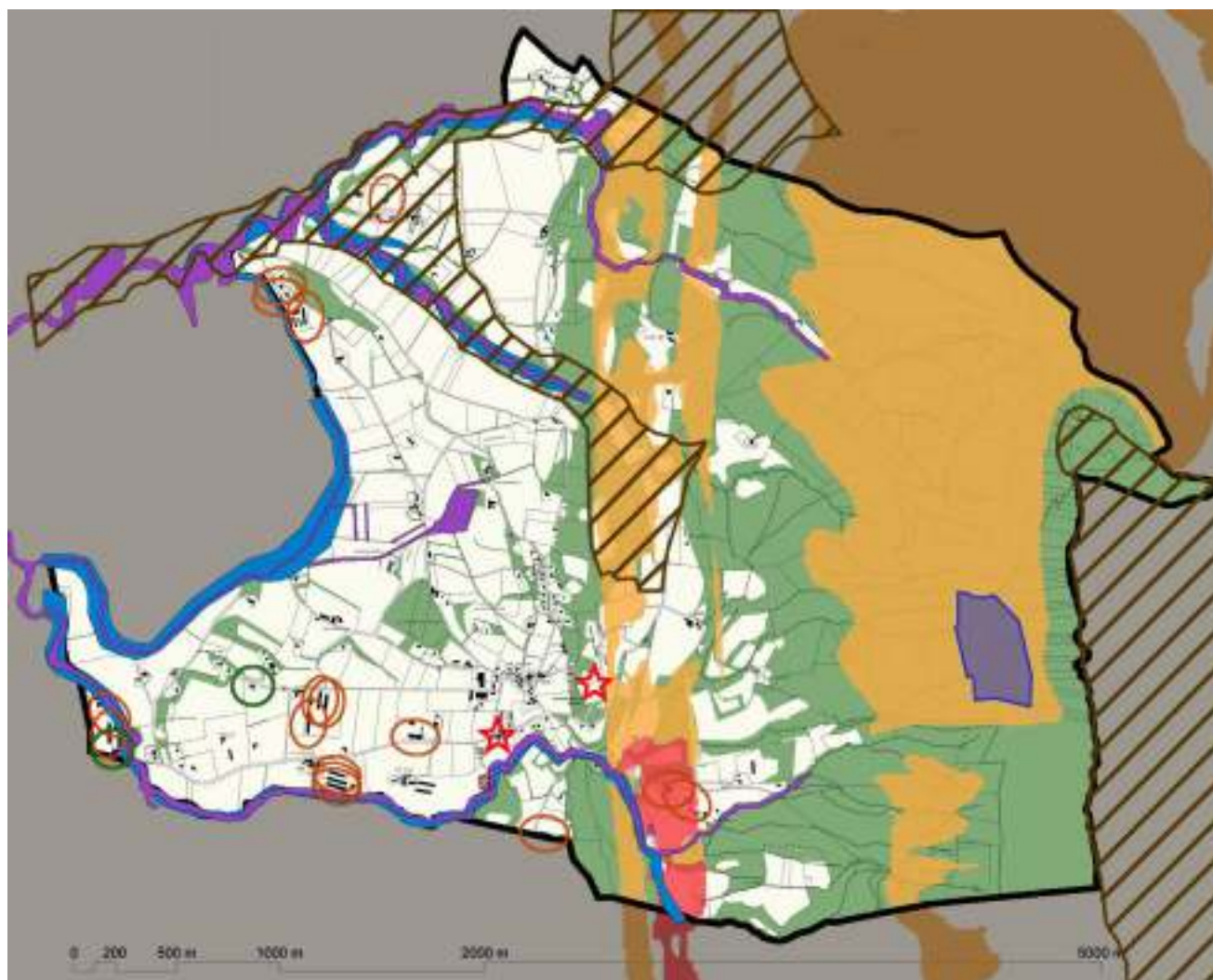
Les ressources en eau potable doivent être prises en compte dans le cadre de la gestion quantitative des eaux par le fait que le territoire de La Baume-Cornillane se situe dans la bassin versant de la Véore classé en zone de répartition des eaux (ZRE).

Ce classement en ZRE entraîne un abaissement des seuils d'autorisation et de déclaration pour tout nouveau prélèvement d'eau non domestique (supérieur à 1000 m³ par an) et augmente les rendements de réseau d'eau potable à atteindre ($70 + 1/5^{\text{e}}$ de la valeur de l'ILC au lieu de 65).

Dans le cadre de la gestion qualitative des ressources en eau potable, le territoire de la Baume Cornillane est situé dans l'aire d'alimentation du captage prioritaire des Tromparents situé sur la commune de Beaumont-Les-Valence et qui alimente plusieurs communes de l'agglomération valentinoise. L'aire d'alimentation du captage correspond à la zone en surface sur laquelle l'eau qui s'infiltre ou ruisselle alimente le captage.

Les captages prioritaires sont des captages stratégiques pour l'alimentation en eau potable des territoires et dont la qualité de l'eau est dégradée par les nitrates et/ou les pesticides. L'origine de ces pollutions est principalement agricole. Le captage des Tromparents a été classé au titre des deux paramètres (nitrates et pesticides) par un arrêté préfectoral du 17 mars 2015.





Les IMPERATIFS dits «RISQUES et/ou CONTRAINTES»

Incontournables des éléments naturels

- Argiles
aléas fort
- aléas moyen
- Zones inondables
- recul 20m depuis l'axe -
- Zones humides
- ZNIEFF type 1

Incontournables de l'adctivité humaine

- Périmètre de protection
des captages d'eau potable
- ★ Entité archéologique :
Le Vieux Village - Le Prieuré
- station d'épuration
traitement des eaux usées
- bâtiment d'élevage
- recul de 100m -
- fumièrre
- recul de 100m -

Secteurs à risques d'inondation:

Dans les secteurs à risques d'inondation (ruisseaux de L'Ecoutay, Bionne, Bégaire, Tisserand et le fossé de Granges) et le long des berges de ces cours d'eau comportant des risques d'érosion, tout développement de l'urbanisation est à éviter. Il en est de même dans les secteurs de ruissellement pluvial, notamment le long des axes d'écoulements, tels que ravins, ruisseaux, talwegs, vallats où une distance de 20 m par rapport à l'axe de chaque cours d'eau est à laisser libre de toute nouvelle construction pour se prémunir des risques d'inondation, de ruissellement ou d'érosion des berges.

- **Sites archéologiques:**

Concernant le patrimoine archéologique, deux entités archéologiques ont été répertoriées sur le territoire communal d'époque gallo-romaine – moyen-âge et moderne).

Il doit donc être tenu compte lors de travaux affectant ces secteurs des principes de mesures d'archéologie préventive, qui ont pour objet d'assurer, à terre et sous les eaux, dans les délais appropriés, la détection, la conservation ou la sauvegarde par l'étude scientifique des éléments du patrimoine archéologique affectés ou susceptibles d'être affectés par les travaux publics ou privés concourant à l'aménagement.

Sont également à prendre en compte :

- Les secteurs de richesses naturelles et espaces à enjeu de préservation de la biodiversité : boisements, pelouses sèches, zones humides avec le réseau des fossés, ruisseaux et canaux d'irrigation, trame verte et bleue , ZNIEFF, ...). Par ailleurs, sur les secteurs en pente, le long des cours d'eau, le maintien des boisements et de la végétation en place est un facteur de « stabilisation » des sols, face à l'érosion, aux problèmes de ruissellement et d'instabilité des terrains dans les secteurs à forte pente, et dans les talwegs.
- Le niveau des équipements d'infrastructure pour desservir les nouvelles constructions, notamment en matière d'alimentation en eau potable, en matière de traitement des eaux usées (aptitude des sols en l'absence d'assainissement collectif), ou de renforcement électrique, sont des éléments essentiels à prendre en considération.

La capacité de traitement de la station d'épuration (190 équivalent –habitants) et les possibilités de raccordement au réseau collectif sont des éléments importants qui conditionnent le développement de l'urbanisation, notamment sur le village.

3- SYNTHESE ET MISE EN EVIDENCE DES PROBLEMATIQUES URBAINES ET TERRITORIALES

3.1 Evolution de l'urbanisation - Bilan de la mise en œuvre du Plan d'Occupation des Sols approuvé en 1986 - Consommation d'espaces

Conséquence des événements tragiques qui ont marqué l'histoire des lieux, notamment au moment des guerres de religion, entraînant la destruction du château et l'abandon du vieux village au XII^{ème} siècle. L'habitat se réfugie alors dans la plaine et sur les piémonts, autour des points d'eau, constituant une urbanisation originelle représentée par d'anciennes fermes traditionnellement dispersées dans la plaine et sur le rebord des piémonts.



La Baume –Cornillane a traversé les derniers siècles, subissant l'abandon de la sériciculture, l'exode rural et les deux dernières guerres mondiales sans voir vraiment le développement d'un cœur de village à partir du hameau bâti autour de son temple.

La fin des années 70 marque le début d'une nouvelle époque et d'un renouveau lié à l'attrait résidentiel de la commune. En effet, le développement des constructions d'habitat individuel sur le territoire de la Baume-Cornillane, a démarré à partir de la fin des années 70, avant la mise en place du Plan d'Occupation des Sols, qui s'était avéré nécessaire pour « cadrer » l'extension urbaine suscitée par la possibilité d'acquérir un foncier à bâtir « abordable » et la volonté d'habiter en zone rurale.

L'évolution contemporaine : un bâti traditionnel qui reste dispersé, un cœur de village qui cherche à s'affirmer :

Deux pôles d'habitat récent : Coquillon et le quartier du Prieuré, secteurs de développement prévus dans le document d'urbanisme de 1986, et la création d'une petite zone d'activités industrielles et artisanales en périphérie du village

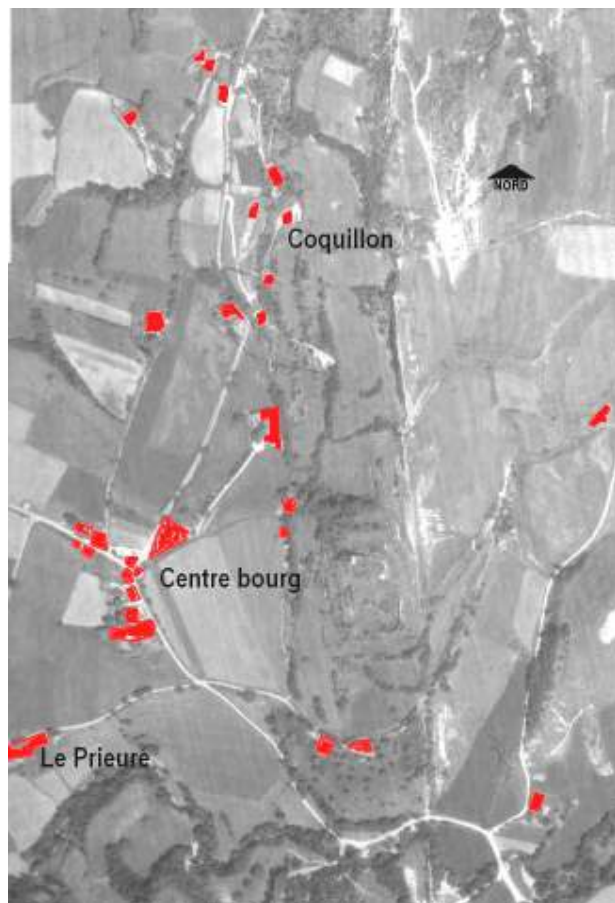


Photo aérienne village 1972 (source Géoportail)



Photo aérienne village 2016 (source Géoportail)

Pour faire face à cette pression urbaine, la commune de La Baume Cornillane s'est lancée dans l'élaboration de son plan d'occupation des sols qui a été approuvé le 3 octobre 1986.

A l'époque les objectifs du document d'urbanisme étaient :

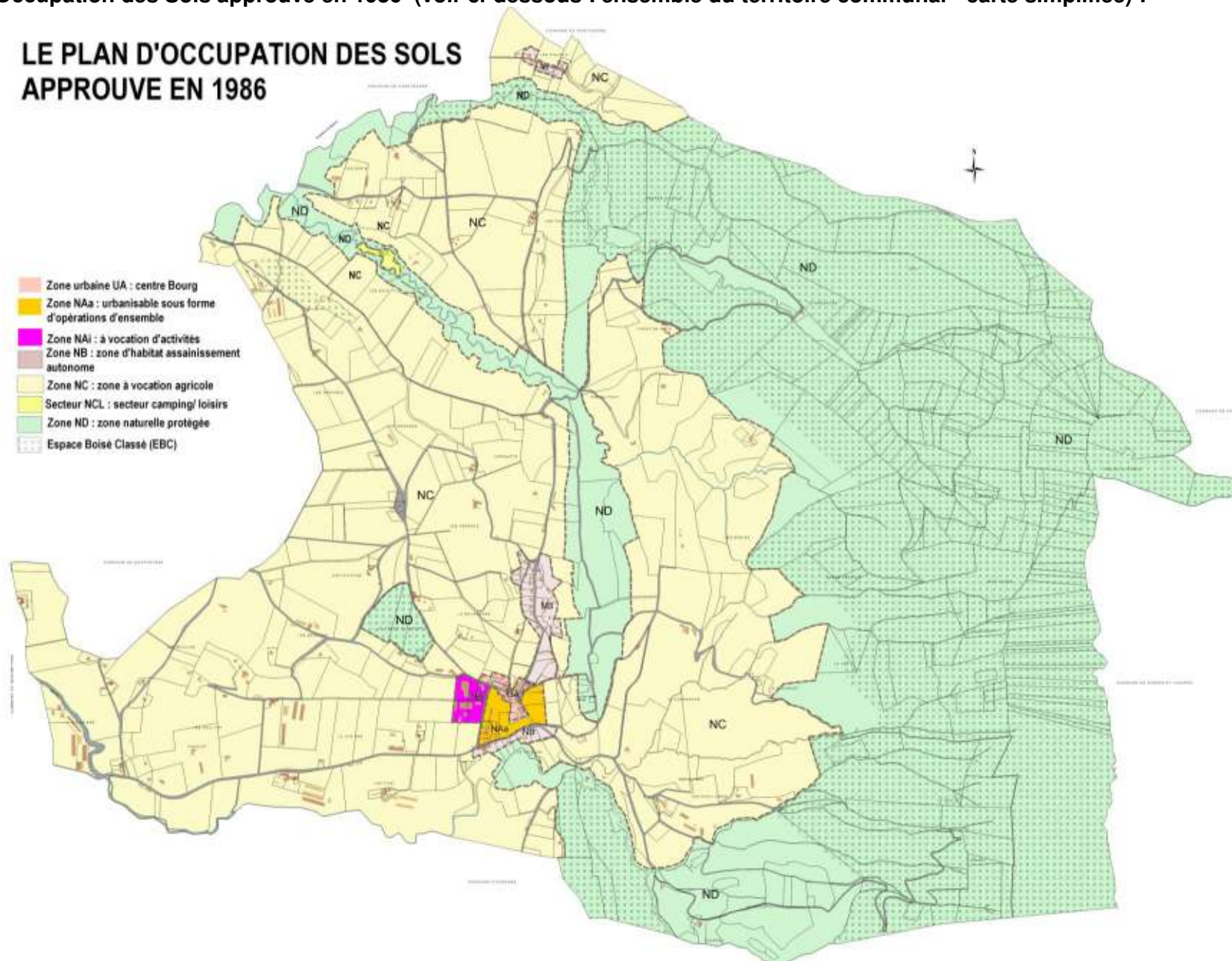
- Adopter une croissance modérée de la population pour garder à la commune son caractère rural, et de manière à ne pas induire une demande importante en équipements de toute sorte. Le rythme de croissance souhaité était de l'ordre de une à deux constructions par an.
- Maintenir et préserver l'agriculture qui était la principale activité économique dans la commune. Les bâtiments industriels étaient également à prendre en compte afin d'éviter tout conflit (gêne due à l'odeur, au bruit...) avec des constructions avoisinantes éventuelles. Le morcellement des terres agricoles était également à éviter.
- Protéger le site du château et l'environnement : Les ruines du château ainsi que toute la crête au-dessus du village, font partie d'un site agréable, à protéger. Il devait être montré une attention particulière aux bois situés à l'est de la commune et en bordure de rivière.

- Prévoir une extension modérée de la zone artisanale : la zone artisanale étant de petite dimension, prévoir une expansion future possible.
- Promouvoir un développement urbain proche du village qui est victime de l'habitat dispersé, le centre du village manque d'animation malgré le bar-restaurant remis en activité. Un développement urbain près du village amorcerait ainsi la création d'un centre attractif.

Ces objectifs transparaissent dans les dispositions du Plan d'Occupation des Sols de 1986, qui ont bien répondu pendant de nombreuses années aux objectifs que s'était fixée la commune.

Le Plan d'Occupation des Sols approuvé en 1986 (voir ci-dessous : ensemble du territoire communal - carte simplifiée) :

LE PLAN D'OCCUPATION DES SOLS APPROUVE EN 1986



Les zones constructibles du POS s'étendent sur :

- Le village et sa périphérie (des Bouchesses au nord jusqu'au Prieuré au sud),
- Le hameau des Pialoux au nord de la commune

L'ensemble des espaces agricole de la Plaine est classé en zone agricole protégée NC, les reliefs montagneux des piémonts, de la « Côte », ainsi que les espaces en ripisylves des ruisseaux de Tisserand et de la Bionne sont classés en zone naturelle protégée ND. Sur les reliefs montagneux, et en partie le long des ruisseaux, les boisements sont protégés au titre des espaces boisés classés.

Dans la zone ND localisée le long du ruisseau de Tisserand, un secteur NCL, est délimité pour pouvoir accueillir les aires naturelles de camping. Ce secteur NCL accueille aujourd'hui les hébergements touristiques (structures légères et démontables type cabanes dans les arbres, bulles, etc...) du domaine de Tisserand, qui s'est installé également dans des bâtiments existants qui ont été transformés et aménagés.



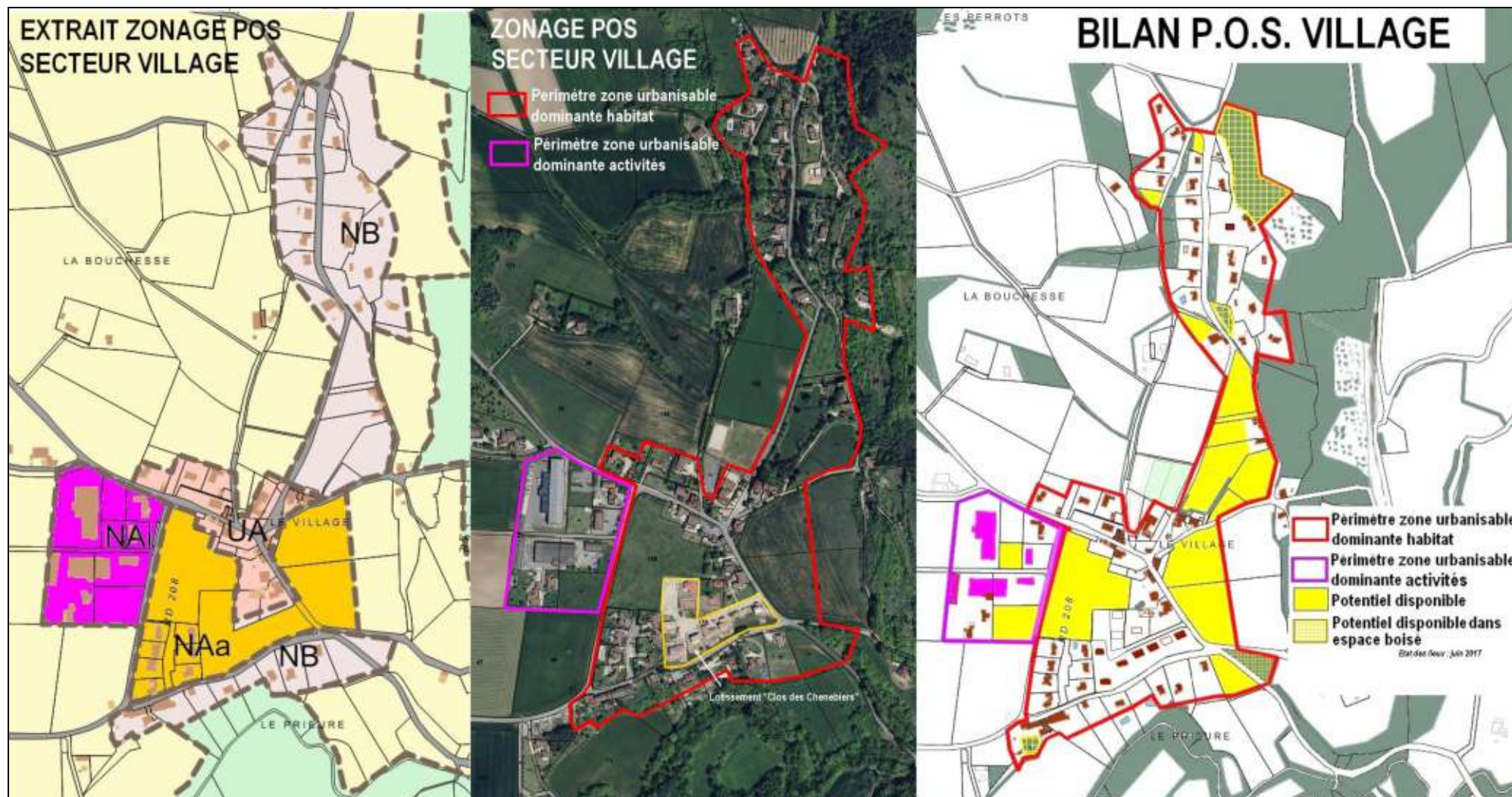
Deux secteurs de développement de l'urbanisation à dominante habitat avaient été identifiés dans le document d'urbanisme réalisé en 1986, (document ancien qui a été modifié mais non révisé depuis cette date) :

- **Le hameau des Pialoux**, localisé au nord de la commune. Ce hameau qui n'est pas desservi par l'assainissement est classé en zone NB (zone d'habitat à caractère plutôt individuel, avec assainissement non collectif)



Ce hameau s'est peu développé. (une habitation nouvelle depuis 1986, quelques réhabilitations et changement de destination dans le bâti existant). Capacité d'accueil résiduelle faible dans cette zone NB: une parcelle en parc boisé dans le hameau d'environ 1300 m².

- Le bourg et les extensions prévues en périphérie qui sont scindés en 3 unités :



- Le centre village organisé autour de l'église et de la mairie-école. Le cœur de village a cherché à se renforcer et à se structurer avec des opérations « publiques » à l'initiative de la commune : construction d'une nouvelle mairie avec salle des fêtes, création de logements locatifs avec la réhabilitation de l'ancienne mairie et la construction d'un petit collectif, construction d'un bar restaurant, création d'une aire de sport et de loisirs, aménagement d'espaces publics et d'aires de stationnement.
- Deux quartiers d'habitat récent en discontinuité du centre village

- le quartier de Coquillon au nord qui s'est développé sous forme d'habitat individuel, sur les coteaux boisés de part et d'autre de la RD 208A, sur des terrains classés en zone NB (absence d'assainissement collectif) avec des densités de logements à l'hectare faibles (de 5 à 8 logements/ha) et donc « gourmandes » en foncier : (habitat résidentiel sur de larges parcelles),
- le quartier du Prieuré au sud du village où l'habitat individuel s'est implanté essentiellement dans la zone NB et dans le cadre d'un lotissement en partie sud d'une large zone NAa (densité moyenne de 10 logements à l'hectare, surface des parcelles variant entre 850 et 1100 m²)

En entrée ouest du village, une zone spécifique UI a été réservée au développement d'une petite zone d'activités artisanales qui est aujourd'hui occupée en quasi-totalité.

SUPERFICIE DES ZONES DU POS APPROUVE EN 1986		
ZONES	Superficie totale en ha	Superficie résiduelle en ha (état 2017)
UA	2,20	0
NAa	4,79	2,66
NAi	2,99	0,44
NB	10,97	3,22
NC	688,35	
NCL	0,91	
ND	731,76	
Total	1446,00	6,32
Surface des espaces boisés classés	579,62	

20,95 hectares de zone constructible avaient été définis dans le document d'urbanisme POS dont 17,96 hectares pour le développement de l'urbanisation à dominante habitat et 2,99 hectares pour le développement de l'urbanisation à dominante d'activités économiques.

Aujourd'hui la superficie des espaces potentiellement disponibles dans ces zones constructibles est de :

- 5,88 hectares dans les zones à dominante habitat (capacité d'accueil théorique d'environ 88 habitations en référence à une densité de 15 logements/ha). Une partie de ces espaces, notamment dans la zone NB de Coquillon, présente de fortes contraintes topographiques.
- 0,44 hectares d'espaces potentielles disponibles pour les activités dans la zone NAi. Cette emprise résiduelle est relativement faible, mais il est à préciser que certains bâtiments ne sont plus utilisés et pourraient être démolis pour réutiliser le foncier (renouvellement urbain).

3. 2 Mise en évidence des problématiques et des enjeux dégagés par le diagnostic

DU CONSTAT AUX ENJEUX : TABLEAU SYNTHETIQUE

PERSPECTIVES DEMOGRAPHIQUES	
PROBLEMATIQUES	ENJEUX
<p>Des caractéristiques propres aux communes périurbaines de la 2^{ème} couronne de l'agglomération valentinoise :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Une progression continue de population depuis la fin des années 70, mais une croissance démographique annuelle en baisse de l'ordre de +0,1% depuis 2009 qui souffre d'une légère perte migratoire entre 2009 et 2014 ▪ Une relance de la croissance démographique attendue sur les 2 à 3 prochaines années <p>Une croissance démographique caractéristique des communes périurbaines de la 2^{ème} couronne de l'agglomération valentinoise particulièrement importante dans les années 80 (+ 3,4 % annuel de 1982 à 1990) puis plus modérée mais avec un rythme qui tombe à + 0,1% entre 2009 et 2014 (en raison de la stagnation des constructions neuves dans l'attente de la mise à niveau des équipements sur le village). Une nouvelle progression démographique attendue pour les prochaines années avec la réalisation depuis 2015 de 14 nouveaux logements</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Une structure démographique qui reste toutefois dynamique dans la dernière décennie : structure de population équilibrée avec population jeune, une taille des ménages qui reste à un niveau encore élevé (2,4 en 2014). 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Enjeux démographiques PLU : <p>Eviter les évolutions en « dents de scie » et favoriser une croissance démographique devant permettre le renouvellement de la population, et le maintien d'une structure de population équilibrée : maîtriser la croissance démographique en maintenant une croissance régulière mais modérée</p> <p>Maîtrise d'une croissance démographique régulière en 'calibrant' et en programmant la production de logements à venir</p> ▪ Tenir compte des opérations de logements en cours, et des évolutions attendues sur l'accueil de nouvelles populations résidentes <p>Estimation population au 1/01/2018 : 2,4 personnes /ménages (taux 2014) X 14 logements : soit un apport de population de 34 habitants supplémentaires Population 2014 (INSEE) : 449 habitants Soit une population estimée à 483 habitants début 2018</p> <p>Prévisions démographiques sur la base d'une population de 483 habitants en 2018 : 3 taux de croissance envisagés pour la population : +0,3 % => + 10 hab => 493 habitants en 2028 +0,6 % => + 30 hab => 513 habitants en 2028 +0,9 % => + 45 hab => 528 habitants en 2028</p> ▪ Maintenir une dynamique démographique en terme d'équilibre avec une évolution de population à anticiper et à caler sur la politique logement à mettre en œuvre sur les 10 prochaines années. Evolution démographique et structure de population étroitement liées à la typologie de l'habitat mise en œuvre dans le cadre des nouvelles opérations de logements => adapter la politique du logement en conséquence <p>Cadre de référence : orientations DOO du SCOT du Grand ROVALTAIN: 57 000 habitants supplémentaires entre 2016 et 2040 soit un taux de croissance de 0,67 % par an pour l'ensemble du territoire SCOT. Pour les villages de l'espace rural , prévoir un développement démographique en cohérence avec la politique des équipements et qui permette le maintien des activités économiques en place et d'en attirer de nouvelles</p>

HABITAT - LOGEMENTS	
PROBLEMATIQUES	ENJEUX
<ul style="list-style-type: none"> • Une fonction résidentielle qui s'affirme, avec une part de résidences principales prépondérante et très peu de logements vacants ; • Un parc de résidences principales peu diversifié, composés presque exclusivement de grands logements en maison individuelle, occupés par leurs propriétaires. • Une offre relativement déséquilibrée car très limitée en logements locatifs notamment en logements locatifs sociaux, caractérisée par peu de mixité sociale. • Peu de vacance, des potentialités en logement dans le bâti existant par changement de destination; • Les constructions neuves sur la dernière décennie: un rythme de 2 logements neufs par an, avec notamment la réalisation de deux lotissement d'habitat individuel, et la construction d'un immeuble de logements collectif dans le village dans le cadre d'une opération de renouvellement urbain. • Hors village, de l'habitat individuel au coup par coup sur de grandes parcelles avec des consommations d'espaces élevées (5,6 habitations à l'hectare); mais aussi des logements créés par réhabilitation ou changement de destination dans le bâti existant. • Une demande en habitat importante de par la proximité de Valence : forte pression pour terrain à bâtir mais aussi sur bâti existant. ▪ D'importantes réserves foncières pour l'habitat dans les terrains constructibles du POS actuel, mais des phénomènes de rétention foncière sur certains secteurs. 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Définir la politique de l'habitat pour les dix années à venir dans la logique de planification intercommunale, et répondre à la problématique suivante : <ul style="list-style-type: none"> - une demande d'habitat importante, une pression foncière importante, une logique d'agglomération à prendre en compte, - une nécessité de politique maîtrisée et programmée de développement de l'habitat pour faire vivre de façon harmonieuse les équipements existants (école notamment), pour éviter une consommation d'espace excessive et l'étalement urbain, pour répondre aux besoins spécifiques, etc.. - un besoin de diversité, de mixité, de qualité d'habitat - des capacités d'accueil par changement de destination dans le parc bâti existant. ▪ Le PLU doit répondre aux besoins et anticiper les évolutions: nécessiter de définir les besoins estimés en logements et en foncier sur la base de l'hypothèse d'évolution démographique retenue par la commune ▪ Les logiques de planification intercommunale : Prendre en compte des orientations du SCOT et du Programme Local de l'Habitat (PLH) : <p>Rappel orientations DOO du SCOT: <i>Pour les villages de l'espace rural, une production de logements modérée par rapport à la situation actuelle : production de 2900 logements sur la période 2016 -2025. Les documents d'urbanisme locaux doivent permettre la mise en œuvre dans les programmes de logements des opérations nouvelles d'une surface de plus de 5 000 m² une diversité des formes d'habitat et proposer dans la mesure du possible à la fois du collectif, de l'intermédiaire et de l'individuel pur.</i></p> <p>Rappel orientations PLH en révision 2018-2023 : Objectifs production de logements <i>Rappel principes généraux du PLH en révision concernant La Baume-Cornillane : 4,5 % de constructions nouvelles pour 1000 habitants, soit 2 constructions neuves par an, soit 20 à 24 logements sur la durée du PLU (10 à 12 ans).</i></p> <p>Objectif de mixité sociale : <i>Objectif de production en locatif social sur la durée du PLH : 10 % de logements sociaux sur la durée du PLH en construction neuve soit 4 logements sociaux par an pour un ensemble de 10 communes de la plaine de Valence, dont La Baume-Cornillane).</i></p> <p>Répartition de l'objectif de limitation de la consommation foncière par l'habitat : <i>Objectif consommation foncière par l'habitat : 0,10 ha maximum par an</i></p>

ACTIVITES ECONOMIQUES :	
PROBLEMATIQUE GENERALE : <ul style="list-style-type: none"> ▪ Une commune avec une population très « active », mais qui travaille à 84 % à l'extérieur de la commune ▪ Un pôle d'emplois représentatif mais fragile et qui se renforce avec une soixantaine d'emplois en 2014 sur la commune, plus particulièrement dans les secteurs de l'agriculture, de l'industrie et des services. Des activités économiques qui apparaissent toutefois « solides » et qui se maintiennent dans le temps. ▪ Une douzaine d'entreprises répertoriées en 2013 dans les domaines de l'industrie et de l'artisanat, du commerce, et des services, avec une entreprise qui représente à elle seule près de 40 % des emplois, d'où une certaine « fragilité » du tissu économique local. ▪ Le tourisme : des potentialités pour les activités de loisirs et d'hébergement touristique à l'échelle d'un tourisme « vert » et familial. 	
ACTIVITES ECONOMIQUES : AGRICULTURE	
PROBLEMATIQUES	ENJEUX
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Un secteur d'activités important sur la commune (31 % des établissements actifs) ▪ Un potentiel « agricole » reconnu, mais une nette tendance à la diminution du nombre d'exploitation et au regroupement des structures ▪ Des exploitations « dynamiques », des structures agricoles « solides » mais ... ▪ Une population agricole plutôt âgée, avec un risque d'évolution important des exploitations sur la commune, au-delà de la prochaine décennie ▪ Une part importante d'exploitants extérieurs, ▪ Des productions agricoles essentiellement tournées vers la culture et l'élevage et avec des contraintes importantes vis-à-vis de l'habitat (bâtiments d'élevage, plans d'épandage), ▪ Des espaces agricoles recherchés par les exploitations en activités qui sont confrontées à une certaine pression urbaine où peuvent se conjuguer phénomènes de rétention foncière, augmentation du coût du foncier,.... ▪ Des mutations probables dans l'espace agricole à moyen terme. ▪ Des espaces agricoles à forte valeur ajoutée concentrés sur la plaine, mais aussi sur le piémont pour des pratiques agricoles plus « extensives ». ▪ Bâti désaffectés dans l'espace agricole pour lesquels se pose la question du changement de destination des bâtiments n'ayant plus d'usage agricole (bâti traditionnel mais aussi anciens poulaillers et bâtiments d'élevages). ▪ Problématique des anciens bâtiments d'élevage désaffectés. ▪ Importance des surfaces boisées sur la commune 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Enjeu de maintien d'une activité économique importante sur la commune, de protection des sièges d'exploitation pérennes et de leurs espaces d'activités. ▪ Enjeu de maintien du foncier et des outils de production des exploitations viables face à la pression urbaine, préservation du foncier agricole, des structures de production ▪ Enjeu de préservation des espaces à enjeux agricoles notamment les terres agricoles situées dans la plaine et sur le piémont. <p>Ont été ciblés comme espaces à fort enjeu agricole :</p> <ul style="list-style-type: none"> ○ Les terres à bonne valeur agronomique ou irriguées dans la plaine ○ Les secteurs indispensables au maintien des exploitations agricoles existantes professionnelles : secteurs avec bâtiments d'exploitation, élevages en activité ou en projet, ○ Les secteurs à potentialités d'accueil ou de développement : bâtiments agricoles inutilisés, foncier agricole pouvant se « libérer » ○ Les espaces agricoles nécessaires au maintien d'une agriculture de « semi-montagne » avec des pratiques agricoles plus « extensives ». ○ Les bâtiments agricoles, élevage en activité ou en projet, ... <ul style="list-style-type: none"> ▪ Deux grands espaces à fort enjeu agricole : la Plaine, et le Piémont. ▪ Préservation de potentialités foncières pour l'activité agricole et des espaces pressentis en mutation dans les 10 prochaines années (par rapport à la recherche de foncier pour extension ou installation d'exploitations agricoles ...). ▪ Enjeu de gestion et d'évolution des anciens bâtiments agricoles qui ne sont plus utilisés. <p>Rappel orientations DOO du SCOT: <i>Protéger la fonctionnalité de l'espace agricole et limiter les conflits d'usages, notamment :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> - éviter le morcellement et l'enclavement des exploitations agricoles déjà implantées. - préserver des secteurs agricoles inconstructibles de grande taille, y compris pour des bâtiments agricoles, éviter le morcellement des terres => définir les secteurs stratégiques pour l'agriculture - maintenir des espaces agricoles à proximité immédiate des villes, bourgs et villages pour l'implantation et le développement d'une agriculture de proximité, dont le maraîchage. - de manière générale, proscrire l'installation de fermes photovoltaïques au sol sur les espaces à vocation ou à potentiel agricoles. - prévenir l'enclavement des bâtiments d'exploitation et protéger les parcelles situées à proximité.

ACTIVITES ECONOMIQUES : INDUSTRIE - ARTISANAT – COMMERCE- SERVICES - TOURISME	
PROBLEMATIQUES	ENJEUX
<ul style="list-style-type: none"> Un potentiel d'activités non négligeable avec une douzaine d'entreprises du secteur privé répertoriées en 2013 dans les domaines de l'industrie, de la construction, du commerce, de l'artisanat, et des services,.... Localisation des activités les plus importantes en terme d'emploi et d'emprise foncière dans la zone d'activités du village, mais quelques unes localisées (artisans, activités de services, hébergement touristique) en zone d'habitat ou dispersées sur l'ensemble du territoire. Une seule implantation commerciale dans le village : le restaurant « La Pangée » (local communal). Aucune demande d'installation nouvelle sur la commune Pas de besoins d'extension spécifique exprimé (source : questionnaires et rencontre avec les entreprises en novembre 2013) de la part des entreprises installées soit au village, soit en zone rurale. Au niveau de la zone d'activités, des capacités d'accueil suffisantes (anciens bâtiments de Ponton actuellement disponibles, environ 4000 m2 de foncier non bâti) pour satisfaire les besoins des entreprises locales. Tourisme : un secteur en développement offrant des potentialités en matière d'attrait touristique (patrimoine naturel et bâti) et axé sur un tourisme « vert » et familial : gîtes, chambres d'hôtes, et deux centres d'accueil (domaine d'hébergement touristique de 8 ha à Tisserand, et gîte collectif/ centre de vacances à La Colonie). Pour ces activités disséminées ponctuellement en secteur rural : même si besoins non exprimés, se poser néanmoins la question d'évolution et d'extension de ces activités. 	<p>Enjeu économique important du maintien des entreprises et activités installées sur la commune:</p> <p>Industrie -Artisanat- Services</p> <p>Enjeu économique important du maintien des activités industrielles et artisanales installées dans la zone d'activités de la commune, face à des potentialités foncières réduites. Zone d'intérêt local : enjeu du maintien de cette zone pour la pérennité des entreprises locales installées sur ce site, pour permettre à minima l'évolution et l'extension des activités Enjeu économique important du maintien des entreprises artisanales et de services, installées en secteur éparé sur la commune.</p> <p>Commerces</p> <p>« Fragilité » de la fonction commerciale dans le village (un seul commerce : bar-restaurant) Enjeu de maintien et de diversification d'activités de commerces et de services dans le bourg.</p> <p>Tourisme</p> <p>Enjeu de développement d'un tourisme vert et culturel et de mise en valeur des sites d'attrait touristique existant : site de la « Pangée », vieux village, Grotte de La Dame,... Enjeu de développement de structures d'accueil et d'hébergement adaptées à ce type de tourisme.</p> <p>Rappel orientations DOO du SCOT du Grand ROVALTAIN: Mieux répartir l'emploi sur le territoire des communes <i>L'accueil des emplois et des activités dans l'enveloppe urbaine est une priorité que l'ensemble des documents d'urbanisme doivent traduire.</i> <i>Le développement, la diversification et le maintien des activités artisanales et économiques sont à rechercher de façon privilégiée dans l'enveloppe urbaine.</i> L'organisation du foncier à vocation économique : une hiérarchie à mieux affirmer <i>La création d'emplois dans les communes est encouragée sous toutes ses formes. La création de zones artisanales ou l'accueil d'activités industrielles, est autorisée mais limitée en surface de l'ordre d'un hectare par commune classée Village – rural et Village périurbain - ou Bourg-centre. Ces communes peuvent mutualiser ce potentiel selon des modalités de mise en œuvre.</i> Tourisme : Développer et améliorer l'hébergement touristique <i>Dans les villages ruraux, favoriser le développement de l'hébergement touristique de type gîtes ruraux, chambres d'hôtes en s'appuyant notamment sur le patrimoine bâti existant.</i> <i>Favoriser l'amélioration des sites liés aux activités de pleine-nature dans le respect des autres enjeux environnementaux, agricoles et paysagers.</i></p>

ENVIRONNEMENT	
PROBLEMATIQUES	ENJEUX
<p>1- Biodiversité et richesse des milieux naturels : une richesse significative en matière de biodiversité</p> <p>Trame verte : Présence de couverts forestiers qui jouent un rôle important dans le maintien des sols, dans la lutte contre l'érosion et l'imperméabilisation des sols notamment sur les secteurs en pentes (coteaux, crêtes de reliefs, berges de cours d'eau)</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ denses et continus sur les reliefs (présence de zones nodales fortes) ▪ linéaires et continus sur la plaine (forêts riveraines des cours d'eau – présence de zones nodales majeures), ▪ dispersés en îlots boisés sur la plaine, <p>Richesses des milieux naturels montagnards (ZNIEFF) Présence de pelouses sèches</p> <p>Trame bleue : Richesse réseau hydrologique des cours d'eau mais avec quelques ruptures dans la continuité de cette trame, Secteurs inondables participant au maintien de la biodiversité des zones humides attenantes à ces milieux : importance et richesses des zones humides constituant des continuums écologiques.</p> <p>2- Risques et nuisances Des risques d'inondation qui conditionnent l'urbanisation dans les espaces agricoles ou naturelles proches des ruisseaux de l'Ecoutay, de la Mandré, de Tisserand, de Bégaire Des risques liés au gonflement des argiles se traduisant sous forme d'aléas moyen à fort sur les reliefs de la Côte notamment (sables et cailloutis grossiers). Risques d'incendie et feux de forêt plus marqués le long des reliefs de la Côte. Des nuisances liées aux infrastructures (stations d'épuration) ou aux activités (élevages, fumières, ...).</p>	<p>1- Biodiversité et milieux naturels</p> <p>Enjeu de la prise en compte de la biodiversité et de la richesse des milieux naturels par la protection des milieux associés aux réservoirs de biodiversité et par le maintien des continuités écologiques de la trame verte et bleue : secteurs de biodiversité à protéger et à relier entre eux, corridors écologiques à mettre en évidence et à revaloriser au sein du territoire communal</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ Enjeu de maintien et de protection de la trame Verte au sein du territoire communal : <ul style="list-style-type: none"> ○ couverts forestiers des reliefs, ○ forêts riveraines des cours d'eau ○ bosquets et boisements isolés dans la plaine et sur les piémonts ○ pelouses sèches ○ trame verte des espaces bâtis (ex : Coquillon) ▪ Enjeu de maintien, de recomposition et de protection de la trame Bleue <ul style="list-style-type: none"> ○ Enjeu de rétablissement des continuités sur l'ensemble de la trame bleue ○ Enjeu de maintien des zones humides et préservation des secteurs de confluence des cours d'eau. Les zones humides sont des éléments majeurs de la Trame Bleue à prendre en considération dans la politique d'aménagement communal. ○ Enjeu de maintien de la biodiversité dans la forêt rivulaire <p>Rappel orientations DOO du SCOT du Grand ROVALTAIN: Maintenir, Restaurer et Compléter une trame verte et bleue de qualité <i>Protéger les réservoirs de biodiversité</i> <i>Préserver ou restaurer la fonctionnalité des corridors écologiques,</i> <i>Valoriser les espaces d'intérêt pour la biodiversité</i></p> <p>2- Risques et nuisances</p> <p>Enjeu de prise en compte des risques et des nuisances par rapport à l'affectation des sols, notamment par rapport au développement de l'habitat.</p> <p>Rappel orientations DOO du SCOT du Grand ROVALTAIN: <i>Organiser le développement urbain pour minimiser l'exposition aux risques d'inondation des biens et des personnes</i></p>

PAYSAGES	
PROBLEMATIQUES	ENJEUX
<ul style="list-style-type: none"> ▪ Richesse d'écritures paysagères qui affirment l'identité, le caractère et la qualité du territoire communal de la commune ▪ Présence de sites sensibles de co-visibilité et de fragmentation paysagère : occupation des coteaux et de la plaine par de l'habitat diffus ▪ Présence d'éléments perturbateurs qui dévalorisent et nuisent à la qualité du cadre de vie) ▪ Redécouverte du territoire par une approche pédagogique et ludique : parcours spécifique de découverte sur la plaine (dit route paysage) 	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Enjeux de protection et de mise en valeur des éléments paysagers identitaires sur l'ensemble du territoire : <ul style="list-style-type: none"> • lignes de crête (reliefs de LA COTE et de LA RAYE) • espaces naturels (forêts, bosquets et rideaux de verdure sur la plaine et les reliefs) et hydrauliques (ravins, ruisseaux et rivière) • Enjeu de mise en valeur des points de vue et redécouverte du territoire par une approche pédagogique et ludique : parcours spécifique de découverte (dit route paysage) dans la plaine; • Enjeu de préservation d'un large milieu humide, de l'ensemble de la trame agricole qui se compose de milieux humides à forts valeurs paysagères (étangs, fossés d'irrigation notamment aux lieux-dits : Les Marais, Les Granges, Les Perrots, Les Chaînons, Le Champ de Roure et Les Bertons". • Enjeu de protection de structures végétales particulières • Enjeu de maîtrise et de composition des pôles d'extension bâtie, plus particulièrement au niveau : <ul style="list-style-type: none"> ○ des extensions urbaines autour du village de manière à prendre en compte la préservation de la silhouette du village, ○ des coteaux qui risquent d'être impactés davantage par de l'habitat diffus, ○ des abords de la zone d'activités située en entrée ouest du village. <p>Rappel orientations DOO du SCOT du Grand ROVALTAIN: Mettre en scène le patrimoine paysager Préserver les points de vue majeurs et les panoramas Préserver et valoriser la diversité des paysages du Grand Rovaltain La Baume-Cornillane appartient à l'entité paysagère « Les piémonts du Vercors » - Identifier et protéger les activités forestières, agricoles et les pelouses sèches - Limiter l'impact visuel des constructions dans la plaine - Préserver les lignes de crêtes, pentes et panoramas majeurs des rebords ouest du Vercors (reliefs de la Côte notamment pour La Baume-Cornillane)</p>

PATRIMOINE BATI	
PROBLEMATIQUES	ENJEUX
<p>Un patrimoine bâti non classé mais avec des éléments d'intérêt à prendre en considération</p> <p>De nombreux éléments du patrimoine ancien, ou du petit patrimoine, ne faisant pas l'objet de protection particulière sont toutefois remarquables</p> <p>Un site historique remarquable : (Vieux village)</p>	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Conserver et transmettre aux générations futures les éléments remarquables du patrimoine bâti et culturel : <ul style="list-style-type: none"> ○ Sites archéologiques ○ Patrimoine architectural local: éléments patrimoniaux à identifier : ○ Protection et mise en valeur du petit patrimoine ▪ Enjeux de co-visibilité village-secteur de la Côte et vieux village, enjeux de mise en valeur des abords et du glacis sous le vieux village ▪ Enjeu d'intégration des constructions neuves plus particulièrement en frange du village et sur les espaces en co-visibilité ▪ Enjeu d'insertion des constructions dans la pente sur les coteaux (Coquillon) ▪ Le patrimoine bâti local en campagne : Préserver l'unité architecturale dans le cadre des réhabilitations ▪ Des éléments patrimoniaux à identifier : protection et mise en valeur du petit patrimoine non classé et non inscrit. <p>Rappel orientations DOO du SCOT du Grand ROVALTAIN: <i>Préserver et valoriser le patrimoine bâti du Grand Rovaltain : sur la carte « Patrimoine bâti», La Baume-Cornillane est identifiée au titre de la préservation de la perception visuelle des silhouettes des bourgs et des villages patrimoniaux.</i></p>
FONCTIONNEMENT URBAIN – EQUIPEMENTS - CIRCULATIONS ET DEPLACEMENTS	
PROBLEMATIQUES	ENJEUX
<p>Contexte général équipements et cadre de vie :</p> <p>Un bon niveau d'équipement d'infrastructure (voiries, réseaux) mais aussi de superstructure (école, aires de jeux et équipements sportifs, espaces verts et espaces publics, équipements d'animation et espaces de convivialité) dans le village.</p> <p>Equipements de superstructure :</p> <p>Ecole, salle des fêtes, aire de sport et de loisirs (aires de jeux pour les enfants, jeux de boules, mini stade multi-sports), théâtre de verdure, temple protestant, cimetière, plusieurs aires de stationnement et espaces publics aménagés dans le village, dont un petit square avec jeu pour les petits au sud du restaurant</p> <p>Equipements d'infrastructure:</p> <p>Réseau et desserte routière satisfaisantes. Desserte eau potable (SIE sud Valentinois) : satisfaisant en quantité et en</p>	<p>Equipements et cadre de vie</p> <p>Enjeu de maintien des équipements et services existants (école etc...) pour préserver la qualité de vie sur ce territoire rural : enjeux d'accessibilité et de fonctionnalité des équipements.</p> <p>Répondre aux besoins des associations locales, des habitants etc... existants</p>

qualité. Pas de contraintes pour le développement de l'urbanisation
 Assainissement collectif : bourg desservi, réalisation récente des réseaux en séparatif et de la station (capacité 190 EH, dont 90 EH raccordés avec existant) => Capacité résiduelle d'environ 100 EH offrant une capacité largement suffisante pour un développement ultérieur de l'urbanisation.
 Electricité : capacité et maillage du réseau globalement satisfaisante.
 Déchets: Une collecte hebdomadaire des ordures ménagères, deux points d'apport volontaire au village pour les déchets recyclables.
 Développement des communications numériques : accès aux réseaux de communications électroniques à haut et très haut débit en fibre optique (source Orange). En évolution : poste de distribution réalisé au centre village.

Tourisme- Loisirs

Des équipements de loisirs au sein du village

Des sites et un patrimoine naturel remarquable déjà mis en valeur : mise en place de signalétique, entretien des ruines et des sentiers de découverte autour du vieux village et de la Côte, et du Rocher de la Pangée centre symbolique de la Pangée.

Déplacements

89,7% des déplacements domicile-travail des personnes résidant à La Baume –Cornillane se font par véhicule automobile, seulement 0,4% par les transports collectifs

Transports collectifs pour les scolaires et lignes régulières du réseau Citéa (arrêts place centre bourg et le long de la RD 538), service de transport à la demande assurant la desserte de La Baume-Cornillane vers Valence avec correspondance à Montmeyran. Pas d'aire de covoiturage.

Peu de cheminements « doux » à l'intérieur du village ou entre les quartiers, en dehors des sentiers de découverte et de randonnée autour du village.

Gestion des transports et de la mobilité (covoiturage, déplacements doux,...) au niveau de la grande agglomération par «Valence-Romans-Déplacements» (VRD).

- **Plan de Déplacement Urbain (PDU)** (2015-2025) approuvé sur les 39 communes de «VRD» à prendre en compte dans le PLU en tant que référentiel de la mobilité. Pour La Baume Cornillane, le niveau de desserte en transport collectif restera limité, encourager les initiatives locales sur ce territoire (covoiturages, modes doux,...),
- **Schéma Directeur cyclable** approuvé en 2015 avec itinéraire Beaumont-Les-Valence / La Baume Cornillane à aménager à terme.

Accès au réseau d'infrastructure de communications à haut et très haut-débit, Amélioration des communications numériques pour répondre notamment aux besoins des entreprises implantées localement .

Tourisme - Loisirs

Enjeu de mise en valeur des sites et du patrimoine naturel remarquable pour le développement du tourisme et des loisirs.

Déplacements

Mieux se déplacer et sécuriser les déplacements sur la commune
 Sécuriser les déplacements sur la commune, et renforcer les « liaisons douces » dans le village : enjeu de mise en place de liaisons privilégiées (douces) entre les quartiers d'habitat, vers les pôles attractifs du village (école, équipements sportifs, espaces publics...)

Rappel orientations DOO du SCOT du Grand ROVALTAIN:

Rationaliser la place de la voiture en ville :

Mettre en œuvre les conditions d'une mobilité douce :

-mettre en place un maillage de cheminements doux piétons et cycles à l'échelle de l'ensemble de la commune.

-prévoir des stationnements vélos dans toute nouvelle opération.

Prise en compte du PDU

AMENAGEMENT ET DEVELOPPEMENT DE L'URBANISATION	
Rappel problématiques urbaines:	ENJEUX
<ul style="list-style-type: none"> Un plan d'occupation des sols ayant valeur de Plan Local d'Urbanisme approuvée en 1986, retombé sous le régime « RNU » (Règlement National d'Urbanisme) qui n'apparaît plus adapté aux enjeux d'aujourd'hui. Des disponibilités foncières encore importantes (5,9 ha environ), mais pas de dispositions pour la programmation du développement de l'habitat. Au niveau du village : une urbanisation qui s'est renforcée autour de la mairie, avec des différents équipements, un immeuble collectif ; mais un développement de l'habitat qui s'est développé plutôt au sud de part et d'autre de la route du Prieuré sous forme d'habitat individuel. La partie au sud –est de la route du Prieuré est contrainte par la topographie et n'est pas raccordée au réseau d'assainissement collectif. <ul style="list-style-type: none"> De grands tènements constructibles et non bâtis disponibles en zone constructibles du POS pour l'habitat : <ul style="list-style-type: none"> en périphérie du bourg, sur des espaces en piémont du vieux village, et en extension de l'urbanisation, d'une part à l'Est, et d'autre part entre le bourg et Coquillon entre le cœur du village et le quartier du Prieuré : un secteur non bâti de 1,3 ha à caractère résiduel, aujourd'hui entouré d'espaces construits, devenant difficile à exploiter pour l'agriculture. Des équipements satisfaisants pour l'extension du village, avec toutefois une capacité limitée du réseau électrique. Un secteur d'accueil spécifique pour les activités économiques : activités industrielles et artisanales. Une « zone » qui fonctionne bien et support des principaux emplois sur la commune. Problématique foncière de la zone d'activités du village pouvant satisfaire l'extension limitée des activités en place mais peu au-delà : très peu ou pas de possibilité d'accueil; peu de capacités foncières résiduelles. Des potentialités dans la réhabilitation ou la rénovation d'un grand bâtiment désaffecté. Coquillon : Un quartier d'habitat exclusivement individuel implanté en coteau, en aval des reliefs de la Côte le long de la RD. Constructions implantées dans un cadre naturel très présent, environnement boisé avec des secteurs de forte pente. Des espaces disponibles dans les potentialités du zonage de la carte communale, mais sur des terrains boisés et fortement contraints par la topographie. Constructibilité limitée par les contraintes de l'assainissement non collectif. Les Pialoux : Un hameau qui a su conserver son caractère de bâti traditionnel. Constructibilité limitée par les contraintes de l'assainissement non collectif. Un rythme moyen de 2 logements neufs par an sur les dix dernières années, une densité de l'ordre de 10 logements/ha au cours des 5 dernières années, en raison de la quasi-totalité de ces constructions en habitat individuel pur. 	<ul style="list-style-type: none"> Enjeu de gestion programmée de l'espace à urbaniser, en maîtrisant le développement en rapport notamment avec le niveau des équipements publics. Enjeu de rentabilisation des coûts d'investissement et de fonctionnement des réseaux en évitant la dispersion de l'habitat et en favorisant la densification urbaine, Enjeu de gestion économe de l'espace Fort enjeu d'organisation et de recomposition urbaine entre le village et les futurs quartiers de développement de l'habitat Enjeu de cohérence avec les orientations du SCOT, du PLH et le Grenelle 2 (respect des trames « vertes et bleues »,...) <p>Rappel orientations DOO du SCOT du Grand ROVALTAIN: Réduire significativement la consommation d'espace : <i>Le SCoT affiche l'objectif de ne pas consommer plus de 92 ha par an en moyenne sur la période 2016/2040 à l'échelle du SCoT, Optimiser le tissu bâti existant pour limiter l'étalement urbain : Les communes devront mobiliser en priorité, dans le cadre de leur document d'urbanisme, le potentiel foncier disponible dans l'enveloppe urbaine. L'ensemble du développement futur doit se faire dans ou à partir des enveloppes urbaines existantes, afin de renforcer les centres des villes et villages existants et est encadré par des objectifs de densité spécifiques à chaque type de commune pour les 25 prochaines années.</i> <i>Bourg centre de La Baume-Cornillane : en enveloppe urbaine principale</i> <i>Quartier de Coquillon : en enveloppe urbaine secondaire</i></p> <p>Promouvoir des formes urbaines optimales <i>Les opérations futures doivent s'inscrire dans des formes urbaines plus denses mais qui restent adaptées à l'armature territoriale et à la typologie des communes.</i> <i>Objectifs de modération de la consommation foncière</i> <i>Pour le niveau « village rural » atteindre à minima les objectifs de densité moyenne de 15 logements / hectare sur la période 2016 -2025 et de 18 logements / hectare sur la période 2026-2040 sur les zones à urbaniser et sur les emprises foncières de plus de 3 000m² disponibles en zone U des PLU. Cet indicateur de densité correspond au nombre de logements sur l'assiette foncière des projets et comprend à ce titre voiries, équipements, espaces publics. Les documents d'urbanisme locaux doivent permettre la mise en œuvre dans les programmes de logements des opérations nouvelles d'une surface de plus de 5 000 m² une diversité des formes d'habitat et proposer dans la mesure du possible à la fois du collectif, de l'intermédiaire et de l'individuel pur.</i></p>

Quatre enjeux majeurs apparaissent essentiels dans le cadre de la révision du projet de territoire de la commune de La Baume-Cornillane:

- **La maîtrise et la programmation du développement de l'habitat face à une forte demande, dans le respect de l'identité propre à la commune, de son caractère villageois et de la qualité de son cadre de vie ...**
- **L'optimisation des potentialités de développement des activités locales (agriculture, tourisme rural ou nature, et autres activités économiques)**
- **La préservation des grandes entités agricoles et naturelles face à la pression urbaine,**
- **La mise en valeur des richesses remarquables sur le plan de la biodiversité, des curiosités géologiques, du patrimoine paysager ou bâti.**

FIN 1 ère partie